ANNALES PARLEMENTAIRES

DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1922-1923

SÉNAT

SÉANCES DU 14 NOVEMBRE 1922 AU 9 AOUT 1923.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Cette table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre de la Chambre » ou « Documents parlementaires ».
ABRÉVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Accidents dans les mines. — V. Industrie, commerce et travail : Mines.

Accident de chemin de fer à la gare de Roux. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. Rongy.

Acquittement des droits de timbres. — V. Finances : Impôts.

Actes de l'état civil. — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Acte de navigation de l'Elbe. — V. Affaires étrangères : Elbe.

Actions privilégiées. — V. Congo : Finances : Emission d'actions.

Adolescence coupable. — V. Code pénal.

Aéronautique.

AVANCEMENT.

Avancement par voie de commissionnement des officiers des armes et services faisant organiquement partie du corps de l'aéronautique. — V. Armée : Avancement.

ECOLES CIVILES D'AVIATION.

Projet de loi portant à cinq ans la durée des contrats à passer avec les écoles civiles d'aviation.

Doc. — Rapport fait par M. Gillain, n° 126.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 803.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 88 membres présents, p. 811 (26 avril 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

NAVIGATION AÉRIENNE.

Projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (S. A. B. E. N. A.).

Doc. — Projet de loi, n° 115. — Statut de la Société anonyme Belge, n° 115.

Rapport fait par M. Gillain, n° 125. — Annexe : Réponses du département de la défense nationale aux questions posées, n° 125.

Ann. — Discussion générale. Sont entendus : MM. le vicomte Vilain XIIII et Devèze, m. d. n., p. 802, 803.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 803.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 99 membres présents, p. 811 (26 avril 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères.

AMÉRIQUE.

Décès de M. le président Harding.

Ann. — Discours de MM. le président t'Kint de Roodenbeke et Jaspar, m. a. ét., p. 1401.

Affaires étrangères (*suite*)

ANGLETERRE.

Manifestation du dimanche, 22 avril, à Bruges, en l'honneur des marins anglais, morts au cours de l'attaque de Zeebrugge.

Ann. — Motion d'ordre de M. Feron, qui propose, au nom du parlement belge, de dire au parlement et à la nation britannique l'admiration de la Belgique pour l'héroïsme des marins de la Grande-Bretagne, p. 795. — M. Jaspar, m. a. ét., prononce un discours à cet occasion et déclare que le gouvernement s'associe de tout cœur à la motion de M. Feron, p. 795.

ARMÉE BELGE ET FRANÇAISE.

Equivalence des services pendant la guerre.

Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 4 octobre 1921, sur l'équivalence des services dans les armées belge et française pendant la guerre. — V. Guerre : Equivalence des services.

ATTENTATS DE DUISBOURG. — V. la rubrique spéciale.

AUTRICHE.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accéder à une convention signée à Genève, le 4 octobre 1922, par les gouvernements britannique, français, italien, tchéco-slovaque et autrichien, en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière.

Doc. — Projet de loi, n° 76.

Rapport fait par M. Feron, n° 80.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Feron, p. 535 (20 février 1923). — M. Feron fait remarquer l'intérêt qu'il y aurait à voter rapidement ce projet de loi qui a été voté à l'unanimité par la Chambre des représentants et qui a également recueilli l'adhésion unanime de la commission du Sénat, p. 535. — La discussion du projet est fixé immédiatement après celle du budget en discussion, p. 535.

Discussion générale : Est entendu : M. Féron, rap., qui prononce un discours, afin de souligner devant le Sénat, la portée du vote de ce projet de loi, p. 543, 544.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 544.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix contre 2, p. 550 (21 février 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CHINE.

Projet de loi approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922, à Washington, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, dans le but d'accroître les revenus du gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême Orient, de sauvegarder les intérêts de la Chine et de développer les relations entre ce pays et les autres puissances sur la base de l'égalité des chances.

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Imperiali, n° 39.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Imperiali, p. 237. — M. Jaspar, m. a. ét., demande l'urgence pour ce projet de loi qui semble ne pas devoir donner lieu à la discussion, et

Affaires étrangères : CHINE (*suite*)

M. le président propose d'en aborder l'examen immédiatement après la discussion du budget des affaires étrangères, p. 237. — Assentiment du Sénat.

L'article unique est adopté sans observations, p. 263.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 265 (28 décembre 1922). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ELBE.

Projet de loi approuvant la Convention internationale établissant l'acte de navigation de l'Elbe, conclue à Dresde, le 22 février 1922 entre la Belgique, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la République Tchéco-Slovaque.

Doc. — Rapport fait par M. Le Jeune, n° 112.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Le Jeune, qui fait remarquer que ce projet doit être voté avant le 31 mars et prie le Sénat de l'examiner le plus promptement possible, p. 761. — Le Sénat décide d'examiner ce projet pendant la séance en cours, p. 761.

M. Le Jeune donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption de ce projet de loi, p. 768.

L'article unique est adopté sans observations, p. 768.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 82 membres présents, p. 768. (22 mars 1923.) — Le projet est soumis à la sanction royale.

INDUSTRIE, COMMERCE ET TRAVAIL.

Traité de commerce belgo-polonais.

Projet de loi approuvant le Traité de commerce belgo-polonais.

Doc. — Rapport fait par M. Digneffe, n° 210.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Digneffe, p. 1305 (25 juillet 1923) Discussion générale, MM. Volckaert, Jaspar, m. a. ét., le marquis Impériali, Digneffe, rap. Féron, Delor, p. 1388 à 1390.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1390.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 103 membres présents, p. 1398 (2 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

POLOGNE.

Assassinat dont a été victime M. Narutowicz, président de la République polonaise.

Ann. — M. le président annonce cet assassinat à la Haute assemblée, et prononce un discours à cette occasion, p. 189. — M. Jaspar, m. a. ét., s'associe, au nom du gouvernement, aux paroles qui viennent d'être prononcées par M. le président, p. 189. — M. le président donne lecture de la dépêche de M. le ministre des affaires étrangères transmettant au Sénat les remerciements de M. le maréchal Rataij, président de la Diète polonaise, au nom de cette assemblée, p. 367.

M. le président, comte t'Kint de Roodenbeke, donne lecture d'un télégramme qui lui a été adressé par M. Tramczynski, maréchal du Sénat, au nom du premier Sénat de la Pologne, ainsi que du télégramme qu'il a envoyé, en réponse, au nom du Sénat de Belgique, p. 267.

Convention belgo-polonaise relative aux biens, droits et intérêts.

Projet de loi approuvant la convention belgo-polonaise du 30 décembre 1922 concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts.

Doc. — Rapport fait par M. Digneffe, n° 211.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Digneffe, p. 1305 (25 juillet 1923).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1390.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 103 membres présents, p. 1398 (2 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Traité de commerce belgo-polonais. — V. plus haut la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail.

RUHR (OCCUPATION DE LA). — V. 1° La rubrique spéciale : Attentat de Duisbourg. — 2° La rubrique : Interpellations au nom de M. le marquis Imperiali au sujet de la sécurité des soldats de l'armée d'occupation.

RUSSIE.

Violence contre l'Eglise en Russie.

Ann. — Motion d'ordre de M. Rutten, qui proteste contre les violences dont sont l'objet des membres de l'Eglise, en Russie, p. 793. — Sont entendus : MM. Lekeu, le comte Goblet d'Alviella, Jaspar, m. a. ét., Volckaert, Masson, m. j., p. 793 à 795. — Observations de MM. Van Fleteren, Lekeu, p. 795.

Affaires étrangères (*suite*)

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte de la Société des Nations, adoptés par la deuxième Assemblée de la Société, dans ses séances des 3, 4 et 5 octobre 1921.

Doc. — Rapport fait par M. Feron, n° 251.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Feron, p. 1399 (2 août 1923).

L'article unique est adopté sans observation, p. 1417.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 99 membres présents, p. 1439 (8 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

SUISSE. — *Situation de la Suisse au Congo belge.*

Projet de loi approuvant la Convention conclue le 16 février 1923 entre la Belgique et la Suisse pour régler la situation de la Suisse au Congo belge.

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Imperiali, n° 237.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Imperiali, p. 1324 (31 juillet 1923).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1390.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 103 membres présents, p. 1398 (2 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Agriculture.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. — V. Enseignement.

POLICE RURALE. — V. Code rural.

STOMATITE APHTEUSE. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. Beauduin.

Aliénation d'immeubles domaniaux. — V. Finances : Domaines.

Aliénation et partage de biens appartenant à des incapables. — V. Code civil : Biens des mineurs et des incapables.

Allemagne (marchandises allemandes). — V. Finances : Douanes.

Allewaert, sén. prov. de la Flandre occidentale.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Proteste contre les mesures douanières prises par la France, p. 223.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 406, 407.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 417.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Expose les revendications du personnel des écoles et colonies de bienfaisance de l'Etat, des prisons, etc., p. 495 à 498.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1338.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 639, 718, 719.

Observation après le rejet d'une nouvelle proposition de loi de M. le comte de Broqueville, p. 1087. — Proposition de loi présentée par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1212.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Parle de la situation des pontonniers et des cantonniers, p. 851.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Parle de l'obligation scolaire et demande s'il n'est pas possible de finir cette obligation à Pâques, p. 937.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur les subsides accordés aux services médicaux et pharmaceutiques des mutualités, ainsi que sur la question du paiement des pensions de vieillesse et celle des habitations à bon marché, p. 1071, 1072. — Discussion des articles. S'abstient au vote sur un amendement de M. Demoulin, p. 1147.

Budget de la défense nationale pour 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce budget, p. 1252.

Allewaert (*suite*)

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture Demande en autorisation. S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Renier, p. 1465. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Fraiture, p. 1465.

Allocation spéciale aux invalides. — V. Guerre : Invalides.

Allumettes. — V. Finances : Impôts.

Amérique (Décès de M. le Président Harding). — V. Affaires étrangères.

Annexion de territoires. — V. Communes : Anvers.

Anormaux. — V. Code pénal.

Anvers.

Annexion de territoires. — V. Communes.

Université flamande. — V. Enseignement supérieur : universités : Flamand.

Armée.

AÉRONAUTIQUE. — V. 1° la rubrique spéciale aéronautique; 2° sous la même rubrique générale : Armée, la sous-rubrique : Avancement.

AVANCEMENT.

Projet de loi relatif à l'avancement, par voie de commissionnement, des officiers des armes et des services faisant organiquement partie du corps de l'aéronautique.

Doc. — Rapport fait par M. Gillain, n° 161.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1076.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 41, p. 1076 (14 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

AVIATION. — V. Aéronautique.

CHEVRONS DE FRONT. — V. Pensions : Pensions militaires.

CODE PÉNAL MILITAIRE.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire.

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 153. Rapport fait par M. Pastur, n° 162.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Pastur, p. 1048 (12 juin 1923).

A la demande M. le ministre de la défense nationale, M. le président prie le Sénat d'examiner ce projet de loi au cours d'une séance tenue par le Sénat afin d'examiner des projets urgents, au moment de la crise ministérielle, p. 1091. — M. Lekeu déclare, au nom de ses amis, estimer que pendant la crise ministérielle, il serait conforme aux traditions parlementaires d'ajourner l'examen de tous les projets de loi qui sont susceptibles de soulever des objections, p. 1091. — Cette déclaration provoque un incident entre M. Devèze, m. d. n., et M. Lekeu, p. 1091. — Discussion : MM. Van Fleteren, Devèze, m. d. n., Lekeu, p. 1092. — Pendant cette discussion, M. le président déclare que, si le tumulte continue, il suspendra la séance, puis, le tumulte continuant, M. le président suspend la séance, p. 1092.

La séance est reprise et M. le président déclare qu'un accord était intervenu au début de la séance entre lui et des membres de la gauche socialiste, au sujet du vote de cinq projets de loi urgents; la revision du Code pénal militaire n'étant pas comprise dans ces projets, M. le président estime qu'il vaudrait mieux en ajourner l'examen, p. 1092. — Sont encore entendus : MM. Devèze, m. d. n., et Lekeu, p. 1092, 1093. — Observations de MM. Van Fleteren, Casterman, Calonne, Volckaert, p. 1093.

Discussion générale. Est entendu : M. Calonne, p. 1236.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1236 à 1239.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 87 membres présents, p. 1252 (19 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

COMBATTANTS. — V. Guerre.

COMPAGNIE DE CORRECTION. — V. la sous-rubrique : Code pénal militaire.

Armée (*suite*)

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1923.

Doc. — Rapport fait par M. Gillain, n° 30.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain (20 décembre 1922).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 262.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix contre 36 et 1 abstention, p. 264. — S'est abstenu : M. Allewaert, p. 265 (28 décembre 1922). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CORRECTION MILITAIRE. — V. sous la même rubrique générale la sous-rubrique : Code pénal militaire.

DOTATION DES INVALIDES. — V. Guerre : Invalides.

DROIT DE VOTE DES MILITAIRES. — V. Lois électorales.

DURÉE DU SERVICE MILITAIRE. — V. la sous-rubrique : Milice.

ECOLES CIVILES D'AVIATION (Contrats à passer avec ces écoles). — V. Aéronautique.

ECOLE MILITAIRE.

Projet de loi modifiant la loi du 25 août 1920 *relative à la rémunération des professeurs civils de l'école militaire.*

(V. Session 1921-1922.)

Doc. — Rapport fait par M. Gillain, n° 23.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 186. — M. le président propose au Sénat de déclarer l'urgence pour ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, M. Gillain donne lecture de son rapport, p. 186.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 186.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 187 (13 décembre 1922). — Le projet est soumis à la sanction royale.

EQUIVALENCE DES SERVICES DANS LES ARMÉES BELGE ET FRANÇAISE.

Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 4 octobre 1921, *sur l'équivalence des services dans les armées belge et française pendant la guerre.*

Doc. — Rapport fait par M. le marquis Imperiali, n° 72.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Impériali, p. 429 (6 février 1923).

L'article unique est adopté sans observations, p. 546.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 93 membres présents, p. 550 (21 février 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

EMPRISONNEMENT MILITAIRE. — V. la sous-rubrique : Code pénal militaire.

INVALIDES. — V. Guerre : Combattants.

MILICE.

Statut de l'armée.

Projet de loi de milice. (Dispositions disjointes à l'effet de permettre de procéder en temps voulu, aux opérations de recrutement des miliciens de 1923).

Doc. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 88.

Rapport fait par M. Gillain, n° 91.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 606.

Discussion générale.

M. Gillain, rapporteur, fait remarquer que ce projet porte simplément des dispositions de milice, les questions du temps de service actif, du système d'incorporation et de l'organisation proprement dite de l'armée étant réservées, ce qui permettra de les étudier dans toute leur ampleur lorsque les projets traitant ces questions seront envoyés par la Chambre des représentants; estime qu'il est urgent de voter le projet en discussion, afin de permettre le recrutement de la classe de 1923. M. Gillain, propose en conséquence de supprimer la discussion générale et cette proposition est admise, p. 614.

Discussion des articles.

Art. 1er à 6. Adoptés sans observations, p. 614, 615.

Art. 7. Observations de MM. Gillain, rapporteur, Devèze, m. d. n., et Speyer et Rongy, p. 615. — L'article 7 est adopté, p. 615.

Armée : MILICE. ***Projet de loi de milice (suite)***

Art. 8 à 18. Adoptés sans observations, p. 615 à 618.

Art. 19. Observations de MM. le comte de Broqueville (qui indique une erreur d'impression), Devèze, m. d. n. (qui déclare être d'accord avec M. de Broqueville, au sujet de la rectification indiquée), p. 818. — L'article 19 est adopté, p. 618.

Art. 20 à 26. Adoptés sans observations, p. 618, 619.

Art. 27. Observations de MM. Gillain, rapporteur et Devèze, m. d. n., p. 619.

Articles 28 à 46. Adoptés sans observations, p. 619 à 622.

Art. 47. Observations de MM. Gillain, rapporteur et Devèze, m. d. n., p. 622.

Art. 48 à 73. Adoptés sans observations, p. 622 à 626.

Art. 74. Observations de MM. Gillain, rapporteur et Devèze, m. d. n., au sujet d'une erreur d'impression qui doit être rectifiée, p. 626. — L'article 74 est adopté, p. 626.

Art. 75 à 82. Adoptés sans observations, p. 626 à 628.

M. Lafontaine fait une déclaration pour motiver l'abstention du groupe socialiste, p. 631.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix et 48 abstentions, p. 631. (6 mars 1923). Se sont abstenus : MM. Allewaert, Beosier, Calonne, Carnoy, Daems, Damas, Danhier, Delor, Demeulemeester, le baron de Moffarts, Demoulin, De Nauw, Deswarte, Du Bois, Ducastel, Fraiture, François, le baron Gillès de Pélichy, Guyaux, Hannick, Hénault, Lafontaine, Lebon, Libioulle, Lion, Lombard, Longville, Mosselman, Mousty, Piérard, Renard, Renier, Ronvaux, Seeliger, Solau, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Vande Moortele, Vanderick, Vande Voorde, Van Fleteren, Van Overbergh, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vermeylen, Vinck, Volckaert, et Wittemans, p. 631. — Le projet de loi est soumis à la sanction royale.

Recrutement. Statut de l'armée.

Projet de loi de recrutement.

Doc. — Projet de loi, n° 206.

Note explicative, n° 209.

Amendement présenté par M. Calonne à l'article 3, litt *b*, n° 209.

Rapport fait par M. Gillain, n° 212.

Amendement présenté à l'article 8, par MM. Renier, Fraiture, Lekeu et Lombard, n° 226.

Amendement présentés par M. Calonne aux articles 2 et 3, n° 234.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain (24 juillet 1923).

Discussion générale.

Discours de MM. Gillain, Calonne, Lekeu, p. 1307 à 1322. — Interruptions de MM. Lekeu, Huisman-Vanden Nest, Devèze, m. d. n., Beauduin, Renard, Van Overbergh, le vicomte Berryer, m. i. h., Volckaert, Vinck, Van Fleteren, Digneffe, p. 1307 à 1322.

p. 1307 à 1322. — Interruptions de MM. Lekeu, Huisman-Vanden Nest, Devèze, m. d. n., Beauduin Renard, Van Overbergh, le vicomte Berryer, m. i. h., Volckaert, Vinck, Van Fleteren, Digneffe, p. 1307 à 1322.

M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Renier et consorts, p. 1322.

M. le président déclare que beaucoup de membres désirent que cette discussion soit terminée le mardi suivant, MM. Lekeu et Volckaert déclarent ne pouvoir prendre aucun engagement p. 1322. — M. le président déclare que dans ces conditions, on statuera le mardi suivant sur les mesures qu'il y aura lieu de prendre, p. 1322.

M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Fraiture et Deswarte à l'article 4, p. 1324.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Fraiture, p. 1324, 1325. — Interruptions de MM. Devèze, m. d. n. Guyaux, Van Fleteren, p. 1324. — M. Gillain, rapporteur, proteste à ce moment contre les attaques dont il est l'objet de la part de M. Fraiture, p. 1325. — Observations de MM. Van Belle, Calonne, le comte de Broqueville, Van Fleteren, Lekeu, Volckaert, p. 1325, 1326. — M. Fraiture reprend son discours, p. 1326 à 1330. — Interruptions de MM. le comte de Broqueville, Van Belle, Calonne, Guyaux, Van Fleteren, Wittemans, Lion, Magnette, Depage, Digueffe, Carton, Volckaert, p. 1326 à 1330. — Discours de M. Devèze, m. d. n., p. 1330 à 1333. — Interruptions de MM. Guyaux, Volckaert, Van Belle, Lombard, Lekeu, Calonne, le comte de Broqueville, Van Fleteren, Fraiture, Van Overbergh, Renier le vicomte Berryer, m. i. h., Demoulin, p. 1330 à 1335. — Au cours de cette discussion, M. le vice-président, baron Descamps, prie M. Calonne de rester calme, p. 1331. — Le tumulte étant à son comble M. le président comte t'Kint de Roodenbeke suspend la séance, p. 1333. — Reprise de la discussion générale : M. Devèze, m. d. n., reprend son discours, p. 1333 à 1337. — Interruptions de MM. Wittemans, le comte de Broqueville, Mouchy, Lekeu, Ryckmans, Casterman, Van Fleteren, Franck, m. c., Calonne, Guyaux, Volckaert, Seeliger, Martens, Magnette, Vinck, Van Belle, Demerbe, p. 1333 à 1337. — Pendant cette discussion M. le président déclare que si M. Calonne continue à interrompre comme il le fait, il sera obligé de le rappeler à l'ordre, puis inflige un rappel à l'ordre à M. Calonne, p. 1334.

Fait personnel de M. Fraiture qui proteste contre la manière dont M. Devèze, m. d. n., a pris la défense de M. le général Gillain, plaçant la question sur un terrain sur lequel il n'avait pas placé le débat, p. 1337. — Observations de MM. Speyer et le président comte t'Kint de Roodenbeke qui déclarent qu'il ne s'agit pas là d'un fait personnel, p. 1337.

Reprise de la discussion générale. Disc. de MM. Allewaert, J. Nolf, Volckaert, p. 1338 à 1340. — Interr. de MM. Van Fleteren, Devèze, m. d. n., Lekeu, Delannoy, p. 1339, 1340. — Disc. de MM. Volckaert (qui termine son discours), Calonne (qui commence par parler du rappel à l'ordre qui lui a été infligé), Wittemans, Lekeu, Speyer, (qui fait une déclaration au nom de la gauche libérale), le comte de Broqueville, p. 1341 à 1351. — Interr. de MM. Theunis, p. m., m. f., Van Fleteren, du Four, Vinck, Lekeu, Speyer, Mousty, Lion, Guyaux, Damas, Mahieu, De Meulemeester, Devèze, m. d. n., Gillain, rap., Volckaert, Digneffe, Seeliger, Renard, Lefebvre, Van Overbergh, Renier, Jaspar, m. a. ét., Ryckmans, Baeck, p. 1342 à 1351.

Fait personnel de M. Volckaert qui déclare qu'il n'a pas voulu mettre en doute le dévouement de M. le comte de Broqueville mais qu'il a tenu à constater que c'est le parti catholique qui n'a pas su préparer la défense du pays, p. 1351, 1352. — Observations de M. le comte de Broqueville (qui donne un démenti formel à M. Volckaert), p. 1352. — Est encore entendu, dans la discussion générale, M. le marquis Imperiali, qui fait une déclaration au sujet de son vote ainsi qu'au sujet du vote d'une grand nombre de ses amis, p. 1352.

Discussion des articles.

Art. 1er. Adopté sans observations, p. 1352, 1353.

Article 2. M. le président donne lecture du texte adopté par la Chambre et d'un amendement présenté par M. Calonne, p. 1353. — M. Calonne motive son amendement, p. 1353. — L'amendement de M. Calonne est rejeté et l'article 2 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 1353.

Article 3. M. le président indique un amendement de M. Calonne; M. Lekeu demande l'appel nominal, au nom de la gauche socialiste, p. 1353. — L'amendement est rejeté par 91 voix contre 40, p. 1354. — M. Calonne motive un amendement qu'il a présenté au litt. *D* et cet amendement est rejeté par assis et levé, p. 1354. — Un amendement présenté par M. Volckaert au litt. *E* est rejeté par assis et levé et l'ensemble de l'article 3 est adopté, tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 1354.

Article 4. M. le président indique un amendement de MM. Fraiture et Deswarte, p. 1354. — Sont entendus : M. Fraiture (qui défend son amendement), Moyerseen, m. i. t., Pirard, Devèze, m. d. n. (qui prie le Sénat, au nom du gouvernement, de rejeter l'amendement, sous le bénéfice des déclarations qu'il a faites), p. 1354, 1355. — L'amendement de MM. Fraiture et Deswarte est rejeté par 88 voix contre 38, p. 1355. — L'article 4 est adopté tel qu'il est transmis par la Chambre des représentants, p. 1355.

Art. 5. M. le président indique un amendement de M. Volckaert, p. 1355. — Sont entendus MM. Volckaert et Devèze, m. d. n., p. 1355. — M. Volckaert déclare retirer son amendement et l'article 5 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 1355.

Articles 6 et 7. Adoptés sans observations, p. 1355, 1356.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte adopté par la Chambre et d'amendements présentés : 1° par M. Volckaert; 2° par MM. Renier et cons., p. 1356, 1357. — Sont entendus : MM. Volckaert, (qui défend son amendement), Guyaux, Ryckmans, le vicomte Berryer, m. i. h., Devèze, m. d. n., p. 1357, 1358. — M. Volckaert déclare retirer son amendement par suite des déclarations formelles du ministre, p. 1358. — L'amendement de MM. Renier et cons. est rejeté, p. 1358. — L'article 8 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre, p. 1358.

Armée : MILICE. *Projet de loi de recrutement (suite)*

Art. 9. M. le président indique un amendement de M. Volckaert, p. 1358. — Sont entendus : MM. Volckaert, Devèze, m. d. n., p. 1358. — M. Volckaert déclare, en présence de la déclaration de M. Devèze, m. d. n., retirer son amendement, p. 1358. — L'article 9 est adopté, p. 1358.

Art. 10. Sont entendus : MM. Van Berckelaer, Devèze, m. d. n., p. 1358, 1359. — M. Lekeu demande le vote par appel nominal, au nom de la gauche socialiste, et M. Deswarte appuie cette demande, p. 1359. — L'article 10 est adopté par 85 voix contre 34 et 2 abstentions, p. 1359. — Se sont abstenus : MM. Lebon et J. Nolf, p. 1359.

Art. 11. Observations de MM. du Four et Devèze, m. d. n., p. 1359. — L'article 11 est adopté, p. 1359.

Art. 12 et 13. Adoptés sans observations, p. 1360.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 32 et 5 abstentions, p. 1360 (1er août 1923). — Se sont abstenus : MM. Broeckx, Carnoy, Lebon, J. Nolf, Van Overbergh, p. 1360. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Rémunération. Arriérés. Délai pour l'introduction des demandes.

Projet de loi déterminant les délais endéans lesquels doivent être introduites, sous peine de forclusion, les demandes tendant au règlement de certains arriérés en matière de rémunération de milice.

Doc. — Rapport fait par M. Nerincx, n° 128.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 870.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 870 (15 mai 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Rémunération de milice, miliciens, volontaires de carrière et rengagés.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 10 août 1920, relatives à la rémunération des miliciens, volontaires de carrière et des rengagés.

Doc. — Rapport fait par M. Van Cauwenbergh, n° 214.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1287, 1288

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et une abstention, p. 1303 (25 juillet 1923). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1303. — Le projet est soumis à la sanction royale.

NAVIGATION AÉRIENNE.

Statuts de la Société anonyme belge. — V. Aéronautique.

PENSIONS MILITAIRES. — V. Pensions.

PIGEONS MILITAIRES.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage.

Doc. — Projet de loi, n° 157.

Rapport fait par M. Gillain, n° 169.

Amendements présentés aux articles 1er, 5 et 9 par MM. Guyaux, Vanderick et Mousty, n° 184.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 1059 (13 juin 1923).

M. le président annonce le dépôt, par MM. Guyaux, Vanderick et Mousty, d'amendements aux articles 1er, 5 et 9, p. 1173.

Discussion générale. Sont entendus : MM. Guyaux, Devèze, m. d. n., Huisman-Vanden Nest, p. 1241, 1242.

Discussion des articles. Article 1er : Un amendement de MM. Guyaux et consorts est rejeté et l'article 1er est adopté, tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 1243.

Articles 5 et 9. M. le président déclare que des amendements présentés à ces articles par MM. Guyaux et consorts viennent à disparaître, par suite du rejet de l'amendement qu'ils avaient présentés à l'article 1er, p. 1243.

Les autres articles sont adoptés sans observations, p. 1242 à 1244.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 54 voix contre 31, p. 1253 (19 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

RECRUTEMENT. — V. Sous la même rubrique générale, la sous-rubrique : Milice.

RÉMUNÉRATION DE MILICE. — V. la sous-rubrique : Milice.

RENTE DE CHEVRONS DE FRONT. — V. Pensions militaires.

Armes à feu. — V. Industrie, commerce et travail : Banc d'épreuve des armes à feu établi à Liége.

Asou, sén. prov. du Hainaut.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 54.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 4, p. 67, 68. — Défend une disposition additionnelle qu'il a proposée au § 2, p. 97. — Article 6. Discussion, p. 106. — Défend un paragraphe final qu'il propose par amendement, p. 121 à 123. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (texte transmis par la Chambre des représentants). Discussion des articles. Article 1er, p. 734. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Parle de la situation des plaideurs qui ont gagné un procès contre l'Etat, p. 850, 851.

Interpellation de M. le marquis Imperiali sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés. Discussion, p. 1172.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1267.

Assassinat de M. Narutowicz, président de la République polonaise. — V. Affaires étrangères : Pologne.

Assistance judiciaire et procédure gratuite. — V. Code de procédure civile.

Assistance publique.

MONTS DE PIÉTÉ.

Projet de loi réorganisant les Monts-de-Piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse publique de prêts ».

Doc. — Projet de loi, n° 223.

Rapport fait par M. Magnette, n° 249.

Ann. — M. Digneffe prie le Sénat d'ajourner au mois de novembre l'examen de ce projet de loi, p. 1428. — M. le marquis Imperiali appuie cette demande et M. Moyersoen, m. i. t., déclare se rallier à la proposition d'ajournement, p. 1428. M. le président déclare, en conséquence, que l'examen de ce projet est remis à la prochaine session, p. 1428.

Assurances (Contrat d'assurances) — V. Code de procédure civile : Compétence.

Assurances sociales.

SOCIÉTÉS MUTUALISTES.

Fusion. — Projet de loi autorisant les sociétés mutualistes à se fusionner.

Doc. — Projet de loi, n° 178.

Rapport fait par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, n° 193.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1196 (17 juillet 1923).

Discussion générale. Sont entendus : MM. Delannoy, Moyersoen, m. i. t., p. 1285, 1286. — Observations de M. Guyaux, p. 1286.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1286, 1287.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 87 membres présents, p. 1303 (25 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Placement des fonds.

Projet de loi réglant le placement des fonds des sociétés mutualistes reconnues (art. 18 de la loi du 23 juin 1894).

Doc. — Exposé des motifs, n° 218. — Annexe : Projet de loi n° 218.

Rapport fait par M. Rongy, n° 235.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Moyersoen, m. i. t., p. 1273 (24 juillet 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie et du travail.

Dépôt du rapport par M. Rongy, p. 1337 (31 juillet 1923).

Motion d'ordre de M. Rongy, rap., qui propose d'utiliser une fin de séance pour l'examen de ce projet de loi et qui déclare que la commission a été unanime à l'adopter, sous réserve de quelques légères modifications sur lesquelles il estime que M. Moyersoen, m. i. t., est d'accord, p. 1399. — Observations de M. Moyersoen, m. i. t., qui prie le Sénat de voter le projet tel qu'il a été présenté par le gouvernement, p. 1399.

Assurances sociales : SOCIÉTÉS MUTUALISTES. *Placement des fonds (suite)*

Discussion générale. Sont entendus : MM. Rongy, rap. et Moyersoen, m. i. t., p. 1425, 1426.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1426.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 117 membres présents, p. 1436 (8 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale,

PENSION DES OUVRIERS MINEURS.

Proposition de loi relative à la pension des ouvriers mineurs.

Ann. — Motion d'ordre de M. Lombard qui prie M. Moyersoen, m. i. t., de déposer sans retard le projet de loi qu'il a annoncé, sur cette question, p. 874. — Est entendu : M. Moyersoen, qui s'engage à hâter l'examen de cette question le plus possible, p. 874, 875.

Assurances sur la vie.

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie.

V. Session 1921-1922.

Doc. — Rapport fait par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, n° 137. — Amendement proposé par la commission à l'article 8, n° 137.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 877 (17 mai 1923).

M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem propose l'ajournement de ce projet à la prochaine session, afin d'éviter de discuter un projet de cette importance, au dernier moment avant les vacances. Cette proposition, faite par M. le chevalier de Ghellinck, d'accord avec un grand nombre de ses collègues, est unanimement admise, p. 1305.

Attentat de Duisbourg.

Ann. — Discours à l'occasion d'un attentat dont ont été victimes des soldats belges, en Allemagne occupée. MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Devèze, m. d. n., Braun, Lafontaine, Magnette, p. 1097, 1098.

Automobiles et véhicules à moteur. — V. 1° Finances : Impôts. — 2° Roulage.

Autriche (Restauration économique et financière). — V. Affaires étrangères.

Avancement. — V. Armée.

Avances faites à l'Etat par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes. —

Aviation. — V. Aéronautique.

Avortement. — V. Code pénal.

B

Baeck, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 228.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 377.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1068, 1071, 1101, 1103, 1105, 1106, 1107. — Discussion des articles. Art. 67. Observations, p. 1143.

Propositions de loi relatives à l'emploi des langues à l'université de Gand. Proposition de M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Discussion, 1079, 1082. — Observation à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1197. — Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1167.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1267.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1349.

Baeck (*suite*)

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1405, 1407, 1413, 1447, 1448.

Bail. — V. Code civil.

Baisse du franc. — V. la rubrique : Interpellations : au nom de MM. Vinck et Seeliger.

Banc d'épreuves des armes à feu établi à Liége. — V. Industrie, commerce et travail.

Banque nationale.

Avances faites à l'Etat par la Banque nationale, en vue du retrait des monnaies allemandes. — V. Finances : Monnaies.

Banque publiques de Prêt. — V. Assistance publique : Monts de Piété.

Baudrux, sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 430 à 432.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion des articles. Art. 4. Motive un amendement qu'il a présenté, avec M. Delannoy, au 2° du § 1er, p. 782.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion, p. 1434. — Observation au sujet d'une motion d'ordre de M. Liebaert, qui propose une séance du matin pour la suite de cette discussion, p. 1438.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Beauduin, sénateur de Louvain.

Doc. — Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923. Rapport, n° 66. — Annexe : Amendements présentés par la commission spéciale, n° 66. — Seconde annexe : Amendements présentés par la commission spéciale aux articles 20, 24, 25 et 26, n° 66. — Sous-amendement à l'amendement présenté par le gouvernement, n° 84.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (co-sign.), n° 104.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1923. — Rapport n° 202.

Ann. — Interpelle M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics au sujet des mesures prises pour éviter la propagation de la stomatite aphteuse qui, en ce moment, infeste certaines étables. Développe son interpellation, p. 166. — Fait encore diverses observations, p. 169.

Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923. Dépose son rapport sur ce budget, p. 401. — Discussion générale de ce budget et du budget des affaires économiques, p. 563 à 566, 570. — Fait encore diverses observations au sujet du sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Vande Vyvere, m. a. éc., p. 589, 590.

Discussion des articles du budget des dépenses recouvrables. Art. 5 et 6 nouveaux, proposés par amendement par le gouvernement. Déclare comme rapporteur de ce budget, admettre une demande de M. Deswarte, tendant à la disjonction de ces articles, qui formeraient un projet de loi distinct, p. 604.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 416, 417.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. — Discussion générale, p. 431, 434.

Projet et proposition de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 690. — Observations à l'occasion des développements de la proposition de loi de MM. Braun et consorts, p. 744. — Discussion, p. 750. — Nouvelle proposition de loi de M. le comte

Beauduin (*suite*)

de Broqueville. Discussion, p. 1039. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1189.

Projet de loi relatif à l'approbation de la Convention du 31 décembre 1921 entre l'Etat belge et la Compagnie du chemin de fer du Congo. Discussion générale. Traite des deux questions mises en relief par le rapport de M. Leyniers, p. 762. — Observations, p. 763, 765, 766.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Service de l'agriculture). Discussion générale. Parle des mesures à prendre pour intensifier la production agricole, p. 820 à 823.

Tableau B (Service des travaux publics). Discussion générale. Parle du problème des communications par eau, p. 862.

Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour 1923. Discussion générale. Parle de la question des sucres, p. 955 à 957.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 2. Litt. B. Demande que l'on mette aux voix, en premier lieu, le texte du gouvernement, p. 1184.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1236. — Discussion générale. Suggère notamment la création de fonds autonomes pour les dotations et notamment pour la dotation des combattants, puis parle de divers travaux : port de Zeebrugge, etc., p. 1267 à 1269. — Observations, p. 1272.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1307.

Behaghel (Le chevalier), sénateur d'Audenarde et d'Alost.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Par motion d'ordre, fait remarquer qu'il a émis un vote affirmatif sur ce budget et que ce vote n'a pas été recensé, p. 512.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale. Parle des améliorations annoncées pour le personnel du département de l'agriculture, p. 827.

Beosier, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Berger, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi tendant à compléter l'article 1er de la loi du 20 avril 1921, modifiant, en matière de contrats d'assurances, la loi du 25 mars 1870 sur la compétence. Rapport n° 22.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. (Titre IV du livre 1er du Code civil). Amendement à l'article 5, n° 100.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6, p. 114, 115. — Art. 15. Discussion d'un amendement de M. Pirard, p. 169, 170.

Projet de loi tendant à compléter l'article 1er de la loi du 20 avril 1920, modifiant en matière de contrats d'assurances, la loi du 25 mars 1876 sur la compétence. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 185.

Berger (*suite*)

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 724. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics.) Discussion générale. Signale notamment le danger d'un croisement de routes sur le territoire de la commune de Genappes, p. 862.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Féron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Parle de l'esprit de respect mutuel qui devrait exister dans l'administration supérieure des sciences et des arts, en ce qui concerne la liberté de conscience, p. 926. — Déclare que la réponse donnée par le ministre à son discours n'élucide pas la situation qu'il a indiquée, p. 937, 938.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Parle des commissaires d'arrondissement et d'une brochure, les concernant, qui a été distribuée aux membres du Sénat, puis rappelle une interpellation qu'il avait voulu adresser à M. Carton de Wiart, lorsque celui-ci était ministre de l'intérieur, au sujet de la nomination de certains bourgmestres, p. 990 à 993. — Observations, p. 994, 1002.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1181, 1182.

Berryer, vicomte, ministre de l'intérieur et de l'hygiène, sénateur de Liége.

Ann. — Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires annexé d'Eupen et de Malmédy. Déclare être d'accord avec M. Pirard pour prier le Sénat de remettre la discussion de cette interpellation à la rentrée de janvier, p. 207. — Discussion de l'interpellation, p. 274, 277, 279 à 281, 349 à 355, 357 à 359.

Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 338.

Projet de loi portant modification à la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage. Dépose ce projet de loi, au nom de M. le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 672.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 691. — Observations à l'occasion des développements de la proposition de loi de M. Braun, p. 745. — Discussion, p. 752. — Observations à l'occasion d'une critique dirigée contre M. Hubert, qui a quitté la salle, la veille, au moment du vote, p. 754. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1040. — S'oppose à ce que des membres motivent leur vote immédiatement après la première lecture, p. 1050. — Vote en seconde lecture. Observation, p. 1084. — Observations au sujet d'un discours de M. Magnette après le rejet de la proposition de M. le comte de Broqueville, p. 1085.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Observations, p. 976 à 980, 983, 990, 992. — Répond aux différents orateurs, p. 998 à 1003. — Reprend son discours, p. 1005 à 1007. — Observations, p. 1008.

Interpellation de M. Wittemans au sujet du scandale de Ranst. Répond à M. Wittemans, p. 1256 à 1258.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1314, 1333. — Discussion des articles. Art. 8. Observations, p. 1358.

Motion dordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la haute assemblée, en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observation, 1396.

Bienfaisance.

MONTS DE PIÉTÉ. — V. Assistance publique.

Biens des mineurs ou des incapables. — V. Code civil.

Biens ennemis (liquidation des). — V. Guerre : Séquestres de guerre.

Bons monétaires de deux francs. — V. Finances : Monnaie.

Braffort, sénateur provincial du Luxembourg.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendements à l'article 7 du texte proposé par la commission de la justice, n° 9.

Projet de loi remplaçant le grade de médecin vétérinaire par celui de docteur en médecine vétérinaire. Rapport, n° 196

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 53, 54. — S'abstient au vote sur un amendement de M. Carnoy, p. 58.

Braffort *(suite)*

— Art. 10. Prie M. Deswarte de retirer la seconde partie de son premier amendement, qui rencontrerait alors l'assentiment unanime, p. 155. — Vote en seconde lecture. Art. 7. Défend un amendement qu'il avait présenté, avec M. Carton, p. 200, 203.

Budget des affaires étrangères pour 1923. — Discussion générale, p. 247.

Interpelle M. le ministre des affaires économiques sur le point de savoir si un tribunal civil des dommages de guerre est fondé à se refuser à examiner séparément le dommage mobilier et le dommage immobilier d'un même sinistré. Développe son interpellation, p. 283, 284. — Observations, p. 284, 285.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 371, 372, 443.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 414.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (due à l'initiative de MM. Magnette et consorts). Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur cet article, p. 756. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Motive son vote sur l'ensemble de cette proposition de loi, p. 1083.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale. Parle notamment des syndicats d'élevage bovin, des impôts qui frappent l'agriculture, de l'enseignement agricole et de l'élève du cheval ardennais, p. 807 à 810, 812, 813. — Tableau B. (Services des travaux publics.) Observations, p. 858. — Discussion générale. Demande que, dans le prochain budget des crédits soient prévus pour la reprise de certains chemins vicinaux, p. 859.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Suggère l'immunisation des pensions payées aux ascendants des soldats morts à l'ennemi, p. 1073. — Observations, p. 1119, 1120.

Projet de loi remplaçant le grade de médecin vétérinaire par celui de docteur en médecine vétérinaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1220.

Braun, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Proposition de loi sur le travail, l'industrie et le commerce de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. Rapport, n° 67.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Proposition de loi, n° 104. — Nouvelle proposition de loi, relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat, n° 143. — (Cette proposition de loi a été transmise au Sénat le 22 mai.)

Ann. — Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. Discussion générale. Observations au sujet d'un amendement, annoncé par M. Deswarte, tendant à proroger également la loi du 14 août 1920, p. 11.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1922, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 8. — Fait des propositions quant à la procédure à suivre pour la discussion, p. 23, 24. — Reprise de la discussion de l'article premier. Amendement présenté par MM. Deswarte et consorts, p. 28. — Observations au sujet d'un amendement de M. le comte Goblet, concernant les réquisitions, p. 30. — Art. 2, p. 38, 42. — Art. 3, p. 84, 88. — Art. 4, § 1er. Fait remarquer qu'une modification proposée par M. Masson, m. j., est inutile par suite d'une disposition existant dans l'article 12, p. 92. — Combat une disposition additionnelle qui vient d'être proposée par M. Poelaert, p. 95. — Propose, vu l'heure avancée, de remettre au lendemain le vote sur le § 5, p. 100. — Art. 5. Combat un amendement de M. Masson, m. j., p. 104. — Art. 6, p. 111, 115. — Observations au sujet de §§ additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts, p. 130. — Observations au sujet d'un alinéa additionnel proposé par MM. Poelaert et Delannoy, p. 131. — Paragraphe concernant les dérogations contractuelles, p. 140. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement en remplacement du deuxième alinéa du texte primitif, p. 150, 151. — Art. 8*ter* proposé par MM. Poelaert et consorts. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 153. — Art. 14. Discussion, p. 157, 159, 160. — Déclare être d'accord avec M. Deswarte pour proposer un sous-amendement à l'amendement du gouvernement, qui tend à ajouter à l'article 14, l'article 38 du texte de la Chambre, p. 161.

Braun *(suite)*

Proposition de loi sur le travail, le commerce et l'industrie de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. Motion d'ordre de M. Wittemans qui demande que cette proposition de loi, dont M. le ministre de la justice demande le renvoi à la commission de revision du Code civil et au comité de législation du ministère de la justice, soit discutée au cours de la session. Déclare se rallier à la proposition de M. Wittemans, sans s'associer aux critiques que M. Wittemans a dirigées contre la commission de revision du Code civil, p. 308.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Au cours de la discussion générale, dépose une proposition de loi relative à l'enseignement flamand dans les universités de l'Etat, proposition qu'il a signée avec MM. Carton, Dubost, Van Ormelingen, Beauduin et le vicomte Vilain XIIII, p. 725. — D'accord avec le Sénat, donne lecture de cette proposition de loi et prie l'assemblée de la prendre immédiatement en considération, p. 725. — Observations, p. 726. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre, fait diverses observations quant à l'examen des propositions restant en présence, p. 738 à 741. — Propose, si M. le président l'y autorise, et en reconnaissance de la courtoisie avec laquelle a été accueillie sa proposition de loi, et afin de satisfaire au désir de divers membres, de développer sa proposition de loi, p. 741. — Développe sa proposition, p. 741 à 743. — Discussion, p. 748 à 750. — M. de Broqueville ayant à la suite du rejet des propositions de loi de M. Magnette et de M. Speyer, proposé le renvoi à une commission spéciale, et M. Féron ayant demandé qu'il soit voté au préalable, sur la proposition qu'il a présentée, fait remarquer que la commission ne peut être saisie que de sa proposition et de celle de M. Van Roosbroeck; déclare retirer sa proposition de loi, se réservant de la soumettre à la commission spéciale, p. 759. — M. le président ayant annoncé la constitution de la commission, marque son accord à la proposition de M. Deswarte, en ce qui concerne la non assistance aux réunions de la commission des sénateurs qui n'en font pas partie, sous réserve d'autoriser un membre qui en ferait la demande à être entendu, mais estime que la commission devrait conserver le droit de convoquer les sénateurs qu'elle désirerait entendre, p. 767. — Nouvelles propositions de loi en présence : Déclare en son nom personnel, comme au nom de ses amis, renoncer à la proposition de loi qu'ils avaient présentée, en faveur de celle proposée par M. le comte de Broqueville, annonce un amendement à cette dernière proposition de loi, et demande, cet amendement n'ayant pas encore pu être déposé, s'il ne conviendrait pas de suspendre la séance quelques instants, p. 1026. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion. S'explique au sujet de son amendement et des circonstances dans lesquelles il a été déposé, p. 1036 à 1038. — Vote en seconde lecture. Proteste contre un discours qui vient d'être prononcé par M. Pastur et déclare que le nouveau projet en discussion est motivé, non seulement par le désir de rétablir l'union de la droite, mais aussi la concorde nationale, p. 1031 à 1083. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1198.

Notification du décès de M. Royers, sénateur d'Anvers. Prononce un discours à cette occasion, p. 792.

Notification du décès de M. A. Dumon, sénateur de Bruges. Prononce un discours à cette occasion, p. 1091.

Attentat de Duisbourg. Prononce un discours à l'occasion d'un attentat dont ont été victimes des soldats belges en Allemagne occupée, p. 1097.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet, p. 1152 à 1154.

Broeckx, sénateur provincial du Limbourg.

Doc. — Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. Rapport, n° 62.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 723, 724.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Parle du nouveau bassin houiller, et notamment, de l'immigration des ouvriers étrangers, p. 1059. — Observations, p. 1127.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1360.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives-Sénat.

Budgets. — V. 1° Finances. — 2° Congo : Finances.

C

Caisse d'épargne. — V. Finances.

Caisse publique de prêts. — V. Assistance publique : Monts de piété.

Calonne, sénateur de Tournai-Ath.

Doc. — Projet de loi de recrutement. Amendement à l'article 3, litt. *b*, n° 209.

Projet de loi de recrutement. Amendements aux articles 2 et 3, n° 234.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 218, 219.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1310 à 1318. — Incident entre MM. Fraiture et Gillain, rap. Observations, p. 1325. — Reprise de la discussion générale, p. 1326, 1331 à 1335. — Discours (commence par parler du rappel à l'ordre qui lui a été infligé), p. 1343 à 1345. — Discussion des articles. Art. 2. Motive son amendement, p. 1353. — Art. 3. Motive un amendement qu'il a présenté au litt. D., p. 1354.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Observations à l'occasion d'un incident entre MM. Devèze, m. d. n., et Lekeu, p. 1093. — Discussion générale, 1236.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale. Pose quelques questions au ministre de la défense nationale, p. 1149.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Projet Nolf.) Par motion d'ordre déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote négatif sur ce projet de loi, p. 1244.

Projet de loi portant répression des embarquements en fraude de personnes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1264.

Projet de loi remplaçant le grade de médecin vétérinaire par celui de docteur en médecine vétérinaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1265.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure, avec la Société anonyme des tramways électriques de Gand, une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1265.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce budget, p. 1302.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Carnoy, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand et proposition de loi relative à la création d'une université flamande. Rapport, n° 93.

Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1923. Rapport, n° 139.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. Rapport, n° 179.

Carnoy (*suite*)

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1923 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 47, 48, 54. A la suite d'observations qui viennent d'être faites, complète un amendement qu'il a présenté, p. 57. — Art. 6. S'abstient au vote sur un amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 121.

Projet de loi et propositions de loi relatives à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet et ces propositions de loi, p. 605. — Discussion générale, p. 677, 682, 690, 710 à 716. — Dépose le rapport sur le projet présenté par le gouvernement (projet Nolf), p. 1151.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1360.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Discussion générale. Parle de la situation des ingénieurs du département de l'agriculture, p. 823, 824.

Budget des sciences et des arts pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 886. — Discussion générale de ce budget, à laquelle a été jointe la discussion de l'interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Donne quelques développements aux problèmes étudiés dans le rapport, p. 927 à 929. — Observations, p. 932.

Budget des finances pour 1923. Discussion générle. Défend les intérêts des planteurs de tabacs de la Semois, p. 905.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1161 à 1163.

Carpentier, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Budget des recettes et dépenses de ravitaillement pour l'exercice 1923. Rapport n° 138.

Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1923. Rapport, n° 152.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. Amendement à l'article 2 (co-sign.), n° 181.

Ann. — Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 564.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 664, 670, 671, 698, 699, 704, 719 à 721.

Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour l'exercice 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 877.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1069.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. De Cloedt, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif de Bruges, en remplacement de M. A. Dumon, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 1091.

Carton, sénateur de Tournai-Ath.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Sous-amendement à l'amendement présenté par M. Liebaert, à l'article 2 du texte proposé par la commission de la justice, n° 7. — Amendement à l'article 7 du même texte, n° 9.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (co-sign.), n° 104.

Projet de loi relatif aux listes des jurés pour l'année 1924. Rapport, n° 192.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2, p. 40 à 42. — Art. 4, § 1er. Observations au sujet d'un amendement de M. Lebon, p. 93. — Art. 6, p. 107, 140. — Art. 7. Défend un amendement qu'il a présenté avec M. Braffort, p. 133, 134. — Observations au sujet de la question soulevée par M. Deswarte, quant à l'interprétation des mots « gros œuvre », p. 135. — Propose un amendement, p. 135. — Vote en seconde lecture. Art. 7. Défend l'amendement du gouvernement, qui reproduit un amendement qu'il avait présenté au premier vote, avec M. Braffort, p. 201. — Combat un amendement de M. Deswarte, p. 201. — Propose un amendement transactionnel et donne lecture de cet amendement, p. 203.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 434.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Carton (*suite*)

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre des représentants, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions restant en présence, p. 740. — Observations au sujet de la proposition de loi de M. Braun, p. 744. — Discussion de cette proposition de loi, p. 750 à 754. — Observations à l'occasion d'une critique dirigée contre M. Hubert qui a quitté la salle la veille, au moment du vote, p. 754. — Après le rejet de la nouvelle proposition de M. le comte de Broqueville, prononce un discours à l'occasion de la reprise par M. Magnette de la proposition de M. Renard, p. 1086.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 1054, 1055. — Rectification, p. 1088.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1329.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion, p. 1434, 1446, 1448.

Cassation. — V. 1° Code de procédure civile. — 2° Congo : Organisation judiciaire.

Casterman, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3. § 4 proposé par M. le marquis Impériali, et amendement présenté à ce paragraphe par M. Masson, m. j., p. 60, 63.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 226.

Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 333, 338.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi supprimant la peine d'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Observations à l'occasion d'un incident entre MM. Devèze, m. d. n., et Lekeu, p. 1093.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1105.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1334.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1454, 1455.

Catastrophes dans le bassin houiller. — V. Industrie, commerce et travail : Mines.

Céruse. — V. 1° Industrie, commerce et travail : Hygiène professionnelle; 2° la rubrique Interpellations au nom de M. Rongy, au sujet de la mise en application, en Belgique, de la Convention de Genève relative à la prohibition de la céruse dans la peinture en bâtiment.

Chambres législatives-Sénat.

BUREAU DÉFINITIF.

Formation.

Ann. — M. le comte t'Kint de Roodenbeke est élu président, p. 1.
M. Lafontaine est élu premier vice-président, p. 2.
M. Magnette est élu deuxième vice-président, p. 2.
M. le baron Descamps est élu troisième vice-président, p. 2.
Sont élus secrétaires : MM. Ryckmans, Delannoy, Du Bost, Libioulle, Van Roosbroeck et Ligy, p. 2.

Chambres législatives-Séna (*suite*) **t**

COMMISSIONS PERMANENTES.

Doc. — Liste des commissions permanentes, n° 4.

Ann. — M. le président propose d'admettre la procédure en usage depuis un grand nombre d'années et de considérer comme acquises les présentations faites à l'assemblée, afin d'éviter les lenteurs du scrutin, p. 3. — Cette proposition est unanimement admise, p. 3.

Tableau indiquant la composition des commissions permanentes, p. 3, 4. — Constitution des commissions permanentes, p. 51.

COMMISSIONS SPÉCIALES.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. A la suite d'une motion de M. le comte de Broqueville, proposant, à la suite du rejet ou du retrait des propositions en présence, le renvoi à la commission des sciences et des arts, le Sénat décide la constitution d'une commission spéciale qui sera chargée d'examiner une solution nouvelle, p. 756. — Voyez pour la discussion et les différentes propositions au sujet de la constitution et du fonctionnement de cette commission la rubrique : Enseignement supérieur : Flamand dans les universités de l'Etat.

DÉCÈS.

Ann. — Notification du décès de M. le sénateur Royers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers. Discours de MM. le vice-président Lafontaine, Franck, m. c., Lekeu, Braun, le comte Goblet d'Alviella, p. 791, 792.

Notification du décès de M. A. Dumon, sénateur de Bruges. Discours de MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, le baron Ruzette, m. a. t. p., Lekeu, le comte Goblet d'Alviella et Braun, p. 1090, 1091.

Annonce du décès de M. Naveau, ancien sénateur de Huy-Waremme, p. 1021.

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR.

Ann. — Fixation de l'ordre du jour pour les dernières séances avant les vacances du 1er janvier. Observations et propositions de M. le président, au sujet des budgets et des projets de qui devront être votés avant le nouvel an, p. 207. — Observations de M. Volckaert, p. 207. — M. le président propose que le Sénat prenne, après le vote de ces projets, des vacances jusqu'au 16 janvier, et cette proposition est admise, p. 207.

Proposition de M. le président, quant à l'examen du projet de loi militaire, de différents projets de loi d'importance secondaire et du projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand, p. 606. — Observations de M. M. Van Fleteren, p. 606. — Le Sénat décide de terminer avant les vacances de Pâques l'examen des projet de loi relatifs à l'université de Gand, p. 606.

Observations et propositions de M. le président au sujet des objets à voter avant les vacances de Pâques, p. 760, 768.

M. le président propose de tenir une séance du matin, le jeudi 19 juillet, afin d'examiner la suite du budget de la défense nationale, p. 1205. — Cette proposition est admise.

Propositions de M. le président quant aux jours et heures des dernières séances de la session, ainsi qu'en ce qui concerne les objets à discuter au cours de ces séances, p. 1399. — M. Lekeu déclare qu'il doit être entendu qu'aucun vote n'aura lieu au cours de la séance qui sera tenue le mercredi matin 8 août, p. 1399.

INCIDENTS.

Ann. — Budget des affaires et budget des dépenses recouvrables pour 1923. Discussion générale : Rappel au règlement infligé à M. Wittemans, qui traite de la politique extérieure du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'occupation de la Ruhr, ce qui sort des objets en discussion, p. 585

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Fait personnel de M. Deswarte, qui interprète le sens d'une interruption qu'il a faite la veille, interruption qui avait suscité de violentes protestations, et observations de M. Lekeu, au sujet de cet incident, p. 661, 662. — Fait personnel de M. Seeliger, qui proteste contre les paroles prononcées par M. Carton, qui lui a attribué un article du journal « La Gazette », p. 754. — Suspension de séance à l'occasion du tumulte soulevé par l'extrême gauche, au moment d'une proposition de clôture, et d'une critique dirigée contre M. Hubert qui a quitté la salle la veille, au moment du vote sur le principe de la flamandisation, p. 754 755. — Fait personnel de M. Pastur qui proteste, au

Chambres législatives-Sénat : INCIDENTS (*suite*)

nom de la droite, contre les attaques de M. Lekeu au moment de la reprise par M. Vauthier, de la proposition de loi de M. Renard, p. 1088. — V. Enseignement supérieur : universités de l'Etat : Flamand.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. M. Devèze, m. d. n., ayant demandé que ce projet soit examiné par le Sénat, pendant la crise ministérielle de juin 1923, M. Lekeu proteste contre cette demande, la gauche socialiste n'ayant admis l'examen de ce moment que des projets de loi urgents, ne donnant lieu à aucune discussion; cette protestation amène un incident entre MM. Devèze, m. d. n., et Lekeu, et une suspension de séance, p. 1091 à 1093. — V. la rubrique Armée : Code pénal militaire.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion au sujet d'une demande d'urgence introduite pour une interpellation annoncée par MM. Renier et consorts au sujet des révocation d'agents à la suite de la grève des cheminots. Incident entre MM. Fraiture et Neujean, p. 1432. — M. le président inflige un rappel à l'ordre à M. Fraiture puis il retire ce rappel à l'ordre à la suite des explications de M. Fraiture, p. 1432. — V. la sous-rubrique : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture.

Projet de recrutement : dispositions disjointes. Incident entre MM. Gillain, rap., et Fraiture, à l'occasion d'attaques dirigées contre M. Gillain par M. Fraiture, p. 1325, 1326. — Suspension de séance, par suite du tumulte qui règne dans la salle, p. 1333. — M. le président, après avoir prévenu M. Calonne que s'il continuait à interrompre comme il le fait il sera obligé de le rappeler à l'ordre, inflige un rappel à l'ordre à M. Calonne, p. 1334. — Fait personnel de M. Fraiture au sujet de la manière dont M. Devèze, m. d. n., a pris la défense de M. le général Gillain, p. 1337. — Fait personnel de M. Volckaert, qui déclare qu'il n'a pas voulu mettre en doute le dévouement de M. le comte de Broqueville, mais qu'il a tenu à constater que c'était le parti catholique qui n'avait pas su préparer la défense du pays, p. 1351, 1352. — V. la rubrique Armée : Milice.

LISTES.

Doc. — Liste alphabétique des membres du Sénat, n° 1.

Liste des membres du Sénat et de leurs suppléant (sortant en 1925), n° 2.

PENSIONS A DES VEUVES DE PARLEMENTAIRES. — V. Pensions.

POURSUITES CONTRE DES SÉNATEURS.

Demande en autorisation de poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture.

Doc. — Demande en autorisation de poursuites contre les sénateurs Renier et Fraiture. Rapport fait par M. Meyers, n° 220.

Ann. — M. le président donne lecture de la dépêche de M. le procureur général de la Cour d'appel de Bruxelles sollicitant du Sénat l'autorisation d'exercer, durant la cession en cours, des poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. M. le président propose au Sénat de soumettre cette demande à l'examen de la commission de la justice, p. 1005. — M. Lafontaine déclare, au nom de ses amis comme au sien, ne pas s'opposer au renvoi à la commission, mais estime que ces poursuites n'ont pas de bases sérieuses, et déclare se solidariser, dans la plus large mesure possible avec MM. Renier et Fraiture, p. 1005. — M. Guyaux témoigne son étonnement de ne pas figurer sur cette demande de poursuites avec MM. Renier et Fraiture, et déclare se solidariser entièrement avec ses deux collègues, p. 1005. — Le Sénat admet le renvoi à la commission de la justice.

Dépôt du rapport par M. Meyers, p. 1301.

M. le vice-président Magnette, avant d'ouvrir la discussion, attire l'attention du Sénat sur l'importance du débat qui va s'ouvrir au point de vue syndical, juridique, politique et social, et fait appel à tous les membres du Sénat, sur quelque bancs qu'ils siègent, pour l'aider à faire en sorte que la discussion qui va être ouverte, soit empreinte de calme et de dignité, p. 1391. — M. Lekeu déclare que l'appel de M. le président est totalement conforme à la décision prise par le groupe socialiste, p. 1391.

Avant l'ouverture de la discussion, M. Vinck indique au Sénat, d'une façon précise, la qualification du réquisitoire du procureur général, en ce qui concerne les faits mis à charge de MM. Renier et Fraiture, p. 1391.

Chambres législatives-Sénat : POURSUITES CONTRE DES SÉNATEURS. *Demande en autorisation de poursuites contre MM. Renier et Fraiture.*

Discussion générale. Discours de MM. Vinck, Fraiture, p. 1391 à 1395. — Interruptions de MM. Lekeu, Guyaux, p. 1394. — M. Fraiture reprend son discours, p. 1401 à 1409. — Interruptions de MM. Renier, Van Fleteren, Theunis, p. m., m. f., Van Roosbroeck, Lekeu, Masson, m. j., Baeck, Seeliger, Lafontaine, Depage, Jaspar, m. a. ét., p. 1404 à 1409. — Discours de M. Pirard, p. 1410 à 1413. — Interruptions de MM. Deswarte, Masson, m. j., Wittemans, Baeck, p. 1411 à 1413.

M. le président donne à ce moment lecture d'une lettre qui lui a été adressée par MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu, déposant entre ses mains une demande d'interpellation au sujet de la révocation des agents du département des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, qui ont été frappés par le gouvernement à la suite de la grève des cheminots, et le priant de consulter le Sénat sur l'urgence de cette interpellation, p. 1413.

Discussion au sujet de la demande d'urgence. Discours de MM. Lafontaine (qui motive la demande d'urgence et insiste tout particulièrement pour qu'elle soit admise), Masson, m. j. (qui demande que le débat sur la question des poursuites continue et que l'on fixe ensuite le moment où l'interpellation de l'extrême gauche sera discutée. Déclare, sous cette réserve, accepter la demande d'interpellation), Lekeu, Van Fleteren, Huisman-Vanden Nest, Wittemans, p. 1413 à 1415. — M. Lekeu demande à M. le président de consulter le Sénat, par appel nominal, sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder la priorité à l'interpellation et de ne continuer le débat sur les poursuites qu'après cette interpellation, p. 1416. — M. le président rappelle les termes de l'article 36 du règlement et propose de voter le lendemain sur la question d'urgence, p. 1416. — Observations de MM. Lekeu, Lafontaine (qui déclare ne pas demander que l'interpellation ait lieu le jour même ou le lendemain, mais demander qu'elle soit discutée avant que le débat sur la demande de poursuites ne soit clos), Wittemans, Van Fleteren, p. 1416. — M. Feron fait la proposition formelle que la discussion au sujet de la date à laquelle l'interpellation sera discutée, soit remise au lendemain après-midi, p. 1416. — MM. Seeliger et Lekeu demandent que l'on vote par appel nominal sur cette proposition et cette demande est appuyée par l'extrême gauche, p. 1416. — Un grand nombre de membres de la droite quittent la salle, p. 1416. — M. le président met aux voix la proposition de M. Feron; 60 membres seulement répondent à l'appel; en conséquence, le Sénat n'est plus en nombre, p. 1416.

M. le président déclare, à la séance du lendemain après-midi que la reprise du vote sur la proposition de M. Feron est devenue sans objet, p. 1428.

Motion d'ordre de M. Lekeu qui donne lecture à l'assemblée d'une lettre qu'il a adressée le matin à M. le président du Sénat, demandant que la discussion sur la demande en autorisation de poursuites contre MM. Renier et Fraiture soit interrompue, pour céder la priorité à l'interpellation relative à la grève des cheminots et demandant, en ordre subsidiaire, qu'il ne soit statué sur la demande de poursuites qu'après la discussion de l'interpellation, p. 1428. — Discussion : MM. Lekeu, Masson, m. j., Meyers, Huisman-Vanden Nest, Neujean, m. c. f., m. p. t., Volckaert, Van Fleteren, Weyler, Seeliger, p. 1428 à 1431. — M. Masson, m. j., déclare qu'il prie le Sénat d'observer purement et simplement le règlement; rappelle qu'il faut, pour qu'une interpellation obtienne un tour de faveur, qu'elle soit signée par vingt membres et fait remarquer que l'urgence de cette interpellation n'est pas démontrée, celle-ci venant seulement d'être introduite, alors que les révocations ont eu lieu il y a plus d'un mois, p. 1431. — M. Masson, m. j., conclut en priant de Sénat de maintenir l'ordre de ses travaux et d'inscrire cette interpellation à la suite de l'ordre du jour, p. 1431. — Est entendu : M. Neujean, m. c. f., m. p. t., p. 1431, 1432. — Observations de MM. le baron Ruzette, m. a., t. p., Lekeu, Renier, Fraiture, p. 1431, 1432. — M. le président déclare qu'il ne peut admettre le language tenu par M. Fraiture, à l'égard de M. Neujean, et M. Fraiture maintenant les mots qu'il a prononcés, M. le président lui inflige un rappel à l'ordre, p. 1432. — Observations de MM. Neujean, m. c. f., m. p. t., le baron Ruzette, m. a., t. p., p. 1432. — M. Fraiture s'explique sur les paroles qu'il a prononcées et M. le président retire le rappel à l'ordre, à la suite de ces explications, p. 1432. — Reprise de la discussion : MM. Neujean, m. c. f., m. p. t., Lekeu, Dubois, Renier, Lombard, Liebaert, Volckaert, Rongy, le chevalier de Vrière, Carton, le comte de Broqueville, Van Fleteren, Masson, m. j., Meyers, Baudrux, p. 1432 à 1435. — Pendant cette discussion, M. le président déclare à plusieurs reprises que l'on sort de la discussion sur la question d'urgence et que l'on entame le fond de l'interpellation; déclare notamment

Chambres législatives-Sénat : POURSUITES CONTRE DES SÉNATEURS. *Demande en autorisation de poursuites contre MM. Renier et Fraiture (suite)*

qu'il se verra obligé de retirer la parole à M. Renier, p. 1432 à 1434.

M. le président donne lecture de la proposition de M. Lekeu, relative à l'urgence, p. 1435. — M. Lekeu déclare, au nom de la gauche, ne plus demander le vote sur sa proposition principale, mais bien sur sa proposition subsidiaire, p. 1435. — M. le président donne lecture de la proposition subsidiaire de M. Lekeu, p. 1435. — M. Lekeu motive sa proposition subsidiaire, p. 1435, 1436. — Observations de M. Huisman-Vanden Nest, p. 1436. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche sur la proposition subsidiaire de M. Lekeu et cette proposition est rejetée par 82 voix contre 40 et une abstention, p. 1436. — S'est abstenu : M. Depage, p. 1436.

Motion d'ordre de M. Liebaert, qui propose, afin de mettre d'accord les désirs de la gauche socialiste de voir le débat sur la demande de poursuites se dérouler avec ampleur, et celui d'un grand nombre de membres qui souhaitent que les travaux du Sénat puissent se terminer le lendemain, de tenir une séance le lendemain matin, p. 1437. — Discussion : MM. Lekeu, Liebaert, Van Fleteren, Volckaert, Baudrux, Ryckmans, p. 1437, 1438. — M. Liebaert déclare ne pas insister pour la mise aux voix de sa proposition, mais déclare qu'il se réserve, s'il y a lieu, de faire le lendemain après-midi, une proposition de prolongation de séance, p. 1438.

Reprise de la discussion sur la demande en autorisation de poursuites. Discours de MM. Meyers, rap., p. 1441 à 1444. — Interr. de MM. Pirard et Masson, m. j., p. 1444.

Motion d'ordre de M. Liebaert qui propose, dans le cas où la discussion ne se trouverait pas entièrement épuisée à 7 heures, de tenir encore une séance le lendemain après-midi, et de décider que la discussion serait définitivement terminée au cours de cette dernière séance, p. 1444.— M. Fraiture déclare, au nom de la gauche socialiste, remercier M. Liebaert de la motion qu'il vient de faire et l'accepter, p. 1444. — M. Masson, m. j., déclare, en ce qui le concerne, se rallier également à la proposition de M. Liebaert, p. 1445.

Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites.

Discours de MM. Vanderick, Vauthier (qui défend les conclusions de la commission de la justice), Masson, m. j., Damas, Seeliger, p. 1445 à 1462. — Interr. de MM. Volckaert, Masson, m. j., Van Fleteren, Lombard, Lekeu, Carton, Moyersoen, m. i. t., Martens, Baeck, Renier, Van Belle, Thiébaut, le baron Ruzette, m. a., t. p., Seeliger, Depage, Pirard, Mousty, Fraiture, Vauthier, Casterman, Hubert, De Visch, Neujean, m. c. f., m. p. t., Rutten, Martens, Digneffe, p. 1145 à 1462.

M. Lekeu, après la réplique faite à M. Masson, m. j., par M. Seeliger croit répondre au sentiment du groupe socialiste en demandant aux orateurs de ce groupe qui seraient encore inscrits de renoncer à la parole et en proposant la clôture, p. 1462. — Cette proposition est unanimement admise et M. le président prononce la clôture, p. 1462.

M. Renier demande à prendre la parole, afin d'éviter une erreur dans les votes, p. 1462. — M. le président fait remarquer à M. Renier que la clôture a été prononcée à la demande d'un de ses amis, p. 1462. — M. Lekeu demande que l'on autorise M. Renier à prendre la parole sur la position de la question, p. 1462. — M. le président déclare que, dans ces conditions, il accordera la parole à M. Renier, mais sous réserve qu'il n'entre plus, d'aucune manière, dans la discussion générale, p. 1462. — M. Renier fait remarquer une erreur qu'il estime avoir été commise par M. le ministre de la justice ou par M. le procureur général Servais, en ce qui concerne M. Guyaux, qui est, comme M. Fraiture, membre du comité directeur du Syndicat national; rappelle la déclaration de solidarité faite par M. Guyaux, et déclare qu'il parle au nom de celui-ci, absent pour cause de maladie. M. Renier demande sur quels éléments est basée la demande de poursuites contre M. Fraiture et conclut en demandant que le vote soit divisé, p. 1462, 1463. — M. Fraiture demande la parole par motion d'ordre, p. 1463. — Observations de M. le président, qui déclare qu'il ne peut accorder la parole à M. Fraiture que s'il s'agit exclusivement d'une motion d'ordre, p. 1463. — M. Masson, m. j., fait diverses observations à la suite du discours de M. Renier, p. 1463. — M. Fraiture demande, par motion d'ordre, que le Sénat ne divise pas le vote, se solidarisant complètement avec M. Renier, p. 1463, 1464. — Observations de MM. Renier, Seeliger, Lekeu, Hénault, p. 1464.

Motion d'ordre de M. Renier, qui fait appel à M. Meyers, rapporteur de la commission de la justice, afin qu'il donne lecture des documents démontrant que M. Guyaux figure, au même titre que M. Fraiture, sur la liste des membres du comité-directeur du Syndicat national, p. 1464. — M. Speyer déclare que la division étant de droit, doit être accordée, mais estime que le Sénat ne peut se substituer au procureur général et dire en vertu de quels articles du Code pénal les poursuites doivent être intentées, p. 1464. — Observations de M. Renier, p. 1464.

M. le président déclare que le Sénat doit se prononcer en premier lieu sur le point de savoir s'il autorise les poursuites sur le pied de l'article 406 du code pénal, et rappelle que la commission n'est prononcée pour la négative, p. 1464. — L'extrême gauche demande l'appel nominal sur cette partie des conclusions du rapport de la commission est rejetée par 63 voix contre 55 et 2 abstentions, p. 1464. — Se sont abstenus : MM. Fraiture et Renier, p. 1464.

Vote sur la levée de l'immunité parlementaire, en ce qui concerne M. Renier. Les conclusions de la commissions sont adoptées par 73 voix contre 40 et 6 abstentions, p. 1464 (9 août 1923). — Se sont abstenus : MM. Depage, Feron, Remouchamps, Renier, Vauthier et Allewaert, p. 1465.

Vote sur la levée de l'immunité parlementaire, en ce qui concerne M. Fraiture. Les conclusions de la commissions sont adoptées par 73 voix contre 39 et 7 abstentions, p. 1465 (9 août 1923). — Se sont abstenus : MM. Depage, Feron, Fraiture, Remouchamps, Renier, Vauthier et Allewaert, p. 1465.

M. le président estime qu'il n'y a pas lieu de procéder à un vote d'ensemble, le Sénat étant d'accord sur la portée des différents votes qui viennent d'être émis, p. 1465. — M. le président déclare en conséquence que l'immunité parlementaire de MM. Renier et Fraiture est levée, dans le sens indiqué par M. le procureur général, p. 1465.

PROCÉDURE PARLEMENTAIRE.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Vote en seconde lecture. A l'occasion d'observations de M. Mosselman, au sujet de la recevabilité des amendements, M. le président déclare qu'il est de pratique constante, au Sénat, que des amendements présentés à des articles qui n'ont pas été amendés en première lecture, ne soient pas admis, que cette pratique est, du reste, conforme au règlement; M. le président rappelle que cette même procédure a été suivie, lors de la seconde lecture de la loi sur la bienfaisance publique, sous la présidence de feu M. le baron de Favereau, p. 199.

Motion d'ordre de M. Feron, qui prie le bureau d'examiner s'il est admissible que, sous prétexte de motiver leur abstention, certains orateurs rentrent en fait dans la discussion, p. 218. — M. le président déclare que le bureau examinera la question, p. 218.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Commission spéciale constituée à l'effet de rechercher une solution nouvelle, à la suite du rejet ou du retrait du projet et des propositions en présence. Le Sénat admet différentes dispositions quant au fonctionnement de cette commission, p. 767. — Le Sénat décide, à la suite d'observations de M. le baron Descamps, que l'assemblée déterminera dans chaque cas, de la procédure à adopter, les décisions prises ne devant pas constituer un précédent, p. 767. — Voyez la rubrique Enseignement supérieur : Flamand dans les universités de l'Etat.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DONT LE SÉNAT EST SAISI.

Tableau des projets et des propositions de loi dont le Sénat est saisi.

Doc. — I. Projets et propositions dont les rapports sont faits, n° 3. — II. Projets et propositions de loi en commission, n° 3.

RAPPELS A L'ORDRE. — V. Chambres législatives. Sénat : Incidents.

RAPPELS AU RÈGLEMENT. — V. la sous-rubrique : Incidents.

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — *Modification.*

Article 2. Commissions de vérification de pouvoirs. — Proposition de modification de cet article (présentés par M. Speyer).

Doc. — Proposition de modification à l'article 2 du règlement du Sénat. Rapport fait par M. Ligy, n° 61.

Ann. — Composition de la commission spéciale, prévue par l'article 97 du règlement, et chargée de l'examen de cette proposition de modification, p. 5.

Ch. législ.-Sénat : RÈGLEMENT DU SÉNAT. *Modifications (suite)*

Articles 2, 3 *et* 19.

Proposition de revision de l'article 2 *présentée par M. Speyer et par M. le marquis Imperiali. Texte proposé par la commission en remplacement des articles* 2 *et* 3 *et proposition de modification de l'article* 19 *présentée au cours de la discussion par M. le marquis Imperiali.*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 360 (25 janvier 1923).

M. le président rappelle que deux propositions concernant l'article 2 étaient parvenues au bureau, l'une présentée par M. Speyer, l'autre par M. le marquis Impériali, et déclare que la commission spéciale propose en conclusion un nouvau texte pour les articles 2 et 3 du règlement, p. 551.

M. le marquis Imperiali propose de modifier également l'art. 19, afin, ainsi qu'il a été déjà fait à la Chambre des représentants, de supprimer la copie des procès-verbaux, qui est remise aux archives du royaume, p. 551.

M. le président précise la portée et le but de la proposition qui vient d'être faite par M. le marquis Impériali et déclare que le bureau du Sénat se rallie à cette proposition, p. 551, 552. — M. Volckaert déclare admettre la proposition, mais estime que l'introduction d'une modification au règlement doit, en principe, être présentée de façon à ce que l'assemblée ait pu en prendre connaissance et l'étudier, p. 552. — M. le président déclare qu'on a voulu profiter de la proposition de modification pour y introduire une autre modification qui ne constitue qu'une pure question de forme, mais, qu'en principe, toute modification doit être soumise à l'examen du Sénat, p. 552. — M. Van Fleteren déclare que l'acceptation de cette modification ne constituera pas un précédent et le Sénat, dans ces conditions, est unanimement d'accord pour accepter la modification à l'article 19, p. 552.

M. le président donne lecture des nouvelles dispositions proposées par la commission pour l'article 2 et pour l'article 3, §§ 1er et 2 et ces nouvelles dispositions sont successivement adoptées, sans observations, p. 552.

M. le président donne lecture de la nouvelle rédaction proposée par M. le marquis Imperiali, pour l'article 19, et cette nouvelle rédaction est également adoptée, p. 552.

M. le président annonce qu'il va mettre aux voix, par appel nominal, l'ensemble de ces modifications, p. 552. — M. Guyaux propose de voter par assis et levé, et, le Sénat étant unanime, l'ensemble des modifications est mis aux voix par assis et levé et est unanimement adopté, p. 552 (21 février 1922.)

SUSPENSION DE SÉANCES.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. La séance est suspendue, à la suite du tumulte survenu au moment de l'incident soulevé par l'extrême gauche contre M. Hubert, qui a quitté la salle la veille au moment du vote sur la flamandisation, p. 754.

La séance est suspendue à l'occasion d'un incident entre MM. Lekeu et Devèze, m. d. n., par suite d'une demande de M. Devèze, tendant à la mise en discussion, pendant la crise ministérielle, du projet de loi modifiant le Code pénal militaire, p. 1092. — V. Armée : Code pénal militaire, p. 1091 à 1093.

La séance est suspendue au cours de la discussion des dispositions disjointes du projet de loi militaire, le tumulte étant à son comble, p. 1333. — V. la rubrique : Armée : Milice : Projet de loi de recrutement. (Dispositions disjointes.)

VACANCES DE PAQUES.

Ann. — M. le président propose au Sénat de s'ajourner du 27 mars au 24 avril. Cette proposition est admise, p. 776. — M. le président demande aux différentes commissions de se réunir la semaine qui précèdera la rentrée et cette proposition est admise, p. 776.

VÉRIFICATIONS DE POUVOIRS. — V. Lois électorales.

Change. — V. la rubrique : Interpellations au nom de MM. Vinck et Seeliger sur la question des changes.

Cheminots (Grève des). — V. 1° la rubrique Chambres législatives-Sénat : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. — 2° La rubrique: Interpellations au nom de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu.

Chemins de fer.

ACCIDENTS. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. Guyaux, au sujet de l'accident survenu en gare de Roux.

CHEMINS DE FER DU CONGO. — V. la rubrique spéciale : Congo.

Chemins de fer, postes, télégraphes et marine.

GRÈVE DES CHEMINOTS. — Révocation d'agents. — V. la rubrique : Interpellations au nom de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu.

LLOYD ROYAL BELGE. — *Projet de loi approuvant la Convention entre l'Etat belge, la société anonyme Lloyd royal belge et divers créanciers.* — V. Finances : Lloyd royal belge.

Chèques (encaissement des effets de commerce au moyen de chèques). — V. Code de commerce. Lettres de change.

Chevrons de front. — V. Pensions : Pensions militaires.

Chine. — V. Affaires étrangères.

Clement (Charles).

Pension à la dame Dolmans, veuve de M. Clément. — V. Pensions. — Pensions à des veuves de parlementaires.

Code civil.

ABSENCE.

Projet de loi portant revision du titre IV *du livre* 1er *du Code civil relatif à l'absence.*

Doc. — Exposé des motifs et projet de loi, n° 250.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 1368 (2 août 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice, p. 1368.

ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL.

Présomption de décès.

Projet de loi relatif à la publicité en matière de déclaration de présomption de décès. (Loi du 28 juillet 1921.)

Doc. — Rapport fait par M. Pirard, n° 172.

Ann. — L'article unique est adopté sans observations, p. 1091.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 116 membres présents, p. 1093 (28 juin 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

BAIL.

Projet de loi prorogeant la loi du 15 *juin* 1922 *suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer.* (Loi de cadenas.)

Doc. — Exposé des motifs, n° 8. — Annexe : Projet de loi, n° 8.

Rapport fait par M. Vauthier, n° 10. — Annexe : Texte proposé par la commission, n° 10.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 5 (15 novembre 1922.) — M. Masson, m. j., demande l'urgence, p. 5. — MM. Dufrane et Lekeu proposent de faire rapport pendant la séance en cours, et cette proposition est unanimement admise, p. 5.

Dépôt du rapport par M. Vauthier. M. Vauthier déclare que la commission de la justice s'est ralliée à l'unanimité au texte du gouvernement et fait remarquer une observation qui a été présentée quant à la date de la prorogation, p. 9. — M. Vauthier demande l'urgence; cette demande est admise, et M. Vauthier donne lecture de son rapport, p. 9.

Discussion générale.

Sont entendus : MM. Lebon et Deswarte (qui demandent que l'on précise certains points qui ont donné lieu à une jurisprudence contradictoire), Masson, m. j., Vauthier, rap., p. 9 à 11. — M. Deswarte demande à pouvoir attendre jusqu'au lendemain pour déposer un amendement dans le sens qu'il vient d'indiquer : Prorogation de la loi du 14 août 1920, p. 11. — Sont encore entendus : MM. Masson, m. j., Van Fleteren, Braun, Vauthier et Lekeu, au sujet de l'amendement annoncé par M. Deswarte, p. 11. — M. le président demande si le Sénat est d'accord pour remettre au lendemain la suite de la discussion, p. 11. — Le Sénat est unanimement d'accord sur cette remise, p. 11. — M. Deswarte propose que la commission de la justice se réunisse à l'issue de la séance pour examiner son amendement et prie M. Masson, m. j., d'assister à cette réunion, p. 11. — Cette proposition est admise, p. 11.

Projet de loi prorogeant : 1° la loi du 14 *août* 1920 *sur les loyers; 2° la loi du* 15 *juin* 1922 *suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer.*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 21. — M. Vauthier prie le Sénat de déclarer l'urgence; l'urgence est déclarée, et M. Vauthier donne lecture de son rapport. M. Vauthier déclare

Code civil : BAIL. *Prorogation des lois du 14 août 1920 et du 15 juin 1922 (suite)*

que la commission de la justice, d'accord avec le gouvernement, a été unanime à penser qu'il y a lieu de proroger des deux lois, p. 21.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 21, 22.

Avant qu'il soit procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi, M. Masson, m. j., fait une déclaration en ce qui concerne la portée que la loi doit avoir : des baux visés par la loi du 14 août 1920 et qui devaient venir à expiration successive, à partir du 2 janvier, seront, de plein droit, prorogés jusqu'à l'échéance de la loi de cadenas, p. 26. — Cette interprétation est admise par le Sénat, p. 26.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 99 membres présents, p. 26 (16 novembre 1922). — Le projet est transmis à la Chambre.

Motion d'ordre de M. de Pierpont Surmont de Volsberghe, qui fait une rectification au *Compte rendu analytique* et déclare qu'il a pris part au vote de cette loi, p. 37.

Texte amendé par la Chambre des représentants.

Doc. — Texte amendé par la Chambre des représentants, n° 13.

Ann. — M. le président annonce que la Chambre des représentants a renvoyé ce projet au Sénat avec un léger amendement à l'article 1er, amendement qui consiste à ajouter à cet article la même phrase que celle qui termine l'article 2 : « et au plus tard jusqu'au 25 février 1923 ». M. le président propose, cet amendement étant peu important, de ne pas renvoyer le projet de loi à la commission et de passer immédiatement à son examen, p. 43. — Cette proposition est unanimement admise, p. 43.

Les articles amendés par la Chambre des représentants sont successivement adoptés sans observation, p. 44.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 110 membres présents, p. 44 (22 novembre 1922.).) — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers.

V. Session 1921-1922.

Doc. — Texte proposé par la commission de la justice. Sous-amendement proposé par MM. Carton et Van Ormelingen à l'amendement présenté par M. Liebaert à l'article 2 de ce texte, n° 7.

Amendement présenté par MM. Braffort et Carton à l'article 7 du même texte, n° 9.

Amendement subsidiaire présenté par M. le comte Goblet d'Alviella à l'article 18*bis* du même texte, n° 11.

Amendements présentés par le gouvernement aux articles 5, 8 et 15 du chapitre II du même texte, n° 12.

Sous-amendements présentés par le gouvernement à l'amendement proposé par M. le marquis Imperiali à l'article 3 du même texte, n° 14.

Amendement présenté par M. Deswarte à l'article 10 du même texte, n° 16.

Amendement présenté par M. Pirard à l'article 15 du même texte, n° 16.

Amendement présenté par M. Du Bost à l'article 15 du même texte, n° 16.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 21.

Amendement présenté par M. Guyaux et consorts à l'article 4, § 2 du texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 24.

Amendement présenté par M. le marquis Impériali à l'article 6 du même texte, n° 24.

Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 68.

Rapport, fait par M. Vauthier, sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 73.

Ann. — Discussion des articles.

Article préliminaire.

M. le président fait remarquer que le gouvernement propose la suppression de cet article, p. 5. — L'article préliminaire n'est pas adopté, p. 5.

Amendements proposés par MM. Magnette et consorts.

M. le comte Goblet d'Alviella déclare que M. Magnette, comme lui-même, estimait que ces amendements ne viendraient en discussion qu'à l'occasion de la discussion de l'article 1er, p. 5. — L'assemblée n'y faisant pas opposition, M. le président déclare qu'il en sera ainsi.

Chapitre Ier. — De la prorogation des baux à loyer.

Article 1er.

M. le président donne lecture du texte de l'article 1er, rappelle qu'à cet article se rattachent un amendement du gouvernement, sous-amendé par M. Braun, et divers amendements proposés par MM. Deswarte et consorts, Poelaert, Delannoy, Lebon et Magnette et consorts, p. 5, 6. — Discussion. Discours de MM. Vauthier, rap., Van Overbergh, p. 6 à 9. — Interr. de MM. Lekeu, Volckaert, Masson, m. j., Vauthier, rap., Deswarte, Van Fleteren, p. 6 à 9. — Discours de MM. Lebon, Magnette (qui défend ses amendements qui constituent en réalité un contre-projet, opposé à celui qui a été transmis au Sénat par la Chambre), p. 12 à 17. — Interr. de MM. Masson, m. j., Lekeu, Volckaert, Huisman-Vanden Nest, Van Fleteren, Mousty, Deswarte, p. 13 à 16.

M. Deswarte attire l'attention du Sénat sur la procédure suivie pour la discussion, en ce qui concerne les amendements de MM. Magnette, Goblet d'Alviella et Royers, p. 17. — Sont entendus sur cette question : MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Magnette, Lekeu, Vauthier, rap., p. 17, 18. — — M. le président déclare que, M. Magnette s'étant rallié à sa manière de voir, qui tend à rattacher son projet comme amendement à l'article 1er, il estime préférable de suivre cette procédure, ce qui n'empêcherait pas M. Magnette de reprendre l'un ou l'autre des articles suivants de son projet, comme amendement à un autre article du projet de loi, p. 18. — Assentiment du Sénat, p. 18. — M. Magnette déclare, à deux reprises, au cours de ces observations que, si l'article 1er de son projet est rejeté, les autres articles viendront à disparaître, p. 18, 19.

Reprise de la discussion des articles.

Art. 1er. M. le comte Goblet d'Alviella pose une question qui ne se rapporte pas directement à l'article 1er et qui concerne la situation faite aux occupants des immeubles déjà réquisitionnés, p. 22. — Sont entendus : MM. Masson, m. j. (qui estime que cette question trouvera sa place lorsque le Sénat abordera le chapitre des réquisitions) et Vauthier, rap. (qui estime que les réquisitions opérées en vertu de lois antérieures, continueront à produire normalement leurs effets), p. 22.

Reprise de l'ensemble de la discussion. Sont entendus : MM. Deswarte, Volckaert, Masson, m. j., p. 22, 23. — Observations de M. Poelaert, p. 23. — M. Braun fait des propositions quant à la procédure à suivre, p. 23, 24. — Sont entendus au sujet de la procédure à suivre : MM. Poelaert et Deswarte, p. 24. — M. le président rappelle la décision prise la veille, de discuter l'article 1er avec ses amendements, étant entendu que, si l'article préliminaire proposé par M. Magnette n'est pas adopté, l'ensemble de ces amendements viendra à disparaître, ainsi que M. Magnette l'a lui-même déclaré, p. 24. — Discussion des amendements proposés à l'article 1er. Discours de MM. Poelaert, Vauthier, rap., Masson, m. j., p. 24 à 27. — Interr. de MM. Deswarte, Martens, Mousty, Volckaert, Secliger, Demoulin, Wittemans, Solau, Lekeu, Van Fleteren, p. 24 à 27. — M. Deswarte estime que la discussion du premier alinéa est terminée, et qu'il faudrait procéder par division, p. 27.

M. le président met aux voix le paragraphe préliminaire de la proposition de MM. Magnette et consorts, p. 27. — Ce paragraphe est rejeté et M. le président déclare que, ainsi qu'il en a été décidé la veille, les autres amendements qui ont été présentés par MM. Magnette et consorts viennent à disparaître par suite de ce vote, p. 27.

Amendement présenté par MM. Deswarte et consorts. M. le président en donne lecture, p. 27. — Discussion : MM. Vauthier, rap., Deswarte, Masson, m. j., Lekeu, Braun, Van Fleteren, Dufrane, Sceliger, p. 27 à 29. — M. le président met aux voix le premier alinéa du premier paragraphe de l'amendement, et cet alinéa est rejeté, p. 29. — M. le président demande à M. Deswarte s'il demande la mise aux voix des deux alinéas suivants, p. 29. — M. Deswarte maintient les deux alinéas qu'il a proposés et en défend les dispositions, p. 29. — Est entendu : M. Vauthier, rap., qui se rallie à l'amendement de M. Deswarte, p. 29. — Les alinéas 2 et 3 du § 1er de l'amendement de M. Deswarte sont adoptés, p. 29. — M. le président donne lecture du § 2 de l'amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 29. — Sont entendus : MM. Deswarte et Vauthier, rap. (qui se rallie à la proposition de M. Deswarte, p. 29. — Le § 2 de l'amendement de MM. Deswarte et consorts est adopté, p. 29. — M. le président donne lecture du § 3 de l'amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 29. — Sont entendus : MM. Deswarte, Poelaert (qui combat l'amendement de M. Deswarte), Lebon (qui défend un amendement qu'il a présenté), p. 29, 30. — Interr. de MM. Van Fleteren et Lekeu, p. 30. — M. le président propose de remettre l'examen du § 3 de l'amendement de M. Deswarte et le § 1er de l'amendement de M. Lebon jusqu'au moment où l'on statuera sur le § 2 de l'article 1er, p. 30. — Le Sénat admet cette procédure, p. 30. — M. le président rappelle à

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

ce moment un amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella, relatif à la situation faite aux occupants d'un immeuble réquisitionné, p. 30. — Observations de MM. Braun et Lebon, qui estiment que cet amendement doit être remis, p. 30. — M. le comte Goblet d'Alviella fait remarquer qu'il s'agit simplement de protéger les occupants d'immeubles réquisitionnés et accepte la remise de son amendement à la fin de la discussion de la loi, p. 30. — Adhésion du Sénat, p. 30.

M. le président donne lecture d'un amendement proposé par le gouvernement, à l'alinéa 1er, amendement relatif à la date d'entrée dans les « lieux » et cet amendement est adopté, p. 30. — M. le président donne lecture d'amendements proposés par MM. Poelaert et Delannoy, p. 30. — M. Poelaert défend ses amendements, p. 31. — Interr. de M. Seeliger, p. 31. — MM. Wittemans et Vauthier combattent les amendements de M. Poelaert, p. 31. — M. Deswarte estime que la question soulevée par M. Poelaert est déjà résolue par le vote du troisième alinéa du § 1er de son amendement, p. 31. — M. le président met aux voix la partie de l'amendement de M. Poelaert qui se rapporte au § 1er et cet amendement est rejeté, p. 31. — M. le président met aux voix l'alinéa 1er proposé par la commission de la justice et amendé par le gouvernement, p. 31. — M. Deswarte demande que l'on réserve la dernière phrase de cet alinéa, p. 31. — M. le président estime que l'on peut pourtant procéder au vote et le premier alinéa de l'article 1er est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p 31. — M. le président déclare que les deuxième et troisième alinéas du §er, et le § 2 proposé par MM. Deswarte et consorts et qui ont été précédemment adoptés, trouveront leur place à la suite de l'alinéa 1er qui vient d'être adopté, p. 31, 32.

Deuxième alinéa du texte proposé par la commission de la justice, et amendements proposés : 1° par MM. Deswarte et consorts; 2° par M. Lebon, p. 32. — Sont entendus : MM. Van Fleteren, Deswarte (qui rappelle qu'il a, à titre subsidiaire, présenté un sous-amendement au texte de M. Lebon), Vauthier, rap., Masson, m. j., p. 32, 33. — M. Deswarte déclare retirer son amendement, sous réserve que l'on accepte le sous-amendement qu'il a présenté au texte de M. Lebon, p. 33. — M. le président met pourtant aux voix l'amendement de M. Deswarte et cet amendement est rejeté, p. 33. — Le sous-amendement présenté par M. Deswarte au texte de M. Lebon est également rejeté, p. 33. — Le premier alinéa de l'amendement de M. Lebon est adopté, p. 33. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'alinéa additionnel proposé par M. Lebon, p. 33. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui propose à M. Lebon de retirer son amendement et de le présenter à l'article 5), Lebon (qui défend sa proposition), Masson, m. j. (qui propose de reporter la disposition proposée par M. Lebon à un chapitre nouveau qui serait intitulé : Dispositions générales), p. 33. — Adhésion de M. Lebon, p. 33. — M. Poelaert répond aux critiques dirigées par M. Wittemans contre les renseignements qu'il avait donnés, concernant la législation française, en défendant l'amendement qu'il avait présenté avec M. Delannoy, à l'alinéa 2, et donne lecture des textes de la loi française, p. 34. — Observations de M. Wittemans, p. 34. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement de MM. Poelaert et Delannoy, p. 34. — M. Poelaert déclare que cet amendement vient à disparaître par suite du rejet de la date de « 1924 » qu'il avait proposée dans son amendement au § 1er, p. 34.

M. le président donne lecture de l'ensemble de l'article 1er tel qu'il résulte des votes qui ont été émis et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 34.

Article 2.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et rappelle les différents amendements proposés, p. 34. — Est entendu : M. J. Nolf (qui défend l'amendement qu'il a présenté), p. 35, 36.

... le comte Goblet d'Alviella dépose un amendement subsidiaire : article 18*bis* (relatif aux immeubles réquisitionnés) et donne lecture de cet amendement, p. 35.

Reprise de la discussion de l'article 2.

M. le président propose d'examiner cet article par alinéa, en rattachant à chacun d'eux les amendements qui s'y rapportent, et cette proposition est admise, p. 37. — Discussion. MM. Poelaert, Lekeu, Deswarte, Vauthier, rap., Van Overbergh, Braun, Lebon, Masson, m. j., le baron de Sadeleer, Volckaert, Van Fleteren, Carton, Hubert, Mousty, Guyaux, Hénault, Demoulin, p. 37 à 41. — M. le président comte t'Kint de Roodenbeke après avoir fait diverses observations, pendant la discussion, au sujet des nombreuses interruptions, déclare que, si le bruit continue, il se verra obligé de suspendre la séance, p. 41. — Reprise de la discussion. MM. Carton, Guyaux, Volckaert, Hubert, Hénault, Masson, m. j., Van Fleteren, Braun, Vauthier, rap., p. 41 à 43. — M. le président annonce que M. Vauthier, rap., vient de présenter un amendement proposant le rejet de l'article 2 et déclare qu'il va mettre cet amendement aux voix, p. 43. — L'amendement est adopté par assis et levé, ce qui entraîne la disparition de l'article 2, p. 43.

Article 3.

M. le président donne lecture du texte proposé par la commission de la justice et rappelle les amendements proposés, p. 44. — Discussion : Discours de MM. du Four, Du Bost, Carnoy, Deswarte, Masson, m. j., p. 44 à 50. — Interr. de MM. Simonis, le baron Ruzette, m. a., t. p., Masson, m. j., du Four, Lekeu, Mousty, Demoulin, Van Fleteren, De Bast, Van Overbergh, Seeliger, p. 44 à 50. — Discours de MM. le baron de Moffarts, Braffort, le baron de Mévius, p. 52 à 54. — Interr. de MM. Masson, Hénault, Deswarte, p. 52, 53. — M. Deswarte propose à ce moment de terminer d'abord l'examen des amendements d'ordre agricole, p. 54. — M. le président estime qu'il serait pratique d'admettre la proposition de M. Deswarte et M. le marquis Impériali admet cette proposition, ses amendements dont M. le baron de Mévius avait pris la défense, étant en question, p. 54. — Reprise de la discussion : Discours de MM. du Four, Carnoy, Deswarte, Masson, Lekeu, le baron Ruzette, m. a., t. p., p. 54 à 57. — Interr. de MM. Deswarte, Lekeu, Van Overbergh, Van Fleteren, Hubert, p. 55, 56.

§ 1er. M. le président donne lecture des amendements présentés : 1° par M. Lebon; 2° par M. du Four, déclare que l'amendement le plus large est celui de M. Lebon et le met aux voix, p. 57. — L'amendement de M. Lebon est rejeté, p. 57. — L'amendement de M. du Four est rejeté, p. 57. — M. Deswarte demande que l'on se prononce sur le texte de la commission de la justice, avant de se prononcer sur l'amendement de M. Carnoy, p. 57. — M. le président estime que l'amendement de M. Carnoy, constituant une rédaction nouvelle, doit être mis aux voix en premier lieu, p. 57. — Observations de MM. Du Bost et Hubert, au sujet de l'amendement de M. Carnoy, p. 57. — M. Carnoy complète son amendement à la suite de ces observations, p. 57. — Observations de MM. Mousty et Van Overbergh, p. 58. — M. Lekeu demande l'appel nominal sur l'amendement de M. Carnoy et cet amendement est adopté par 95 voix contre 31 et 1 abstention, p. 58. — S'est abstenu : M. Braffort, p. 58. — M. le président donne lecture du texte du § 1er, tel qu'il résulte de cet amendement, et le § 1er, ainsi amendé, est adopté, p. 58.

§ 2. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et ce texte est adopté, p. 58.

M. le président donne lecture d'amendements proposés par M. le marquis Impériali : §§ 3 et 4 additionnels et d'un sous-amendement présenté par M. du Bois au § 3 proposé par M. le marquis Impériali, p. 58. — Sont entendus : au sujet du § 3 proposé par M. le marquis Impériali : MM. Du Bois, le marquis Impériali, Vauthier, rap., Deswarte, le baron de Mévius, Volckaert, Van Fleteren, Lekeu, p. 58, 59. — Le § 3, proposé par M. le marquis Impériali est adopté, p. 60. — Sont entendus au sujet du sous-amendent de M. Du Bois : MM. Vauthier, rap., Du Bois, le marquis Impériali, Masson, m. j., Deswarte, p. 60. — M. Du Bois déclare, en présence des explications qui viennent d'être données, retirer son amendement, p. 60. — M. le président donne lecture d'un sous-amendement qui vient d'être proposé par M. Masson, m. j., au § 4 qui vient d'être présenté par M. le marquis Impériali, p. 60. — Sont entendus au sujet de ces amendements : MM. le marquis Impériali, Masson, m. j., Castermar, Lekeu, Vauthier, rap., Van Fleteren, Van Roosbroeck, Volckaert, Huisman-Vanden Nest, Guyaux, Ligy, de Pierpont Surmont de Volsberghe, p. 60 à 63. — M. Rutten propose l'ajournement de l'amendement de M. Masson, m. j., qu'il estime soulever des questions trop complexes pour être voté immédiatement, p. 63. — MM. Masson, m. j., et Lekeu acceptent la remise au mardi suivant, p. 64. — M. Masson, m. j., déclare que des textes sont préparés, mais, la question étant délicate, demande que cette disposition soit réservée, afin de donner au Sénat le temps d'examiner ses nouvelles propositions, p. 65. — Assentiment du Sénat, p. 65

M. le marquis Impériali déclare retirer le texte qu'il avait proposé comme § 4, espérant pouvoir se mettre d'accord sur le texte proposé par M. Masson, m. j., p. 65. — Reprise de la discussion de l'article 3. § 4. M. Masson, m. j., déclare qu'il a déposé un amendement à l'article 3 tendant à ajouter un paragraphe à cet article, et donne lecture de cet amendement,

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

p. 87. — M. Masson, m. j., déclare, en outre, que cet amendement n'est pas son œuvre personnelle, mais est le résultat d'un accord intervenu entre lui et les délégués des différents groupes du Sénat. M. Masson, m. j., rappelle au Sénat la situation visée par l'amendement, afin d'en déterminer la portée, p. 87. — Discussion. MM. Masson, m. j., Guyaux, Lekeu, Pirard, Braun, Van Fleteren, Vauthier, rap., le marquis Impériali, le vicomte Vilain XIIII, Volckaert, p. 87 à 89. — M. le président donne une nouvelle lecture du § 4 qui vient d'être présenté par le gouvernement, et cet amendement est adopté par assis et levé, p. 89. — Article 3*bis*, proposé par amendement, par le gouvernement. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 89.— Sont entendus: MM. Masson, m. j. (qui attire l'attention du Sénat sur l'importance de la disposition proposée par le gouvernement), Vauthier, rap. (qui combat l'amendement du gouvernement et fait remarquer au Sénat que cet amendement consiste, en réalité, à revenir en partie sur le vote émis quelques jours auparavant par le Sénat, vote qui a supprimé l'article 2), Van Fleteren (qui combat également l'amendement du gouvernement), p. 89 à 91. — Observations de M. le baron de Sadeleeer, p. 91. — Il est procédé au vote par assis et levé, et, l'épreuve étant douteuse, l'amendement est mis aux voix par appel nominal et est adopté par 58 voix contre 56 et une abstention, p. 91. — S'est abstenu : M. Lebon, p. 91.

Vote sur l'ensemble de l'article 3. M. le président donne lecture de la rédaction de l'article, par suite des votes qui ont été émis, et l'ensemble de l'article 3, ainsi rédigé, est adopté, p. 91, 92.

Article 4.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice, rappelle que plusieurs amendements ont été présentés et donne lecture d'amendements de MM. Deswarte et consorts, p. 65, 66. — Observations de MM. Vauthier, rap., et Deswarte, au sujet de l'ordre dans lequel les orateurs seront entendus, p. 66. — Discussion : Discours de MM. Vauthier, rap. (qui expose les sentiments de la commission de la justice, au sujet de l'article 4), Asou, Deswarte, Lekeu, Masson, m. j., Lebon, Poelaert, Wittemans, p. 66 à 75. — Interruptions de MM. Lekeu, Vauthier, rap., Lebon, Deswarte, le baron d'Huart, Mousty, Van Fleteren, Huisman-Vanden Nest, Guyaux, Van Overbergh, p. 67 à 75. — M. le président déclare que l'amendement de M. Lebon se rapporte au texte de la commission, que, en conséquence, si l'amendement présenté par M. Deswarte était adopté, celui de M. Lebon viendrait à disparaître, avec le texte de la commission de la justice, p. 75. — Adhésion de M. Deswarte, qui fait encore diverses observations, p. 75. — Observations de MM. Van Overbergh et Lebon, p. 75. — M. Poelaert annonce qu'il déposera un amendement qui reprendra le § 6 du projet de la Chambre, p. 75.

L'amendement présenté au 1° par MM. Deswarte et consorts est rejeté par 54 voix contre 39, p. 75.

Reprise de la discussion de l'article 4, § 1er. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice, et d'un amendement présenté par M. Vauthier, rap., p. 92. — M. Masson, m. j., déclare accepter l'amendement de M. Vauthier, rap., mais propose une modification au texte du projet, p. 92. — M. Braun fait remarquer que la modification, proposée par M. Masson, m. j., est inutile par suite de la disposition existant dans l'article 12 et M. Masson, m. j., déclare ne pas insister sur sa proposition, p. 92. — M. Vauthier, rap., défend l'amendement qu'il a présenté, avec MM. Braun et consorts, et qui est relatif au « fardeau de la preuve », p. 92. — M. le président indique un sous-amendement présenté par M. Lebon à l'amendement de M. Vauthier, rap., p. 92. — M. Lebon défend son sous-amendement, p. 92, 93. — Observations de M. Lekeu, p. 92. — M. le président donne lecture d'un amendement de M. Poelaert, p. 93. — Sont entendus : MM. Poelaert (qui défend à nouveau son amendement), Vauthier, rap. (qui combat l'amendement de M. Poelaert), Lekeu (qui combat également l'amendement de M. Poelaert), Pirard (qui déclare, au nom de ses amis, accepter le texte du § 1er, tel qu'il est amendé par M. Vauthier), p. 93. — M. le président déclare que l'on va voter par division, et met aux voix la première partie du § 1er, sur laquelle tout le monde paraît être d'accord, p. 93. — Ce texte est adopté, p. 93. — L'amendement de M. Poelaert est rejeté, p. 93. — La rédaction proposée par M. Vauthier, rap., pour la seconde partie du § 1er, est adoptée, p. 93. — M. le président rappelle l'amendement de M. Lebon, p. 93. — Observations de M. Vauthier, rap. (qui combat l'amendement), Lebon, Lekeu, Carton, Wittemans, p. 93, 94. — L'amendement de M. Lebon est rejeté, p. 94. — M. le président donne lecture d'un amendement (Disposition additionnelle, proposée par M. Poelaert), p. 94. — M. Poelaert défend son amendement, p. 94. 95. — MM. Vauthier, Pirard et Braun combattent cet amendement, p. 94, 95. — Observations de MM. Lekeu et Mousty, p. 94. — L'amendement de M. Poelaert est rejeté, p. 95.

Paragraphe 2. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et d'amendements proposés : 1° par M. Lebon; 2° par M. Deswarte; 3° par M. Asou; 4° par M. Demerbe, p. 95. — Discussion : MM. Lebon, Pirard, le baron de Mévius (qui défend les victimes civiles de la guerre), Vauthier, rap. (qui combat l'amendement de M. Lebon), Masson, m. j., p. 95, 96. — M. Lebon déclare retirer provisoirement son amendement, sous réserve de le représenter au chapitre des réquisitions, p. 96. — M. le président propose de voter par division, et cette proposition est admise, p. 96. — La première partie du § 2 est adopté, p. 96. — M. le président indique un amendement présenté, à la phrase suivante, par M. Lekeu, en ce qui concerne le privilège des familles de ceux qui sont morts pour la patrie, p. 96. — M. Lekeu rappelle que M. Masson, m. j., a accepté cet amendement, p. 96. — Observations diverses de MM. le baron de Moffarts, Lekeu, Masson, m. j., Vauthier, rap. (qui propose de prendre le terme : « enfants de citoyens belges, morts pour la Patrie »), p. 96. — M. le président indique à nouveau l'ensemble du texte, tel qu'il est amendé par M. Vauthier, et ce texte est adopté à l'unanimité, p. 97. — La phrase suivante de l'article est adopté, p. 97. — Observations de M. Vauthier (à l'occasion de l'amendement de M. Demerbe), et Pirard (qui demande la priorité pour son amendement), p. 97. — Les amendements de MM. Pirard et Demerbe sont successivement rejetés et la fin du § 2 est adoptée tel qu'elle est proposée par la commission, p. 97. — M. le président rappelle une disposition additionnelle proposée par M. Asou, p. 97. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Asou, le marquis Impériali, Guyaux (qui annonce un sous-amendent à l'amendement de M. Asou), Fraiture (qui défend ce sous-amendement), p. 97. — L'amendement de MM. Renier et consorts est rejeté, p. 97. — L'amendement de M. Asou est rejeté, p. 97.

Paragraphe 3. M. le président donne lecture du texte de la commission, et d'une nouvelle rédaction proposée par M. Lebon, p. 97, 98. — M. Lebon déclare que cet amendement formait un tout avec celui qu'il avait présenté à l'article précédent, et que cet amendement est donc momentanément retiré, p. 98. — Sont entendus : MM. le baron de Moffarts (qui annonce un amendement), et Vauthier, rap. (qui déclare se rallier personnellement à l'amendement de M. de Moffarts), p. 98. — Le § 3 est adopté avec l'amendement de M. le baron de Moffarts, p. 98.

Paragraphe 4. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et demande si M. Lebon, maintient sa proposition de suppression de ce paragraphe, p. 98. — Sont entendus : MM. Lebon (qui maintient sa proposition de suppression) et Vauthier, rap., p. 98. — L'amendement de M. Lebon est rejeté, p. 98. — M. Lebon fait à ce moment une observation, quant à la numérotation des articles, et M. Vauthier, rap. propose de réserver provisoirement la question de numérotation jusqu'au second vote, p. 99. — La proposition de M. Vauthier est admise et le § 4 est adopté, p. 99.

Paragraphe 5. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et d'amendements 1° de M. Lebon; 2° de MM. Deswarte consorts, p. 99. — Sont entendus : MM. Wittemans (qui propose un amendement suggéré par le Jeune Barreau d'Anvers), Pirard (qui défend l'amendement de M. Deswarte), Vauthier, rap., Lebon, p. 99, 100. — Observations sur le point de savoir s'il ne serait pas utile, vu l'heure avancée, de remettre les votes au lendemain, — MM. Braun, Wittemans, Lafontaine et le président comte t'Kint de Roodenbeke, p. 100. — Le vote sur le dernier paragraphe de l'article 4 et les amendements qui s'y rattachent est remis au lendemain, p. 100. — M. Lebon rappelle que son amendement est retiré et qu'il n'en maintient que la partie finale qui se rattache à l'amendement de M. Deswarte, p. 100.

Reprise de l'examen du § 5, de l'article 4. M. le président rappelle un amendement de M. Lebon et cet amendement est rejeté, p. 105.

M. le président donne lecture de l'ensemble de l'article 4 tel qu'il réésulte des différents votes qui ont été émis, et l'article 4, ainsi amendé, est adopté, p. 105, 106.

Article 5.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et d'amendements présentés : 1° par MM. Deswarte et consorts; 2° par MM. Poelaert et Delan-

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

noy; 3° par M. Lebon, p. 100, — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Poelaert, p. 100, 101. — Observations de M. Lebon, p. 101. — M. Poelaert déclare que son amendement est retiré, p. 101.

M. le président propose au Sénat de décider que ce projet de loi sera, en tout état de cause, terminé la semaine suivante, et, dans ce but, de siéger éventuellement le vendredi 3 décembre, p. 103. — Assentiment du Sénat, p. 103.

Reprise de la discussion de l'article 5. Est entendu : M. Deswarte, qui déclare, en présence du rejet de l'amendement qu'il avait présenté au § 1er de l'article 4, que son amendement à l'article 5, vient à disparaître, p. 103. — M. le président rappelle un amendement de M. Lebon, tendant à supprimer la seconde phrase du texte de la commission de la justice, p. 103. — M. Masson, m. j., propose un amendement qui est, en quelque sorte, le rétablissement du texte proposé par la Chambre, p. 104. — Discussion : MM. Vauthier, rap., (qui combat l'amendement de M. Masson, m. j.), Masson, m. j., Deswarte, Braun (qui combat l'amendement de M. Masson), Lebon (qui motive son amendement), p. 104. — M. Vauthier, rap., fait des observations au sujet de la suppression faite par M. Lebon, p. 104. — Observations de M. Deswarte, p. 104, 105. — La proposition de M. Lebon tendant à supprimer la seconde phrase de l'article 5 est rejetée, p. 105. — M. le président rappelle l'amendement présenté par M. Masson, m. j., p. 105. — M. Vauthier, rap., insiste pour que cet amendement soit rejeté, p. 105. — L'amendement de M. Masson, m. j., est rejeté et le texte proposé par la commission de la justice est adopté, p. 105. — Art. 4*bis*, proposé par M. Deswarte. M. le président donne lecture de cette disposition et d'un sous-amendement proposé à l'article 4*bis*, par MM. Wittemans et Lafontaine, p. 105. — L'amendement est mis aux voix par assis et levé. L'épreuve étant douteuse, il est procédé au vote par appel nominal et l'amendement est rejeté par 56 voix contre 47, p. 105.

CHAPITRE II. — *De la limitation du prix des loyers.*

Article 6.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice, et rappelle que des amendements ont été présentés 1° par le gouvernement; 2° par MM. Deswarte et consorts; 3° par MM. Poelaert et Delannoy; 4° par M. le comte Goblet d'Alviella; 5° par M. le marquis Impériali; 6° par M. Lebon; 7° par M. Nolf et 8° par M. Asou, p. 106. — Discussion : MM. Deswarte, Asou, Vauthier, rap., Mousty, Guyaux, Van Fleteren, Carton, Hubert, Vinck, Lekeu, Masson, m. j., Braun, Demoulin, Seeliger, Moyersoen, m. i. t., Van Overbergh, Berger, Renier, p. 106 à 115. — Poelaert, Guyaux, le marquis Impériali, Vauthier, rap., Deswarte, Lekeu, J. Nolf, De Visch, Volckaert, p. 117 à 120. — M. Rutten justifie son abstention ainsi que celle de quelques-uns de ses amis, sur l'amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 120. — M. le président donne lecture de l'amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 120. — La gauche demande l'appel nominal, et l'amendement de MM. Deswarte et consorts est rejeté, par 69 voix contre 45 et 5 abstentions, p. 120. — Se sont abstenus : MM. Carnoy, Eylenbosch, J. Nolf, Rutten et Van Overbergh, p. 121. — M. le président donne lecture d'un sous-amendement présenté par M. Deswarte au texte qui reproduit l'article 4 de la Chambre, et cet amendement est rejeté, p. 121. — M. le président donne lecture de l'amendement de M. Asou, tendant à ajouter un paragraphe final à l'article, p. 121. — M. Asou défend son amendement, p. 121 à 123. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., et Deswarte, p. 122, 123. — Observations de MM. Van Fleteren et Poelaert, p. 122, 123. — M. le président annonce que l'on va procéder au vote, p. 123. — M. le président donne lecture de la première phrase du texte de la commission de la justice et d'un amendement de M. J. Nolf qui se rattache à ce texte, p. 123. — L'amendement de M. Nolf est rejeté par 62 voix contre 60 et 1 abstention, p. 123. — S'est abstenu : M. le comte Goblet d'Alviella, p. 123. — Le texte de la commission de la justice est adopté, p. 123. — M. le président donne lecture de la deuxième phrase de l'alinéa 1er (texte de la commission de la justice) et rappelle que MM. Poelaert et Delannoy et le marquis Impériali proposent la suppression de cette phrase, p. 123. — Observations de M. Deswarte, au sujet d'un amendement de M. J. Nolf, p. 123. — L'amendement consistant en la suppression de cette phrase est rejeté et le texte de la commission de la justice est adopté, p. 123. — Deuxième alinéa de l'article 6. Un amendement de MM. Poelaert, Delannoy et le marquis Impériali, tendant à la suppression de

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

cet alinéa, est rejeté, et le texte de la commission de la justice est adopté, p. 123, 124.

Alinéa 3. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et d'amendements 1° de M. le comte Goblet d'Alviella; 2° de M. le marquis Impériali, p. 124. — Discussion : MM. Van Fleteren, le comte Goblet d'Alviella (qui défend son amendement), Vauthier, rap., Deswarte, Féron, Masson, m. j., Lekeu, Seeliger, Volckaert, Longville, Poelaert, Du Bost, Mousty, p. 124 à 128. — M. Lekeu demande, vu l'heure avancée, que le vote soit remis au lendemain, p. 128. — Observations de M. le président, qui défère au vœu du Sénat, et déclare que l'on va passer à l'examen d'un amendement de MM. Poelaert et consorts consistant à ajouter deux paragraphes à l'article 6, p. 128. — M. le président donne lecture de ces dispositions, p. 128. — Discussion : MM. Deswarte, Poelaert, Seeliger, le comte Goblet d'Alviella, Vauthier, rap., Masson, m. j., Feron, Van Fleteren, Braun, p. 128 à 130. — M. le président donne lecture d'un amendement de MM. Poelaert et Delannoy, tendant à ajouter un alinéa 3, p. 130. — Sont entendus : MM. Van Fleteren, Vauthier, rap., Deswarte, Braun, Masson, m. j., p. 130, 131. — M. Poelaert prie M. le président de considérer son amendement comme retiré, p. 131. — M. le président annonce que M. Lebon et M. le marquis Impériali retirent également tous les abendements qu'ils ont présentés à l'article 6, p. 131. — M. Deswarte demande, malgré la clôture de la discussion, à pouvoir parler encore le lendemain sur la question des dérogations contractuelles, p. 131.

Reprise de la discussion de l'article 6, alinéa 3. Observations de MM. le président comte t' Kint de Roodenbeke et Van Fleteren au sujet des amendements présentés, p. 135. — A la suite de ces observations, M. Van Fleteren dépose un amendement, et M. le président indique la procédure qui sera suivie pour le vote, p. 135. — L'amendement de M. le comte Goblet d'Alviella est rejeté, p. 136. — L'amendement de M. Van Fleteren, tendant à supprimer la mention des taxes communales, est rejeté par 64 voix contre 54 et 1 abstention, p. 136. — S'est abstenu : M. Rutten, p. 136. — Un amendement présenté par M. Mousty est rejeté, p. 136. — La première partie du troisième alinéa est adoptée telle qu'elle est présentée par la commission de la justice, p. 136. — Est entendu : M. Deswarte, qui fait diverses observations, au sujet du texte de la commission de la justice et qui demande que « l'intervention dans le montant des réparations » soit soumis à un vote distinct, p. 136. — M. Deswarte fait, au nom de ses amis, une brève déclaration, au sujet de ces dispositions (annonçant un vote négatif), p. 136. — Le membre de phrase relatif à « l'intervention dans le montant des réparations » est adopté tel qu'il est présenté par la commission de la justice, p. 136. — La dernière disposition de l'alinéa 3 est également adoptée, p. 136.

Dernier alinéa de l'article 6 concernant les dérogations contractuelles. M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice. Discussion : MM. Deswarte, Lebon, Vauthier, rap., Lekeu, Van Fletereen, Masson, m. j., Pirard, Seeliger, Renier, Carton, Braun, de Meester, p. 136 à 141. — M. Lebon déclare ayant pu, contrairement à ses prévisions, être présent à la séance, reprendre ses amendements, p. 141. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement de M. Lebon et cet amendement est rejeté, p. 141. — M. Deswarte demande l'appel nominal sur le texte de la commission de la justice et cette demande est unanimement appuyée par l'extrême gauche, p. 141. — Le texte de la commission de la justice est adopté par 69 voix contre 46 et 1 abstention, p. 141. — S'est abstenu : M. de Meester, p. 141. — M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Asou et cet amendement est rejeté, p. 141. — M. Poelaert rappelle qu'il a été convenu avec M. Masson, m. j., qu'un amendement qu'il avait présenté avec MM. Hicguet et consorts serait reporté à l'article 8, p. 142. — M. le président déclare qu'il en sera ainsi et que le sous-amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella sera également reporté à cet article, p. 142. — M. le président donne lecture de l'ensemble de l'article 6 tel qu'il résulte des votes qui ont été émis, et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 142.

Article 6bis *proposé par amendement par le gouvernement.*

(Cet article reprend, en le modifiant, l'article 13 du texte adopté par la Chambre.) M. le président donne lecture de cette disposition, p. 142.

Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui se rallie à cette disposition), et Deswarte qui attire l'attention sur un certain double emploi avec l'article 11, p. 142. — L'article 6*bis* est adopté, p. 142.

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

Article 7.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et d'amendements présentés : 1° par M. Lebon; 2° par MM. Braffort et Carton, p. 133. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui combat les amendements de M. Lebon et de MM. Braffort et Carton), Carton (qui défend son amendement), Van Fleteren, le marquis Imperiali (qui défend l'amendement de MM. Braffort et Carton), Masson, m. j. (qui combat cet amendement, Volckaert, p. 133, 134. — L'amendement de MM. Braffort et Carton est rejeté, p. 134. — M. Lebon défend son amendement, p. 134. — M. Vauthier, rap., combat à nouveau cet amendement et l'amendement de M. Lebon est rejeté, p. 134. — M. Du Bost présente un amendement se rapportant à l'alinéa 1er et indique la portée de cet amendement, p. 134, 135. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., et Masson, m. j., p. 134, 135. — M. Vauthier se rallie à l'amendement de M. Du Bost et cet amendement est adopté, p. 135. — M. Deswarte demande que l'on détermine le sens des mots « gros œuvre », p. 135. — Observations de MM. Vauthier, rap., Lekeu et Carton (qui propose un amendement au § 1er), p. 135. — M. Masson, m. j., se rallie à cet amendement, mais en demandant que cette disposition soit reportée aux dispositions générales, p. 135. — L'amendement de M. Carton est adopté, p. 135. — M. le président donne lecture de la nouvelle rédaction de l'article 7 et l'article ainsi amendé est adopté, p. 135..

M. le président annonce que le gouvernement propose, par amendement, de faire, des articles 8 à 16 inclus, un châpitre II*ter*, intitulé : « Dispositions générales », qui prendrait sa place après le châpitre intitulé « de la réquisition des immeubles ». Cette proposition est admise, p. 142.

Chapitre IIter. Dispositions générales.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte de la commission et d'un amendement de M. Vauthier, p. 142, 143. — Est entendu : M. Vauthier rap., p. 143. — L'article 8 est adopté tel qu'il est amendé par M. Vauthier, p. 143.

Art. 8bis proposé par amendement par le gouvernement.

M. le président donne lecture de cette disposition, p. 143. — Discussion : MM. Lebon, Lekeu, Vauthier, rap., Wittemans, Braun, Deswarte, Poelaert, Vinck, le marquis Imperiali, Masson, m. j., p. 143 à 147

M. le président annonce que, avant de continuer la discussion de l'article 8*bis* proposé par le gouvernement, M. Deswarte propose de statuer d'abord sur l'article 9 et sur l'amendement qu'il a rattaché à cet article; M. le président attire aussi l'attention du Sénat sur un amendement proposé également par M. Deswarte, comme article 15*bis*, et déclare que cet amendement étant connexe à l'article 8*bis* proposé par le gouvernement, ces deux dispositions seront discutées simultanément. M. le président déclare que viendront ensuite un amendement de M. Poelaert, sous-amendé par M. le comte Goblet d'Alviella (au sujet des sous-locations, avec bénéfices), et que le Sénat a décidé de discuter sous forme d'article 8*ter*. M. le président donne ensuite lecture de l'article 9 du texte de la commission et de l'amendement proposé à ce texte par M. Deswarte et consorts (art. 32, alinéa 2, du texte de la Chambre), p. 149. — M. le président annonce qu'il vient de recevoir un nouvel amendement de M. Masson, m. j., consistant en une nouvelle rédaction pour le deuxième alinéa de l'article 8*bis*, qu'il a proposé, p. 149. — Discussion de cet amendement. Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Masson, m. j., Deswarte, Braun, Du Bost, p. 149, 150.

M. le président met aux voix l'alinéa additionnel proposé à l'article 9 par M. Deswarte, et donne lecture de cet amendement, qui est rejeté, p. 150.

M. le président annonce qu'il va mettre aux voix, par alinéa, l'article 8*bis* proposé par le gouvernement, p. 150. — Le premier alinéa de cet amendement est adopté, p. 150. — M. le président donne une nouvelle lecture du texte proposé par le gouvernement, en remplacement du deuxième alinéa de son amendement primitif, p. 150, 151. — Sont encore entendus : MM. Lekeu, Deswarte, Masson, m. j., Braun, Mosselman, Du Bost (qui propose un amendement), Van Fleteren, p. 151. — M. Du Bost déclare, en présence des explications de M. Masson, m. j., retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 151. — Les trois premiers alinéas du texte proposé par le gouvernement sont adoptés, p. 151. — Le dernier alinéa du nouveau texte proposé par le gouvernement (donnant au locataire principal le droit d'emporter le mobilier, lui appartenant, si les lieux ont été loués meublés), est rejeté, p. 152.

M. le président donne lecture de l'article 8*bis* tel qu'il résulte des différents votes qui ont été émis, et l'article 8*bis*, ainsi

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

Article 8ter proposé par amendement, par MM. Poelaert, Delannoy, Hicguet et consorts et sous-amendement proposé par M. le comte Goblet d'Alviella.

M. le président donne lecture de ces dispositions, p. 152. — Sont entendus : MM. Poelaert (qui fait remarquer que le deuxième alinéa de son amendement est venu à disparaître, par suite d'une disposition votée à l'article 6*bis*), Vauthier, rap. (qui se rallie au premier paragraphe de l'amendement de M. Poelaert, et s'oppose au sous-amendement de M. le comte Goblet d'Alviella), le comte Goblet d'Alviella (qui déclare que son amendement vient à disparaître étant rattaché à la partie de l'amendement de M. Poelaert qui a été retirée), Deswarte (qui motive son vote sur l'amendement de MM. Poelaert et consorts), p. 152. — L'amendement de M. Poelaert, réduit au premier alinéa, est adopté par 57 voix contre 50 et 1 abstention, p. 152. — S'est abstenu M. Braun, p. 153.

M. le président déclare que le Sénat doit se prononcer sur l'article 9 (texte de la commission de la justice) et donne lecture de ce texte qui est adopté, p. 153.

Article 10.

M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'amendements proposées : 1° par le gouvernement; 2° par MM. Deswarte et consorts; 3° par MM. Poelaert et Delannoy, p. 153. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui défend l'amendement du gouvernement et combat les amendements de MM. Poelaert et Deswarte), Deswarte, Poelaert, Feron, Ryckmans, p. 153. — L'amendement de MM. Poelaert et Delannoy est rejeté, p. 154. — Le texte proposé par la commission de la justice, ainsi que les amendements du gouvernement sont successivement adoptées, p. 154, 155. — M. Braffort prie M. Deswarte de retirer la seconde partie de son premier amendement qui rencontrerait alors l'assentiment unanime, p. 155. — M. Deswarte admet la demande de M. Braffort et la première phrase du premier amendement de M. Deswarte est adoptée, p. 155. — M. le président donne lecture du paragraphe final proposé par M. Deswarte. Sont entendus : MM. Deswarte (qui défend son amendement), Vauthier, rap. (qui estime que cet amendement, qui vient d'être présenté, n'est pas suffisamment connu pour être soumis au vote), Wittemans, M. le président comte t' Kint de Roodenbeke, Hubert (qui propose de réserver cet amendement) p. 155. — Le Sénat remet le vote sur l'amendement de M. Deswarte, à la semaine suivante, p. 156. — Reprise de l'examen de l'amendement de M. Deswarte. Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui combat cet amendement), Deswarte (qui défend son amendement), et Masson, m. j. (qui appuie les observations de M. Vauthier), p. 172, 173. — L'amendement de M. Deswarte est rejeté par assis et levé, p. 173.

Articles 11 et 12.

Adoptés sans observations, p. 155.

Article 13.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice. Observations au sujet de la date de la mise en vigueur, qui doit être modifiée. MM. Van Fleteren, Vauthier, rap., Wittemans, Deswarte, p. 156. — M. Vauthier propose de réserver cet article et cette proposition est admise, p. 156.

Article 14.

M. le président donne lecture du texte de la commission de la justice et d'amendements présentés : 1° par M. le marquis Impériali; 2° par M. Du Bois; 3° par M. le chevalier de Vrière; 4° par le gouvernement.

Discussion : MM. le marquis Impériali, Ryckmans, Lekeu, le chevalier de Vrière, Braun, Deswarte, Masson, m. j., Vauthier, rap., Féron, Seeliger, Du Bois (qui déclare retirer son amendement et se rallier à celui de M. de Vrière), Van Fleteren, p. 156 à 160. — L'amendement de M. le marquis Impériali est adopté, p. 160. — M. le président rappelle que l'amendement de M. Du Bois est retiré et met aux voix les alinéas 1er, 2 et 3, du texte de la commission de la justice, p. 160. — Ces alinéas sont successivement adoptés, p. 160. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement de M. le chevalier de Vrière et d'un sous-amendement présenté par M. Deswarte à cet amendement, p. 161. — L'amendement de M. le chevalier de Vrière est rejeté, ce qui entraîne la disparition du sous-amendement de M. Deswarte, p. 161. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement du gouvernement, qui consiste à ajouter à l'article 14, l'article 38 du texte adopté par la Chambre, et indique une modification proposée à ce texte par M. Deswarte, d'accord avec M. Braun, p. 161. — M. Masson, m. j.

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

déclare se rallier à ce sous-amendement et le texte du gouvernement est adopté tel qu'il est amendé par MM. Deswarte et Braun, p. 161. — M. le président donne lecture de la rédaction de l'article 14, tel qu'il résulte des différents votes qui ont été émis et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 161.

M. Deswarte fait une observation relativement au vote sur l'amendement du gouvernement, qu'il a sous-amendé avec M. Braun, p. 162.

*Article 14*bis *proposé par amendement par le gouvernement.*

M. le président donne lecture de cette disposition, p. 161. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Deswarte, Masson, m. j., p. 161, 162. — L'article 14*bis* proposé par le gouvernement est adopté, p 162.

Article 15.

M. le président donne lecture du texte de la commission et d'amendements proposés : 1° par le gouvernement; 2° par M. Deswarte; 3° par M. Pirard. Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui propose un amendement); Deswarte, Du Bost (qui propose un amendement), Masson, m. j., Magnette, Poelaert, Pirard, Feron, p. 162 à 164. — M. le président annonce que M. Pirard a déposé un nouvel amendement et donne lecture de cet amendement, p. 169. — Sont entendus : MM. Pirard (qui développe son amendement), Berger, Masson, m. j., Vauthier, rap., J. Nolf (qui rappelle un amendement général qu'il a présenté), p. 169 à 171. — Le premier amendement de M. Deswarte, tendant à la suppression de l'article, est rejeté, p. 171. — Le second amendement de M. Deswarte, dont M. le président donne une nouvelle lecture, est également rejeté, p. 171, 172. — M. le président donne lecture de la première phrase du texte de la commission de la justice, à laquelle se rattache l'amendement de M. Nolf, p. 172. — L'amendement de M. J. Nolf est rejeté et la première phrase du texte de la commission de la justice est adoptée, p. 172. — La seconde phrase du texte de la commission de la justice est adoptée, ainsi que l'amendement de M. Pirard, qui a été accepté par le gouvernement, p. 172. — Le texte proposé par M. Du Bost, d'accord avec le gouvernement, « d'une procédure de voie parée ou d'un jugement déclaratif de faillite » qui remplace le texte proposé *in fine* par la commission, est adopté, p. 172. — L'alinéa additionnel proposé par M. Vauthier, rap., est adopté, p. 172. — M. le président donne lecture du texte de l'article 15 tel qu'il résulte des différents votes qui ont été émis, et l'article ainsi amendé est adopté, p. 172.

M. le président propose, avant d'aborder l'article 16, de revenir à l'amendement présenté par M. Deswarte à l'article 10, amendement qui a été réservé, p. 172. — V. l'article 10.

Article 16.

M. le président donne lecture du texte de la commission, p. 173. — Observations de MM. Mosselman, Magnette, Masson, m. j. (qui admet la prorogation du délai de « trois mois » à « six mois »), p. 173. — M. Mosselman dépose un amendement tendant à remplacer les mots « trois mois » par les mots « trois ans » et cet amendement est rejeté, p. 173. — Le premier alinéa du texte de la commission de la justice est adopté, p. 173. — M. Deswarte rappelle que M. Masson, m. j., avait proposé un délai de six mois. M. le président déclare qu'il n'y a pas eu d'amendement déposé, p. 173. — Observations de MM. Masson, m. j., Desflarte (qui déclare reprendre la proposition de M. Masson, m. j.), M. le président comte t'Kint de Roodenbeke (qui fait remarquer que le vote est acquis), p. 173. — Le Sénat décide de reprendre cet amendement en seconde lecture, p. 173. — Le deuxième alinéa du texte de la commission de la justice est adopté, p. 173.

*Article 16*bis *proposé par amendement par MM. Deswarte et consorts.*

M. le président donne lecture de cette disposition, p. 173. — Discussion : MM. Deswarte, Masson, m. j., Leken, Wittemans, Van Fleteren, Seeliger, Magnette, p. 173 à 179. — L'amendement de M. Deswarte, dont M. le président rappelle les termes, est rejeté par assis et levé, p. 179.

Amendement subsidiaire de MM. Deswarte et consorts consistant à remplacer l'article 36 du projet de la Chambre par un texte dont M. le président donne lecture.

Cet amendement est rejeté, p. 179.

Procédure à suivre.

M. le président annonce que l'on va passer à l'examen des amendements proposés par le gouvernement et par MM. Deswarte et cons., consistant à insérer un chapitre III, intitulé : « De la réquisition des immeubles ». M. le président rappelle que ce chapitre reproduit les articles 17 à 29 du projet transmis par la Chambre, p. 179.

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

Chapitre III. — De la réquisition des immeubles.

Discussion : MM. Vauthier, rap., Volckaert, Masson, m. j., Dignefle, Guyaux, Feron, Seeliger, Deswarte, p. 179 à 183.

Les articles 17 à 29, formant le chapitre relatif aux réquisitions, sont successivement adoptés, p. 183, 184.

M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Deswarte et consorts, tendant à donner le n° IV au chapitre II intitulé : « Dispositions transitoires », et à donner les n°s 30 et 31 aux articles 17 et 18 (anciens), p. 184. — M. le président déclare que l'adoption de cet amendement est la conséquence des votes qui viennent d'être émis et cette déclaration est unanimement admise, p. 184. — M. le président indique également un amendement proposé par MM. Deswarte et consorts à l'article 17 ancien, et déclare que cet amendement vient à disparaître, p. 184. — Adhésion de M. Deswarte, p. 184.

Chapitre IV. Dispositions transitoires.

Art. 30 *et* 31 (*anciens* 17 *et* 18). M. le président donne lecture et ces articles sont adoptés sans observations, p. 184, 185.

*Article 18*bis (amendement subsidiaire présenté par M. le comte Goblet d'Alviella et relatif aux immeubles réquisitionnés). M. le président donne lecture de cette disposition et déclare qu'elle vient à disparaître par suite de l'adoption des dispositions présentées par le gouvernement et MM. Deswarte et consorts rétablissant le droit de réquisition des immeubles vacants, p. 185.

M. le président rappelle un amendement général présenté par M. Nolf, J., et déclare que cet amendement vient également à disparaître, par suite du vote émis la veille, p. 185.

Art. 31*bis présenté par amendement par le gouvernement* (date de la mise en vigueur de la loi). Cette disposition est adoptée par assis et levé, p. 185.

Article 13 qui avait été réservé. M. Vauthier, rap., rappelle cette disposition et propose de ne pas attendre le second vote pour la mettre aux voix, le Sénat étant d'accord sur le texte, p. 185. — M. Deswarte appuie cette proposition qui rencontre l'assentiment général de l'assemblée, p. 185. — M. le président donne lecture de l'article 13 tel qu'il est amendé par M. Deswarte (amendement accepté par le gouvernement et le rapporteur) et l'article 13 ainsi amendé est adopté, p. 185.

Le vote en seconde lecture est fixé au mardi suivant, 19 décembre.

Vote en seconde lecture.

Article préliminaire. Définitivement supprimé, p. 190.

Chapitre 1er. De la prorogation des baux à loyer.

Article 1er.

M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote, et d'un amendement présenté par M. Deswarte aux §§ 2 et 3. Sont entendus : MM. Deswarte (qui défend son amendement) et Vauthier, rap. (qui déclare s'y rallier), p. 190. — L'amendement de M. Deswarte est adopté et l'article 1er ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 190.

Article 2.

M. le président donne lecture du texte de cet article qui a été supprimé au premier vote, p. 190. — Sont entendus : MM. Liebaert, Poelaert, Deswarte, Vauthier, rap., de Pierpont de Surmont de Volsberghe, p. 190 à 192. — La proposition de M. Liebaert, tendant à rétablir l'article 2 n'est pas adoptée, et, en conséquence, l'article est définitivement supprimé, p. 192.

Article 3.

M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote, d'un amendement de forme présenté par le gouvernement, et d'un double amendement, présenté au § 4, par M. Thiébaut, p. 192. — Sont entendus : MM. Deswarte (qui fait remarquer que l'amendement de M. Thiébaut n'a pas été distribué et qui combat cet amendement), Thiébaut (qui défend son amendement), Vauthier, rap. (qui déclare se rallier à l'amendement de M. Masson, m. j., et s'opposer à celui de M. Thiébaut), p. 192, 193. — Observations de MM. Mousty et Van Fleteren, p. 193. — L'amendement proposé par le gouvernement au § 1er est adopté, p. 193. — Les §§ 2 et 3 n'ont pas été amendés; les amendements proposés par M. Thiébaut, au § 4 sont successivement rejetés, p. 193.

Article 3*bis* nouveau.

M. le président donne lecture de la disposition adoptée au premier vote et rappelle que M. Van Fleteren propose de supprimer l'article 3*bis*, p. 193. — M. le président donne lecture d'un alinéa additionnel proposé par le gouvernement,

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

p. 194. — Sont entendus : MM. Van Fleteren (qui défend sa proposition de suppression), Vauthier, rap. (qui estime sérieuses les observations de M. Van Fleteren), Dejace (qui propose un sous-amendement à l'alinéa additionnel proposé par le gouvernement), p. 194. — L'article 3*bis* est supprimé, p. 194. — Observations de MM. Masson et Deswarte, au sujet de l'alinéa additionnel proposé par le gouvernement, p. 194. — Cet alinéa qui forme un nouvel article 3*bis* est adopté, avec l'amendement de M. Dejace, p. 194.

Article 4.

M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote et d'amendements proposés : 1° par le gouvernement, au § 1er; 2° par M. Deswarte, aux §§ 1er, 2 et 5; 3° par MM. Guyaux et consorts au § 2, p. 194. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui rencontre les amendements proposés au § 1er), Deswarte (qui déclare retirer son amendement à ce paragraphe et se rallier à l'amendement du gouvernement), Masson, m. j., p. 194, 195. — L'amendement du gouvernement au § 1er est adopté, p. 195. — § 2. M. le président rappelle les amendements de M. Deswarte et de MM. Guyaux et consorts, p. 195. — Sont entendus : MM. Vauthier, rap., Deswarte, Lebon, le baron de Mévius, Dejace (qui propose un amendement) en faveur de la veuve qui a perdu un fils à la guerre), Guyaux (qui défend un amendement qu'il a présenté avec MM. Mousty et Renier), p. 195, 196. — M. Deswarte déclare retirer la première partie de son amendement, p. 196. — La première partie du § 2 est adoptée, p. 196. — Un amendement de MM. Dejace, Nerincx et Polet : « veuves et mères de citoyens morts pour la patrie, dont ceux-ci étaient le soutien » est adopté, p. 197. — M. le président donne lecture de l'amendement de MM. Guyaux, Mousty et Renier, tendant à ajouter une disposition en faveur des victimes d'un accident du travail, p. 197. — Observations de MM. Rutten et Mousty, p. 197. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche, et l'amendement est rejeté par 68 voix contre 56, p. 197. — M. le président rappelle un amendement proposé par M. Deswarte au § 2. M. Vauthier, rap., déclare se rallier à cet amendement et l'amendement est adopté, p. 197. — § 3. M. le président rappelle un amendement de M. Deswarte. Observations de M. Deswarte et Vauthier, rap. (qui déclare être d'accord avec M. Deswarte), p. 197. — L'amendement est adopté, p. 197. — Aucun amendement n'a été présenté au § 4, p. 197. — § 5. M. le président rappelle un amendement de M. Deswarte. Sont entendus : MM. Vauthier, rap. (qui combat cet amendement), Deswarte, De Bast, le marquis Impériali, Lebon, p. 197, 198. — L'amendement est rejeté, p. 198. — M. le président donne lecture de l'article 4 tel qu'il résulte des votes qui ont été émis et l'article 4 est définitivement adopté, p. 198.

Article 5. N'a pas été amendé au premier vote. M. le président déclare qu'un amendement présenté par le gouvernement n'est donc pas recevable, p. 198.

Article 5*bis* proposé par amendement par M. Deswarte.

M. le président déclare que cet amendement est recevable, ayant été omis au premier vote, p. 198. — M. Mosselman est entendu au sujet de la recevabilité des amendements, p. 198. — M. le président, comte t'Kint de Roodenbeke, déclare qu'il est de pratique constante au Sénat que des amendements, présentés à des articles qui n'ont pas été amendés en première lecture, ne soient pas admis, que cette pratique est du reste conforme au règlement; M. le président rappelle que cette même procédure a été suivie, lors de la seconde lecture de la loi sur la bienfaisance publique, sous la présidence de feu M. le baron de Favereau, p. 199. — M. le président prie en conséquence M. Mosselman de ne pas insister, M. Deswarte défend son article 5*bis*, p. 199. — M. Vauthier, rap., déclare se rallier à cet amendement, et l'article 5*bis* est adopté, p. 199.

Chapitre II. De la limitation du prix des loyers.

Article 6.

M. le président rappelle des amendements présentés : 1° par M. Deswarte; 2° par MM. Deswarte et Van Roosbroeck, p. 199. — M. le président déclare que, l'article 6 n'ayant pas été amendé, ces amendements ne sont pas recevables, p. 199. — M. Deswarte demande s'il n'y a pas unanimité pour admettre la recevabilité de son amendement, p. 199. — M. le président déclare que, en effet, de l'assentiment unanime de l'assemblée, il peut toujours être dérogé au règlement, p. 199. — M. Vauthier, rap., s'oppose à l'admission des amendements, p. 199. — M. Van Fleteren soulève la question de savoir si le texte voté en première lecture est un texte primitif ou un amendement à ce texte, p. 199. — M. le président rappelle que le Sénat a décidé que le texte de la commission servirait de base à la discussion et déclare en conséquence

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

que le règlement est formel, p. 199. — MM. Van Fleteren, Deswarte et le marquis Impériali font encore diverses observations, et M. Deswarte se réserve de représenter à l'article 7 le sous-amendement qu'il avait présenté à l'article 6, p. 199.

Article 6*bis* nouveau.

M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote et d'un amendement de M. Deswarte, p. 199. — M. Vauthier, rap., déclare se rallier à l'amendement de M. Deswarte et l'article 6*bis* nouveau est définitivement adopté, tel qu'il a été amendé par M. Deswarte, p. 199.

Chapitre IIter. — Dispositions générales.

Article 7. M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote et d'amendements présentés : 1° par M. le marquis Impériali; 2° par M. Deswarte, p. 200. — Discussion : MM. le marquis Impériali (qui déclare se rallier à une nouvelle rédaction de l'amendement qu'il avait présenté, rédaction qui vient de lui être soumise par M. Masson, m. j., et donne lecture de cette rédaction), Vauthier, rap. (qui fait diverses observations et déclare se rallier à l'amendement de M. le marquis Impériali), Deswarte, Braffort (qui défend un amendement qu'il a présenté avec M. Carton), Carton (qui défend l'amendement du gouvernement, reproduisant un amendement qu'il avait présenté au 1er vote, avec M. Braffort), Van Fleteren, Liebaert, Lebon (qui propose un amendement), Du Bost (qui propose un amendement), Mousty, p. 200 à 203. — M. Carton propose un amendement transactionnel et donne lecture de cet amendement, p. 203. — Observations de M. Deswarte, p. 203. — M. le président donne lecture des amendements présentés par MM. Du Bost et Lebon au § 1er et ces amendements sont successivement adoptés, p. 203. — Un amendement présenté par M. Lebon au deuxième alinéa est rejeté, p. 203. — M. Deswarte demande que l'on mette d'abord aux voix son sous-amendement, p. 203, 204. — M. le président admet cette demande et le texte proposé par M. Deswarte est rejeté, p. 204. — M. le président donne lecture de l'amendement présenté par MM. le marquis Impériali, Braffort et Carton, cet amendement est adopté, étant, d'après le désir des auteurs, placé entre les articles 7 et 8, sous forme d'article 7*bis*, p. 204. — M. le président donne lecture du texte de l'article 7 tel qu'il résulte des votes qui ont été émis, et l'article 7, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 204.

Article 8.

M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote et d'une modification de rédaction proposée par M. Deswarte, p. 204. — M. Vauthier, rap., déclare se rallier à cette modification, et l'article 8, ainsi modifié, est définitivement adopté, p. 204.

Art. 8*bis* nouveau, et article 8*ter*. Définitivement adoptés tels qu'ils ont été adoptés au premier vote, p. 204.

Article 9. N'a pas été amendé en première lecture.

Article 10. Adopté définitivement tel qu'il a été admis au premier vote, p. 204.

Articles 11 et 12. N'ont pas été amendés en première lecture.

Articles 13 et 14. Définitivement adoptés tels qu'ils ont été adoptés au premier vote, p. 204, 205.

Article 14*bis* nouveau.

M. Deswarte déclare qu'un amendement qu'il avait proposé vient à disparaître et l'article 14*bis* est définitivement adopté tel qu'il a été voté en première lecture, p. 205.

Article 15. Définitivement adopté tel qu'il a été admis au premier vote, p. 205.

Article 16.

M. le président donne lecture du texte adopté en première lecture et d'un amendement proposé par M. Deswarte, p. 205. — M. le président déclare que, si l'assemblée n'est pas unanime, l'amendement n'est pas recevable, l'article 16 n'ayant pas été amendé en première lecture, p. 205. — Sont entendus : MM. Deswarte (qui défend son amendement, Vauthier, rap. (qui prie le Sénat de se rallier à l'amendement de M. Deswarte), p. 205. — Le Sénat étant unanime, l'amendement de M. Desvarte est mis aux voix et est adopté, p. 205. — M. le président donne lecture du texte de l'article 16 tel qu'il résulte de l'amendement qui a été adopté, et l'article, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 205.

Chapitre IIbis. — De la réquisition des immeubles.

Les articles 17 à 29 nouveaux, formant ce chapitre, et qui n'ont pas été amendés au premier vote, sont successivement et définitivement adoptés, p. 205, 206.

Code civil : BAIL. *Revision de la loi du 14 août 1920 (suite)*

Chapitre III. — *Dispositions transitoires.*

Articles 30 et 31.

N'ont pas été amendés au premier vote.

Article 31*bis*.

Définitivement adopté, tel qu'il a été admis en première lecture, p. 207.

MM. De Bast, Dupret, Liebaert, Poelaert (en son nom et au nom de M. Delannoy), Féron, motivent leur vote, p. 215, 216. — Observations de M. Van Fleteren, au sujet du discours de M. Féron, en ce qui concerne le vote du groupe socialiste, p. 216.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 54 voix contre 24 et 46 abstentions, p. 216 (20 décemore 1922). — Se sont abstenus : MM. Libioulle, Lion, Lombart, Martens, Mousty, Pirard, Renard, Rongy, Renier, Ronvaux, Seeliger, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Van Berckelaer, Vande Moortele, Vanderick, Van Fleteren, Van Roosbroeck, Van Vlaenderen, Verbrugghe, Vinck, Volckaert, Wittemans, Asou, Beosier, Calonne, Daems, Damas, Danhier, le comte de Brouchoven de Borgeyck, Delor, Demoulin, De Nauw, Deswarte, De Visch, Disière, Ducastel, J. Dumont, Fraiture, François, Guyaux, Hannick, Hénault, Keesen et Lafontaine, p. 216 à 218.

Pendant le discours prononcé par M. Deswarte, au nom de la gauche socialiste, M. le président lui fait remarquer qu'il prononce un nouveau discours, p. 217. — MM. Van Fleteren, Feron, Hubert et Imperiali font diverses observations à l'occasion des observations de M. le président, ainsi qu'au sujet des discours de MM. Deswarte et Wittemans, p. 217.

Motion d'ordre de M. Feron, qui prie le bureau d'examiner s'il est admissible que, sous prétexte de motiver leur abstention, certains orateurs rentrent en fait dans la discussion, p. 218. — Observations de MM. Deswarte, Van Fleteren, p. 218. — M. le président, comte t'Kint de Roodenbeke, déclare que le bureau examinera la question, p. 218.

Texte amendé par la Chambre des représentants.

Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 440 (7 février 1923). M. le comte Goblet d'Alviella propose de fixer la discussion de ce projet de loi à la séance du mardi suivant et cette proposition est admise, p. 440.

Discussion générale :

Discours de MM. Vauthier, rap., Deswarte, Digneffe, Lebon, p. 468 à 472. — Interr. de MM. Lekeu, Van Overbergh, Van Fleteren, Mousty, Digneffe, Hénault, Deswarte, p. 469 à 472. — M. Masson, m. j., déclare faire cause commune avec M. Vauthier, rap., qui refuse de se faire le commentateur de la loi devant l'assemblée, p. 472.

Discussion des articles.

Article 33. Sont entendus au sujet de l'interprétation de l'article : MM. Mosselman, Masson, m. j., et Deswarte, p. 477. — L'article 33 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 477.

Article 36.

Sont entendus au sujet de l'interprétation : MM. Poelaert et Vauthier, rap., p. 478. — L'article est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 478.

Les autres articles sont adoptés tels qu'ils ont été transmis par la Chambre des représentants, p. 472 à 478.

M. le marquis Impériali motive son vote, p. 478, 479. — Observations de MM. Masson, m. j., Lekeu et Van Fleteren, p. 478, 479.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 89 voix contre 34 et 1 abstention, p. 479 (13 février 1923). — S'est abstenu : M. le comte Goblet d'Alviella, p. 479. — Le projet est soumis à la sanction royale.

BIENS DES MINEURS ET BIENS DES INCAPABLES.

Projet de loi sur l'aliénation à titre onéreux et le partage de biens appartenant à des incapables.

Doc. — Exposé des motifs, n° 147. — Annexe : Projet de loi, n° 147.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 931 (24 mai 1923). Le projet est renvoyé à la commission de la justice, p. 931.

DIVORCE.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. (Titre VI du livre 1er du Code civil.)

Doc. — Exposé des motifs, n° 51. — Rapport du conseil de législation, n° 51. — Annexe : Projet de loi, n° 51.

Amendement présenté par M. Deswarte (art. 1*bis*), n° 86.

Amendement présenté par M. Berger à l'article 5, n° 100.

Code civil : DIVORCE. *Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps (suite)*

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 289 (17 janvier 1923). Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

LOYERS. — V. sous la même rubrique générale la sous-rubrique : Bail.

MARIAGE.

Proposition de loi sur le travail, le commerce et l'industrie de la femme mariée, et la contribution des époux aux charges du ménage due à l'initiative de M. Wittemans et signée par MM. Wittemans, Mme Spaak, MM. Magnette, Vinck et Lafontaine.)

Voyez pour les développements, ainsi que pour la prise en considération, la session 1921-1922.

Doc. — Rapport fait par M. Braun, n° 67. — Note de M. Wittemans, auteur de la proposition, n° 67.

Ann. — Motion d'ordre de M. Wittemans qui déclare qu'il a appris que M. le ministre de la justice a demandé que cette proposition de loi soit renvoyée au comité de législation du ministère de la justice et à la commission de revision du Code civil; déclare encore ne pas faire d'objections au renvoi à ces organismes, mais propose que le rapport de M. Braun, ainsi que la note qu'il a rédigée, en réponse à ce rapport, soient imprimés et distribués aux membres du Sénat, de façon à ce que la discussion puisse avoir lieu au cours de la session, p. 307, 308. — M. Braun déclare se rallier à la proposition de M. Wittemans, sans s'associer aux critiques qu'il a dirigées contre la commission de revision du Code civil, p. 308.

SÉPARATION DE CORPS.

V. sous la même rubrique générale, la sous-rubrique : Divorce.

PERSONNIFICATION CIVILE. — V. Droits civils.

SEQUESTRES. — V. Guerre.

Code de procédure civile.

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROCÉDURE GRATUITE.

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite.

Doc. — Exposé des motifs, n° 15. Annexe : Conseil de législation. Avant projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite. Rapport présenté au nom du conseil de législation par M. Servais, n° 15. — Errata à l'exposé des motifs et à l'annexe, n° 15.

Projet de loi. Annexe au n° 15.

Rapport fait par M. Deswarte, n° 155. Amendements présentés par la commission de la justice, n° 155.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 103. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice, p. 103.

Discussion des articles.

Art. 26. M. le président indique un amendement de la commission et cet amendement est adopté, p. 1248. — M. Deswarte propose un amendement, par suite de l'adoption de l'amendement de la commission. Cet amendement est adopté et l'ensemble de l'article 26, ainsi amendé, est adopté, p. 1248.

Art. 33. M. le président indique une modification qui doit être apportée à cet article et l'article, ainsi modifié, est adopté, p. 1249.

Les autres articles sont adoptés sans observations, avec des amendements de la commission aux articles 3, 17, 19, 23, 24, 27, 28, 34, 38, 39, 45 et 47, p. 1245 à 1252.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 1252.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 84 membres présents, p. 1253 (19 juillet 1923). Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants, p. 1253 (V. rectification p. 1340).

CASSATION. PROCÉDURE EN CASSATION.

Projet de loi interprétative concernant la procédure en cassation en matière civile.

Doc. — Projet de loi, n° 158.

Rapport fait par M. Pirard, n° 171.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1091.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 120 membres présents, p. 1093 (28 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Code de procédure civile (*suite*)

COMPÉTENCE.

Projet de loi tendant à compléter l'article 1er de la loi du 20 avril 1920, modifiant, en matière de contrats d'assurances, la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

(V. Session 1921-1922.)

Doc. — Rapport fait par M. Berger, n° 22.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Berger, p. 185. — M. le président propose au Sénat de déclarer l'urgence pour ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, M. Berger donne lecture de son rapport, p. 185.

L'article unique est adopté sans observations, p. 185.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 185 (13 décembre 1922). Le projet est soumis à la sanction royale.

Code électoral. — V. Lois électorales.

Code pénal.

AVORTEMENT.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle.

(V. Session 1921-1922.)

Rapport fait par M. Vauthier, n° 140.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 886 (17 mai 1923.) Discussion générale. Discours de MM. Wittemans, p. 958 à 961. — Vauthier, rapporteur, J. Nolf, Volckaert, Masson, m. j., Wittemans, p. 962 à 965. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Du Bost, p. 964, 965.

Discussion des articles.

Art. 1er. M. Volckaert demande que l'on vote par alinéa, p. 965. — Les alinéas 1er, 2 et 3 sont successivement adoptés, p. 965. — M. le président annonce que M. Volckaert demande la suppression du 4e alinéa, p. 966. — Cet alinéa est adopté, ce qui entraîne la disparition de la proposition de M. Volckaert, p. 966. — Les alinéas 5 et 6 sont adoptés sans observations ainsi que l'ensemble de l'article 1er, p. 966.

Art. 2. Adopté sans observations, p. 966.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix contre 25 et 3 abstentions, p. 980 (30 mai 1923). — Se sont abstenus : MM. Vinck, Volckaert et Lafontaine, p. 980. — Le projet est soumis à la sanction royale.

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Proposition de loi accordant une indemnité aux victimes de la détention préventive (due à l'initiative de M. Deswarte.)

(V. Session 1921-1922.)

Doc. — Rapport fait par M. Magnette, n° 133.

EMBARQUEMENTS EN FRAUDE. — V. Marine.

Code d'instruction criminelle.

Projet de loi modifiant les articles 163, alinéa 1er, 195, alinéa 2, et 371 du Code d'instruction criminelle.

Doc. — Exposé des motifs, n° 92. — Annexe : projet de loi, n° 92. Rapport fait par M. Meyers, n° 196. — Projet du gouvernement et amendements de la commission de la justice, n° 196.

Ann. — M. le président donne lecture de ces propositions de modifications, qui sont déposées par M. Masson, m. j., comme amendement au budget de la justice, pour l'exercice 1923, p. 521 (20 février 1923). M. Meyers, rapporteur du budget de la justice, demande que ces amendements fassent l'objet d'un projet de loi distinct, estimant qu'il n'est pas régulier d'introduire des dispositions nouvelles dans un Code, par voie d'amendements à un budget, p. 536. — M. Masson, m. j., déclare ne pas s'opposer à la demande de M. Meyers, à condition que la commission de la justice, à laquelle ce projet serait renvoyé, puisse déposer promptement son rapport, p. 536.

A la fin de l'examen des articles du budget de la justice, M. le président déclare que l'article 2 du projet de loi présenté par amendement par le gouvernement, et qui apportait des modifications au Code d'instruction criminelle, a été retiré, et fera l'objet d'un projet de loi distinct, p. 543.

Code d'instruction criminelle (*suite*)

Dépôt de ce projet de loi par M. Masson, m. j., qui fait remarquer que le gouvernement répond, par ce projet de loi, au vœu exprimé par le Sénat, en ce qui concerne la motivation des jugements, p. 605 (1er mars 1923). — Le projet de loi est renvoyé à la commission de la justice.

Dépôt, par M. Meyers, du rapport de la commission de la justice, sur ce projet de loi, p. 1190 (17 juillet 1923).

Discussion de l'article unique.

M. le président indique une nouvelle rédaction proposée par la commission, pour les articles 163, alinéa 1er, et 195, alinéa 2, p. 1285. — M. Meyers, rap., déclare que le gouvernement accepte cet amendement, et les amendements sont adoptés, ainsi que l'article unique, p. 1285.

L'article unique est immédiatement remis aux voix et est définitivement adopté, tel qu'il a été adopté en première lecture, p. 1285.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 89 membres présents, p. 1302 (25 juillet 1923). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Code de commerce.

COMMERCE USURAIRE. — V. Industrie, commerce et travail.

LETTRE DE CHANGE.

Proposition de loi sur l'encaissement des effets de commerce au moyen de chèques.

V. Session 1921-1922.

Doc. — Rapport fait par M. Mosselman, n° 121.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Mosselman, p. 788 (27 mars 1923).

Discussion générale. Discours de MM. Liebaert, Mosselman, rap., p. 798 à 802. — Observations de M. François, qui propose, afin de trancher la controverse entre MM. Liebaert et Mosselman, de reprendre le nouveau texte présenté par M. Liebaert, p. 801, 802. — M. le président donne lecture du texte proposé par M. Liebaert, p. 802. — Sont encore entendus : MM. Mosselman, rap. (qui accepte le texte de M. Liebaert), Liebaert, Masson, m. j. (qui déclare que le gouvernement se rallie à l'adoption de cette disposition), p. 802.

L'article unique nouveau présenté par M. Liebaert est adopté sans observations, p. 802.

Vote en seconde lecture.

M. Mosselman, rap., propose, d'accord avec M. Liebaert, un nouveau texte pour l'article 8, afin de le mettre mieux en concordance avec les dispositions visant les traites perdues, p. 805. — Observations de MM. Liebaert et Mosselman, rap., p. 805. — M. le président donne lecture du nouveau texte proposé et ce texte est adopté, p. 805.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 102 membres présents, p. 811 (26 avril 1923). — Le projet est transmis à la Chambre.

Par motion d'ordre M. Liebaert rectifie les interruptions qu'il a faites aux observations de M. Mosselman, le service sténographique n'ayant pu, à cause du bruit, relever exactement ses paroles, p. 819, 820.

Code rural.

POLICE RURALE.

Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale.

V. les sessions 1919-1920, 1920-1921, et 1921-1922.

Doc. — Texte amendé par la Chambre des représentants, n° 149.

Colonie. — V. Congo.

Combattants. — V. 1° Guerre. — 2° Enseignement : Grades académiques. — 3° Armée : Equivalence des services dans les armées belge et française pendant la guerre.

Commerce. — V. 1° Industrie, commerce et travail. — 2° Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail. — 3° Code de commerce. — 4° Finances : Impôts.

Commerce usuraire. — V. Industrie, commerce et travail.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives-Sénat.

Communes.

ANVERS. — *Annexion de territoire.*

Projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers.

V. session 1921-1922.

Doc. — Projet de loi, n° 43.

Rapport fait par M. Ryckmans, n° 74.

Amendement présenté par M. le comte de Brouchoven de Bergeyck à l'article 2*bis*, n° 81.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 440 (7 février 1923).

Motion d'ordre de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck qui demande que ce projet de loi soit mis à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 552.

Discussion générale.

Discours de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck, Ryckmans, Du Bois, Wittemans, Lebon, Le Jeune, le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 554 à 562. — Interruption de MM. le baron Ruzette, Wittemans, Ryckmans, Guyaux, Van Fleteren, Lebon, le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 555 à 561.

Les articles sont adoptés sans observations, tels qu'ils ont été admis par la Chambre des représentants. Un article 2*bis* proposé par amendement par M. le comte de Brouchoven de Bergeyck n'étant pas adopté, p. 562, 563.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 77 voix contre 5 et 1 abstention, p. 563 (27 février 1923). — S'est abstenu : M. Royers, p. 563. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Motion d'ordre de M. Eylenbosch, qui fait une rectification au recensement du vote et déclare qu'il a émis un vote négatif sur ce projet de loi, p. 631.

ERECTION.

Nothomb. — Projet de loi portant érection de la commune de Nothomb (province de Luxembourg).

Doc. — Rapport fait par M. Ryckmans, n° 180.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 1163 (10 juillet 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1186.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 102 membres présents, p. 1196 (17 juillet 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Compagnies de correction. — V. Armée : Code pénal militaire.

Compétence. — V. Code de procédure civile.

Comptabilité des dépenses engagées. — V. Finances : Dépenses engagées.

Congo.

CHEMINS DE FER.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921 entre l'État belge et la Compagnie du chemin de fer du Congo.

(V. Session 1921-1922.)

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n° 96. — Annexe : Réponse de M. le ministre des colonies aux questions posées par le rapporteur, n° 96.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 662 (8 mars 1923). M. Leyniers demande, dans l'intérêt de la colonie, que le Sénat discute ce projet le plus tôt possible, p. 662.

Discussion générale. Discours de MM. Leyniers, rap. (qui fait une rectification en ce qui concerne une erreur de chiffre qu'il avait signalée), Beauduin (qui traite des deux questions mises en vue par le rapport de M. Leyniers), Volckaert (qui motive le vote de la gauche socialiste), Franck, m. c. (qui développe les motifs de ce projet), Féron Speyer, p. 761 à 767. — Interruptions de MM. Féron, Beauduin, Volckaert, Speyer, p. 763, 764.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 767.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 5, p. 767 (22 mars 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

V. sous la même rubrique générale : Congo, la sous-rubrique : Finances ; Emission d'actions.

Congo (*suite*)

DÉCRETS (PROJETS DE).

Projets de décrets déposés sur le bureau du Sénat pendant trente jours de session, en conformité de l'article 15 de la loi du 18 octobre 1908.

Projet de décret approuvant une convention conclue avec la société Compagnie du Kasaï, le 15 septembre 1922, comportant une concession de 75,000 hectares de terres située dans le district du Kasaï, p. 5. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 5. — Croquis des terrains concédés à la Compagnie du Kasaï par la convention du 15 septembre 1922. Ce croquis remplace celui annexé à la convention précitée. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 65.

Projet de décret approuvant une convention conclue avec M. Beaud'huin, le 23 août 1922; comportant une concession éventuelle de plus de 10,000 hectares de terres situées au Congo belge. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 5.

Projet de décret approuvant une convention conclue avec la société « Les Palmeraies congolaises », le 24 juin 1922, comportant concession de 20,000 hectares de terres situées au Congo belge. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 21.

Projet de décret relatif au renouvellement de permis spéciaux de recherches minières. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 37.

Projet de décret : 1° Approuvant l'octroi de permis spéciaux de recherches minières par le représentant du comité spécial du Katanga; 2° Autorisant le comité spécial du Katanga à modifier une concession minière accordée à un groupe représenté par la Société générale de Belgique; 3° Approuvant certaines concessions de terres consenties par les autorités locale de la colonie, et notamment un contrat d'échange de terrains conclu avec la Société des Huileries du Congo belge et la Société d'Etudes et d'Entreprises commerciales à Kinshasa. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 165.

Projet de décret approuvant la convention du 23 janvier 1923, conclue entre le comité spécial du Katanga et la Société Union minière du Haut Katanga, et ayant pour objet la concession d'un gisement de minerais radio-actifs situé au Katanga. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 793.

Projet de décret approuvant le renouvellement de permis spéciaux de recherches minières accordés par le comité spécial du Katanga, transmis par M. le ministre des colonies, p. 989.

Projet de décret approuvant les conventions conclues les 14 juin 1922 et 23 avril 1923, entre le gouvernement du Congo belge et la Compagnie du Chemin de fer du Congo. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 1047.

Projet de décret approuvant certaines cessions et concessions de terres consenties par les autorités locales de la colonie. Transmis par M. le ministre des colonies, p. 1047.

FINANCES.

Budget :

Simplification des formalités et du travail administratif pour la préparation et l'exécution de ce budget. — V. la sous-rubrique : Gouvernement du Congo.

Budget des colonies pour l'exercice 1923 (Dépenses métropolitaines).

Doc. — Projet de loi contenant le budget métropolitain du ministère des colonies pour l'exercice 1923, n°° 5, X. Tableaux, n° 5, X.

Développements (Dépenses ordinaires), n° 5, X.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 19. — Annexe : Questions posées à M. le ministre des colonies par M. Leyniers, n° 19.

Amendement présenté par le gouvernement au chapitre premier, et chapitre IV nouveau, n° 46. — Note-errata au document n° 5, n° 46.

Ann. — Dépôt par M. Leyniers, du rapport sur le budget du ministère des colonies, p. 169.

M. le président déclare que l'ordre du jour appelle la discussion de ce budget, mais, le rapport n'ayant pû encore être distribué, propose d'en remettre l'examen à la séance du lendemain, p. 187. — Observations de MM. Leyniers, rap., Volckaert, Lekeu, p. 187. — A la suite de ces observations, le débat est remis au mardi suivant, 19 décembre, p. 187.

M. le président propose de réunir à la discussion de ce budget, la discussion des deux projets de loi relatifs aux pensions coloniales, et cette proposition est admise, p. 285.

Congo : FINANCES (*suite*)

Projets de loi :* 1° *contenant le budget du ministère des colonies (dépenses métropolitaines).* — 2° *Concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales.* — 3° *tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir les droits à l'obtention des pensions métropolitaines de compter le temps de leurs services à la colonie.

V. pour les documents des projets relatifs aux pensions coloniales la sous-rubrique : Pensions.

Discussion générale. Discours de MM. Leyniers, Van Overbergh, p. 286 à 299. — Interr. de MM. Volckaert, Fraiture, Franck, m. c., Speyer, le marquis Impériali, p. 289 à 299. — Disc. de MM. Keesen, Fraiture, Franck, m. c., Wittemans, Gillain, Volckaert, Demoulin, le marquis Impériali, p. 301 à 313. — Interr. de MM. Volckaert, le baron Descamps, Wittemans, Franck, m. c., Van Overbergh, Van Fleteren, Deswarte, Liebaert, Magnette, Leyniers, p. 302 à 312. — Discours de MM. De Baost, p. 316 à 318. — Disc. de M. Franck, m. c., qui répond aux observations présentées, p. 318 à 330. — Interr. de MM. Van Overbergh, Volckaert, Leyniers, rap., Fraiture, Deswarte, Magnette, Demoulin, p. 319 à 330. — M. Franck, m. c., termine son discours en déclarant qu'il accepte, en les modifiant légèrement, les amendements présentés par M. Leyniers et par MM. Fraiture et consorts, au projet de loi sur les pensions coloniales, p. 330. — Discours de MM. Van Overbergh (qui fait quelques observations relatives à des questions posées au ministre et auxquelles celui-ci a répondu, à savoir : le principe de la politique indigène; la protection de la main-d'œuvre noire au service des blancs et la question des agglomérations chrétiennes et des missions), Digneffe (au sujet de la démission de M. Lippens), Franck, m. c. (qui répond à la question de M. Digneffe au sujet des conditions de cette démission et de son acceptation), Volckaert, Fraiture, Speyer, Feron (qui traitent également la question de la démission de M. Lippens), p. 331 à 341. — Interr. de MM. Liebaert, Casterman, Volckaert, Van Fleteren, Fraiture, le baron Descamps, Speyer, le marquis Impériali, Van Overbergh, Theunis, p. m., m. f., Seeliger, le vicomte Berryer, m. i. h., Van Roosbroeck, Hubert, Van Belle, p. 332 à 341. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem fait quelques observations au sujet des pensions coloniales, p. 341. — M. Volckaert pose une question à M. le ministre des colonies, notamment en ce qui concerne le traitement des fonctionnaires, en particulier de l'avocat de son département, p. 341, 342. — Est entendu : M. Franck, m. c., p. 341, 342. — Interr. de M. Guyaux, p. 342.

Discussion des articles du budget du ministère des colonies.

Un amendement présenté à l'article 2 par M. Volckaert est rejeté, p. 343.

Les articles sont adoptés sans observations avec un amendement présenté par le gouvernement à l'article 6 et un article 25 nouveau (pensions coloniales), proposé également par le gouvernement, p. 343 à 345.

Les articles amendés et nouveau sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 345.

L'article unique contenant le budget est adopté, p. 345.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 30, p. 345 (24 janvier 1923). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Voyez pour la *discussion des articles* des projets de loi relatifs aux *pensions coloniales*, sous la même rubrique générale : Congo, la sous-rubrique : Pensions.

***Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice* 1923.**

Doc. — Projet de loi, n° 118. — Tableau I : Budget des voies et moyens du Congo belge pour l'exercice 1923. Recettes ordinaires, n° 118. — Tableau II : Recettes extraordinaires, n° 118. — Tableau III : Budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour 1923, n° 118. — Tableau IV : Budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour 1923, n° 118.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 127.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 795.

Discussion générale. Disc. de MM. Speyer, Gillain, Franck, m. c., Vinck, Leyniers, rap., p. 873 à 888. — Interr. de MM. Deswarte, Van Overbergh, Speyer, Vinck, Leyniers, rap., Volckaert, Seeliger, Digneffe, Gillain, p. 875 à 888.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 889 à 897.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 31, p. 918 (23 mai 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Congo : FINANCES (*suite*)

Crédits supplémentaires.

***Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge, de l'exercice* 1922.**

Doc. — Projet de loi, n° 77. — Tableau A de répartition des crédits supplémentaires, n° 77. — Tableau B de répartition des crédits supplémentaires, n° 77.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 90.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 590.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 628 à 830.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 37, p. 631 (6 mars 1923) .— Le projet est soumis à la sanction royale.

Emission d'actions. — Garantie du gouvernement.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n° 40.

Ann. — L'article unique est adopté sans observations, p. 262.

M. Volckaert motive le vote de la gauche socialiste, p. 265.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 68 voix et 27 abstentions, p. 265 (28 décembre 1922). — Se sont abstenus : MM. Beosier, Daems, Damas, Delor, Demoulin, De Nauw, Dufrane, Fraiture, François, Guyaux, Lafontaine, Lion, Mousty, Renier, Rongy, Seeliger, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Van Berckelaer, Vande Moortele, Van Fleteren, Van Roosbroeck, Vermeylen, Volckaert, Wittemans et Baeck, p. 265. — Le projet est soumis à la sanction royale.

GOUVERNEMENT DU CONGO.

Magistrats coloniaux (Situation des), et budget colonial (Préparation du).

Projet de loi amendant les articles* 10, 12, 18 *et* 37 *de la loi sur le gouvernement du Congo belge.

Doc. — Projet de loi, n° 229.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 252.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 1439. — M. Leyniers fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et prie le Sénat de mettre cet objet à l'ordre du jour de sa séance du lendemain afin qu'il soit voté avant que le Sénat ne se sépare, p. 1439. — Cette demande est admise, p. 1439.

M. Speyer propose par motion d'ordre l'ajournement de ce débat jusqu'à la prochaine session, vu le peu de temps dont le Sénat dispose pour examiner un projet aussi complexe, p. 1441. — M. Leyniers déclare que la commission des colonies avait pensé remettre le projet à la prochaine session et n'a fait rapport d'urgence qu'à la demande de M. le ministre des colonies, p. 1441. — A la demande de M. Jaspar, m. a. ét., le Sénat ajourne sa décision jusqu'au moment où M. Franck, m. c., sera présent, p. 1462.

Discussion générale. M. Speyer renouvelle ses observations et déclare renoncer à la parole, admet que les propositions de M. Franck, m. c., sont bonnes, mais estime impossible de les discuter au moment de la clôture des débats parlementaires, p. 1465.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1465 à 1467.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix et une abstention, p. 1467 (9 août 1923). — S'est abstenu : M. Speyer, p. 1467. — Le projet est soumis à la sanction royale, p. 1467.

ORGANISATION JUDICIAIRE, COUR DE CASSATION ET GOUVERNEMENT DU CONGO.

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la cour de cassation et modifiant l'article* 29 *de la loi sur le gouvernement du Congo belge.

Doc. — Projet de loi, n° 231.

PENSIONS.

Augmentation.

Projet de loi concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales.

Doc. — Exposé des motifs, n° 28. — Annexe : Projet de loi, n° 28. Rapport fait par M. Leyniers, n° 44. — Amendement présenté par la commission à l'article 3, n° 44.

Sous-amendement présenté par M. Leyniers à l'amendement de la commission, n° 49.

Congo : PENSIONS. *Augmentation (suite)*

Ann. — Dépôt de ce projet de loi par M. Franck, m. c. (20 décembre 1922). — M. Franck, m. c., demande que ce projet de loi soit renvoyé à la commission des colonies et prie le Sénat de remettre la discussion du budget des colonies jusqu'après les vacances de Noël, afin d'y joindre l'examen de ce projet de loi, p. 212. — Assentiment du Sénat, p. 212.

A la proposition de M. le président, la discussion générale de ce projet de loi est jointe à celle du budget des colonies pour l'exercice 1923. — V. pour cette discussion, sous la même rubrique générale : Congo, la sous-rubrique : Finances : Budgets : Budget métropolitain du ministère des colonies, p. 286 à 342.

Discussion des articles.

Articles 1er et 2. Adoptés sans observations, p. 345.

Article 3. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement, d'un amendement présenté par la commission et d'un sous-amendement proposé par M. Leyniers, p. 345, 346. — M. Franck, m. c., déclare que le gouvernement se rallie au sous-amendement de M. Leyniers et l'article 3, ainsi amendé, est adopté, p. 346.

Articles 4, 5 et 6. Adoptés sans observations, p. 346.

L'article 3 amendé est immédiatement remis aux voix et est définitivement adopté, p. 346.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 346 (24 janvier 1923). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Services dans la colonie ou point de vue de l'obtention de pensions métropolitaines.

Projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la colonie.

Doc. — Exposé des motifs, n° 29. — Annexe : Projet de loi, n° 29.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 45.

Amendement présenté à l'article 5 par MM. Fraiture, Renier et Volckaert, n° 50.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Franck, m. c., p. 212 (20 décembre 1922). — M. Franck, m. c., demande que ce projet de loi soit renvoyé à la commission des colonies et prie le Sénat de remettre la discussion du budget des colonies jusqu'après les vacances du jour de l'an, afin d'y joindre l'examen de ce projet de loi, p. 212. — Assentiment du Sénat.

A la proposition de M. le président, la discussion générale de ce projet de loi est jointe à celle du budget des colonies pour l'exercice 1923. — Voyez pour la discussion, sous la même rubrique générale : Congo, la sous-rubrique : Finances : Budget métropolitain du ministère des colonies, p. 286 à 342.

Discussion des articles.

Articles 1er à 4. Adoptés sans observations, p. 347.

Article 5. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'un amendement présenté par MM. Fraiture, Renier et Volckaert, p. 347. — M. Franck, m. c., déclare accepter le principe de cet amendement, mais propose une nouvelle rédaction qu'il motive, p. 347, 348. — Observations de M. Fraiture, p. 348. — L'article 5 est adopté avec l'amendement de M. Fraiture et consorts tel qu'il est rédigé par le gouvernement, p. 348.

Article 6. Adopté sans observations, p. 348.

L'article 5, amendé, est immédiatement remis aux voix et est définitivement adopté, p. 348. — L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 84 membres présents, p. 348 (24 janvier 1923). — Le projet est transmis à la Chambre.

SITUATION DE LA SUISSE AU CONGO BELGE.

Projet de loi approuvant la convention conclue le 16 février 1923 entre la Belgique et la Suisse pour régler la situation de la Suisse au Congo belge. — Affaires étrangères : Suisse.

Conseils de prud'hommes. — V. Industrie, commerce et travail : Prud'hommes.

Consulats.

MAGISTRATS CONSULAIRES. — V. Organisation judiciaire : Tribunaux de commerce.

Consultatoin gratuite. — V. Code de procédure civile : Assistance judiciaire et procédure gratuite.

Contingent. — V. Armée.

Contrat d'assurance. — V. Code de procédure civile : Compétence.

Contrat avec les écoles civiles d'aviation. — V. Aéronautique.

Conventions internationales. — V. Affaires étrangères.

Convention belgo-polonaise. — V. Affaires étrangères : Pologne.

Coopératives pour dommages de guerre (Fédération des). — V. Finances : Emprunts.

Correction militaire. — V. Armée : Code pénal militaire.

Cour de cassation. — V. 1° Congo : Organisation judiciaire ; 2° Code de procédure civile.

Cour des comptes. — V. Finances.

Cours et tribunaux. — V. 1° Organisation judiciaire. — 2° Guerre : Dommages de guerre.

Créances à charge de l'Etat. — V. Finances.

Crédits provisoires. — V. Finances : Budgets.

Crédits supplémentaires. — V. 1° Finances. — 2° Congo : Finances.

Croquet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité. Rapport, n° 221.

Ann. — Projet de loi relatif à la mise en vente de denrées et marchandises de première nécessité. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande l'urgence, p. 1304. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1304. — Discussion des articles. Art. 2. Déclare que le point visé par M. Rongy, dans l'amendement qu'il suggère est traité dans le rapport et estime cet amendement tout à fait inutile, p. 1304, 1305. — Observations, p. 1305.

D

Daems, sénateur de Malines et Turnhout.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Damas, sénateur de Liége.

Doc. — Proposition de loi sur les vacances annuelles des mineurs (co-sign.). Annexe au n° 219.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 253, 254.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 416.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1343.

Damas *(suite)*

Projet de loi prorogeant les mandats de certains délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille. Discussion générale. Déclare ne pas s'opposer au projet de loi mais insiste à cette occasion pour que le projet de loi déposé à la Chambre, depuis plus de deux ans, et relatif à cette question, soit soumis aux délibérations des Chambres, p. 772.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou a moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Par motion d'ordre, déclare qu'il a participé à tous les votes qui ont eu lieu au cours de la dernière séance du Sénat (26 avril 1923) : rectification au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*, p. 820.

Propositions de loi relatives à l'emploi des langues dans l'université de Gand. Discussion générale. Par motion d'ordre, proteste contre les discours prononcés en flamand et motive sa protestation, p. 1027.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Parle du fonds de crise et des invalides du travail, p. 1063 à 1066. — Observations, p. 1069. — Discussion des articles. Art. 14. Observations au sujet du projet de loi sur l'inspection des mines, p. 1140.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion. Par motion d'ordre, déclare que, s'il avait été présent, il aurait émis un vote négatif sur l'ordre du jour de confiance présenté par MM. le comte Goblet d'Alviella et Braun, comme conclusion à cette discussion, p. 1173.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Poursuites contre MM. les séanteurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1458 à 1460.

Danhier, sén. prov. du Hainaut.

Doc. — Proposition de loi sur les vacances annuelles des mineurs (co-sign.). Annexe au n° 219.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 822.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

De Bast, sén. de Gand-Eecl...

Doc. — Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 36.

Budget des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1923. Rapport, n° 132.

Projet de loi relatif à l'aliénation d'immeubles domaniaux. Rapport, n° 148.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 49. — Vote en seconde lecture. Art. 4, § 5, p. 197. — Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 215.

Projet de loi apportant certaines modifications au tarif des douanes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 237.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projet de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 316 à 318.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Attire l'attention du gouvernement sur l'assistance des aliénés, p. 498. — Observations, p. 526.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 664, 665, 676. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. S'abstient au vote sur une proposition d'ajournement introduite par M. Volckaert, p. 1044.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. Discussion des articles. Art. 3. Pose une question à M. Theunis, p. m., m. f., au sujet des versements anticipés sur des actions dont le capital n'est pas encore entièrement appelé, p 785.

Projet de loi relatif à l'aliénation d'immeubles domaniaux. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 936.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Prie le ministre de prendre un arrêté royal pour modifier les conditions d'admission aux examens d'infirmiers et d'infirmières, p. 987. — Observations, p. 1006.

Change. Baisse du franc. Motion d'ordre de M. Deswarte demandant qu'un contact étroit soit établi entre le gouvernement et le parlement au sujet de cette question et demandant que la commission des finances soit convoquée à cet effet le plus promptement possible, p. 1409. — Observation, p. 1410.

De Block, sénateur d'Audenaarde et Alost, questeur du Sénat.

Ann. — Projet et proposition de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 650, 651, 670 à 672, 674, 681. — Discussion de la proposition de loi de M. Braun, p. 749. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Observation, p. 1079. — Motive son vote ainsi que le vote de MM. Weyler et Beaudain, p. 1080, 1081. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion des articles. Art. 2, p. 1216.

de Broqueville (Comte), sénateur provincial de Namur.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'université de Gand, n° 145. (Cette proposition de loi a été transmise au Sénat le 22 mai.)

Ann. — Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 530.

Projet de loi de milice. Discussion des articles. Art. 19. Indique une erreur d'impression qui doit être rectifiée, p. 618. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale. Incident entre MM. Fraiture et Gillain, rap. Observations, p. 1325, 1326. — Reprise de la discussion générale, p. 1326, 1327, 1330, 1331, 1334, 1335, 1347, 1351. — Observation au sujet d'un fait personnel de M. Volckaert, p. 1352.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er, p. 737. — A la suite du rejet des diverses proposition de loi qui ont été présentées, fait par motion d'ordre, la proposition formelle suivante : « Les propositions et amendements soumis au Sénat sont renvoyés à la commission des sciences et des arts, qui est priée de les examiner d'urgence ». Motive cette proposition et explique à l'assemblée ce qu'il considère, en l'espèce, comme un examen d'urgence, p. 756, 757. — Fait encore diverses observations et appuie une demande de M. Lekeu tendant au renvoi à une commission spéciale, p. 757. — Accepte la proposition de M. Deswarte tendant à confier au bureau la composition de cette commission spéciale, mais estime préférable de ne pas admettre une demande de M. Feron, tendant à ce que l'on vote immédiatement sur la proposition de loi

de Broqueville (comte) (*suite*)

présentée par M. Braun, afin de de ne pas rendre cette proposition impossible, p. 758. — Observations, p. 759. — Nouvelles propositions de loi en présence : M. Speyer, ayant demandé et insisté pour qu'il développe la proposition de loi qu'il a présenté, fait diverses observations et déclare que, étant assuré que le parti libéral est décidé à voter contre sa proposition de loi, il estime inutile de la développer, p. 1028, 1029. — S'explique au sujet d'un malentendu qui a régné entre lui et M. Speyer; propose l'ajournement au lendemain et expose la situation de sa proposition de loi et de l'amendement présenté par M. Braun à cette proposition, p. 1030, 1031. — Discussion de la proposition de loi qu'il a présentée. Prononce un discours d'union patriotique; donne lecture d'une lettre de M. le comte Visart de Bocarmé, et motive sa proposition de loi, p. 1033 à 1036. — Observations, p. 1040. — S'oppose à ce que des membres motivent leur vote immédiatement après le vote en première lecture, p. 1050. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1080 à 1082. — Projet présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1205, 1208, 1210. — Discussion des articles. Art. 2, p. 1216.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale, p. 863, 864.

Motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute Assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1396.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion, p. 1415, 1434, 1435.

de Brouchoven de Bergeyck (Comte), sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. — Projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Amendement à l'article 2*bis*, n° 81.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Interpellation de M. Braffort sur le point de savoir si un tribunal civil est fondé à se refuser à examiner séparément le dommage moblier et le dommage immobilier d'un même sinistré. Observations, p. 285.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 428, 429, 452.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Par motion d'ordre demande que ce projet de loi soit mis à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 552. — Discussion générale, p. 554 à 557, 560 à 562.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 578, 584, 587, 589.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 683, 684.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. Discussion des articles. Art. 3. Observations, p. 786. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations (appuie en grande partie les objections faites par M. le baron de Sadeleer, au sujet de l'article 1er), p. 1052, 1054. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1058.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1196.

Budget de la défense nationale pour 1923. — Discussion générale. Parle de la position fortifiée d'Anvers, p. 1221, 1222. — Observations, p. 1224, 1225.

Déclaration de décès (Publicité en matière de). — V. Code civil : Actes de l'état civil.

De Cloedt, sénateur suppléant de l'arrondissement de Bruges, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif de Bruges, en remplacement de M. A. Dumon, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1091. — Prête serment, p. 1091.

de Ghellinck d'Elseghem (chevalier), sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Rapport, n° 137.

Projet de loi autorisant les sociétés mutualistes à se fusionner. Rapport, n° 193.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Traite notamment la question des ouvriers belges travaillant en France, p. 209 à 211. — Observations, p. 242.

Projet de loi portant proprogation de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 263.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale. Fait quelques observations au sujet des pensions coloniales, p. 341.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale. Parle de la suppression des crédits destinés à l'amélioration des chemins vicinaux et agricoles, p. 823. — Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Parle notamment de la pension des veuves et orphelins des cantonniers, p. 862.

Projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 877. — Propose, d'accord avec un grand nombre de ses collègues, l'ajournement de ce projet à la prochaiane session afin d'éviter de discuter un projet de cette importance au dernier moment avant les vacances, p. 1305.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, Prend la défense des contribuables, p. 897 à 899, 907.

Projet de loi autorisant les société mutualistes à se fusionner. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1196.

Projet et proposition de loi relatifs à la police de roulage. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1196.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote, sur l'ensemble du projet de loi, p. 1302.

Projet de loi portant modifications à divers articles de la loi du 16 mars 1865, instituant une caisse générale d'épargne et de retraite. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1303.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 10 août 1920, relatives à la rémunération des miliciens, volontaires de carrière et rengagés. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1303.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1er juillet 1919 relative à la rente des chevrons de front. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1304.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentares à valoir sur des budgets des exercices 1922 et 1923. Discussion générale, p. 1368, 1369.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Discussion générale, p. 1382.

Dejace, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi autorisant des dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Rapport, n° 168.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Vote en seconde lecture. Art. 3*bis*. Propose un amendement à l'alinéa additionnel présenté par le gouvernement, p. 194. — Art. 4, § 2. Propose un amendement en faveur de la veuve qui a perdu un fils à la guerre, p. 196.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 681 à 683. — Discussion de la proposition de loi de M. Braun, p. 749 à 752. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Discussion. Motive son vote, p. 1041, 1042. — S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 1043. — Art. 2. S'abstient au vote sur n amendement de M. Braun

Dejace *(suite)*

et Beauduin, p. 1044. — S'abstient au vote sur l'ensemble de l'article 2, p. 1045. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1196 à 1198, 1202. — Discussion des articles. Art. 4. Observation, p. 1218.

Projet de loi autorisant des dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1059.

de Kerchove d'Ousselghem, sénateur de Gand-Eecloo.

Ann. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (projet Nolf). Discussion générale, p. 1202.

Délai pour la perception des impôts. — V. Finances : Impôts. Prorogation de délai.

Delannoy, sénateur provincial du Brabant, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi accordant une pension à la dame Eve Dolmans, veuve de M. Charles Clément. Rapport, n° 71.

Projet de loi portant modification de l'article 17 de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes. Rapport, n° 166.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 226, 229, 233.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 399.

Proposition de loi accordant une pension à la dame Eve Dolmans, veuve de M. Charles Clément. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 425.

Motion d'ordre de M. Vanderick, au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord. Appuie cette motion, p. 662

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 670, 690, 691, 698, 699, 708, 710, 713, 716. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1025. — Observations au sujet des propositions qui n'ont pas été défendues par leurs auteurs, p. 1028. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Motive son vote, p. 1081.

Projet de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1048.

Projet de loi autorisant les sociétés mutualistes à se fusionner. Discussion générale, p. 1285, 1286.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1340.

Délégués ouvriers. — V. Industrie, commerce et travail : Mines : Inspection du travail.

de Limburg-Stirum (comte), sén. prov. du Luxembourg.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion des articles. Art. 3. Observations, p. 781.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Parle de la question de la réfection des routes, p. 857 à 859.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés. Discussion, p. 1169.

Delor, sén. de Nivelles.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1923. Amendement à l'article 67 (co-sign.), n° 176.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Delor *(suite)*

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Parle de l'empierrement des routes et des ouvriers des carrières, p. 849, 850.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 1001, 1003.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Parle notamment de la situation du sanatorium de Mont-sur-Meuse, p. 1066, 1067. — Observations, p. 1104, 1105. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1138. — Art. 111 nouveau qu'il a présenté, p. 1145, 1146.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais. Discussion générale, p. 1380.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Demande en autorisation de poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. — V. Chambres législatives-Sénat : Poursuites contre des sénateurs.

de Meester, sén. d'Anvers.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6. Paragraphe concernant les dérogations contractuelles. Discussion, p. 141. — S'abstient au vote sur le texte de la commission de la justice, p. 141.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. Par motion d'ordre, prie le Sénat de vouloir bien inscrire ce projet à son ordre du jour, p. 512.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand (texte transmis par la Chambre des représentants). Discussion des articles. Art. 1er, p. 730.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion des articles. Art. 1er. Signale au ministre la situation désastreuse créée aux environs d'Anvers par l'usine de la Société chimique de l'Escaut, à Hémixem, p. 1133, 1134.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de successions. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Demerbe, sénateur de Mons et Soignies.

Doc. — Projet de loi relatif à l'exportation, à l'importation et au transit des marchandises et valeurs. Rapport, n° 59.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 247, 248.

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'extrême urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 343.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 409, 428.

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet d'un conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil des prud'hommes. Observations, p. 837.

Demerbe (*suite*)

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur l'état dans lequel se trouvent les routes gouvernementales dans la région wallonne, p. 846, 847.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand (projet Nolf). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1335.

De Meulemeester, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 232.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale. p. 1344.

Proposition de loi, due à l'initiative de MM. Magnette et consorts et relative à la création d'une université flamande. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 756. — Proposition de loi, due à l'initiative de MM. Speyer et consorts et relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 756.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

de Mévius (baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1923. Rapport, n° 33.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1923. Rapport, n° 35.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au budget général de l'exercice 1921 et à des budgets de l'exercice 1922. Rapport, n° 65.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1923. Rapport, n° 79.

Projet allouant des crédits provisoires à valoir sur les divers budgets de l'exercice 1923. Rapport, n° 113.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur. Rapport, n° 114.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. Rapport, n° 116.

Projet de loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande, dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith. Rapport, n° 117.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923. Rapport, n° 129.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre. Rapport, n° 135.

Budget des recettes et dépenses pour ordre pour l'exercice 1923. Rapport, n° 146.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923. Rapport, n° 151.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Rapport, n° 246.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 54. — § 3 proposé par M. le marquis Impériali. Observations, p. 59. — Art. 4, § 2. Défend les victimes civiles de la guerre, p. 95, 96. — Vote en seconde lecture. Art. 4, § 2. Observations au sujet des victimes civiles, p. 196.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au budget général de 1921 et à des budgets de l'exercice 1922. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 385.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 396, 401.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 525, 526.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 565.

de Mévius (baron) (*suite*)

Budget de la dette publique pour l'exercice 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 535. — Discussion générale, p. 606 à 608.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 716 à 718.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 772.

Projet de loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 772.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 772. — Discussion générale, p. 780.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 772. — Discussion générale. Fait diverses observations et rectifie une coquille qui s'est glissée dans son rapport, afin d'éviter toute discussion dans la jurisprudence de l'avenir, p. 785.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 810.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre. Fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 847.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 926.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. M. le président ayant annoncé que ce projet vient d'être transmis par la Chambre et en ayant fait remarquer l'extrême urgence, déclare estimer qu'il conviendrait que du moins la commission des finances fut préalablement réunie et qu'un rapport, au besoin verbal, fut présenté à la Haute Assemblée, p. 994. — M. le président ayant estimé que cette procédure, conforme au règlement, pourrait être supprimée si le Sénat est unanime, déclare qu'il suffirait de réunir immédiatement la commission pendant quelques instants et qu'à l'issue de la réunion, il ferait au besoin un rapport verbal, p. 994. — Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 995.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi et indique les raisons pour lesquelles la Chambre a décidé de voter deux douzièmes provisoires, p. 1094. — Demande l'urgence pour ce projet, p. 1094. — Discussion générale. Observations, p. 1094.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande qu'il soit voté d'urgence, p. 1096.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale. Parle des forts de la Meuse, p. 1148, 1149. — Observations, p. 1222, 1224.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Discussion générale, p. 1235.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale. Fait remarquer la nécessité de procéder à la réfection des routes, p. 1265, 1266. — Observations, p. 1270, 1271.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) Discussion générale, p. 1365.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1360. — Discussion générale, p. 1381, 1382.

Motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute Assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1396.

Démocratisation du jury. — V. Organisation judiciaire : Jury.

de Moffarts (baron), sénateur de Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage et proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles. Rapports, n° 160.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 52, 53. — Art. 4, § 2. Propose un amendement en faveur des victimes civiles, p. 96. — § 3. Fait diverses observations et annonce un amendement, p. 98.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 415.

Budgets des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 429, 430.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 737. — Observations, p. 744.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale. Expose notamment la partie prépondérante que l'agriculture doit avoir dans le relèvement du pays, p. 824 à 826. — Observation, p. 834.

Budgets des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Observation, p. 919. — Répond au discours de M. Huisman-Vanden Nest, en ce qui concerne l'inspection de l'enseignement libre, et parle notamment de la situation des inspecteurs, p. 925, 926.

Projet de loi portant modification à la loi du 1er août 1899 sur la police de roulage et proposition de loi fixant les conditions à remplir par les condusteurs de véhicules automobiles. Dépose le rapport sur ce projet et sur cette proposition de loi, p. 1048. — Discussion générale de ce projet et de cette proposition de loi. Motive les propositions de la commission, p. 1181. — Discussion des articles. Art. 2. Propose un amendement, p. 1183. — Observation au sujet de l'amendement qu'il a présenté, p. 1184.

Demoulin, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1923. Amendement à l'article 67, n° 176.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 25. — Art. 2, p. 41. — Art. 3, p. 46. — Art. 6, p. 112. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 312, 330.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 429 à 431.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1333.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale Observation, p. 882. — Défend, en tant que bourgmestre de Monceau-sur-Sambre, la manière dont est administrée cette commune, p. 989, 990. — Attire l'attention du ministre sur une organisation mutualiste « La Femme prévoyante », p. 993, 994. — Observations, p. 1003. — Rectification, p. 1020.

Budget des finances pour 1923. Discussion des articles. Art. 1er. Attire l'attention du ministre sur la situation faite par suite de l'application de la taxe de transmission à certaines œuvres purement humanitaires, p. 911, 912. — Observations, p. 913.

Demoulin (*suite*)

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1066, 1071, 1105, 1107. — Parle de la question du sanatorium de Mont-sur-Meuse et, en ordre principal, des questions de mutualité primaire, p. 1113 à 1120. — Observations, p. 1126, 1128 à 1130. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1136 à 1139. — Amendement qu'il a présenté, en faveur des sociétés mutualistes. Défend cet amendement, p. 1146.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif à l'emploi du flamand à l'université de Gand. (Projet Nolf.) Discussion des articles. Art. 3, p. 1217.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

De Nauw, sénateur de Audenarde et Alost.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Denrées et marchandises de première nécessité. — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Dentelles. — V. Industrie, commerce et travail.

De Page, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand (co-sign.). Annexe au n° 42.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Amendements aux art. 3 et 5 (co-sign.), n° 181.

Ann. — Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Répond à des observations qui viennent d'être faites par M. Wittemans, en ce qui concerne la vivisection, p. 536.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 679, 705 à 708. — Discussion de la proposition de M. Braun, p. 752. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1202, 1203. — Discussion des articles. Art. 3. Défend un amendement qu'il présente, concernant l'enseignement clinique, p. 1217, 1218.

De Page (*suite*)

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 998.

Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1329.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation : Discussion générale, p. 1407. — Demande d'urgence introduite pour la discussion d'une interpellation annoncée par MM. Renier et consorts. S'abstient au vote sur une proposition subsidiaire de M. Lekeu relative à la question de priorité pour cette interpellation, p. 1436. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1451. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Renier, p. 1465. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Fraiture, p. 1465.

Dépense engagées (Comptabilité des). — V. Finances.

Dépenses recouvrables. — V. Finances : Budgets.

Dépossession involontaire de titres au porteur. — V. Guerre : Dommages de guerre : Titres au porteur.

de Pierpont Surmont de Voisberghe, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Projet de loi prorogeant : 1° la loi du 14 août 1920 sur les loyers; 2° la loi du 15 juin 1922 suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer. Par motion d'ordre, fait une rectification au Compte rendu analytique et déclare qu'il a pris part au vote de cette loi, p. 37.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, § 4. Amendements proposés par M. le marquis Imperiali et par M. Masson, m. j., p. 63. — Vote en seconde lecture. Art. 2, p. 192.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 227.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle de la situation de la magistrature, p. 517, 518.

Derbaix, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale. Déclare renoncer à la parole, p. 716. — M. de Broqueville ayant proposé, par motion d'ordre, à la suite du rejet du projet et des propositions relatives à l'enseignement flamand, de renvoyer à la commission des sciences et des arts la nouvelle proposition de M. Braun et les amendements qui s'y rattachent,, appuie, en qualité de président de la commission des sciences et des arts, le renvoi à une commission spéciale, plutôt qu'à la commission des sciences et arts, p. 757. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Le rapport étant déposé sur ce projet de loi demande, pour répondre au désir de nombreux membres de la gauche, que la discussion ne soit entamée que le mardi suivant, 17 juillet, p. 1151.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922, modifiant la loi organique de l'enseignment supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat. Texte amendé par la Chambre des représentants. Dépose, au nom de M. Remouchamps, le rapport sur ce projet de loi, p. 768.

de Sadeleer (baron), sénateur de Audenaerde et Alost..

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2, p. 39. — Art. 3bis proposé par amendement par le gouvernement, p. 91.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 417 à 419.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Prend la parole, d'accord avec l'assemblée, sur l'article 1er, et expose ses scrupules constitutionnels quant aux dispositions de cet article, dispositions qu'il considère comme étant de la plus haute gravité, p. 1050 à 1054. — Déclare qu'il s'ensuit, à la suite de la motion qu'il a présentée, que l'article 1er serait à nouveau soumis au vote, p. 1054. — Observations, p. 1055. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1058. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Renouvelle

de Sadeleer (baron) (*suite*)

ses protestations et donne lecture d'une note qu'il a envoyée à la commission de la justice et des affaires économiques réunie (commission qui a été chargée d'examiner le texte renvoyé par la Chambre) et qui se termine par le regret de voir examiner un projet d'une si grande importance en la bousculade d'une fin de session, p. 1361 à 1367. — S'abstient au vote sur le texte amendé par le Sénat, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Discussion générale, p. 1381, 1382.

Descamps (baron), sénateur de Louvain, 3e vice-président du Sénat

Ann. — Elu troisième vice-président du Sénat, p. 2.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 243.

Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 302, 335.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale. M. Féron ayant annoncé qu'il proposera le mercredi suivant la clôture de la discussion générale, fait des observations à ce sujet, p. 668. — Le Sénat ayant décidé la constitution d'une commission spéciale qui serait chargée d'examiner une solution nouvelle et M. le président ayant annoncé la constitution de cette commission, déclare être d'accord avec M. Deswarte en ce qui concerne la non assistance aux réunions de la commission des sénateurs qui n'en font pas partie, sous réserve d'autoriser un membre qui en ferait la demande à être entendu, mais fait remarquer que cette décision ne doit pas constituer un précédent, p. 767.

de Stenhault de Waerbeeck (baron), sénateur de Bruxelles.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 376.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A. Services de l'agriculture. Discussion générale, p. 822.

Deswarte, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat. Amendement à l'article unique, n° 6.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Amendement à l'article 10 du texte proposé par la commission de la justice, n° 16.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Amendement (art. 1*bis* nouveau), n° 86.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Rapport, n° 150.

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procéduree gratuite. Rapport, n° 155.

Projet de loi prorogeant les mandats des magistrats consulaires. Rapport, n° 199.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les Cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 236.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. Rapport, n° 238.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 9. — Attire l'attention du Sénat sur la procédure suivie pour la discussion, en ce qui concerne les amendements de MM. Magnette, Goblet d'Alviella et Royers, p. 17. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 22, 23. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour la discussion, p. 24. — Observations au sujet du texte de la Chambre, p. 24. — Estime qu'il faut procéder par division pour le vote, p. 27. — Amendement qu'il a présenté avec M. Mosselman et consorts, p. 27, 28. — Après le rejet du premier alinéa de ses amendements, déclare maintenir le deuxième alinéa et en défend les dispositions, p. 29. — Défend les §§ 2 et 3 de ses amendements, p. 29.

Deswarte (*suite*)

— Estime que la question soulevée par un amendement de MM. Poelaert et Delannoy est déjà résolue par le vote du troisième alinéa du paragraphe 1er de son amendement, p. 31. Demande que l'on réserve la dernière phrase de l'alinéa 1er du texte de la commission de la justice, amendé par le gouvernement, p. 31. — § 3 qu'il a proposé et amendement de M. Lebon. Rappelle qu'il a, à titre subsidiaire, présenté un sous-amendement au texte de M. Lebon, p. 32. — Fait diverses observations, puis déclare retirer son amendement principal, sous réserve que l'on accepte le sous-amendement qu'il a présenté au texte de M. Lebon, p. 32, 33. — Observations au sujet de la procédure, p. 33. — Art. 2, p. 38, 40. — Art. 3, p. 45, 48 à 50, 53. — Propose de terminer d'abord l'examen des amendements d'ordre agricole, p. 54. — Reprise de la discussion des amendements d'ordre agricole, p. 54 à 56. — Demande que l'on se prononce sur le texte de la commission de la justice, avant de se prononcer sur un amendement présenté par M. Carnoy, p. 57. — § 3 proposé par M. le marquis Impériali. Observations, p. 59. — Observations au sujet d'un sous-amendement proposé par M. Du Bois, p. 60. — Art. 4. Observations au sujet de l'ordre dans lequel les orateurs seront entendus, p. 66. — Discussion de l'article 4, p. 68 à 75. — Déclare être d'accord avec M. le président, qui estime qu'un amendement présenté par M. Lebon, se rapporte au texte de la commission, que, en conséquence, si son amendement était adopté, l'amendement de M. Lebon viendrait à disparaître, p. 75. — Fait encore diverses observations, p. 75. — Art. 5. Déclare, en présence du rejet de l'amendement qu'il avait présenté au paragraphe 1er de l'article 4, que son amendement à l'article 5, vient à disparaître, p. 103. — Observations, p. 104, 105. — Art. 6. Discussion, p. 106, 108 à 113, 115, 119. — Observations au sujet d'un alinéa final proposé par M. Asou, p. 122, 123. — Rappelle un amendement de M. J. Nolf, p. 123. — § 3. Discussion, p. 125 à 127. — Paragraphes additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts. Observations, p. 128 à 130. — Alinéa additionnel proposé par MM. Poelaert et Delannoy. Observations, p. 131. — Fait diverses observations au sujet du texte de la commission de la justice et demande que « l'intervention dans le montant des réparations » soit soumis à un vote distinct, p. 136. — Fait une déclaration, au nom de ses amis, et annonce un vote négatif, p. 136. — Paragraphe concernant les dérogations contractuelles. Discussion, p. 136 à 141. — Demande l'appel nominal sur le texte de la commission de la justice, p. 141. — Art. 6*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Attire l'attention sur un certain double emploi de ce texte avec celui de l'article 11, p. 142. — Art. 7. Demande que l'on détermine le sens des mots « gros œuvre » et fait diverses observations, p. 135. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement, en remplacement du deuxième alinéa du texte primitif, p. 149 à 151. — Art. 6*ter* proposé par amendement par MM. Poelaert et consorts. Motive son vote sur cet amendement, p. 152. — Art. 10. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 153, 154. — A la demande de M. Braffort, retire la seconde partie de son amendement, p. 155. — Défend un paragraphe final qu'il a présenté et propose, ayant présenté cet amendement au dernier moment, d'en ajourner le vote, p. 155. — Art. 13. Observations au sujet de la date de la mise en vigueur, p. 156. — Art. 14. Discussion, p. 159 à 160. — Observations au sujet d'un sous-amendement qu'il présente, avec M. Braun, à l'amendement du gouvernement tendant à ajouter à l'article 14, l'article 38 du texte de la Chambre, p. 161-162. — Art. 14*bis* proposé par amendement par le gouvernement, p. 161. — Art. 15. Fait diverses observations et défend l'amendement qu'il a présenté, p. 162 à 164. — Se rallie à un amendement de M. Pirard et fait diverses observations, p. 170, 171. — Reprise de l'examen d'un amendement qu'il a présenté à l'article 10. Défend à nouveau cet amendement, p. 172, 173. — Art. 16. Rappellle que M. Masson, m. j., avait proposé un délai de six mois, p. 173. — Déclare reprendre cet amendement, p. 173. Art. 16*bis* qu'il a proposé. Défend cette proposition, p. 173 à 176. — Précise le texte d'un amendement subsidiaire qu'il présente et fait encore diverses observations, p. 177, 178. — Chapitre III. De la réquisition des immeubles. Discussion, p. 183. — Déclare qu'un amendement qu'il avait proposé à l'article 17 ancien vient à disparaître, p. 184. — Propose de statuer immédiatement sur l'article 13 qui avait été réservé, p. 185. — Vote en seconde lecture. Art. 1er. Défend un amendement qu'il a présenté aux §§ 2 et 3, p. 190. — Art. 2, p. 191, 192. — Art. 3. Fait remarquer qu'un amendement présenté par M. Thiébaut vient d'être distribué et combat cet amendement, p. 192. — Observations au sujet du texte proposé par le gouvernement, p. 193. — Art. 3*bis*. Observations au sujet d'un amendement du gouvernement, qui remplace la disposition qui vient d'être supprimée, p. 194.

Deswarte (*suite*)

— Art. 4. Déclare retirer un amendement qu'il avait proposé au § 1er et se rallier à l'amendement du gouvernement, p. 194, 195. — § 2, p. 196. — Déclare retirer la première partie de l'amendement qu'il avait présenté, p. 196. — § 3. Observations au sujet de l'amendement qu'il a présenté, p. 197. — § 5. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 197, 198. — Art. 5*bis* qu'il a présenté. Défend cette disposition, p. 199. — Art. 6 qui n'a pas été amendé au premier vote. Observations au sujet d'amendements qu'il a présentés et de leur recevabilité, p. 199. — Déclare qu'il représentera son amendement à l'article 7, p. 199. — Art. 7. Discussion, p. 200 à 203. — Observations au sujet d'un amendement transactionnel proposé par M. Carton, p. 203. — Demande qu'un amendement, qu'il a présenté, soit mis aux voix avant celui présenté par le gouvernement, p. 203. — Art. 14*bis* nouveau. Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté à cette disposition vient à disparaître, p. 205. — Art. 16. Défend un amendement qu'il a présenté, et prie le Sénat d'en admettre la recevabilité, l'article 16 n'ayant pas été amendé au premier vote, p. 205. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi et résume les motifs qui ont déterminé la gauche socialiste à s'abstenir, p. 216 à 218. — Fait des observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Feron qui proteste contre les développements donnés par M. Deswarte à ses motifs d'abstention, p. 218. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 468, 471, 472. — Discussion des articles. Art. 33. Observations au sujet de l'interprétation de cet article, p. 477.

Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. Discussion générale. Demande que l'on précise certains points qui ont donné lieu à une jurisprudence contradictoire, p. 10. — Demande à pouvoir attendre le lendemain pour déposer un amendement dans le sens qu'il vient d'indiquer (prorogation de la loi du 14 avril 1920), p. 11. — Propose que la commission de la justice se réunisse à l'issue de la séance pour examiner son amendement et prie M. Masson, m. j., d'assister à cette réunion, p. 11.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 307, 321.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 349, 350, 354, 358, 359. — Par motion d'ordre, fait une rectification au *Compte rendu analytique*, en ce qui concerne l'interprétation donnée à une de ses interruptions, qui semble être dirigée contre le général Baltia, p. 368.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle notamment de la réforme du régime pénitencier et de l'organisation judiciaire; rappelle la proposition de loi qu'il a présentée, relativement à la détention préventive et attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'une loi organisant l'emploi de la langue flamande en matière civile, p. 507 à 512. — Observations, p. 513, 514, 525, 527 à 530.

Projet de loi réformant le jury. Par motion d'ordre, prie le Sénat d'ordonner le renvoi de ce projet à la commission de la justice qui en est dessaisie, et insiste pour que les amendements d'ordre linguistique qui ont été annoncés à ce projet soient déposés d'urgence, afin que ces amendements puissent être étudiés en temps voulu, p. 552.

Projet de loi contenant le budget des dépenses recouvrables pour 1923. Discussion des articles. Art. 6 nouveau, proposé par amendement par le gouvernement, et amendement proposé par M. E. Nolf à cet article. Attire l'attention du Sénat sur l'inconvénient d'introduire, sous forme de modification budgétaire, des questions de procédure et demande que l'on donne au Sénat le temps d'étudier ces amendements, soit qu'on les disjoigne du budget pour en former un projet de loi distinct, p. 603. — Observations, p. 604.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion des articles. Art. 10. Appuie une demande de M. Lekeu qui demande, au nom de la gauche socialiste, le vote par appel nominal sur cet article, p. 1359.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 635, 636, 639 à 644, 647, 650, 651. — Prend la parole pour un fait personnel afin d'interpréter le sens d'une interruption qu'il a faite la veille, interruption qui avait suscité de violentes protestations, p. 661. — Observations au sujet d'une proposition de clôture annoncée par M. Feron, p. 668. — Reprise de la discussion générale, p. 670, 671, 674 à 681, 687, 689 à 691, 693.

Deswarte (*suite*)

— Fait remarquer qu'une motion d'ordre de M. Pastur, tendant à clore le lendemain la discussion générale, touche également le fond du débat, p. 696. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Discours, p. 696 à 704. — Observations, p. 710.— Projet de loi transmis par la Chambre des représentants. Discussion des articles. Art. 1er, p. 734, 735. — S'abstient au vote sur cet article, p. 737. — A la suite du rejet de cet article, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour les propositions restant en présence, p. 738, 739. — Observations à l'occasion des développements de la proposition de M. Braun, p. 744, 745. — Discussion, p. 747 à 753. — Après le rejet des propositions de loi de M. Magnette et de M. Speyer, admet, en son nom personnel, la constitution d'une commission spéciale qui serait composée par le bureau, mais appuie une demande de M. Feron, tendant à ce qu'il soit voté immédiatement sur la proposition récemment déposée par M. Braun, p. 758. — M. le président ayant annoncé la constitution de la commission, soumet au Sénat la question de l'application de l'article 59 du règlement, en ce qui concerne l'assistance des sénateurs (sans voix délibérative) aux séances des commissions dont il ne font point partie. Estime, en ce qui le concerne, qu'il serait préférable, pour le projet de loi linguistique, que les sénateurs ne faisant pas partie de la commission n'assistent pas aux réunions, p. 767. — Estime encore que cette décision devrait être interprétée de façon à ce qu'un membre puisse être entendu s'il le demandait, p. 767.— Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1026, 1027. — Proposition de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1041. — Observation au sujet d'une proposition de M. Liebaert tendant à continuer le débat après 5 heures, p. 1045. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1078, 1079. — Observations au sujet de la proposition de loi de M. Renard, p. 1085, 1086. — Projet de loi proposé par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1189, 1197, 1199, 1201, 1202, 1204 à 1212. — Discussion des articles. Art. 3, p. 1217, 1218. — Art. 9. S'oppose, dans le cas où un amendement de M. Remouchamps serait adopté, à ce que le second vote ait lieu le jour même, p. 1219.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (texte amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 769.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale, p. 822.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 875.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 1090.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi et en fait remarquer l'urgence, p. 987. — Discussion des articles. Art. 1er. Propose un amendement, p. 1014, 1015. — Art. 5. Observations, p. 1017. — Art. 6 (nouveau). Observations, p. 1019, 1020. — Rectification, p. 1045. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 1363 a 1365.

Projet de loi prorogeant les délais pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion des articles. Art. 1er, p. 1138. — Art. 67, p. 1143. — Amendement présenté par MM. Demoulin et consorts, p. 1146.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1153, 1165.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 2. Litt. B. Observations au sujet d'un amendement de M. le duc d'Ursel, p. 1184.

Projet de loi prorogeant les mandats des magistrats consulaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi et en fait remarquer l'urgence, p. 1244.

Deswarte (*suite*)

Projet modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite. Discussion des articles. Art. 26. Propose un amendement par suite de l'adoption d'un amendement de la commission, p. 1248.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1324.

Change : baisse du franc. Par motion d'ordre demande qu'un contact étroit soit établi au sujet de la question des devises entre le gouvernement et le parlement; demande aussi que la commission des finances soit convoquée à cet effet le plus prochainement possible, p. 1409, 1410.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1411 à 1413.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la Société anonyme « Lloyd royal belge » et divers créanciers de celle-ci. Discussion générale, p. 1419, 1421 à 1424.

Détention préventive. — V. Code pénal.

Dette de l'Etat. — V. Finances : Monnaies.

Dette publique. — V. Finances.

Devèze, ministre de la défense nationale.

Ann. — Projet de loi de milice. Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 615. — Art. 19. Déclare être d'accord avec M. le comte de Broqueville au sujet d'une erreur d'impression qui doit être rectifié, p. 618. — Art. 27. Observation au sujet de la visite corporelle des miliciens, p. 619. — Art. 47. Observations, p. 622. — Art. 74. Observations au sujet d'une erreur d'impression qui doit être rectifiée, p. 626. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale. Observations, p. 1307, 1309, 1312, 1314, 1319, 1322, 1324. — Discours, p. 1330 à 1333. — Reprend son discours après une suspension de séance, p. 1333 à 1337. — Observations, p. 1339, 1340, 1344, 1345, 1348 à 1350. — Discussion des articles. Art. 4. Prie le Sénat, au nom du gouvernement, de rejeter un amendement de MM. Fraiture et Deswarte, sous le bénéfice des déclarations qu'il a faites, p. 1355. — Art. 5. Observations, p. 1355. — Art. 8. Observations, p. 1358, 1359. — Art. 9 (libération des instituteurs). Observations à ce sujet, p. 1358. — Art. 10, p. 1359. — Art. 11. Observations, p. 1359.

Projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme belge de navigation aérienne. Discussion générale, p. 802, 803.

Pojet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Ayant demandé que ce projet soit examiné pendant la crise ministérielle, ceci fait surgir un incident entre lui et M. Lekeu qui s'oppose à cette demande, p. 1091. — Observations à cette occasion, p. 1092, 1093.

Attentat de Duisbourg. Prononce un discours à l'occasion d'un attentat dont ont été victimes des soldats belges, en Allemagne occupée, p. 1097.

Interpellation de M. Wittemans au sujet du scandale de Ranst. Fait remarquer que cette interpellation s'adresse également à MM. les ministres de la justice et de l'intérieur, p. 1098.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale. Observations, p. 1149. — Discours et discussion, p. 1228 à 1229.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés. Répond à M. le marquis Impériali, p. 1169 à 1172.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Discussion générale, p. 1234, 1235.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. Discussion générale, p. 1242.

De Visch, sénateur de Gand-Eecloo.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6, p. 119. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 707. — Discussion des articles du projet de loi transmis par la Chambre des représentants. S'abstient au vote sur l'ensemble de l'article 1er, p. 737.

De Visch (*suite*)

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1457.

de Vrière (chevalier), sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 14. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 156, 157. — Discussion, p. 159.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 411, 412.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion générale, p. 778 à 780.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Observation au sujet d'une demande d'urgence introduite pour une interpellation annoncée par M. Renier, p. 1434.

d'Huart (baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 4, p. 73.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1178.

Digneffe, sénateur de Liége.

Doc. — Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais. Rapport, n° 210.

Projet de loi approuvant la convention belgo-polonaise du 30 décembre 1922 concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts. Rapport, n° 211.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Chapitre III. De la réquisition des immeubles. Discussion, p. 182, 183. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 469, 470.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 243, 247.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projet de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale. Parle notamment de la démission de M. Lippens, p. 332, 333. — Discussion de cette question, p. 337, 340.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 362, 375, 461.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 514.

Projet et proposition de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 648, 649, 651, 663, 671, 674, 676, 677, 681, 691, 693, 699 à 702, 704, 723. — Développements de la proposition de M. Braun. Observations, p. 744. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921, relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 769.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale. Parle de la question des eaux et forêts, (acquisition du bois de Kinkempois), p. 820. — Tableau B. (Services des travaux publics.) Discussion générale. Parle de la question de l'entretien des routes et de la question du roulage, p. 848, 849. — Observations, p. 864.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 881, 883.

Budget des finances pour 1923. Pendant la discussion des articles, attire l'attention de M. le ministre des finances sur la situation des communes, demande notamment qu'elles puissent sans tarder encaisser les sommes dues pour dommages de guerre, et parle de la nécessité d'approuver sans délai les taxes communales qui ont été votées, p. 914, 915.

Digneffe (*suite*)

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Appuie les observations du rapport de M. Ryckmans, quant aux finances communales, p. 975 à 977. — Observations, p. 978, 983, 990, 991. — Parle des commissaires d'arrondissement, afin de protester contre le discours de M. Berger, p. 994. — Observations, p. 998, 999, 1002, 1003, 1007.

Projet et propositions de loi relatives à l'emploi des langues à l'Université de Gand. Par motion d'ordre, prie le Sénat d'acter que, ayant dû se rendre à l'étranger pendant la discussion de cette question, il avait pairé avec M. Brifs pour tous les votes y relatifs, p. 1091.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Proteste contre les demandes de dépenses introduites par divers sénateurs et combat la thèse de tout demander à l'Etat, p. 1126 à 1129.

Déclaration de M. Theunis, p. m. m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1164.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1177, 1178.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale. Prie notamment le gouvernement de lui faire connaître ses intentions non seulement quant à la question de l'endiguement de la Meuse, mais quant à celle de l'amélioration de l'ensemble des voies navigables de l'Est de la Belgique, puis répond aux attaques personnelles dirigées contre lui par M. Van Belle, p. 1266, 1267. — Observations, p. 1270, 1271.

Projet de loi approuvant la convention belgo-polonaise du 30 décembre 1922 concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1305.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais du 30 décembre 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1305. — Discussion générale, p. 1388, 1389.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1320, 1329, 1346.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêts. Prie le Sénat d'ajourner au mois de novembre l'examen de ce projet de loi, p. 1428.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1462.

Disière, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Dissentiments entre la Cour des comptes et le gouvernement. — V. Finances : Cour des comptes.

Divorce. — V. Code civil.

Docteurs en philosophie. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques.

Dolmans (Vve Clement). — V. Pensions à des veuves de parlementaires.

Domaine. — V. Finances.

Dommages de guerre. — V. Guerre.

Dotation des invalides. — V. Guerre : Combattants.

Douanes. — V. 1° Finances. — 2° Affaires étrangères.

Droit civil. — V. Code civil.

Droit international. — V. Affaires étrangères.

Droit pénal. — V. Code pénal.

Droit syndical. — V. Chambres législatives-Sénat : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture.

Droits civils.

PERSONNIFICATION CIVILE.

Institut national des mines à Frameries.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'Institut national des Mines, à Frameries.

V. Session 1921-1922.

Doc. — Rapport fait par M. Liesens, n° 105.

Ann. — Rapport fait par M. Liesens (20 mars 1923). Les articles sont adoptés sans observations, p. 773.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix contre 1, p. 787 (27 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

RECONNAISSANCE LÉGALE.

Institut supérieur du commerce d'Anvers.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers.

V. Session 1921-1922.

Doc. — Projet de loi, n° 52. Rapport fait par M. Broekx, n° 62.

Ann. — Motion d'ordre de M. de Meester, qui prie le Sénat de vouloir bien inscrire ce projet en tête de l'ordre du jour, p. 512. — Cette demande est admise, p. 512.

Discussion générale.

Sont entendus : MM. le marquis Imperiali (qui pose une question à M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet des conséquences financières de ce projet de loi, qui a pour effet d'assimiler le corps professoral de l'I. S. C. d'A. à celui des universités de l'Etat, notamment en ce qui concerne l'éméritat), Moyersoen, m. i. t. (qui donne les quelques éléments d'appréciation qui peuvent être indiqués immédiatement, en réponse à M. le marquis Imperiali), p. 545.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 545, 546.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 2 et 7 abstentions, p. 550 (21 février 1923). — Se sont abstenus : MM. Liebaert, Meyers, Polet, Carton, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le baron de Moffarts et Dupret, p. 550. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. — V. Finances : Impôts.

Droit de vote des militaires. — V. Lois électorales.

Du Bois, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, § 3, proposé par M. le marquis Imperiali. Observations, p. 58. — Défend un sous-amendement qu'il a présenté à cet amendement, p. 60. — Déclare, en présence des explications qui viennent d'être données, retirer son amendement, p. 60. — Art. 14. Déclare retirer un amendement qu'il avait présenté et se rallier à celui de M. le chevalier de Vrière, p. 159.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 558.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 581.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 670, 707.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Observations au sujet de la priorité à accorder à une interpellation annoncée par MM. Renier et consorts, p. 1432.

Du Bost, sénateur de Bruxelles, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement à l'article 15 du texte proposé par la commission de la justice, n° 16.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (co-sign.), n° 104.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 45 à 47, 50. — Observations au sujet d'un amendement de M. Carnoy, p. 57. — Art. 6, § 3, p. 127. — Art. 7. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 134. — Article 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Discussion du nouveau texte proposé par le gouvernement pour le § 2 en remplacement du texte primitif, p. 150, 151. — Propose un amendement, qu'il déclare ensuite retirer, en présence des explications de M. Masson, m. j., p. 151. — Art. 15. Discussion, p. 162. — Propose un amendement, p. 163. — Fait encore diverses observations, p. 163, 164. — Vote en seconde lecture. Art. 7. Propose un amendement, p. 202.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, p. 907.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle. Discussion générale, p. 964.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Discussion des articles. Art. 15. Observations, au sujet de l'interprétation, p. 1385.

Ducastel, sén. de Courtrai et d'Ypres.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Interpellation de M. Guyaux au sujet de l'accident survenu à la gare de Roux. Parle à cette occasion de plusieurs accidents survenus dans son arrondissement, p. 796.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

du Four, sén. de Malines et Turnhout.

Doc. — Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la Société anonyme des Tramways électriques de Gand une convention en vue de l'exploitation des Tramways de Gand. Rapport, n° 197.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 44 à 46, 54, 55.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 641, 708, 717, 724, 725. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1080. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf), p. 1197.

Projet de loi prorogeant les délais pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péages majorés. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1095.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la Société anonyme des Tramways électriques de Gand, une convention en vue de l'explotation des Tramways de Gand. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1213. — Discussion générale, p. 1261.

Projet de loi de recrutement; dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1342. — Discussion des articles. Art. 11. Observations, p. 1359.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la Société anonyme le Lloyd royal belge et divers créanciers de celle-ci. Discussion générale, p. 1421 à 1423.

Dufrane, sén. de Mons et Soignies.

Ann. — Projet de loi portant prorogation jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. M. Masson, m. j., ayant demandé l'urgence, propose de faire rapport pendant la séance en cours, p. 5.

Dufrane (*suite*)

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er. Amendement présenté par MM. Deswarte et consorts, p. 28.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Proposition de loi relative à l'emploi du flamand à l'université de Gand. Nouvelle proposition de M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1082. — Projet présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion des articles. Art. 5, p. 1218.

Dumon (Alphonse), sénateur de Bruges.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande. Amendement aux articles 1er et 2 et développements à l'appui de ces amendements, n° 57.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale. Demande s'il ne serait pas désirable que l'on entende d'abord les membres qui ont formulé des propositions, p. 632. — Demande à parler le lendemain, n'ayant pas ses notes sous la main, p. 632. — Pendant son discours, présente des considérations à la commission des sciences et des arts, comme au Sénat, p. 644, 645.

Notification de son décès, p. 1090.

Dumont (Joseph), sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Duplicy, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Ann. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Service de l'agriculture). Discussion générale. Suggère des solutions pour remédier à la situation actuelle de l'agriculture, p. 826.

Dupret, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Motive son vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 215, 216.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Service des travaux publics) Discussion générale. Estime nécessaire, malgré la compression des dépenses, que certains travaux en cours soient achevés, p. 853. — Observation, p. 867.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1176, 1177.

Durée du service militaire. — V. Armée : Milice.

d'Ursel (Duc), sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage. Amendement à l'article 2, n° 174.

Ann. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er, p. 731.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion générale. Termine son discours en conviant le Sénat à repousser la proposition qui lui est soumise et en s'engageant, si M. Theunis, p. m., m. f., y consent, à faire étudier pour la rentrée de Pâques, par le « Royal automobile Club» d'accord avec son administration, un projet de loi qui apporterait toutes les ressources demandées, mais qui serait rationnellement établi, p. 777. — Observation, p. 779, 780. — Discussion des articles. Art. 3. Demande la disjonction de cet article, p. 781. — Art. 4. Pose une question au sujet de l'interprétation de la disposition à laquelle MM. Baudrux et Delannoy présentent un amendement, p. 782. — Art. 5. Observations au sujet des exemptions relatives aux autobus et gros transports, p. 782. — Art. 9. Observations, p. 783.

d'Ursel (duc) (*suite*)

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Appuie les observations faites par M. Digneffe, en ce qui concerne la courbe des routes, p. 862.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1176 à 1178, 1181. — Discussion des articles. Art. 2. Demande que l'on vote d'abord sur le litt. A, qui ne rencontre aucune opposition, p. 1183. — Motive un amendement qu'il a présenté, p. 1183. — Propose un amendement, p. 1184. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1196.

E

Ecoles civiles d'aviation. — V. Aéronautique.

Ecole militaire. — V. Armée.

Effets de commerce (Encaissement au moyen de chèques). — V. Code de commerce : Lettre de change.

Elbe. — V. Affaires étrangères.

Electeurs. — V. Lois électorales.

Embarquement en fraude de personnes. — V. Marine.

Emigrés temporaires. — V. Lois électorales : Droit de vote aux émigrés temporaires.

Emission d'actions. — V. Congo : Finances.

Emprisonnement militaire. — V. Armée : Code pénal militaire.

Emprunts (Garantie du gouvernement). — V. Finances.

Encaissement des effets de commerce au moyen de chèques. — V. Code de commerce : Lettre de change.

Enfance (Protection de l'). — V. Finances : Cour des comptes. — Dissentiment entre la cour des comptes et le gouvernement.

Enregistrement (Droit d'). — V. Finances : Impôts.

Enseignement.

ECOLES CIVILES D'AVIATION. — V. Aéronautique.

LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT. — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Feron, au sujet des mesures à prendre pour faire respecter la liberté des pères de famille qui entendent que leurs enfants soient enseignés en français (droit garanti par l'art. 23 de la Constitution).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Grades académiques. — Dispositions spéciales en faveur des anciens combattants, prisonniers de guerre et déportés.

Projet de loi autorisant des dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. — Projet de loi, n° 159

Rapport fait par M. Dejace, n° 168.

Texte proposé par la commission de la Chambre des représentants, n° 168.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Dejace, p. 1059 (13 juin 1923). — M. le marquis Imperiali demande si, vu l'urgence de ce projet de loi, il n'y aurait pas lieu de le mettre en tête de l'ordre du jour, p. 1059. — M. le président déclare qu'il ne peut déférer au désir de M. le marquis Imperiali, un projet plus important figurant déjà à cet ordre du jour, mais que le projet en question sera inscrit à l'ordre du jour de la séance du mardi suivant, p. 1059. — Adhésion du Sénat.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1076.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents, p. 1077 (14 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉRIEUR. *Grades académiques (suite)*

Docteurs en philosophie.

Projet de loi modifiant l'article 14 *de la loi du* 10 *avril* 1890-3 *juillet* 1891 *sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.*

Doc. — Exposé des motifs, n° 186. — Annexe : Projet de loi, n° 186.

Rapport fait par M. Vermeylen, n° 201.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Nolf, m. s. a., p. 1183 (11 juillet 1923). — M. Nolf, m. s. a., estime que ce projet ne rencontrera pas d'opposition et demande qu'il soit voté encore au cours de la session, p. 1184. — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts, p. 1184.

Dépôt, par M. Vermeylen, du rapport sur ce projet de loi, p. 1245 (19 juillet 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1283.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 1302 (25 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Université de l'Etat. Flamand.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Projet transmis par la Chambre des représentants.)

Doc. — Projet de loi n° 38.

Amendement présenté par MM. Van Roosbroeck et Rongy, au titre et à l'article 1er, n° 64.

Ann. — M. Van Roosbroeck, dépose en son nom et au nom de M. Rongy, un amendement au titre et à l'article 1er de ce projet de loi et donne lecture de cet amendement, p. 368.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand (due à l'initiative de M. Speyer et signée par MM. Speyer, Ligy, Lafontaine, Depage et Vauthier).

Doc. — Développements, n° 42. — Annexe : Proposition de loi, n° 42.

Amendement général présenté par M. Keesen, n° 47.

Ann. — M. Speyer dépose cette proposition de loi en son nom et au nom de MM. Ligy, Vauthier, Lafontaine et Digneffe, p. 248.

Discussion sur la prise en considération : est entendu M. Keesen, qui dépose à cette occasion, sur le bureau du Sénat, une proposition qui formera un amendement au projet de MM. Speyer et consorts et qui porte, en plus, du dédoublement des cours à l'université de Gand, le dédoublement de cours à l'université de Liége, p. 268.

La prise en considération est adoptée par assis et levé et la proposition est renvoyée à la commission des sciences et des arts, p. 268.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (due à l'initiative de MM. Magnette, Lekeu, Pastur, Asou, François et Gillain).

Doc. — Développements, n° 54. — Annexe : Proposition de loi, n° 54.

Amendements présentés par M. Dumon aux articles 1er et 2 et développements à l'appui de ces amendements, n° 57.

Ann. — Dépôt par M. Magnette de cette proposition de loi, p. 312.

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission des sciences et des arts, p. 316.

Dépôt par M. le comte Goblet d'Alviella, au nom de M. Dumon, sénateur de Bruges, d'un amendement à la proposition de M. Magnette, amendement tendant à établir le siège de l'université à Bruges, p. 315. — M. le comte Goblet d'Alviella prononce quelques mots à cette occasion, p. 315, 316.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (due à l'initiative de M. Braun et signée par MM. Braun, Carton, Dubost, Van Ormelingen, Beauduin et le vicomte Vilain XIIII).

Doc. — Proposition de loi, n° 104.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (transmis par la Chambre des représentants) : proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'université de Gand (due à l'initiative de MM. Speyer et consorts); proposition de loi relative à la création d'une université flamande (due à l'initiative de MM. Magnette et consorts).

Doc. — Rapport fait par M. Carnoy, n° 93.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Ann. — Dépôt, par M. Carnoy, du rapport sur ce projet et sur ces propositions de loi, p. 606.

Discussion générale de ce projet et de ces propositions de loi : M. le président annonce que le bureau estime qu'il serait souhaitable de donner tour à tour la parole à un orateur en faveur du projet et à un orateur contre le projet, p. 631. — L'assemblée est d'accord pour adopter cette procédure, p. 631. — M. le président indique quelle sera la liste des premiers orateurs que l'on entendra, p. 632. — M. Dumon demande s'il ne serait pas désirable que l'on entende d'abord les membres qui ont formulé des propositiions, p. 632. — L'assemblée admet la proposition de M. Dumon.

La parole est donnée à M. Dumon qui demande à parler le lendemain, n'ayant pas ses notes sous la main, p. 632.

Discours de M. Seeliger, p. 632 à 636. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Van Overbergh, Deswarte, p. 633 à 636.

MM. Rutten et Vauthier n'étant pas préparés demandent à prendre la parole le lendemain, p. 636.

Discours de M. Vauthier, p. 637 à 640. — Interruptions de MM. Deswarte, Seeliger, Lebon, Van Fleteren, Allewaert, p. 639.

Discours de M. Speyer, p. 640 à 644. — Interruptions de MM. Van Overbergh, Deswarte, Van Fleteren, Wittemans, Guyaux, du Four, Lekeu, Lion, Rongy, p. 640 à 644.

Discours de M. A. Dumon, qui présente des considérations à la commission des sciences et des arts comme au Sénat, p. 644, 645.

Discours de M. Rutten, p. 645 à 652. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Vauthier, Speyer, Van Overbergh, Magnette, Deswarte, Lekeu, Remouchamps, Digneffe, De Blieck, Volckaert, Lombart, p. 646 à 651. — M. Rutten termine son discours en donnant lecture d'une citation de M. Prins et commente cette citation, p. 651, 652. — M. Speyer demande à compléter l'exposé de M. Prins, afin que la partie qui a été lue par le R. P. Rutten n'en détourne pas le sens, et donne lecture de la suite de l'exposé de M. Prins, p. 652. — Observations de MM. Vermeylen, Speyer, Rutten, au sujet de ces textes, p. 652. — M. Rutten demande à pouvoir faire juxtaposer ces textes dans les Annales et M. le président déclare qu'il sera fait droit à la demande de M. Rutten, p. 652. — V. pour les textes juxtaposés la note au bas de la page 652.

Discours de M. Lekeu, p. 653 à 661.

Fait personnel de M. Deswarte, qui interprète le sens d'une interruption qu'il a faite la veille, interruption qui avait suscité de violentes protestations, p. 661, 662.

M. Lekeu fait des observations en réponse au fait personnel de M. Deswarte, p. 662.

Discours de M. Weyler, p. 663, 664. — Interruptions de MM. Digneffe, le comte Goblet d'Alviella, Carpentier, Speyer, p. 663, 664.

Discours de M. De Bast, p. 664, 665.

Discours de M. J. Nolf, p. 665 à 668.

M. Féron annonce à ce moment qu'il proposera, le mercredi suivant, la clôture de la discussion générale, p. 668. — Sont entendus, à ce sujet : MM. le président comte t' Kint de Roodenbeke, le baron Descamps, Féron et Deswarte, p. 668.

Reprise de la discussion générale :

Discours de M. De Blieck, p. 670 à 672. — Interruptions de MM. Delannoy, Carpentier, Du Bois, Deswarte, Digneffe, Speyer, Van Overbergh, p. 670, 671.

Discours de M. Ligy, p. 672 à 674. — Interr. de MM. Wittemans, Longville, Mousty, De Blieck, Deswarte, p. 673, 674.

Discours de M. Vermeylen, p. 674 à 681. — Interr. de MM. Ligy, Digneffe, Féron, Deswarte, Van Overbergh, De Bast, Lebon, Speyer, Vauthier, Wittemans, J. Nolf, Carnoy, rap., De Page, De Blieck, p. 674 à 681.

Discours de M. Dejace, p. 681 à 683. — Interr. de MM. Van Overbergh et Carnoy, p. 682.

Discours de M. le comte de Brouchoven de Bergeyseck, p. 683, 684. — Interr. de M. Rutten, p. 684.

Discours de M. Magnette, p. 685 à 690. — Interruption de MM. Lebon, J. Nolf, Lekeu, Rutten, Vermeylen, Deswarte, Van Overbergh, Speyer, Féron, Carnoy, rap., Beauduin, p. 686 à 690.

Discours de M. Lebon, p. 690 à 694. — Interruption de MM. Magnette, Delannoy, Féron, Digneffe, le vicomte Berryer, m. i. h., Deswarte, le comte Goblet d'Alviella, Van Fleteren, Seeliger, p. 690 à 694.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Discours de M. le comte Goblet d'Alviella, p. 694 à 696.

Motion d'ordre de M. Pastur, qui reprend la proposition de M. Feron et propose de clore la discussion générale le lendemain, jeudi, 15 mars, p. 696. — Observations de M. Deswarte, qui fait remarquer que la motion de M. Pastur touche au fond du débat, p. 696. — Le Sénat admet la proposition de M. Pastur et décide que la discussion des articles commencera le mardi suivant, p. 696.

Reprise de la discussion générale :

Discours de M. Deswarte, p. 696 à 704. — Interruptions de MM. François, Speyer, Van Fleteren, Vermeylen, Magnette, Liebaert, Delanoy et Féron, Carpentier, Digneffe, p. 697 à 704.

M. le président rappelle que le Sénat a décidé la veille de clôre la discussion générale ce jour-là et prie, en conséquence, les orateurs d'être aussi brefs que possible, p. 705.

Reprise de la discussion générale :

Discours de M. De Page, p. 705 à 708. — Interruptions de MM. Guyaux, Van Fleteren, Van Overbergh, De Visch, Mahieu, du Four, Delannoy, Hénault, p. 706 à 708.

Discours de M. Van Cauwenbergh, p. 708 à 710. — Interruptions de MM. Féron et Delannoy, p. 709, 710.

Discours de M. Carnoy, rap., p. 710 à 716.

M. le président fait remarquer qu'il y a encore quatorze orateurs inscrits et propose de limiter la durée des discours à un quart d'heure, p. 716. — Cette proposition est admise, p. 716.

M. Derbaix déclare renoncer à la parole, p. 716.

Discours de M. le baron de Mévius, p. 716 à 718. — Interruptions de MM. Delannoy, Lekeu, Van Fleteren, Speyer, Feron, du Four, p. 716, 717.

Discours de MM. Allewaert, p. 718, 719.

Discours de MM. Carpentier, p. 719 à 721. — Interruptions de MM. Van Fleteren et Lekeu, p. 720, 721.

Discours de M. Wittemans, p. 721 à 723. — Interruptions de MM. Renard, Van Fleteren, Lekeu, Speyer, Digneffe, Volckaert, p. 722, 723.

Discours de M. Broeckx, p. 723, 724. — Interruptions de MM. Van Overbergh et Liebaert, p. 724.

Discours de M. Berger, p. 724.

Discours de M. du Four, p. 724, 725.

Proposition de loi de M. Braun.

M. Braun dépose une proposition de loi relative à l'enseignement flamand dans les universités de l'Etat, proposition qu'il a signée avec MM. Carton, Du Bost, Van Ormelingen, Beauduin et le vicomte Vilain XIIII, p. 725. — D'accord avec le Sénat, M. Braun donne lecture de cette proposition de loi, et prie le Sénat de la prendre immédiatement en considération, p. 725. — M. le président consulte le Sénat sur le point de savoir s'il admet la prise en considération immédiate, p. 726. — Sont entendus sur cette question : MM. Magnette, Lekeu, qui admettent la prise en considération immédiate, p. 726. — M. Lekeu propose à cette occasion de limiter les discours à dix minutes, pour la discussion des articles, p. 726. — M. Speyer admet la prise en considération immédiate de la proposition de M. Braun, mais fait diverses observations quant à la limitation du temps de parole et quant à la procédure à suivre, p. 726. — Observations de MM. Lekeu, Braun, p. 726. — MM. Van Fleteren et Lekeu font encore diverses observations, p. 726, 727. — La proposition de loi de M. Braun est prise en considération, p. 727.

Procédure à suivre.

M. le président propose d'aborder le mardi suivant la discussion des articles et d'arrêter ultérieurement l'ordre des votes, et cette proposition est admise, p, 727. — M. le président demande encore aux quatre orateurs inscrits de renoncer à la parole et cette demande étant admise, déclare close la discussion générale, p. 727.

Discussion des articles du projet de loi transmis par la Chambre des représentants.

M. le président annonce qu'il va mettre en discussion l'article 1er et déclare que, lorsque le Sénat aura statué sur cet article, il déterminera éventuellement l'ordre dans lequel seront examinées les autres propositions. M. le président propose encore de limiter le temps de parole à un quart d'heure, p. 729, 730. — Ces propositions sont admises, p. 730.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Article premier :

M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre, p. 730.

MM. Van Overbergh, Féron, Asou, De Blieck, Vinck et Lekeu ne peuvent prendre la parole, étant absents, et MM. Vauthier et Digneffe déclarent renoncer à la parole, p. 730. — Discussion. Discours de MM. De Meester, Eylenbosch, le duc d'Ursel, Keesen, Van Berckelaer, Libbrecht, Asou, Liesens, Vinck, Hannick, le comte de Broqueville, p. 730 à 737. — Interruptions de MM. Volckaert, Deswarte, Van Fleteren, p. 734, 735. — L'article 1er du projet transmis par la Chambre des représentants est rejeté par 76 voix contre 58 et 6 abstentions, p. 737. — Se sont abstenus : MM. Remouchamps, Solau, le baron de Moffarts, Deswarte, De Visch et Fraiture, p. 737, 738.

Procédure à suivre.

M. le président demande quelles sont les intentions du Sénat, quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions en présence; le dépôt de la proposition de M. Braun ayant modifié la situation, p. 738. — Discussion de cette question : MM. Pastur, Van Fleteren, Lekeu, Deswarte, Vinck, Seeliger, Braun, Speyer, Magnette, Carton, p. 738 à 740. — M. le président met aux voix, par assis et levé, la question de savoir si la proposition de M. Braun aura la priorité sur sur la proposition de M. Magnette et sur celle de M. Speyer, p. 740. — M. Féron demande l'appel nominal et insiste sur sa demande, p. 740. — M. le président fait remarquer que le vote est acquis, et qu'il ne donne lieu à aucun doute, déclare cependant que, si malgré cela l'appel nominal est régulièrement demandé, il est prêt à y procéder, p. 740. — Observations de M. Feron qui insiste sur la nécessité qu'il y aurait à ce que la proposition de M. Braun, dont le Sénat a admis la discussion sans exiger la filière réglementaire, soit avant tout, précisée, justifiée et développée, p. 740. — Observations diverses de MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke, Lebon, Seeliger, Speyer, Féron, Braun, Ryckmans, Vinck, Magnette, Volckaert, p. 740, 741. — M. Braun déclare qu'en reconnaissance de la courtoisie avec laquelle a été accueillie sa proposition, être disposé à satisfaire au désir de divers membres, en développant sa proposition de loi, si M. le président l'y autorise, p. 741. — M. le président déclare, en conséquence, que la proposition de MM. Braun et consorts va être développée, mais qu'il reste entendu que, pour le vote, l'ordre adopté précédemment restera acquis : 1° Proposition de M. Magnette, 2° Proposition de M. Speyer et 3° Proposition de M. Braun, p. 741. — Assentiment du Sénat, p. 741

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (présentée par MM. Braun et consorts).

M. Braun développe sa proposition de loi, p. 741 à 743. — Interruptions de MM. Lekeu et Remouchamps, p. 742, 743. — Discussion : Discours de MM. Magnette et Speyer, p. 743 à 746. — Interr. de MM. Van Overbergh, le comte Goblet d'Alviella, Beauduin, Carton, Digneffe, Deswarte, Berryer, m. i. h., Van Fleteren, p. 743 à 745.

M. le président donne lecture d'amendements présentés à la proposition de M. Braun : 1° par M. Vinck, aux art. 1er, 3, 6 et 7; 2° par MM. Speyer et consorts à l'art. 3, p. 747.

Reprise de la discussion de la proposition de M. Braun. Discussion de MM. Van Roosbroeck, Lekeu, Dejace, Carton, p. 747 à 754. — Interr. de MM. Deswarte, Lekeu, Van Fleteren, Speyer, Van Overbergh, Hénault, Lion, Volckaert, Braun, Guyaux, De Blieck, Beauduin, Magnette, De Page, le vicomte Berryer, m. i. h., Seeliger, p. 747 à 753. — Fait personnel de M. Seeliger qui proteste contre des paroles prononcées par M. Carton, qui lui a attribué un article du journal *La Gazette*, p. 754. — L'extrême gauche demande la clôture, p. 754. — M. Hubert demande la parole contre la clôture, p. 754. — Observation de MM. le marquis Imperiali, Van Fleteren, Lekeu, au milieu du tumulte, p. 754. — M. le président suspend la séance après avoir fait diverses observations au sujet du tumulte persistant, p. 754. — La séance est reprise et M. le président comte t'Kint de Roodenbeke invite l'assemblée au calme, p. 754.

Motion d'ordre de M. Lekeu, qui considère comme un devoir de faire connaître à l'assemblée que le tumulte qui a été soulevé sur les bancs de l'extrême gauche, a été causé par la demande de M. Hubert de prendre la parole contre la clôture, M. Hubert ayant quitté la salle la veille, au moment du vote sur le principe de la flamandisation, p. 754. — Fait personnel de M. Hubert au sujet de la critique qui vient de lui être adressée par M. Lekeu; à cette occasion, M. Hubert justifie son vote, p. 754, 755. — Observations de MM. Carton,

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Mousty, le vicomte Berryer, m. i. h., p. 754. — La clôture étant régulièrement demandée, M. le président la met aux voix et elle est décidée, p. 755.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (présentée par MM. Magnette et consorts).

M. le président donne lecture de cette proposition et de l'amendement qui a été présenté par M. Dumon; M. le président déclare que l'amendement de M. Dumon doit avoir la priorité p. 755. — M. Van Fleteren demande la parole pour une motion d'ordre, afin de protester contre le silence du gouvernement, p. 755. — M. le président déclare qu'il ne peut donner la parole à personne, la discussion étant close, p. 755. — L'amendement de M. Dumon est rejeté par assis et levé, p. 755. — L'appel nominal est demandé sur l'article 1er de la proposition de MM. Magnette et consorts et cet article est rejeté par 85 voix contre 48 et 4 abstentions, p. 755. — Se sont abstenus : MM. Fraiture, Remouchamps, Braffort et Demeulemeester, p. 756. — M. le président déclare qu'en conséquence de ce vote, les autres articles de la proposition de MM. Magnette et consorts viennent à disparaître, p. 755.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand (présentée par MM. Speyer et consorts).

M. le président donne lecture de l'article 1er de la proposition de MM. Speyer et consorts, p. 756. — M. Speyer demande l'appel nominal, et l'article 1er de sa proposition est rejetée par 80 voix contre 54 et 3 abstentions, p. 756. — Se sont abstenus : MM. Fraiture, Remouchamps et Demeulemeester, p. 756. — M. le président déclare qu'en conséquence de ce vote les autres articles de la proposition de MM. Speyer et consorts viennent à disparaître, p. 756.

Motion d'ordre de M. le comte de Broqueville (renvoi à la commission).

Motion d'ordre de M. le comte de Broqueville, qui fait la proposition formelle suivante : « Les propositions et amendements soumis au Sénat sont renvoyés à la commission des sciences et des arts, qui est priée de les examiner d'urgence. » M. le comte de Broqueville motive cette proposition et explique à l'assemblée ce qu'il considère, en l'espèce, comme un examen d'urgence, p. 756, 757. — M. Lekeu déclare, en son nom personnel, ne pas s'opposer à la proposition de M. le comte de Broqueville, fait diverses observations quant à la question d'urgence, et demande notamment s'il ne serait pas utile de renvoyer plutôt à une commission spéciale qu'à la commission des sciences et des arts, p. 757. — M. Derbaix, président de la commission des sciences et des arts appuie la proposition de M. Lekeu, quant au renvoi à une commission spéciale, p. 757. — M. le comte de Broqueville fait encore diverses observations et appuie la demande de M. Lekeu tendant au renvoi à une commission spéciale, p. 757. — Discussion : MM. Magnette (qui admet la proposition de renvoi de M. le comte de Broqueville et appuie le renvoi à une commission spéciale), Feron (qui approuve la constitution d'une commission spéciale mais demande qu'il soit voté, avant le renvoi de la question à la commission, sur la proposition de loi présentée par MM. Braun et consorts), Deswarte (qui parle en son nom personnel et admet la proposition de renvoi à une commission spéciale; M. Deswarte demande en outre que cette commission soit formée par le bureau et appuie la proposition de M. Feron, tendant à ce qu'il soit voté, avant le renvoi, sur la proposition de loi de M. Braun), le comte de Broqueville (qui estime préférable de ne pas voter sur la proposition Braun, afin de ne pas rendre impossible), Braun (qui tait remarquer que la commission ne peut être saisie que de sa proposition et de celle de M. Van Roosbroeck et déclare retirer sa proposition se réservant de la soumettre à la commission spéciale), M. Van Roosbroeck (qui fait la même déclaration que M. Braun), p. 758, 759. — Observations de MM. Van Fleteren, Lekeu, Lebon, Speyer, p. 758, 759. — M. le président déclare que toutes les propositions sont donc retirées et constate l'accord du Sénat sur l'idée de la constitution d'une commission spéciale qui serait chargée d'examiner une solution nouvelle, p. 759. — Adhésion du Sénat, p. 759.

Observations de MM. Van Fleteren, Lekeu, Lebon, Speyer, p. 758, 75. — M. le président déclare que toutes les propositions sont donc retirées et constate l'accord du Sénat sur l'idée de la constitution d'une commission spéciale qui serait chargée d'examiner une solution nouvelle, p. 759. — Adhésion du Sénat, p. 759.

M. le président demande ensuite au Sénat s'il est d'accord pour charger le bureau de former cette commission, p. 759.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

M. Van Fleteren prend la parole par motion d'ordre afin de déposer sur le bureau du Sénat une motion demandant la démission du ministre des sciences et des arts, et motive cette proposition, p. 759. — M. le président commence par faire remarquer à M. Van Fleteren que ce n'est pas là une motion d'ordre et qu'il va devoir lui retirer la parole, puis, lui fait observer que la nomination des ministres appartient au Roi seul, et que le Sénat n'a pas à s'immiscer dans une prérogative royale. M. le président déclare donc l'incident clos, p. 759.

M. Ryckmans prie le Sénat de ne pas charger le bureau de la constitution de la commission spéciale chargée d'examiner le projet sur l'emploi des langues à l'université de Gand, p. 759. — M. Lekeu appuie la proposition de M. Deswarte et insiste pour que le bureau désigne la commission. M. Mousty demande si parlementairement le Sénat est encore saisi de la question flamande, p. 759, 760. — M. le président déclare qu'il y a une décision prise : celle de constituer une commission spéciale et met aux voix la proposition tendant à confier la nomination de cette commission spéciale au bureau, p. 760. — Cette proposition est adoptée par assis et levé, p. 760.

Observations de M. Volckaert sur le point de savoir quand la discussion viendra en séance publique, p. 760.

M. le président indique au Sénat la composition de la commission spéciale et prie cette commission de se réunir à la fin de la séance afin de se constituer et d'arrêter la marche de ses travaux, p. 767. — M. Deswarte soumet au Sénat la question de l'application de l'article 59 du règlement, en ce qui concerne l'assistance des sénateurs (sans voix délibérative) aux séances des commissions dont il ne font point partie; estime, en ce qui le concerne, qu'il serait préférable, pour le projet de loi linguistique, que les sénateurs qui ne font point partie de la commission n'assistent pas aux réunions de la commission spéciale, p. 767. — M. Deswarte, estime encore que cette décision devrait être interprétée de façon à ce que un membre puisse être entendu, s'il le demandait, p. 767. — Sont entendus : MM. Lekeu (qui marque l'accord de la gauche socialste quant à la proposition et à l'interprétation de M. Deswarte), Speyer (qui marque également son accord, mais estime que les auteurs des propositions de loi doivent être admis aux réunions de la commission), Braun (qui estime que la commission doit conserver le droit de convoquer des membres qu'elle désirerait entendre), le baron Descamps (qui déclare être d'accord sur les différentes propositions émises, mais fait remarquer que cela ne doit pas créer un précédent), p. 767. — M. Lekeu propose encore que la commission ne fasse pas de communications à la presse, p. 767. — M. le président constate l'accord de l'assemblée sur ces différentes propositions et déclare, en réponse au baron Descamps, que le Sénat décidera, dans chaque cas, la procédure à adopter, p. 767.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (due à l'initiative de Mme Spaak et signée par Mme Spaak, MM. Hénault, Lombard, Ronvaux, Seeliger et Vanderick.)

Doc. — Développements, n° 122. — Annexe : Proposition de loi, n° 122.

Ann. — Mme Spaak dépose cette proposition de loi, p. 790 (27 mars 1923). — M. le président déclare que cette proposition de loi sera renvoyée à la commission spéciale chargée de l'examen des propositions relatives à l'université flamande, p. 790.

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission spéciale chargée d'examiner la question de l'emploi des langues dans l'enseignement supérieur, p. 798.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand (due à l'initiative de M. Vinck).

Doc. — Développements n° 131. — Annexe : Propositions de loi, n° 131.

Ann. — M. le président annonce le dépôt de cette proposition de loi, p. 813 (26 avril 1923). — M. le président donne lecture de cette proposition de loi, p. 813, 814.

La proposition de loi de M. Vinck étant appuyée par quatre membres au moins, M. le président ouvre la discussion sur la prise en considération, p. 820.

La prise en considération est adoptée sans observations et la proposition de loi est renvoyée à la commission chargée d'examiner les diverses propositions relatives à cette question, p. 820.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Rapport de la commission spéciale chargée de rechercher une solution transactionnelle quant à l'emploi des langues à l'université de Gand.

Doc. — Rapport fait par M. Lafontaine, président, n° 142. — En annexe au rapport sont distribués avec dispense de la formalité de la prise en considérations trois propositions : 1° Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (due à l'initiative de M. Braun), n° 143. — 2° Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (due à l'initiative de M. Van Roosbroeck), n° 144. — 3° Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'université de Gand (due à l'initiative de M. de Broqueville), n° 145.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 163.

Ann. — Dépôt, par M. Lafontaine, du rapport de la commission spéciale chargée de rechercher une solution transactionnelle, nt à l'emploi des langues à l'Université de Gand, Lafontaine présente deux observations : 1° prie le Sénat décider que trois propositions de loi, dont la commission é saisie, et dues respectivement à l'initiative de : 1° M. le te de Broqueville; 2° M. Braun; 3° M. Van Roosbroeck, seront imprimées en même temps que le rapport et ne seront pas soumises à la formalité de la prise en considération; 2° émet le vœu de voir le Sénat aborder, dans le plus bref délai possible, l'examen de cette question, p. 899. — M. Speyer propose de fixer immédiatement la date de la discussion, p. 899. — Observations de M. le président comte t'Kint de Roodenbeke et Van Fleteren, p. 899. — L'ouverture de la discussion est fixée à quinzaine (mercredi 6 juin), p. 899.

Proposition de loi relative à l'Université de Gand (due à l'initiative de M. Renard et signée par M. Renard, Mme Spaak et M. Hannick). Développements, n° 154. — Annexe : Proposition de loi, n° 154.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Renard, p. 1033 (31 mai 1923).

Vote et adoption de la prise en considération, p. 1021. — M. le président déclare que régulièrement, cette proposition de loi devrait être renvoyée à la commission des sciences et des arts, mais estime que le Sénat sera unanime à décider qu'elle sera jointe aux cinq autres propositions de loi similaires dont la discussion est inscrite à l'ordre du jour, p. 1021. — Adhésion du Sénat, p. 1021.

M. le président propose, pour la clarté du débat, de procéder d'abord à une discussion générale qui porterait sur les diverses propositions de loi dont le Sénat est saisi et de passer ensuite à l'examen des articles de ces propositions, dans l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

Ann. — Ces propositions sont admises, p. 1021.

Discussion générale. Discussion de M. Renard (qui motive sa proposition de loi), p. 1021. — Observations de MM. Speyer et Van Fleteren, p. 1021.

Discours de Mme Spaak, qui motive sa proposition de loi, p. 1021 à 1023.

Discours de MM. Lekeu, Lebon, Ligy, Ryckmans, Nolf, m. s. a., Seeliger, Remouchamps, Deswarte, p. 1023 à 1027. — Interruptions de MM. Weyler, Van Fleteren, Delannoy, Lebon, Renard, Wittemans, p. 1025 à 1027.

Motion d'ordre de M. Damas, qui proteste contre les discours prononcés en flamand et motive sa protestation, p. 1027.

M. le président annonce que l'on va aborder l'examen de la proposition de Mme Spaak, p. 1027. — M. Speyer proteste contre cette procédure, trois propositions de loi seulement ayant été motivées par leurs auteurs, p. 1028. — Observations de MM. le président comte t'Kint de Roodenbeke et Delannoy, p. 1028. — M. Braun déclare, en son nom et au nom de ses amis, renoncer à la proposition de loi qu'ils avaient présentée, en faveur de celle proposée par M. le comte de Broqueville, annonce un amendement à cette proposition de loi et demande, cet amendement n'ayant pu encore être déposé, s'il ne conviendrait pas de suspendre la séance quelques instants, p. 1028. — Observations de MM. Van Fleteren, Speyer (qui insiste pour que M. le comte de Broqueville motive sa proposition de loi). Volckaert, Magnette, p. 1028.

M. le président met aux voix la proposition de suspension de séance présentée par M. Braun et cette proposition est rejetée par assis et levé, p. 1028. — Observations de M. Speyer au sujet de l'amendement annoncé par M. Braun, p. 1028. — M. le comte de Broqueville fait diverses observations et déclare que, étant assuré que le parti libéral est décidé à voter contre sa proposition, il estime inutile de la développer, p. 1028, 1029. — M. Speyer donne un démenti formel à la déclaration de M. le comte de Broqueville, quant à l'attitude des sénateurs libéraux, p. 1028, 1029. — M. Van Fleteren proteste, au nom du parti socialiste, qui semble avoir été ignoré par M. le comte dee Broqueville, p. 1028, 1029. — M. Vauthier prie M. le comte de Broqueville de ne pas maintenir son accusation contre le parti libéral et prie à nouveau M. le comte de Broqueville d'indiquer au Sénat les idées de son projet, p. 1029.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

M. le président met aux voix *l'article 1er de la proposition de Mme Spaak*, et cet article est rejeté par 78 voix contre 53 et une abstention, p. 1029 (6 juin 1923). S'est abstenu : M. Weyler, p. 1029. — M. le président déclare que le rejet de l'article 1er entraîne la disparition de la proposition de loi de Mme Spaak, p. 1029.

M. le président met aux voix *l'article 1er de la proposition de loi de M. Vinck* et cet article est rejeté à l'unanimité des 133 membres présents, p. 1030. — M. le président déclare que ce vote entraîne la disparition de la proposition de loi de M. Vinck, p. 1030.

M. le comte de Broqueville s'explique au sujet d'un malentendu qui a régné entre lui et M. Speyer, propose l'ajournement au lendemain et expose la situation de sa proposition et de l'amendement présenté à cette proposition par M Braun, p. 1030. — M. Lekeu proteste contre la proposition d'ajournement, p. 1030.

M. Van Roosbroeck déclare, en présence de l'attitude intransigeante de certains membres, *retirer sa proposition*, p. 1030, 1031.

Observations de MM. Volckaert, Lekeu et le comte de Broqueville au sujet de la proposition d'ajournement au lendemain, p. 1031. — M. le président met aux voix par assis et levé la proposition d'ajournement de M. le comte de Broqueville, p. 1031. — M. le président indique le recensement des votes, constatant que la proposition d'ajournement est adoptée par 66 membres contre 59, p. 1031. — L'extrême gauche demande l'appel nominal sur la proposition, p. 1031. — M. Van Fleteren proteste contre la manière dont cette proposition a été mise aux voix, p. 1031. — M. le président déclare qu'il n'y a aucun doute sur le résultat de l'épreuve et que, en conséquence, le vote reste acquis, p. 1031. — Observations de MM. Lekeu et Seeliger, p. 1031.

Proposition de loi de M. le comte de Broqueville.

Discussion. M. le comte de Broqueville prononce un discours d'union patriotique, donne lecture d'une lettre de M. le comte Visart de Bocarmé et motive sa proposition de loi, p. 1033 à 1036. — Interr. de MM. Speyer, Magnette, Guyaux, p. 1036. — M. Braun s'explique au sujet de son amendement et des circonstances dans lesquelles il a été déposé, p. 1036 à 1038. — Interr. de MM. Seeliger, Van Fleteren, Speyer, Vinck, Volckaert, Mousty, p. 1036 à 1038. — Sont entendus : M. Vauthier (qui termine son discours en indiquant les conditions auxquelles il pourrait admettre le projet de M. le comte de Broqueville et propose un amendement à cet effet), Magnette (qui fait remarquer notamment qu'il estime que l'objet en discussion est devenu une question purement politique), Lebon (qui présente un amendement au § 1er de l'article 2), Pastur (qui justie l'attitude qu'il prend), Dejace (qui motive son vote), Van Fleteren (qui motive son vote), Weyler (qui motive son vote), p. 1038 à 1042. — Interr. de MM. Guyaux, Seeliger, Van Overbergh, Van Fleteren, Beauduin, le baron Ruzette, m. a., t. p. (qui, en réponse à l'affirmation de M. Magnette, déclare qu'il n'a pas envisagé un seul instant le point de vue politique, mais qu'il n'a eu en vue que le point de vue national), Volckaert, le comte de Broqueville, le vicomte Berryer, m. i. h., Speyer, Lion, Deswarte, Mousty, p. 1038 à 1041. — M. Lion fait une rectification à une interruption qu'il a faite au discours de M. Pastur, p. 1042. — M. Gillain motive ses votes, p. 1042.

M. Speyer propose de voter d'abord sur l'article 2 du projet de M. le comte de Broqueville, cet article ayant une portée essentielle, p. 1042. — M. Ryckmans proteste contre la demande de M. Speyer et fait diverses observations, p. 1042.

Vote sur les articles de la proposition de M. de Broqueville.

Article 1er. L'extrême gauche demande l'appel nominal et l'article 1er est adopté par 92 voix contre 46 et 2 abstentions, p. 1043 (7 juin 1923). — Se sont abstenus : MM. Weyler et De Bast, p. 1043.

Article 2. M. le président met aux voix un amendement de M. Lebon, p. 1043. — M. Lebon demande l'appel nominal et M. le président déclare qu'il ne peut faire droit à cette demande, le vote étant commencé, p. 1043. — L'amendement

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

de M. Lebon est rejeté par assis et levé, p. 1043. — M. le président met aux voix l'amendement de M. Vauthier; M. Speyer demande l'appel nominal. M. Lebon proteste contre cette demande et la demande d'appel nominal n'étant pas appuyée, l'amendement est mis aux voix par assis et levé et est rejeté, p. 1043. — M. le président met aux voix l'amendement présenté par MM. Braun et Beauduin, p. 1043. — M. Lebon déclare avant le vote que ses amis et lui, désireux d'aboutir, voteront cet amendement dans un but de conciliation, p. 1043, 1044. — L'amendement de MM. Braun et Beauduin est adopté par 72 voix contre 65 et trois abstentions, p. 1044. — Se sont abstenus : MM. Pastur, Weyler et Dejace, p. 1044.

M. Volckaert propose, par motion d'ordre, l'ajournement du débat et motive sa proposition, p. 1044. — M. le président fait remarquer à M. Volckaert que le règlement ne comporte aucune indication quant à l'heure des votes, p. 1044. — M. Volckaert demande en conséquence qu'il soit procédé au vote par appel nominal sur sa proposition, p. 1044. — M. le président déclare que la demande de M. Volckaert est de droit et cette proposition d'ajournement est rejetée par 86 voix contre 46 et 6 abstentions, p. 1044. — Se sont abstenus : MM. le comte Goblet d'Alviella, Keesen, Magnette, Remouchamps, Speyer et De Bast, p. 1044, 1045.

Reprise du vote sur l'article 2. M. le président met aux voix l'ensemble de l'article qui est adopté par 72 voix contre 65 et 2 abstentions, p. 1045. — Se sont abstenus : MM. Weyler et Dejace, p. 1045.

Un grand nombre de membres désirant savoir si la séance va continuer. M. Liebaert propose de poursuivre la discussion, p. 1048. — M. Speyer proteste contre cette proposition, p. 1045. — M. le président fait remarquer qu'il est d'usage que les séances se terminent à cinq heures, et que, si M. Liebaert maintient sa proposition, celle-ci devra être mise aux voix, p. 1045. — M. Liebaert maintient sa proposition et la motive, p. 1045. — Observations de MM. Deswarte, Speyer, Volckaert, Seeliger, Remouchamps, p. 1045. — M. le marquis Impériali, au nom d'un grand nombre de ses collègues de la droite, demande la remise de la discussion au mardi suivant, p. 1045. — M. le président déclare que, le Sénat n'étant pas unanime pour continuer la discussion, il lève la séance, p. 1045.

Reprise du vote sur les articles de la proposition de M. le comte de Broqueville.

Article 3. M. le président met cet article aux voix par assis et levé. L'épreuve étant douteuse, il est procédé au vote par appel nominal et l'article est adopté par 71 voix contre 70 et 2 abstentions, p. 1048. — Se sont abstenus : MM. Nellens et Weyler, p. 1048.

Article 4. M. Seeliger demande l'appel nominal et cette demande est appuyée par l'extrême gauche, p. 1048. — L'article 4 est adopté par 74 voix contre 71 et une abstention, p. 1048. — S'est abstenu : M. Nellens, p. 1049.

Articles 5 et 6. Adoptés par assis et levé, p. 1049.

Article 7. L'extrême gauche demande l'appel nominal et l'article 7 est adopté par 74 voix contre 72 et une abstention, p. 1049. — S'est abstenu : M. Nellens, p. 1049.

Article 8. L'article 8 est mis aux voix par assis et levé, l'épreuve étant douteuse, il est procédé au vote par appel nominal et l'article est adopté par 74 voix contre 72 et une abstention, p. 1049. — S'est abstenu : M. Nellens, p. 1050.

M. le président demande au Sénat s'il y a unanimité pour procéder immédiatement au second vote; l'extrême gauche s'oppose à cette demande et le second vote est fixé au surlendemain jeudi, p. 1050. — M. Pastur demande si certains membres ne pourraient pas être autorisés à motiver immédiatement leur vote, p. 1050. — MM. le comte de Broqueville et le vicomte Berryer, m. i. h., déclarent que cela n'est pas admissible et M. Pastur déclare ne pas insister, p. 1050.

Vote en seconde lecture.

Article 2. M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote, p. 1077. — Discours de M. Speyer (qui conjure le Sénat de repousser la proposition de M. de Broqueville afin de laisser la porte ouverte à celle de M. Renard, qui pourrait peut-être apporter l'apaisement, Pastur (qui déclare que lui et ses amis émettront un vote négatif), De Blieck (qui motive son vote ainsi que celui de MM. Weyler et Beauduin), Delannoy (qui motive son vote), Braun (qui proteste contre le discours de M. Pastur, et déclare que ce projet est motivé non seulement par le désir de rétablir l'union de la droite, mais aussi la concorde nationale), Lekeu (qui demande que l'on procède immédiatement au vote et renonce à prononcer un

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

discours), Lejeune (qui motive son vote), Van Ormelingen (qui motive son vote), Gillain (qui motive son vote), Braffort (qui motive son vote), Thiébaut (qui motive son vote et propose un amendement), p. 1077 à 1084. — Interr. de MM. Liebaert, Van Overbergh, Mousty, J. Nolf, Deswarte, Lebon, Van Fleteren, Baeck, Lekeu, Volckaert, le marquis Impériali, De Blieck, le comte de Broqueville, du Four, Speyer, Moyersoen, m. i.., Dufrne, le vicomte Berryer, p. 1078 à 1084.

M. Magnette déclare qu'il avait demandé la parole pour une motion d'ordre, afin de proposer la clôture, mais que cette motion devient sans objet, M. le président ayant déclaré la discussion close, p. 1084.

M. le président donne lecture de l'amendement qui vient d'être présenté par M. Thiébaut, et, cet amendement n'étant pas appuyé, M. le président déclare qu'il vient à disparaître, p. 1084. — M. le président donne lecture d'un amendement de MM. Braun et Beauduin, adopté au premier vote et déclare que, d'après l'article 49 du règlement, cet amendement doit être mis aux voix en premier lieu, p. 1084. — Observations de M. Feron au sujet de la procédure à suivre, p. 1084. — M. le président met aux voix l'amendement de MM. Braun et Beauduin, tel qu'il a été admis au premier vote. L'appel nominal est demandé et l'amendement est rejeté par 75 voix contre 72, p. 1084, 1085. — M. le président met aux voix l'article 2, tel qu'il était conçu primitivement, dans la proposition de loi de M. de Broqueville; l'appel nominal n'est pas demandé et l'article 2 est rejeté par assis et levé, p. 1085.

L'ensemble de la proposition de loi est rejeté par 140 voix contre 4 et 2 abstentions, p. 1085 (14 juin 1923). — Se sont abstenus : MM. Lejeune et Weyler, p. 1085.

Proposition de loi de M. Renard.

M. le président met en discussion la proposition de loi de M. Renard, p. 1085.

M. Renard déclare, ne voulant pas faire le jeu de la droite et d'accord avec ses amis, retirer sa proposition, p. 1085.

Motion d'ordre de M. Magnette qui délare dans un but de conciliation et au nom de plusieurs de ses amis, que la proposition de M. Renard est reprise, notamment par M. Vauthier, p. 1085, 1086. — Observations de MM. le vicomte Berryer, m. i. h., Van Fleteren, Lebon, Allewaert, Deswarte, Huisman-Vanden Nest (qui déclare qu'il reprendrait aussi la proposition, mais avec certaines modifications), Seeliger, Lekeu, p. 1085, 1086. — M. Magnette demande que la proposition reprise par M.Vauthier soit renvoyée à la commission, p. 1086. — M. Lekeu demande, au nom de ses amis, que la procédure réglementaire soit suivie, p. 1086. — M. le président déclare que, d'après l'article 50 du règlement, quand une proposition retirée est reprise par un autre membre, la discussion doit continuer, p. 1086. — Sont entendus : MM. Carton (qui adresse des reproches au parti socialiste), Vauthier (qui proteste contre les paroles prononcées par M. Carton, qui indique à l'assemblée les motifs pour lesquels il a repris la proposition de loi de M. Renard et demande que cette proposition soit renvoyée soit à la commission des sciences et des arts, soit à la commission spéciale), Lekeu (qui attaque la droite), p. 1086 à 1088. — Interr. de MM. Moyersoen, Seeliger, le marquis Impériali, Van Fleteren, Baeck, Volckaert, Guyaux, Pastur, J. Nolf, p. 1086 à 1088. — M. Ryckmans prie M. le président de remettre la suite de la discussion, afin qu'elle puisse être poursuivie dans le calme, p. 1088. — M. Pastur prend la parole pour un fait personnel, afin de protester contre les attaques lancées par M. Lekeu à l'adresse du parti catholique, p. 1088. — Observations de MM. Lekeu et Volckaert, p. 1088. — M. le président déclare que la suite du débat est remise au mardi suivant, p. 1088.

Motion d'ordre de M. Digneffe qui prie le Sénat d'acter que, ayant dû se rendre en mission à l'étranger, pendant la discussion de la question de l'université de Gand, il avait pairé avec M. Brijs pour tous les votes concernant cette question, p. 1091.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (projet présenté par le gouvernement : Projet Nolf).

Doc. — Exposé des motifs, n° 175. — Annexe : Projet de loi, n° 175.

Rapport fait par M. Carnoy, n° 179. — Notes de minorités signées par Mme Spaak et M. Remouchamps et par M. Vermeylen, n° 179.

Amendement présenté à l'article 1er par MM. Speyer et Poelaert, n° 181.

Amendement présenté à l'article 2 par MM. Speyer et Carpentier, n° 181.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Amendements présentés aux articles 3 et 5 par MM. Speyer et Depage, n° 181.

Amendements présentés par M. Remouchamps aux articles 1er, 7 et 9, et disposition transitoire, n° 188.

Ann. M. Nolf, m. s. a., dépose un projet de loi réglant le statut linguistique à l'université de Gand, demande le renvoi de ce projet à la commission des sciences et des arts et prie l'assemblée d'en fixer la discussion le plus tôt possible, p. 1113 (4 juillet 1923).

Dépôt par M. Carnoy du rapport sur ce projet de loi, p. 1151 (10 juillet 1923). — M. Derbaix propose, pour répondre au désir de membres de la gauche, de fixer la discussion au mardi suivant, 17 juillet, et cette demande est admise, p. 1151.

M. le président annonce le dépôt par MM. Speyer et consorts d'amendements aux articles 1er, 2, 3 et 5, p. 1172.

Discussion générale. Discours de MM. Van Fleteren, Vauthier, Nolf, m. s. a., p. 1187, 1195. — Interruption de MM. Deswarte, Lekeu, Beauduin, Speyer, Van Fleteren, Hénault, Wittemans, p. 1189 à 1194. — Discours de MM. Dejace, Speyer, Lekeu, Depage (qui justifie son vote), Vermeylen, de Kerchove d'Oulsselghem, p. 1196 à 1202. — Interruption de Baeck, du Four, Vinck, Braun, Vermeylen, Van Overbergh, Franck, m. c., Liebaert, Nolf, m. s. a., Mousty, Van Roosbroeck, Dejace, p. 1196 à 1202. — Discours de MM. Remouchamps, Deswarte, Franck, m. c., Allewaert, Liebaert, p. 1203 à 1213. — Interruption de MM. Nolf, m. s. a., Van Overbergh, Deswarte, Speyer, Van Fleteren, Lekeu, le comte de Broqueville, Franck, m. c., Lebon, Hénault, Masson, m. j., Jaspar, m. a. ét., Remouchamps, Huisman-van den Nest, Wittemans, Volckaert, Mousty, p. 1203 à 1213.

Discussion des articles.

Article 1er. M. le président donne lecture du texte du gouvernement et d'amendements présentés 1° par M. Remouchamps; 2° par MM. Speyer et Poelaert, p. 1213. — Sont entendus : MM. Speyer (qui pose une question à M. Nolf, m. s. a. et motive son amendement), le comte Goblet d'Alviella (qui appuie les observations faites par M. Speyer), Remouchamps (qui motive l'amendement qu'il a présenté), p. 1213, 1214. — M. Nolf, m. s. a., répond brièvement aux observations qui viennent d'être présentées et termine son discours en insistant, au nom du gouvernement, pour que le projet de loi soit voté par la haute assemblée, dans la forme qu'il lui a donnée lui-même et de rejeter tous les amendements qui modifient d'une façon sensible l'esprit ou le texte du projet de loi; M. Nolf, m. s. a., déclare, en outre, que les amendements présentés à l'article 1er sont de cette espèce, p. 1214, 1215. — Interr. de MM. Van Overbergh, le comte Goblet d'Alviella, Lekeu et Remouchamps, p. 1215. — L'amendement de M. Remouchamps est rejeté, p. 1215. — L'amendement de MM. Speyer et consorts est rejeté, p. 1215. — L'article 1er est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1215.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'un amendement présenté par MM. Speyer et Carpentier, p. 1215. — Sont entendus : MM. Speyer (qui proteste contre la déclaration du gouvernement, posant la question de confiance, non seulement sur l'ensemble de la loi, mais sur chaque article et chaque mot; fait remarquer que ce système de discipline à outrance n'a jamais été employé par aucun gouvernement, même à l'époque où ceux-ci s'appuyaient sur une majorité homogène, puis motive l'amendement qu'il a présenté), Masson, m. j. (qui répond au discours de M. Speyer et déclare que le projet présenté par le gouvernement n'est pas une œuvre politique, que c'est une œuvre nationale, une œuvre de paix, ayant pour objet de donner satisfaction à des revendications légitimes des uns et à tempérer les alarmes des autres; que c'est pour ce motif que la question de confiance est posée), p. 1215 à 1217. — Interr. de MM. Van Fleteren, Van Roosbroeck, De Blieck, Volckaert, Lekeu, le comte de Broqueville, Guyaux, François, p. 1216, 1217. — L'amendement de M. Speyer est rejeté, et l'article 2 est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1217.

Art. 3. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'un amendement de MM. Speyer et Depage, relatif à l'enseignement clinique, p. 1217. — M. Speyer déclare que cet amendement est retiré et est remplacé par un nouveau texte proposé par M. Depage, p. 1217. — Sont entendus : MM. Depage, Nolf, m. s. a., p. 1217, 1218. — Observations de MM. Masson, m. j., Deswarte, Lekeu, le marquis Impériali, p. 1217, 1218. — L'amendement de M. Depage est rejeté et l'article 3 est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1218.

Art. 4. M. Nolf, m. s. a., prie, à cette occasion, M. Dejace de faire confiance au gouvernement en ce qui concerne l'université de Liége, p. 1218. — Observations de M. Dejace, p. 1218. — L'article 4 est adopté, p. 1218.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Flamand (suite)*

Art. 5. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'un amendement présenté par MM. Speyer et Depage, p. 1218. — Sont entendus : MM. Speyer (qui proteste à nouveau contre la manière dont la question de confiance est posée et fait diverses observations quant aux cours facultatifs entièrement libres), p. 1218. — Nolf, m. s. a., p. 1218. — Observations de MM. Masson, m. j., Van Overbergh, Dufrane et Van Fleteren, p. 1218. — M. Speyer déclare retirer son amendement, étant certain que celui-ci ne serait pas adopté, p. 1219. — L'article 5 est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1219.

Art. 6. Adopté sans observation, p. 1219.

Art. 7. M. le président indique un amendement de M. Remouchamps tendant à la suppression de l'article. Cet amendement est rejeté et l'article 7 est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1219.

Art. 8. Adopté sans observation, p. 1219.

Art. 9. M. le président donne lecture du texte proposé par le gouvernement et d'un amendement proposé par M. Remouchamps, en faveur du personnel administratif, p. 1219. — M. Remouchamps insiste sur son amendement, malgré les déclarations du gouvernement p. 1219. — M. Nolf, m. s. a., déclare adhérer au principe de l'amendement de M. Remouchamps, sous réserve que, par suite de son adoption, le vote ne soit pas reporté au lendemain, p. 1219. — M. Deswarte s'oppose à ce que le vote en seconde lecture ait lieu le jour même, p. 1219. — M. Remouchamps déclare, dans ces conditions, retirer son amendement, M. Nolf, m. s. a., s'étant engagé à prendre des mesures qui seront l'équivalent de son amendement, p. 1219. — L'article 9 est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1219.

M. le président donne lecture d'une disposition transitoire proposée par M. Remouchamps, et cette disposition est rejetée par assis et levé, p. 1220.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 74 voix contre 55 et 7 abstentions, p. 1220 (18 juillet 1923). — Se sont abstenus : MM. Berger, Demerbe, Digneffe, Hicguet, Lebon, E. Nolf, Asou, p. 1220. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

M. le marquis Imperiali déclare que M. Pastur, hostile au projet, l'a prié d'informer le Sénat qu'il aurait émis un vote négatif, mais qu'il avait pairé avec M. Limage pour tous les votes de cette séance, p. 1220.

Motion d'ordre de M. Calonne, qui déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote négatif sur le projet Nolf, p. 1244.

Motion d'ordre de M. Vandevoorde, qui fait une rectification au *Compte rendu analytique* du 18 juillet et déclare qu'il a émis un vote négatif sur le projet Nolf, p. 1260.

Universités de l'Etat. — Traitements.

Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs, inspecteurs des universités de l'Etat (due à l'initiative de M. Remouchamps).

V. session 1921-1922.

Doc. — Amendement présenté par M. Deswarte à l'article unique, n° 6.

Texte amendé par la Chambre des représentants, n° 96.

Rapport fait par M. Remouchamps sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 111.

Ann. — Motion d'ordre de M. Remouchamps qui prie le Sénat de voter d'urgence sa proposition de loi, celle-ci ayant recueilli l'accord unanime de la commission, p. 4.

Discussion générale. Sont entendus : MM. Remouchamps, rap. (qui déclare se rallier à un amendement de M. Deswarte), et Nolf, m. s. a. (qui déclare que le gouvernement se rallie à la proposition de loi et à l'amendement présenté par M. Deswarte), p. 4.

L'article unique est adopté sans observations, ainsi que l'amendement de M. Deswarte, p. 4.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 4 (14 novembre 1922). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Enseignement : ENSEIGN. SUPÉR. *Univ. Etat : Traitements (suite)*

Texte amendé par la Chambre des représentants :

Dépôt du rapport par M. Derbaix, au nom de M. Remouchamps, empêché, p. 768 (22 mars 1923).

M. Magnette demande l'urgence pour ce projet de loi qui est fixé à la séance du mardi suivants, p. 768.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 768.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 788 (27 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

INSTITUT NATIONAL DES MINES DE FRAMERIES. — V. Droits civils : Personnification civile.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE D'ANVERS. — V. Droits civils : Reconnaissance légale.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Traitements.

Projet de loi concernant les traitements du personnel des établissements d'instruction moyenne dirigés par l'Etat.

Doc. — Exposé des motifs, n° 187. — Annexe : Projet de loi, n° 187.

Rapport fait par M. Remouchamps, n° 200.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Nolf, m. s. a., p. 1183. — M. Nolf, m. s. a., estime que ce projet ne rencontrera pas d'opposition et demande que l'examen en soit abordé sans retard, p. 1184 (11 juillet 1923). — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts, p. 1184.

Dépôt du rapport par M. Remouchamps, p. 1244 (19 juillet 1923). — M. Remouchamps demande l'urgence pour ce projet et cette demande est admise, p. 1244. — M. Remouchamps donne lecture de son rapport, p. 1244.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1244.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 83 membres présents, p. 1253 (19 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Nombre de journées scolaires et dates des vacances.

Projet de loi fixant : a) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; b) les dates des vacances.

Doc. — Projet de loi, n° 177.

Rapport fait par M. Weyler, n° 182.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Weyler, p. 1163 (10 juillet 1923).

Peines disciplinaires. Recours au Roi.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. — Projet de loi, n° 203.

Rapport fait par M. Weyler, n° 216.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Weyler, p. 1265 (24 juillet 1923). Les articles sont adoptés sans observations, p. 1283, 1284.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et une abstention, p. 1302 (25 juillet 1923). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1302. — Le projet est soumis à la sanction royale.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

Projet de loi remplaçant le grade de médecin vétérinaire par celui de docteur en médecine vétérinaire.

Doc. — Exposé des motifs, n° 173. — Annexe : Projet de loi, n° 173.

Rapport fait par M. Braffort, n° 198.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Ruzette, m. a. t. p., p. 1091 (28 juin 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de l'agriculture.

Dépôt du rapport par M. Braffort, p. 1220 (18 juillet 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1245.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix et une abstention, p. 1294 (24 juillet 1923). — S'est abstenu : M. Calonne, p. 1294. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Enseignement (*suite*)

ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET PROFESSIONNEL.

Institut supérieur de commerce d'Anvers. — Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. — V. Droits civils. Reconnaissance légale.

Institut national des mines à Frameries. — Projet de loi accordant la personnification civile à l'Institut national des mines, à Frameries. — V. Droits civils : Personnification civile.

ENSEIGNEMENT DANS LES TERRITOIRES D'EUPEN ET DE MALMÉDY. — (*Situation de cet enseignement*). — V. la rubrique : Interpellation au nom de M. Pirard.

Epargne de la femme mariée et du mineur. — V. Code civil.

Equivalence des services dans les armées belge et française pendant la guerre. — V. Armée.

Erection de communes. — V. Communes.

Escaut. — V. Communes : Anvers.

Espionnage. — V. Armée : Pigeons militaires.

Etat civil.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Publicité en matière de déclaration de présomption de décès. — V. Code civil : Actes de l'état civil.

Eupen-Malmédy.

ENSEIGNEMENT DANS LES TERRITOIRES D'EUPEN ET DE MALMÉDY. — V. la rubrique : Interpellations, au nom de M. Pirard (qui interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet de la situation de cet enseignement).

SUBSTITUTION DE LA MONNAIE BELGE A LA MONNAIE ALLEMANDE. — V. Finances : Monnaies.

Examens. — V. Enseignement.

Exportation. — V. Finances : Douanes.

Extrême-Orient. — V. Affaires étrangères : Chine.

Eylenbosch, élu sénateur provincial de la Flandre orientale en remplacement de M. le baron della Faille d'Huysse, décédé.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs, p. 117.

Prête serment, p. 117.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6. S'abstient au vote sur un amendement de M. Deswarte, p. 121.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Traite notamment la question des ouvriers belges travaillant en France, p. 219, 220.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Par motion d'ordre fait une rectification au recensement du vote et déclare avoir émis un vote négatif sur ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er, p. 730.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de succession. Discussion générale, p. 1380, 1381.

F

Fédération des coopératives pour dommages de guerre. — V. Finances : Emprunts.

Femme mariée (Epargne de la). — V. Code civil : Mariage.

Feron, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi autorisant le gouvernement à accéder à une convention signée à Genève, le 4 octobre 1922, par les gouvernements britannique, français, italien, tchéco-slovaque et autrichien en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financire. Rapport, n° 80.

Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du pacte de la Société des Nations, adoptées par la deuxième assemblée de la société, dans ses séances des 3, 4 et 5 octobre 1921. Rapport, n° 251.

Feron (*suite*)

Ann. — Interpelle le gouvernement sur le point de savoir s'il est résolu à faire respecter, de façon efficace, dans l'organisation de l'enseignement national à tous les degrés, en pays flamand, la liberté des pères de familles qui, usant de droit qui leur est garanti par l'article 23 de la Constitution, entendent que leurs enfants soient enseignés en français. Déclare que son interpellation n'est pas seulement adressée au ministre des sciences et des arts, mais au gouvernement tout entier et qu'il se mettra en conséquence d'accord avec le chef du gouvernement pour fixer la date du développement de son interpellation et déclare, en outre, qu'il se réserve de demander éventuellement l'urgence, p. 106. — Développe son interpellation au cours de la discussion générale du budget des sciences et des arts, p. 923 à 925. — Reprend la discussion de son interpellation, p. 938, 939. — Répond à M. Lekeu en ce qui concerne son attitude vis-à-vis de M. Destrée, lorsque celui-ci était ministre des sciences et des arts, p. 940, 941. — Observation, p. 941.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6, § 3, p. 125. — Observations au sujet d'alinéas additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts, p. 130. — Art. 10. Combat l'amendement de M. Poelaert, p. 154. — Art. 14, p. 158. — Art. 15, p, 164. — Chapitre III. De la réquisition des immeubles. Discussion, p. 183. — Motive son vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 216. — Observations au sujet du discours prononcé par M. Deswarte en motivant l'abstention de la gauche socialiste, p. 217. — Par motion d'ordre, prie le bureau d'examiner s'il est admissible que, sous prétexte de motiver leur abstention, certains orateurs rentrent, en fait, dans la discussion, p. 218.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 226, 227. — Répond au discours de M. Lafontaine, p. 229 à 236.

Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines), et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale. Discussion au sujet des conditions de la démission de M. Lippens, gouverneur du Congo, p. 339. — Observations, p. 342.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 364, 374, 380, 381, 460 à 462.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 420. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 424.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 509, 515. — Traite la question de la magistrature, p. 518, 519. — Observations, p. 527.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accéder à une convention signée à Genève, le 4 octobre 1922, par les gouvernements britannique, français, italien, tcheco-slovaque et autrichien, en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière. Dépose le rapport sur ce projet de loi et fait remarquer l'intérêt qu'il y aurait à le voter rapidement, ce projet ayant été voté à l'unanimité par la Chambre et ayant recueilli l'adhésion unanime de la commission du Sénat, p. 535. — Discussion générale. Prononce un discours afin de souligner devant le Sénat la portée du vote de ce projet de loi, p. 543, 544.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans dans les universités de l'Etat. Discussion générale. Annonce qu'il proposera, le mercredi suivant, la clôture de la discussion générale, p. 668. — Observations, p. 668. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 675, 676, 678, 690, 691, 698, 699, 709, 717. — L'article 1er du projet transmis par la Chambre ayant été rejeté, demande l'appel nominal sur le point de savoir si la proposition de M. Braun aura la priorité sur la proposition de M. Magnette et sur celle de M. Speyer, p. 740. — Insiste sur sa demande, p. 740. — Fait remarquer qu'il serait nécessaire que la proposition de M. Braun, dont le Sénat a admis la discussion sans exiger la filière réglementaire, soit avant tout précisée, justifiée et développée, p. 740, 741. — Observations, p. 751. — Après le rejet des propositions de loi de M. Magnette et de M. Speyer, approuve la constitution d'une commission spéciale mais demande que l'on commence par procéder immédiatement au vote sur la proposition de loi présentée par M. Braun, p. 758. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote, p. 1084.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921 entre l'Etat belge et la Compagnie du chemin de fer du Congo. Discussion générale, p. 763, 765, 766.

Feron (*suite*)

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 769.

Manifestation du dimanche 22 avril, à Bruges, en l'honneur des marins anglais, morts au cours de l'attaque de Zeebrugge. Par motion d'ordre, propose au nom du parlement belge, d'exprimer à la nation et au parlement britannique, l'admiration de la Belgique pour l'héroïsme des marins de la Grande-Bretagne, p. 795.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, p. 908. — Discussion des articles. Art. 1er. En réponse au discours de M. Van Overbergh, attire l'atetntion sur la nécessité de subsidier certaines institutions nouvelles, p. 912. — Observations, p. 913, 914.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1164, 1166, 1167.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés. Discussion, p. 1169.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 2. Fait diverses observations et propose un amendement à l'avant-dernier alinéa, p. 1184.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la Société anonyme des Tramways électriques de Gand, une convention en vue de l'exploitation des Tramways de Gand. Discussion générale, p. 1261.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Discussion générale, p. 1382.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais du 30 décembre 1922. Discussion générale, p. 1389, 1390.

Projet de loi portant approbation des articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte de la Société des Nations, adopté par la deuxième assemblée de la socété dans ses séances des 3, 4 et 5 octobre 1921. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1399.

Poursuite contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion au sujet d'une demande d'urgence pour l'interpellation de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu concernant la grève des cheminots et les sanctions prises à cette occasion par le gouvernement. Fait la proposition formelle que la discussion au sujet de la date à laquelle l'interpellation sera discutée soit remise au lendemain après-midi, p. 1416. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M Renier, p. 1465. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Fraiture, p. 1465.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Finances.

V. Congo : Finances.

ADJUDICATIONS, CONTRATS ET MARCHÉS PASSÉS PAR LES DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS PENDANT L'ANNÉE 1921.

Ann. — Etat sommaire de ces adjudications : transmis au Sénat par M. le ministre des finances en exécution de l'article 46 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, p. 835.

ALIÉNATION D'IMMEUBLES.

Ann. — Relevé des aliénations d'immeubles réalisées par vente de gré à gré ou échange pendant les années 1920, 1921 et 1922. Adressé au Sénat par M. le ministre des finances, en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1886, p. 1047.

BUDGETS.

Crédits provisoires.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi, n° 32.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 33.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius (21 décembre 1922.)

Les articles sont adoptés sans observations, p. 260, 261.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 37, p. 263 (28 décembre 1922). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : BUDGETS *(suite)*

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les divers budgets de l'exercice 1923.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 113.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 772 (22 mars 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 776, 777.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 77 voix contre 41, p. 786 (27 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 129.

Ann. — M. le président annonce que la Chambre vient de transmettre ce projet de loi qui présente un caractère d'urgence et prie le Sénat d'en aborder immédiatement l'examen, p. 810.

L'urgence est déclarée et M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, p. 810.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 810, 811.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 34, p. 811. — Le projet est soumis à la sanction royale (26 avril 1923).

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 151.

Ann. — M. le président annonce que ce projet vient d'être transmis par la Chambre et fait remarquer qu'il y aurait lieu de le discuter d'urgence, p. 994, (31 mai 1923). — M. le baron de Mévius fait également remarquer l'urgence de ce projet, mais estime qu'il conviendrait que la commission des finances fut préalablement réunie et qu'un rapport, au besoin verbal, fut présenté à la haute assemblée, p. 994. — M. le président déclare que cette procédure est conforme au règlement, mais estime que, si le Sénat est unanime, cette formalité pourrait être supprimée, p. 994. — M. le baron de Mévius propose la réunion immédiate de la commission des finances et annonce qu'il fera au besoin un rapport verbal à l'issue de cette réunion, p. 994. — Le Sénat étant unanime, M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 994.

M. le baron de Mévius dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 995.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 995, 996.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 58 voix contre 24, p. 996 (31 mai 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923.

Ann. — M. le président annonce que ce projet de loi vient d'être transmis par la Chambre des représentants et qu'il a immédiatement communiqué cet envoi à la commission des finances, p. 1094 (28 juin 1923). — M. le baron de Mévius indique les raisons pour lesquelles la Chambre a décidé de voter deux douzièmes provisoires et déclare que la commission des finances, moins les membres socialistes, a adopté ce projet de loi, p. 1094. — Observations de MM. Lafontaine et Lekeu p. 1094. — M. le baron de Mévius, rap., fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et, le Sénat étant unanime, l'urgence est déclarée, p. 1094.

Discussion générale. M. Lafontaine motive le vote de la gauche socialiste, p. 1094. — Observations de MM. le baron de Mévius et Lekeu, p. 1094.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1094, 1095.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 77 voix contre 11 et 29 abstentions, p. 1095 (28 juin 1923). — Se sont abstenus : MM. Lion, Lombard, Mosselman, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Rongy, Ronvaux, Seeliger, Mme Spaak, MM. Van Belle, Vande Moortele, Vanderick, Vermeylen, Volckaert, Wittemans, Calonne, Damas, Delor, De Meulemeester, Demoulin, Deswarte, Fraiture, François, Guyaux, Hannick, Lafontaine et Lekeu, p. 1095. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : BUDGETS *(suite)*

Budgets de 1923.

Budget des affaires économiques pour l'exercice 1923.

Doc. — Rapport fait par M. le baron Gillès de Pélichy, n° 82.

Ann. — Rapporteur : M. le baron Gillès de Pelichy.

La discussion générale de ce budget est réunie à celle du budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923, p. 563.

V. pour la discussion générale, les p. 563 à 590, ou la sous-rubrique : Budget des dépenses recouvrables et budget des affaires économiques.

Discussion des articles.

Ces articles sont adoptés sans observations, p. 604, 605.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 62 voix contre 21, p. 605 (1er mars 1923). — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des affaires étrangères pour l'exercice 1923, n° 5-V. — Tableaux n° 5-V. — Développements (Dépenses ordinaires), n° 5-V. Tableau-annexe A (art. 8), n° 5-V. — Tableau-annexe B (art. 11). Légations, n° 5-V. — Tableau-annexe C (art. 12). Consulats, n° 5-V.

Rapport fait par M. le marquis Impériali, n° 18.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Impériali, p. 166.

Discussion générale. Discours de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui traite notamment la question des ouvriers belges travaillant en France), Van Overbergh (qui fait quelques observations, 1° sur les relations belgo-hollandaises; 2° sur le projet de traité de commerce avec la France; 3° sur le pacte militaire avec l'Angleterre; 4° sur la politique belge de réparations), le marquis Impériali, rap. (qui traite notamment la question des réparations), Wittemans (qui fait quelques observations concernant la situation internationale notamment en ce qui concerne les relations diplomatiques en Europe), p. 209 à 215. — Keesen (qui traite notamment la question de la paix mondiale), Eylenbosch (qui traite également la question des ouvriers belges, travaillant en France), Rutten, (qui traite la question des massacres d'Arménie), p. 218 à 221. — Interr. de MM. Calonne, Van Overbergh, Lafontaine, p. 218, 219. — M. le marquis Impériali, rap., appuie les considérations du R. P. Rutten, p. 221.

Discours de MM. Allewaert (qui proteste contre les mesures douanières prises par la France), Lafontaine (qui traite de la lutte contre la guerre, de la reconstruction du monde et de la conquête de la paix), Féron (qui répond au discours de M. Lafontaine, puis traite quelques points du discours de discours de M. Van Overbergh), p. 223 à 236. — Interr. de MM. Jaspar, m. a. ét., Volckaert, Féron, Casterman, Van Fleteren, Delannoy, Hicguet, le comte Vilain XIIII, Fraiture, Guyaux, Baeck, Wittemans, Van Overbergh, Mousty, Lafontaine, Pirard, Lion, Demeulemeester, Hubert, le baron Ruzette, m. a. t. p., François, p. 225 à 236. — M. Jaspar, m. a. ét., répond aux divers orateurs, examine les questions de politique extérieure, mais commence son discours en traitant des questions budgétaires proprement dites, p. 238 à 245. — Interr. de MM. Van Overbergh, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Digneffe, le baron Descamps, Fraiture et Magnette, p. 242 à 244. — Est encore entendu : M. Vinck, sur la question des réparations, p. 245 à 248. — Interr. de MM. Van Fleteren, Liebaert, Van Overbergh, Braffort, Guyaux, Volckaert, Theunis, p. m., m. f., Van Belle, Digneffe, Demerbe, p. 246 à 248. — Sont encore entendus : MM. Keesen (qui relève un passage du discours de M. Vinck en ce qui concerne le clergé), le marquis Impériali (qui répond à une partie du discours de M. Jaspar, m. a. ét., en ce qui concerne le rapport qu'il a présenté sur le budget des affaires étrangères), p. 248, 249. — Interr. de MM. Volckaert, Longville, Van Fleteren, Guyaux, p. 248, 249.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 250 à 252.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 31, p. 263 (28 décembre 1922). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Finances : BUDGETS (*suite*)

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de l'agriculture et des travaux publics, n° 5-VIII. — Tableau A. Services de l'agriculture, n° 5-VIII. — Tableau B. Services des travaux publics, n° 5-VIII.

Rapport fait par M. Limage sur le Tableau A. (Services de l'agriculture), n° 123. — Annexe : Questions posées par la commission et réponses de M. le ministre, n° 123.

Rapport fait par M. Lefebvre sur le tableau B. (Services des Travaux publics), n° 124.

Ann. — Dépôt par M. Limage du rapport sur le tableau A. (Services de l'agriculture), p. 768.

Dépôt par M. Lefebvre du rapport sur le tableau B. (Service des travaux publics), 11 avril 1923.

Services de l'agriculture (*Tableau A*).

Discussion générale. Disc. de MM. Limage, rap. (qui attire l'attention du gouvernement sur l'utilité de voir les représentants de l'agriculture participer davantage à la direction du pays et, en général, de tous les intérêts de l'agriculture), Braffort (qui parle notamment des syndicats d'élevage bovin, des impôts qui frappent l'agriculture, de l'enseignement agricole, et de l'élevage du cheval ardennais), p. 805 à 810 et 812, 813. — Interruptions de M. Limage, p. 813. — Disc. de MM. Moyart (qui parle notamment de la question de la protection douanière en agriculture et de mesures à prendre en vue de l'augmentation de la production agricole), Guyaux, (qui attire l'attention sur l'utilité du développement de la petite agriculture), p. 814 à 818. — Interruptions de MM. Mousty, Guyaux, Seeliger, p. 815, 816. — Disc. de MM. Dignerre (qui parle de la question des eaux et forêts : acquisition du bois de Kinkempois), Beauduin (qui parle des mesures à prendre pour intensifier la production agricole), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui parle de la suppression du crédit destiné à l'amélioration des chemins vicinaux et agricoles), Carnoy (qui parle de la situation des ingénieurs du département de l'agriculture), le baron de Moffarts (qui parle de la nécessité de suivre une politique qui ne nuirait pas au intérêts de l'agriculture), Duplicy (qui suggère des solutions pour remédier à la situation actuelle de l'agriculture), le chevalier Behaeghel, (qui parle des améliorations de situation annoncées pour le personnel du département de l'agriculture), p. 820 à 827. — Interruptions de MM. Van Belle, Rongy, le baron Ruzette, m. a. t. p., Volckaert, Seeliger, le marquis Impériali, Mousty, Danhier, Deswarte, le baron de Steenhault de Waarbeek, p. 820 à 823. — M. le baron Ruzette, m. a. t. p., répond aux divers orateurs, p. 827 à 834. — Interruptions de MM. Mousty, Van Overbergh, p. 832, 834.

Discussion des articles du Tableau A. (Services de l'agriculture.) Les articles sont adoptés sans observations, p. 840 à 846.

Services des travaux publics. (*Tableau B.*)

Discussion générale. Discours de MM. Demerbe (qui attire l'attention du ministre sur l'état dans lequel se trouvent les routes gouvernementales dans la région wallonne), p. 846, 847. — Digneffe (qui parle également de la question de l'entretien des routes et de la question du roulage), Delor (qui parle de l'empierrement des routes et des ouvriers des carrières), Asou (qui parle des plaideurs qui ont gagné un procès contre l'Etat), Lefebvre (qui rectifie une erreur qui s'est glissée à la page 2 du rapport), parle de la situation des éclusiers, des pontonniers et des cantonniers ainsi que de la nécessité de construire des casernes de gendarmerie en Flandre occidentale), Allewaert (qui parle de la situation des pontonniers et des cantonniers), Magnette (qui attire l'attention du ministre sur la nécessité de donner la préférence aux industries nationales), Serruys (qui attire l'attention du ministère sur l'état du port de Nieuport), Dupret (qui estime nécessaire malgré la compression des dépenses, que certains travaux en cours soient achevés), p. 848 à 855. — Interruptions de MM. le baron Ruzette, m. a. t. p., p. 848, 852, 853. — Disc. de MM. Nolf (E.) (qui parle de la remise en état du canal d'Ypres à l'Yser), le comte de Limburg-Stirum (qui parle de la question de la réfection des routes), Vande Voorde (qui insiste sur la nécessité de reconstruire les ponts sur la Lys à Weryicq et à Warneton), Braffort (qui demande que, dans le prochain budget, des crédits soient prévus pour la reprise de certains chemins vicinaux) Keesen (qui recommande une requête du conseil communal de Gingelom, demandant la construction d'un chemin), J. Nolf (qui attire l'attention sur des travaux importants pour Anvers et pour les abords de cette ville, et qui demande à revenir sur le chapitre de l'agriculture), p. 857 à 862. — M. le président déclare que l'on ne peut revenir sur une discussion qui a été close et M. J. Nolf, annonce qu'il transmettra une note, intéressant les questions agricoles, au ministre, p. 862.

Reprise de la discussion générale. Disc. de M. le chevalier de Ghellinck d'Eleghem (qui parle notamment de la pension des veuves et des orphelins des cantonniers), Berger (qui signale notamment le danger d'un croisement de routes sur le territoire de la commune de Genappes), Speyer (qui parle de la situation des chefs et sous-chefs des ponts et chaussées), le duc d'Ursel (qui appuie des observations faites par M. Digneffe, en ce qui concerne la courbe des routes), Beauduin (qui parle du problème des communications par eau), p. 862, 863. — M. Lefebvre, rap., répond à des observations de M. Dupret en ce qui concerne la grand'route Anvers-Bruxelles, p. 863. — Le baron Ruzette, m. a. t. p., répond aux divers orateurs, p. 863 à 867. — Interruptions de MM. le comte de Broqueville, Digneffe, Mousty, Magnette, Dupret, Volckaert, p. 864 à 867.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 867 à 870.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix contre 25, p. 870 (15 mai 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour l'exercice 1923, n° 5-XVIII.

Tableau I. Dépenses d'exploitation, n° 5-XVIII. — Tableau II : Recettes d'exploitation, n° 5-XVIII. — Tableau III. Dépenses ordinaires de l'administration centrale et de l'office des services de l'électricité, n° 5-XVIII. — Tableau IV. Recettes de l'administration centrale et de l'office des services de l'électricité, n° 5-XVIII. — Tableau V : Dépenses extraordinaires, n° 5-XVIII. — Tableau VI : Dépenses extraordinaires de l'administration centrale, n° 5-XVIII. — Tableau VII : Recettes extraordinaires de l'administration centrale, n° 5-XVIII. — Développements du budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes. Tableau I : Dépenses d'exploitation. — Tableau II : Recettes d'exploitation. — Note à l'appui des évaluations de recettes. — Tableau III : Dépenses ordinaires de l'administration centrale et de l'office des services de l'électricité. — Tableau IV : Recettes de l'administration centrale et de l'office des services de l'électricité — Note à l'appui des évaluations de recettes. — Tableau V : Dépenses extraordinaires. — Note à l'appui des prévisions de dépenses : Tableau VI : Dépenses extraordinaires de l'administration centrale. — Note à l'appui des prévisions de dépenses. — Tableau VII : Recettes extraordinaires de l'administration centrale. — Note à l'appui des évaluations de recettes, n° 5-XVIII.

Rapport fait par M. Hicguet, n° 48. — Annexe : Questions posées par la commission et réponses de M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, n° 48.

Amendements présentés par le gouvernement aux tableaux I, II et IV, n° 60.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Hicguet, p. 276 (16 janvier 1923.)

Discussion générale.

Discours de MM. le vicomte Vilain XIIII, Renier, p. 360 à 366. — Interruptions de MM. Guyaux, le vicomte Vilain XIIII, Mousty, Thiébaut, Volckaert, Digneffe, Neujean, m. c. f., m. p. t., Rongy, Fraiture, Féron, p. 361 à 366. — M. le vicomte Vilain XIIII, fait une rectification, afin d'éviter toute équivoque sur la portée de son discours, p. 366.

Motion d'ordre de M. Thiébaut qui fait une rectification du *Compte rendu analytique* de la séance du jeudi précédent, en ce qui concerne une réponse qu'il a faite à une question qui lui a été posée par M. Renier, p. 368.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Hicguet, Braffort, Theunis, p. m., m. f., Renier, p. 368 à 385. —

Finances : BUDGETS. *Chemins de fer* (*suite*)

Interruptions de MM. Féron, Lombard, Theunis, p. m., m. f., Digneffe, Hubert, Seeliger, le baron de Steenhault de Waerbeek, Liebaert, Thiébaut, Vinck, Baeck, Lekeu, Guyaux, Van Fleteren, le vicomte Vilain XIIII, Ronvaux, Neujean, m. c. f., m., p., t., Van Overbergh, Fraiture, p. 374 à 385. — Disc. de MM. Guyaux, Fraiture, p. 387 à 401. — Interruptions de MM. Neujean m. c. f., m., p., t., Hicguet, Van Roosbroeck, Guyaux, le baron de Mévius, Renier, Hubert, Van Overbergh, Liebaert, p. 388, 394 à 399. — Disc. de MM. Fraiture, Allewaert, Van Fleteren, Vanderick, Rutten, Vande Voorde, le chevalier de Vrière, Mahieu, p. 403 à 412. — Interruptions de MM. Neujean, m. c. f., m., p., t., Guyaux, le vicomte Vilain XIIII, Mousty, Liesens, Demerbe, Thiébaut, Renier, Lekeu, Fraiture, le chevalier de Vrière, p. 405 à 412. — Disc. de M. Liebaert, p. 424, 425. — Disc. de MM. Liesens, Wittemans, Demerbe, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le baron de Moffarts, Baudrux, Ronvaux, Beauduin, Carton, Fraiture, Lefèbvre, p. 426 à 434. — Interruptions de MM. Van Overbergh, Renier, Volckaert, Neujean, m. c. f., m., p., t., Demoulin, Fraiture, Guyaux, Mousty, Beauduin, Liebaert, Vinck, p. 426 à 434. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., répond aux observations qui ont été présentées, p. 435 à 454. — Interruptions de MM. Van Overbergh, Liebaert, Renier, Thiébaut, Guyaux, Lombard, Lekeu, Braffort, Fraiture, le baron Ruzette, m. a. t. p., le comte de Brouchoven de Bergeyck, le marquis Impériali, Rutten, p. 437 à 454. — Discours de MM. Lombard, Thiébaut, Fraiture, Feron, Renier, p. 454 à 466. — Interruptions de MM. Lion, Guyaux, Volckaert, Neujean, m. c. f., m., p., t., Mousty, Digneffe, Van Overbergh, Renier, Thiébaut, Fraiture, Ronvaux, Lekeu, p. 454 à 466.

Discussion des articles.

M. le président donne lecture d'amendements présentés par le gouvernement au Tableau I (Dépenses d'exploitation) et au Tableau II (Recettes d'exploitation), ainsi que d'amendements présentés par MM. Fraiture, Lafontaine et Renier aux tableaux I et III, p. 479, 480.

Art. 1er. M. le président donne lecture du libellé présenté au budget; M. Fraiture fait, au nom de ses amis, une déclaration qui motive les amendements qu'il a présentés avec MM. Lafontaine et Renier, p. 480. — M. Van Overbergh, motive, en son nom et au nom de quelques uns de ses amis, le vote qu'ils vont émettre sur les amendements proposés, p. 481. — Interruptions de MM. Van Fleteren et Guyaux, p. 481. — Est entendu M. Neujean, m. c. f., m., p. t. qui s'oppose aux amendements proposés par MM. Fraiture et consorts, p. 481. — L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche sur l'amendement de MM. Fraiture et consorts et cet amendement est rejeté par 74 voix contre 41, p. 481. — L'article 1er est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 482. — M. Fraiture annonce, en présence de la déclaration faite par M. Neujean, m. c. f., m., p., t., et en présence du rejet de son amendement, considère le vote qui vient d'être émis comme acquis pour tous les autres amendements qu'il avait présentés avec MM. Lafontaine et Renier, p. 482.

Les autres articles du tableau I sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement aux articles 2, 47, 48, 52, 64 et 98, p. 482 à 487.

Les articles du tableau II sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement à l'article 8, p. 487, 488.

Les articles des tableaux III et IV sont adoptés sans observations tels qu'ils sont libellés au budget, p. 488 à 490.

Les articles du tableau V sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement aux articles 10 et 12, p. 490, 491.

Les articles des tableaux VI et VII sont adoptés sans observations tels qu'ils sont libellés au budget, p. 491.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 491.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observations, p. 491, 492.

L'ensemble du projet de loi contenant le budget est adopté par 65 voix contre 30, p. 942 (13 février 1923). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Motion d'ordre de M. le chevalier Behaeghel qui déclare avoir émis un vote affirmatif sur ce budget et fait remarquer que son vote n'a pas été recensé, p. 512.

Finances. BUDGETS (*suite*)

Budget colonial. — Simplification des formalités du travail administratif pour la préparation et l'exécution de ce budget. — V. Congo : Gouvernement du Congo.

Budgets du Congo. — V. Congo : Finances.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de la défense nationale, n° 5-XI. — Tableaux : n° 5-XI.

Rapport fait par M. Gillain, n° 164.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 1048 (12 juin 1923). Discussion générale. Discours de MM. Gillain, rap. (qui pose quelques question au ministre de la défense nationale), le baron de Mévius (qui parle des forts de la Meuse), Calonne, (qui pose également quelques questions au ministre), p. 1147 à 1149. — Observations de M. Devèze, m. d. n., p. 1149.

A la proposition de M. le président, et d'accord avec M. Devèze, m. d. n., le Sénat décide de tenir une séance du matin le jeudi 19 juillet, afin d'examiner la suite de ce budget, p. 1205.

Reprise de la discussion générale.

Discours de MM. le vicomte Vilain XIIII (au sujet de la façon dont sont décidé certains travaux), le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui parle de la position fortifiée d'Anvers), Remouchamps (au sujet du transfert des écoles de pupilles), Devèze, m. d. n. (qui répond aux observations), Volckaert (qui motive le vote de la gauche socialiste et qui déclare que ce parti ne se dérobera jamais quand il s'agira de la défense du pays), Gillain, rap., Fraiture (qui parle en faveur des ascendants des soldats tués au front), p. 1221 à 1230. — Interruptions de MM. Volckaert, Van Overbergh, Fraiture, Guyaux, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le marquis Imperiali, le baron de Mévius, Remouchamps, Gillain, rap., Devèze, m. d. n., le vicomte Vilain XIIII, p. 1222 à 1230.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1230 à 1234.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 51 voix contre 33 et 1 abstention, p. 1252 (19 juillet 1923). — S'est abstenu : M. Allewaert, p. 1252. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923, n° 5-XVII.

Tableau I. Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, n° 5-XVII. — Tableau II. Recettes de réparation, n° 5-XVII.

Tableau I : Note à l'appui des prévisions de dépenses et annexe, n° 5-XVII. — Tableau II : Note à l'appui des évaluations de recettes, n° 5-XVII.

Rapport fait par M. Beauduin, n° 66. — Réponses aux questions posées par la commission, n° 66. — Annexe : Amendements présentés par la commission spéciale, n° 66. — Seconde annexe : Amendements présentés par la commission spéciale aux articles 20, 24, 25 et 26, n° 66.

Amendements proposés par le gouvernement, au tirte III (art. 5 et 6 nouveaux) et aux tableaux I et II ,n° 78.

Sous-amendement présenté par MM. Beauduin et le baron Gillès de Pélichy, à l'amendement présenté par le gouvernement, n° 84.

Amendements présentés par le gouvernement (deuxième série) au tableau I, n° 85.

Amendements présentés par M. E. Nolf. Sous-amendements aux articles 5 et 6 nouveaux proposés par le gouvernement, n° 89.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Beauduin, p. 401 (31 janvier 1923).

Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923, *et projet de loi contenant le budget des affaires économiques pour l'exercice* 1923.

Ann. — M. le président annonce que la discussion générale portera sur ces deux projets de loi, p. 563.

Discussion générale.

Discours de MM. Beauduin, Van Overbergh, le baron Gillès de Pélichy, rap. du budget des affaires économiques, E. Nolf, Theunis, p. m., m. f., le comte de Brouchoven de Bergeyck, Moyart, Mousty, Du Bois, p. 563 à 581. — Interruptions de MM. le baron Ruzette, Volckaert, Van Fleteren, Liebaert, Carpentier, le baron de Mévius, Guyaux, Wittemans, Fraiture, Seeliger, Beauduin, Moyersoen, m. i. t., Vande Vyvere,

Finances : BUDGETS. *Dép. recouvrables et affaires économ. (suite)*

m. a. éc., p. 564 à 580. — Pendant cette discussion, M. le président prie M. Van Overbergh de rentrer dans l'examen des objets en discussion, afin de ne pas entraîner l'assemblée dans une discussion générale sur la situation financière, p. 569.

Reprise de la discussion générale.

Discours de MM. Wittemans (qui a traité de la politique extérieure du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'occupation de la Ruhr), p. 583 à 585. — Interruptions de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 584. — M. le président prie à plusieurs reprises M. Wittemans de rester dans les objets en discussion, et finit par le rappeler au règlement, p. 584, 585. — M. Jaspar, m. a. ét., répond au discours de M. Wittemans, p. 585, 586. — M. Wittemans interrompt à plusieurs reprises le discours de M. Jaspar, m. a. ét., puis demande à prononcer encore quelques paroles, p. 585, 586. — M. le président consulte le Sénat pour savoir si la parole peut être encore accordée à M. Wittemans et le Sénat, décide, par assis et levé, de ne plus lui accorder la parole, p. 586. — Est encore entendu dans la discussion générale : M. Vanden Bussche, p. 586. — Observations de M. le baron de Pélichy, rap., p. 586.

M. Vande Vyvere, m. a. éc., répond aux différents orateurs, p. 586 à 590. — Interruptions de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck, Beauduin, Thiébaut, Van Overbergh, p. 587 à 590. — M. Beauduin, rap., fait encore diverses observations au sujet de la réponse de M. Vande Vyvere, m. a. éc, p. 590.

Discussion des articles du « budget » des dépenses recouvrables.

Tableau I. Les articles 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 44, 45, 46, 53, 55, 57, 94, 95, 96, 97, 100, 102, 103, 104 et 105 sont supprimés d'après la proposition du gouvernement ou de la commission spéciale, p. 593 à 599.

Les autres articles du tableau I du budget sont adoptés sans observations avec des amendements du gouvernement ou de la commission aux articles : 5, 10, 20, 21, 24, 26, 28, 31, 39, 40, 41, 42, 47, 49, 50, 51, 52, 54, 56, 58, 59, 60, 61, 62, 67, 92, 93, 101, 112, 119, 121, 124, 136 et 138, p. 590 à 601.

Les articles 56*bis*, 71*bis*, 71*ter*, 87*bis*, 97*bis* (nouveaux) proposés par le gouvernement au tableau I, sont également adoptés, p. 595 à 598.

Tableau II. — Les articles de ce tableau sont adoptés sans observations avec des amendements proposés par le gouvernement aux articles 6 et 7 et un article 6*bis* nouveau proposé également par le gouvernement, p. 601, 602.

Les articles amendés et les articles nouveaux des tableaux I et II sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 602.

Articles du « projet de loi » contenant le budget des dépenses recouvrables.

Art. 1 à 4. Adoptés sans observations, p. 602, 603.

Art. 5 (nouveau), proposé par amendement par le gouverne. ment. Sous-amendements présentés à cet article : 1° par MM. Beauduin et le baron Gillès de Pélichy; 2° par M. E. Nolf. Art. 6 nouveau proposé par amendement par le gouvernemest et amendement proposé par M. E. Nolf à cet article 6. M. le président donne lecture de ces dispositions, p. 603. — M. Deswarte attire l'attention du Sénat sur l'inconvénient d'introduire sous forme de modification budgétaire, des questions de procédure, et demande soit que l'on donne au Sénat le temps d'étudier ces amendements, soit qu'on les disjoigne du budget pour en former un projet de loi distinct, p. 603. — Est entendu : M. Vande Vyvere, m. a. éc., qui admet la demande de M. Deswarte, sous réserve d'une solution rapide, p. 603. — M. Beauduin admet également cette demande, p. 604. — Observations de MM. Mosselman, Speyer et Deswarte, p. 603, 604. — Le Sénat décide de renvoyer à l'examen de la commission, les articles 5 et 6 nouveaux, ainsi que les amendements qui s'y rattachent, p. 604.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 24, p. 604 (1er mars 1923). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

V. pourla discussion des articles et le vote du budget des affaires économiques, la sous-rubrique spéciale de ce budget.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de la dette publique pour 1923, n° 5-II. — Tableaux, n° 5-II.

Rapport fait par le baron de Mévius, n° 79

Finances : BUDGETS. *Dette publique (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 535.

Discussion générale.

Sont entendus : MM. le baron de Mévius, rap., Theunis, p. m., m. f., p. 606 à 608. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Renier, Lafontaine, Guyaux, Van Overbergh, Speyer, Volckaert, le marquis Imperiali, Fraiture, p. 606 à 608.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 606 à 611.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix contre 38, p. 630 (6 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des dotations pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1923, n° 5-III.

Tableau, n° 5-III.

Rapport fait par M. Huisman-Vanden Nest, n° 34.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Vanden Nest (21 décembre 1922.)

Les articles sont adoptés sans observations, p. 261.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 37, p. 264 (28 décembre 1922.) Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des recettes et dépenses extraordinaires pour 1923, n° 5-XVI. — Tableau I : Dépenses extraordinaires, n° 5-XVI. — Tableau II : Recettes extraordinaires, n° 5-XVI.

Rapport fait par M. Beauduin, n° 202.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Beauduin, p. 1236 (19 juillet 1923).

Discussion générale. Discours de MM. Van Belle (qui critique la réduction de crédits nécessaire aux travaux urgents aux rivières et canaux et qui adresse une critique personnelle à M. Digneffe, en tant que bourgmestre de Liége), p. 1262 à 1264. — Le baron de Mévius (qui fait remarquer la nécessité de procéder à la réfection des routes), Digneffe (qui prie notamment le gouvernement de lui faire connaître ses intentions, non seulement quant à la question de l'endigue ment de la Meuse, mais quant à celle de l'amélioration de l'ensemble des voies navigables de l'Est de la Belgique), puis répond aux attaques personnelles dirigées contre lui par M. Van Belle), Beauduin (qui suggère notamment la création de fonds autonomes pour les dotations, notamment la dotation à des combattants, puis parle de divers travaux : port de Zeebrugge, etc.), Lebon (qui traite de questions intéressant la ville d'Anvers), Lion (qui fait remarquer le mauvais état de la route de Huy à Liége), p. 1265 à 1269. — Interruptions de MM. Van Belle, Volckaert, Rongy, Baeck, le baron Ruzette, m. a., t. p. (qui annonce le dépôt, sur le bureau de la Chambre, d'une nouvelle convention assurant l'exploitation normale du port de Zeebrugge), Asou, Seeliger, Moyersoen, Liebaert, p. 1266 à 1269. — M. le baron Ruzette, m. a., t. p., répond au nom de M. Theunis, p. m., m. f., retenu à la Chambre, aux observations contenues dans le rapport de M. Beauduin, ainsi qu'aux observations présentées au cours de la discussion, p. 1269 a 1272. — Interruptions de MM. Digneffe, le baron de Mévius, Beauduin, Liebaert, p. 1270 à 1272. — Est encore entendu : M. Liebaert, p. 1272, 1273.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1273 à 1282.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 25 et une abstention, p. 1301, 1302 (25 juillet 1923). — S'est abstenu : M. Calonne, p. 1302. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Motion d'ordre de M. Vinck, qui déclare qu'il n'a pas pris la parole au cours de cette discussion, sur la question qu'il comptait traiter (habitations à bon marché), son intervention, à ce moment, ne pouvant guère avoir de résultats pratiques, et le ministre lui ayant déclaré être d'accord pour que cet objet soit développé ultérieurement, sous forme d'interpellation, p. 1304.

Budget des finances pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des finances pour l'exercice 1923, n° 5-XIII. — Tableau 5, XIII.

Rapport fait par M. Van Overbergh, n° 136. — Annexe I : Note sur les travaux de la commission technique pour l'étude des services administratifs de l'Etat, n° 136.

Finances : BUDGETS. *Finances (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Overbergh, p. 860 (15 mai 1923).

Discussion générale. Discours de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui prend la défense des contribuables), Libioulle (qui parle de quatre points d'application du droit fiscal, dans le but d'assurer un rendement plus fructueux à à cette application), Van Overbergh, rap. (qui souligne trois points sur lesquels il désire connaître l'avis du gouvernement : la question des économies, celle des marks, et celle des conclusions à tirer de la plus-value des impôts), Carnoy (qui défend les intérêts des planteurs de tabacs de la Semois), Pirard (au sujet des procédés de certains agents du personnel des accises), Seeliger (qui traite la question de la baisse du franc), p. 897 à 906. — Interruptions de MM. Lekeu, Van Fleteren, Lombard, 904 à 906.

M. Theunis, p. m., m. f., répond aux différents orateurs, p. 906 à 910. — Interruptions de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Du Bost, le marquis Imperiali, Feron, Van Overbergh, rap., Van Fleteren, p. 907 à 910.

Discussion des articles.

Art. 1er. Sont entendus : MM. Van Overbergh, rap. (qui insiste pour que M. le ministre des finances réponde à ses questions concernant la limitation des nouveaux impôts et relative aux économies), Demoulin (qui attire l'attention du ministre des finances sur la situation faite par la taxe de transmission, qui est appliquée à certaines œuvres purement humanitaires), Féron (qui, en réponse au discours de M. Van Overbergh, attire l'attention sur la nécessité de subsidier certaines institutions nouvelles), p. 911, 912. — Discours de M. Theunis, p. m., m. f., p. 912, 913. — Observations de MM. Demoulin, Féron, Van Overbergh, p. 913, 914. — L'article 1er est adopté, p. 914.

Pendant la discussion des articles, M. Digneffe (qui attire l'attention de M. le ministre des finances sur la situation des communes, demande notamment qu'elles puissent, sans tarder, encaisser les sommes dues pour les dommages de guerre, ainsi que sur la nécessité d'approuver, sans tarder, les taxes munales qui ont été votées), p. 914, 915. — Est entendu : M. Theunis, p. m., m. f., p. 914, 915.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observations, p 914, 915.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 31, p. 918 (23 mai 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget du corps de la gendarmerie, n° 5-XII. — Tableau, n° 5-XII.
Rapport fait par M. Gillain, n° 165.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Gillain, p. 1048 (12 juin 1923).

Discussion générale : MM. Volckaert, Devèze, m. d. n., Guyaux, Van Overbergh, Fraiture, le baron de Mévius, p. 1234, 1235. Les articles sont adoptés sans observation, p. 1236.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 32, p. 1252 (19 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de l'industrie et du travail, n° 5-IX. — Tableaux, n° 5-IX.

Rapport fait par M. Carpentier, n° 152.

Amendement présenté à l'article 67 par MM. Demoulin, Delor, Rongy, Ronvaux et Verbrugge, n° 176.

Ann. — Discussion générale. Discours de M. Broeckx (qui parle du nouveau bassin houiller et notamment de l'immigration des ouvriers étrangers), Solau (qui parle notamment de l'effort à faire en faveur de l'instruction professionnelle et industrielle), Damas (qui parle du fonds de crise), Delor (qui parle notamment de la situation du sanatorium de Mont-sur-Meuse), Lafontaine (qui parle de la charte constitutionnelle, qui était le couronnement du Traité de Versailles, et de deux conventions qui ont été écartées par M. Moyersoen, m. i. t.), Vanderick (qui parle de la catastrophe de Courcelles-Nord, ainsi que des mesures à prendre dans d'autres charbonnages), Allewaert (qui attire l'attention du ministre sur les subsides accordés aux services médicaux et pharmaceutiques des mutualités ainsi que sur le paiement des pensions de vieillesse qui traite aussi la question des habitations à bon marché), Vande Voorde (qui émet quelques vœux au sujet des écoles professionnelles), Braffort (qui suggère l'immunisation des pensions payées aux ascendants des soldats morts à l'ennemi), Rutten

Finances : BUDGETS. *Industrie et travail (suite)*

(qui prie le ministre de saisir le plus promptement qu'il sera possible le Sénat des projets de loi relatifs à l'enseignement professionnel et à l'assurance-chômage et attire son attention sur l'apprentissage de la dentelle), p. 1059 à 1074. — Interr. Van Fleteren, Van Berckelaer, Moyerson, m. i. t., Mousty, Rongy, Guyaux, Lafontaine, Demoulin, Ronvaux, Rutten, Fraiture, Solau, Baeck, Carpentier, p. 1060 à 1071. — Discours de MM. Van Roosbroeck (qui proteste contre les discours prononcés par M. Broeckx et qui parle notamment des charbonnages du Limbourg et de l'enseignement technique), p. 1090 à 1102. — Interr. de MM. Moyersoen, m. i. t., Baeck, Vande Moortele, p. 1100 à 1102. — M. Moyersoen, m. i. t., répond aux divers orateurs, p. 1102 à 1108. — Interr. de MM. Rongy, Lafontaine, Baeck, Solau, Wittemans, Liebaert, Delor, Lombard, Van Overbergh, Guyaux, Lion, Longville, Casterman, Van Roosbroeck, Demoulin, Volckaert, Vanderick, p. 1102 à 1108. — Discours de MM. Rongy (qui répond à M. Moyersoen, m. i. t., en ce qui concerne les violations de la loi des huit heures), Demoulin (qui parle de la question du sanatorium de Mont-sur-Meuse et en ordre principal des questions de mutualité primaire), Hannick (qui insiste sur le dépôt du projet de loi concernant l'assurance contre le chômage involontaire, parle de la question du paiement des pensions de vieillesse à Gand et des traitements des inspecteurs du travail), Wittemans (qui parle de la question des accidents du travail), Lombard (qui rappelle la question des dispensaires pour combattre l'ankylostomasie, la loi sur les accidents du travail et celle sur l'inspection des mines, puis parle des agents de l'inspection du travail). Verbrugge (au sujet de la mise en vigueur de la loi autorisant le paiement, aux ayants droit des bénéficiaires décédés, des pensions accordées en vertu de la loi 20 août 1920), Digneffe (qui proteste contre les demandes de dépenses, introduites par divers sénateurs, et combat la thèse de demander tout à l'Etat), Vanderick (qui reprend la parole, afin de demander des mesures de protection pour les ouvriers et pour les petits propriétaires dont les intérêts sont lésés par l'exploitation charbonnière), p. 1109 à 1130. — Interr. de MM. Moyersoen, m. i. t., Van Roosbroeck, Mousty, Braffort, Guyaux, Rongy, Van Overbergh, Demoulin, Lombard, Volckaert, Broeckx, le marquis Imperiali, Liebaert (qui renonce à la parole), p. 1109 à 1130.

A la proposition de M. Moyersoen, m. i. t., la discussion générale est close et les orateurs inscrits sont autorisés à prendre la parole à l'occasion de l'article 1er, p. 1130.

M. le président annonce le dépôt d'un amendement présenté à l'article 67 par MM. Demoulin et consorts, p. 1130.

Discussion des articles.

Art. 1er. Discours de MM. Mousty (qui parle de la question des restrictions apportées aux mesures qui avaient été prises pour réparer les dégâts occasionnée par la guerre), de Meester (qui signale au ministre la situation désastreuse créée aux environs d'Anvers par l'usine de la société chimique de l'Escaut, à Hemixem), Van Belle (qui attire l'attention du ministre sur la nécessité de renforcer l'inspection du travail, ainsi que sur l'organisation de ce service), p. 1131 à 1135. — Interr. de MM. Moyersoen, m. i. t., Guyaux, Hicguet, Lombard, Van Roosbroeck, p. 1132, 1133. — M. Moyersoen répond à nouveau aux observations présentées, p. 1135 à 1139. — Interruption de MM. Lefebvre, Mousty, Van Roosbroeck, Van Belle, Lombard, Volckaert, Demoulin, Rongy, Delor, Deswarte, p. 1135 à 1139. — L'article 1er est adopté, p. 1139.

Art. 14. Observations de MM. Damas, Moyersoen, Volckaert, au sujet du projet de loi sur l'inspection des mines, p. 1140. L'article 14 est adopté, p. 1140.

Art. 40. M. Van Berckelaer demande au ministre : 1° quelle serait son attitude au cas où une affirmation de solidarité se produirait, à l'occasion d'une grève; 2° si le gouvernement collaborera à l'organisation du cortège des bijoux, à Anvers, p. 1141, 1142. — Réponse de M. Moyersoen, m. i. t., p. 1142. — L'article 40 est adopté, p. 1142.

Art. 67. M. le président donne lecture d'un amendement présenté, en faveur des mutualités, par MM. Demoulin et consorts, p. 1143. — M. Moyersoen, m. i. t., s'oppose à cet amendement, par suite de la déclaration de M. Theunis, p. m., m. f.: refus d'acceptation d'aucun amendement ayant pour conséquence une augmentation de dépenses, p. 1143. — Observations de MM. Baeck, Guyaux et Deswarte, p. 1143. — L'amendement est rejeté par assis et levé et l'article 67 est adopté tel qu'il figure au budget, p. 1143.

Art. 111 nouveau proposé par amendement par MM. Delor et consorts (en faveur des sociétés mutualistes). M. le président donne lecture de cet amendement. Sont entendus : MM. Delor, Van Overbergh, Van Fleteren, Moyersoen, m. i. t., Lombard, Van Roosbroeck, p. 1145, 1146. — L'amendement de MM. Delor et consorts est rejeté, p. 1146.

Finances : BUDGETS. *Industrie et travail (suite)*

Amendement proposé par MM. Demoulin et consorts en faveur des sociétés mutualistes. M. le président en donne lecture, p. 1146. — M. Demoulin motive son amendement, p. 1146. — Est entendu : M. Moyersoen, m. i. t. (qui fait remarquer qu'il a déposé un projet de loi ayant pour objet de créer des pensions pour les veuves et orphelins des ouvriers), p. 1146, 1147. — Interruptions de MM. Deswarte, Guyaux, Van Overbergh, p. 1147, 1148. — M. Rongy demande l'appel nominal au nom de l'extrême gauche, et l'amendement est rejeté par 53 voix contre 30 et 1 abstention, p. 1147. — S'est abstenu : M. Allewaert, p. 1147.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observation, p. 1140 à 1147.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 56 voix contre 28, p. 1147 (5 juillet 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923, n° 5-VI. — Tableaux : n° 5-VI.

Rapport fait par M. Ryckmans, n° 141.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 897 (22 mai 1923). Discussion générale. Discours de MM. Digneffe (qui appuie les observations du rapport de M. Ryckmans, quant aux finances communales), Ryckmans, rap. (qui rectifie un passage de son rapport relatif à la suppression des commissaires d'arrondissement, et parle de la situation des communes et rend hommage à certaines œuvres), Mousty (qui commence par mettre au point un discours prononcé par M. le vicomte Berryer, m. i. h., à la Chambre, au sujet de l'administration de certaines communes socialistes, puis parle de la nécessité d'établir une distribution d'eau potable à Gosselies), Lion (qui s'associe à l'exposé fait par M. Ryckmans, quant aux finances communales), Seeliger (qui traite la même question), Mme Spaak (qui proteste contre la limitation des subsides aux œuvres de l'enfance et termine son discours en déposant un amendement tendant à obtenir une augmentation de subsides pour ces œuvres), MM. De Bast (qui prie le ministre de prendre un arrêté royal pour modifier les conditions d'admission aux examens d'infirmières et d'infirmiers), p. 975 à 987. — Interr. de MM. le vicomte Berryer, m. i. h., J. Nolf, Digneffe, Mahieu, Lekeu, Van Fleteren, Volckaert, Demoulin, p. 976 à 983. — Discours de MM. Demoulin (qui défend, en tant que bourgmestre de Monceau-sur-Sambre, la manière dont est administrée cette commune), Berger (qui parle des commissaires d'arrondissement et d'une brochure les concernant qui a été distribués aux membres du Sénat, puis rappelle une interpellation qu'il avait voulu adresser à M. Carton de Wiart, quand celui-ci était ministre de l'intérieur, au sujet de la nomination de certains bourgmestres), p. 989 à 992. — Interr. de MM. le vicomte Berryer, m. i. h., Rongy, Digneffe, le marquis Imperiali, Lion, Mousty, Van Fleteren, Volckaert, Van Belle, Ronvaux, p. 990 à 993. — Sont encore entendus : MM. Demoulin (qui attire l'attention du ministre sur une organisation mutualiste « La Femme prévoyante »), Digneffe (qui parle des commissaires d'arrondissement, afin de protester contre le discours de M. Berger), p. 993 à 995. — Interr. de MM. Berger, Mousty, p. 994, 995. — Discours de M. le vicomte Vilain XIII (qui parle des finances communales et prie le ministre de faire hâter l'approbation des taxes proposées par les administrations communales). J. Nolf (qui appuie les observations de MM. Ryckmans et Digneffe, au sujet de la nécessité de faire respecter l'autonomie des provinces et des communes), Vinck (qui insiste pour que l'autonomie fiscale soit rendue aux communes et qui proteste contre l'invitation, faite par M. Digneffe au gouvernement, en vue d'une réglementation uniforme de la prostitution), p. 996 à 998. — Interruption de MM. Digneffe et Depage, p. 998. — M. le comte Berryer, m. i. h., répond aux différents orateurs, p. 998 à 1003. — Interr. de MM. Digneffe, J. Nolf, Van Overbergh, le marquis Impériali, Deswarte, Renard, Ryckmans, Delor, Volckaert, Van Fleteren, Demoulin, Vauthier, Mousty, p. 998 à 1003. — Le vicomte Berryer, m. i. h., reprend son discours, p. 1005 à 1007. Rectification, p. 1020. — Interr. de MM. Debast et Seeliger, p. 1006, 1007. — Font encore diverses observations : MM. Digneffe, le vicomte Berryer, m. i. h., Seeliger (qui insiste sur le fait que l'on ne demande l'intervention financière de l'Etat que pour couvrir les dépenses de guerre), le marquis Imperiali (au sujet d'un crédit qui a été transféré au budget de l'intérieur et qui est en faveur des villes et des communes belges), Speyer (qui prie le ministre de s'expliquer sur les intentions du gouvernement, quant à l'avenir des territoires d'Eupen et Malmédy), p. 1007, 1008.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1008 à 1014.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 29, p. 1014 (5 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : BUDGETS *(suite)*

Budget de la justice pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget de la justice pour l'exercice 1923, n° 5-IV. — Tableaux, n° 5-IV. — Développements. (Dépenses ordinaires), n° 5-IV.

Rapport fait par M. Meyers, n° 58.

Amendements, présentés par le gouvernement, aux chapitres II, VII, IX, XII et XIV, n° 70.

Amendements, présentés par le gouvernement au chapitre IV, n° 75.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Meyers, p. 330 (23 janvier 1923). Discussion générale. Disc. de MM. Seeliger (qui traite la question de la réorganisation de la magistrature) Allewaert (qui expose les revendications du personnel des écoles et colonies de bienfaisance de l'Etat, des prisons, etc.), De Bast (qui attire l'attention du gouvernement sur l'assistance des aliénés), Volckaert (qui parle notamment du fonctionnement de la commission de contrôle des films cinématographiques, ainsi que de la réforme de la bienfaisance publique), Meyers, rapporteur (qui donne certains développements à son rapport), et traite la question de la réforme de l'organisation judiciaire, en réponse à M. Seeliger), Van Berckelaer (qui traite la question des naturalisations, au point de vue de l'industrie diamantaire belge), p. 493 à 506. — Interruptions de MM. Masson, m. j., Van Fleteren, le marquis Impériali, Volckaert, Van Overbergh, p. 494 à 504. — Disc. de MM. Deswarte (qui parle notamment de la réforme du régime pénitencier et de l'organisation judiciaire, rappelle la proposition de loi qu'il a présentée relativement à la détention préventive et attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'une loi organisant l'emploi de la langue flamande en matière civile), Masson, m. j., (qui répond à différents points du discours de M. Deswarte), Magnette (qui parle notamment de la situation de la magistrature, ainsi que de certains problèmes judiciaires : réforme du régime des aliénés, etc.), Van Roosbroeck (qui parle des écoles de bienfaisance de l'Etat, ainsi que des conseils de prud'hommes), de Pierpont-Surmont de Volsberghe (qui parle également de la situation de la magistrature), Féron (qui traite la même question), Vauthier (qui répond aux observations de M. Van Roosbroeck, quant aux conseils de prud'hommes), p. 507 à 520. — Interruptions de MM. Masson, m. j., Meyers, rapporteur, Féron, Van Overbergh, Deswarte, Digneffe, Vauthier, Fraiture, Van Fleteren, Volckaert, p. 508 à 520.

M. le président donne lecture d'amendements présentés par M. Masson, m. j., Art. 2 nouveau, à ajouter au budget; et portant certaines modifications aux articles 163, 195, du Code d'instruction criminelle, ainsi qu'à l'article 371 du même Code modifié par l'article 4 de la loi du 23 août 1919, p. 521, 522.

Reprise de la discussion générale.

Disc. de MM. Masson, m. j., qui répond aux divers orateurs, p. 522 à 531. — Interruptions de MM. Seeliger, Vinck, Van Fleteren, Van Roosbroeck, Volckaert, le baron de Mévius, Liebaert, Van Overbergh, Deswarte, De Bast, Féron, Van Berckelaer, le comte de Broqueville, Meyers, rap., p. 522 à 531. — Sont encore entendus : MM. Van Roosbroeck (au sujet de la suppression éventuelle de l'école de Saint-Hubert et de l'établissement central de Moll), Wittemans (qui parle notamment des projets de loi concernant la réorganisation de l'assistance judiciaire, de la révision de la procédure en matière de divorce, et la réforme de l'instruction préparatoire, ainsi que des réformes du régime pénitencier), Spillemaeckers (qui parle des ventes publiques de biens immobiliers dans la province d'Anvers), De Page (qui répond aux observations de M. Wittemans, concernant la vivisection), p. 531 à 536. — Interruptions de MM. Masson, m. j., Lafontaine, p. 531 à 534. — M. Meyers, rapporteur, fait des observations au sujet des amendements qui viennent d'être présentés par M. Masson, m. j., et demande, ces amendements constituant en réalité des modifications au Code d'instruction criminelle, que M. le ministre en fasse l'objet d'un projet de loi spécial, p. 536. — M. Masson, m. j., déclare ne pas s'opposer à la demande de M. Meyers, à condition que la commission de la justice puisse déposer promptement son rapport, p. 536.

Discussion des articles. Les articles sont adoptés sans observations avec des amendements proposés par le gouvernement aux articles 11, 19, 30, 31, 35, 41, 42, 43, 45, 49, 51, 63 et un article 75 nouveau proposé également par le gouvernement, p. 537 à 543. — Les articles amendés et l'article nouveau sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 543.

L'article unique contenant le budget est également adopté, p. 543.

Finances : BUDGETS. *Justice (suite)*

M. le président déclare, que l'article 2, qui avait proposé par le gouvernement et qui apportait des modifications au Code d'instruction criminelle a été retiré et fera l'objet d'un projet de loi distinct, p. 543.

Avant le vote, M. Masson, m. j., déclare, n'ayant pu répondre à diverses questions qui lui ont été posées par M. Wittemans, être prêt à répondre à ces questions, si cela convient au Sénat, p. 549. — M. le président déclare que le règlement ne lui permet pas d'accorder, à ce moment, la parole à M. Masson, m. j., p. 549.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 35, p. 549 (21 février 1923). Le projet de loi est transmis à la Chambre des représentants.

Motion d'ordre de M. Wittemans qui prie M. le président d'accorder la parole à M. le ministre de la justice, afin que celui-ci puisse répondre aux questions qu'il lui a posées, p. 550. — M. le président déclare qu'il ne peut accorder la parole à M. Masson, m. j., que sous forme de motion d'ordre, p. 550. — M. Liebaert, au nom de la droite, demande l'application du règlement et M. le président déclare, en conséquence, l'incident clos, p. 550.

Budget des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1923.

Doc. — Rapport fait par M. De Bast, n° 132.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 870, 871.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 21, p. 872 (15 mai 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour ordre, n° 5-XX. — Tableaux, n° 5-XX.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 146.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le marquis Mévius, (23 mai 1923) p. 926.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 966 à 974.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 30, p. 980 (30 mai 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des recettes et des dépenses de ravitaillement pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des recettes et dépenses de ravitaillement, n° 5-XIX. — Tableau I : Dépenses de ravitaillement, n° 5-XIX. — Tableau II : Recettes de ravitaillement, n° 5-XII.

Rapport fait par M. Carpentier, n° 138.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 877 (17 mai 1923). Discussion générale. Disc. de M. Beauduin, qui parle de la question des sucres, p. 955 à 957.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 957, 958.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 voix contre 26, p. 962 (29 mai 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1923.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des sciences et des arts pour 1923, n° 5-VII. Tableaux, n° 5-VII.

Rapport fait par M. Carnoy, n° 139.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Carnoy p. 886 (17 mai 1923). Discussion générale du budget des sciences et des arts, à laquelle est jointe la discussion de l'interpellation de M. Féron, relative à la liberté des langues, dans l'enseignement, en pays flamand. Disc. de MM. Huisman-Vanden Nest (qui motive son vote sur le budget, et expose la situation créée par l'inspection officielle de l'enseignement libre) Simonis (qui parle des frais occasionnés pour la création de sections gréco-latines dans l'enseignement moyen), Libioulle (qui défend les intérêts de la bibliothèque royale), Féron qui développe sont interpellation, au sujet de l'organisation de l'enseignement, en pays flamand, en ce qui concerne l'emploi des langues), le baron de Moffarts (qui répond au discours de M. Huisman-Vanden Nest, en ce qui concerne l'inspection de l'enseignement libre et parle notamment de la situation des inspecteurs), Berger (qui parle de l'esprit de respect mutuel qui devrait exister dans l'administration supérieure des sciences et des arts en ce qui concerne la liberté de conscience), p. 918 à 926. — Interruptions de MM. le baron de Moffarts, Liebaert, Seeliger, Rutten, Van Overbergh, Renard, Magnette, Lion, Polet, Van Fleteren, Lafontaine, le marquis Impériali, p. 919 à 926. — Disc. de M. Carnoy, rapporteur (qui donne quelques développements aux problèmes étudiés dans le rapport), Rutten (qui pose une question à M. Huisman-Vanden Nest, au sujet des reproches qui pourrait être adressés à l'enseignement normal libre), Lekeu (qui prie le ministre de préciser devant le Sénat les directives générales de sa politique scolaire), p. 927 à 932. — Interruptions de MM. Lekeu, Van Belle, p. 929 à 931. — M. Nolf, m. s. a., répond aux divers orateurs et termine son discours en répondant à l'interpellation de M. Féron, p. 932 à 936. — Interruptions de MM. Lekeu, Huisman-Vanden Nest, Carnoy, rapporteur, Van Overbergh, Van Fleteren, p. 932 à 934. — M. Lekeu proteste contre l'absence de réponse, par le ministre, à sa question touchant la politique scolaire, p. 936. — M. Nolf, m. s. a., déclare qu'il a déjà fourni des explications à la Chambre des représentants et répète que le gouvernement ne peut avoir d'autre politique scolaire que celle qui consiste à appliquer la loi, p. 936, 937. — Observations de M. Lekeu, p. 936, 937. — Sont encore entendus : MM. Keesen (qui parle de la question visée par l'interpellation de M. Féron), Allewaert (qui parle de l'obligation scolaire et demande s'il n'est pas possible de faire finir cette obligation aux vacances de Pâques), Berger (qui déclare que la réponse donnée par le ministre à son discours n'élucide pas la situation qu'il a indiquée), Feron (qui reprend la discussion de son interpellation), Ronvaux (qui rappelle des questions qu'il a posées au ministre des sciences et des arts relativement au corps professoral des écoles normales provinciales), Lekeu (qui défend la question du libre examen, dans le domaine de l'enseignement), p. 927 à 940. — Interruptions de MM. Ronvaux, Van Fleteren, Berger, Lekeu, Féron, p. 937 à 940. — M. Féron répond à M. Lekeu en ce qui concerne son attitude vis-à-vis de M. Destrée, lorsque celui-ci était ministre des sciences et des arts, p. 940, 941. — M. Nolf, m. s. a., répond aux diverses observations qui viennent d'être prononcées, p. 941. — Interruptions de MM. Lion, Lekeu, le baron Ruzette, m. a. t. p., Féron, p. 941.

Discussion des articles. Art. 103. M. le marquis Imperiali présente des observations au sujet des musées du Cinquantenaire, p. 940, 950. — Est entendu : M. Nolf, m. s. a., p. 950. — L'article 103 est adopté, p. 950.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observations, p. 942 à 954.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 voix contre 21, p. 961 (29 mai 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1923 *contenant des dispositions relatives : aux contributions de guerre imposées à la Nation belge par le pouvoir occupant, à l'autonomie des exploitations agricoles dépendant des établissements d'éducation, de bienfaisance et pénitentiaires ressortissant au ministère de la justice, à la prorogation partielle de la loi du 4 mars* 1919 *réglementant les bourses de change et de fonds publics et aux réparations en nature.*

Doc. — Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1923, ainsi que des dispositions relatives aux contributions de guerre imposées à la Nation belge par le pouvoir occupant, n° 5-I. — Tableaux, n° 5-I.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 35.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius (21 décembre 1922).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 254 à 258.

M. Fraiture demande à ce moment si, pour l'évaluation des recettes, le gouvernement s'est basé sur le rendement des lois votées, ou sur le rendement éventuel de projets qu'il a l'intention de présenter, p. 258. — M. le président fait remarquer que M. le ministre des finances n'est pas en séance, p. 258. — M. Moyersoen, m. i. t., déclare qu'il est de règle absolue de ne pas tenir compte du rendement éventuel d'un projet de loi qui pourrait être adopté, p. 258. — Observations de M. Fraiture, p. 258.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 258, 259.

L'ensemble du budget est adopté par 70 voix contre 34, p. 263. (28 décembre 1922). Le projet est soumis à la sanction royale.

Crédits supplémentaires.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au budget général de l'exercice 1921 *et à des budgets de l'exercice* 1922.

Doc. — Projet de loi, n° 56.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 65.

Finances : BUDGETS. *Crédits supplémentaires (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 385 (30 janvier 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 547 à 549.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 34, p. 551 (21 février 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à des budgets des exercice 1922 et 1923.

Doc. — Projet de loi, n° 233.

Rapport fait par M. Huisman-Vanden Nest, n° 239.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Vanden Nest, p. 1337 (31 juillet 1923.)

Discussion générale. Sont entendus : MM. le chevalier de Ghellinck-d'Elseghem, Theunis, p. m., m. f., p. 1368, 1369.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1369 à 1378.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 41, p. 1397 (2 août 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Crédits supplémentaires au budget du Congo. — V. Congo : Finances.

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE.

Compte rendu des opérations de la dite caisse pour l'année 1922.

Ann. — Transmis par M. le ministre des finances, conformément à l'article 17 de la loi du 16 mars 1865, p. 1203.

Proposition de loi portant modification de la loi du 10 février 1900 sur l'épargne de la femme mariée et du mineur. — V. Code civil : Mariage.

Projet de loi portant modifications aux articles 10, 20, 21, 22, 23bis, 23ter, 23quater de la loi du 16 mars 1865, instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite, modifiée et complétée par les lois des 1er juillet 1869, 21 juin 1894, 9 août 1897, 10 février 1900 et 16 mars 1921.

Doc. — Projet de loi, n° 204.

Rapport fait par M. François, n° 215.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1288.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix et une abstention, p. 1303 (25 juillet 1923). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1303. — Le projet est soumis à la sanction royale.

CHANGE. BAISSE DU FRANC.

Ann. — Motion d'ordre de M. Deswarte qui demande qu'un contact étroit soit établi au sujet de la question des devises entre le gouvernement et le parlement, demande que la commission des finances soit convoquée à cet effet le plus prochainement possible, p. 1409. — Est entendu : M. Theunis, p. m., m. f., qui déclare être à la disposition de la commission des finances, p. 1409. — Observations de MM. Seeliger, Van Fleteren, Liebaert (qui déclare en l'absence de M. le baron de Sadeleer, au nom de la commission des finances que ce collège se réunira aussitôt qu'il sera convoqué par son président, Deswarte, De Bast, p. 1409, 1410.

V. aussi la rubrique : Interpellations, au nom de MM. Vinck et Seeliger, au sujet de la question des changes.

COMPTABILITÉ DES DÉPENSES ENGAGÉES.

Copies des délibérations des conseils des ministres en date des 17 et 23 octobre, 6 novembre, 4 et 13 décembre 1922, 5 février, 10 avril, 28 mai, 9 et 16 juillet 1923.

Transmis au Sénat par la Cour des comptes en exécution de l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921, p. 1323.

COUR DES COMPTES.

Dissentiments entre la Cour des comptes, d'une part, le ministre de la justice et le conseil des ministres d'autre part : Sommes allouées aux juges des enfants pour payer certains frais résultant de l'exécution de la loi sur la protection de l'enfance.

Doc. — Rapport fait par M. Liebaert sur l'exposé de ce dissentiment, n° 120. — Annexe : Exposé de la Cour des comptes, n° 120.

Ann. — M. le président donne lecture du rapport de la commission des finances sur ce dissentiment; ce rapport est terminé par une demande adressée à la Cour des comptes, priant celle-ci de dire à l'assemblée : « si l'application des lois budgétaires et celle de la loi sur les dépenses engagées n'ont donné lieu, de sa part, à aucune autre constatation devant faire l'objet d'une notification spéciale aux Chambres, par application de l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921 », p. 798. — Sont entendus : M. Volckaert (qui proteste, à cette occasion, contre le retard apporté à la vérification des budgets, par la Cour des comptes, notamment en ce qui concerne le budget des colonies), Theunis, p. m., m. f (qui fait diverses observations quant au travail de la Cour des comptes), p. 798.

Les conclusions du rapport de la commission des finances, sur le dissentiment, sont adoptées par assis et levé, p. 798.

M. le président donne lecture de la réponse qu'il a reçue de M. le P. P. de la Cour des comptes, déclarant que plusieurs questions soulevées par l'application de la loi du 20 juillet 1921, seront exposées dans le cahier d'observations qui va être adressé aux Chambres législatives, et que, en dehors des différends soumis aux Chambres, aucune notification spéciale ne doit être faite à ce moment, p. 819.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le département des affaires économiques, au sujet de l'interprétation de l'article 5, § 3, des lois coordonnées du 19 août 1921, sur les réparations à accorder aux victimes de la guerre.

Doc. — Exposé de ce dissentiment, n° 134.

Rapport fait par M. Liebaert, n° 217.

Ann. — Transmis par la Cour des comptes au Sénat, le 26 avril 1923, p. 819.

Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 1265 (24 juillet 1923).

M. le président rappelle au Sénat que la commission estime que la solution adoptée par le ministre des affaires économiques et par le conseil des ministres, doit prévaloir, p. 1305. — M. Liebaert, rap., déclare qu'il s'agit uniquement de prendre acte du rapport, p. 1305.

Les conclusions du rapport sont adoptées et M. le président déclare qu'il en sera donné connaissance à la Cour des comptes, à M. le ministre des finances et à M. le ministre des affaires économiques, p. 1305.

Visa des brevets de pension.

Projet de loi portant modification de l'article 17 de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes.

Doc. — Rapport fait par M. Delannoy, n° 166.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Delannoy, p. 1048 (12 juin 1923).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1076.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 137 membres présents, p. 1077 (14 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CRÉANCES A CHARGE DE L'ÉTAT.

Projet de loi relatif aux péremptions et prescriptions suspendues pendant la durée de la guerre, et concernant les sommes dues par l'Etat.

Doc. — Projet de loi, n° 26.

Rapport fait par M. Van Cauwenbergh, n° 53.

Ann. — Dépôt du rapport fait par M. Van Cauwenbergh, p. 301 (18 janvier 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 546.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 94 membres présents, p. 551 (21 février 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

DOMAINE.

Immeubles domaniaux.

Projet de loi relatif à l'aliénation d'immeubles domaniaux.

Doc. — Rapport fait par M. De Bast, n° 148.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 936 (24 mai 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 974.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 31, p. 981 (30 mai 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

DOUANES.

Conventions commerciales. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Finances : DOUANES *(suite)*

Marchandises et valeurs.

Projet de loi relatif à l'exportation, à l'importation et au transit des marchandises et valeurs.

Doc. — Projet de loi, n° 55.

Rapport fait par M. Demerbe, n° 59.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Demerbe, qui fait remarquer l'extrême urgence de ce projet de loi, p. 342. — L'urgence est déclarée et M. Demerbe donne lecture de son rapport, p. 343.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 343.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 99 voix contre 1, p. 343 (24 janvier 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Régime différentiel. Marchandises originaires ou en provenance de la Tchéco-Slovaquie.

Ann. — Exemplaire de l'arrêté royal du 29 mai 1923 établissant le régime spécial applicable à ces marchandises. Transmis par M. le ministre des finances, conformément à l'article 2 de la loi du 8 avril 1922, p. 1047.

Régime différentiel. Prorogation des pouvoirs du gouvernement :

Projet de loi relatif au tarif des douanes.

Doc. — Rapport fait par M. De Bast, n° 36.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 237 (27 décembre 1923).

Discussion générale. Observations de M. Van Roosbroeck au sujet de la composition du personnel des douanes au point de vue de la connaissance de la langue flamande, et réponse de M. Theunis, p. m., m. f., p. 262.

L'article unique est adopté sans observations, p. 262.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents, p. 264 (28 décembre 1922). — Le projet est soumis à la sanction royale, p. 264.

Projet de loi relatif au tarif des douanes.

Ann. — M. le président annonce que la Chambre des représentants vient de transmettre ce projet au Sénat, et qu'il a été immédiatement renvoyé à la commission des finances, p. 1096 (28 juin 1923).

Dépôt, par M. le baron de Mévius, du rapport sur ce projet de loi, p. 1096. — M. le baron de Mévius demande l'urgence pour ce projet de loi et l'urgence est déclarée, p. 1096.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1096.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 membres contre 35, p. 1096 (28 juin 1923). Le projet sera soumis à la sanction royale.

EMPRUNTS.

Garantie du gouvernement. Coopératives pour dommages de guerre.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 135.

Ann. — M. le président annonce que la Chambre vient de voter ce projet de loi et que M. le premier ministre a exprimé le désir que le Sénat aborde d'urgence l'examen de ce projet de loi, p. 847 (9 mai 1923). — M. le baron de Mévius, rap., fait remarquer l'urgence de ce projet; M. Theunis, p. m., m. f., insiste sur les raisons qui demandent l'examen d'urgence du projet; l'urgence est déclarée et M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, p. 847.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 847, 848.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 94 membres présents, p. 848 (9 mai 1923)). Le projet est soumis à la sanction royale.

IMPOTS.

Automobiles et véhicules à vapeur ou a moteur.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur.

Doc. — Projet de loi, n° 109.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 114.

Finances : IMPOTS. *Autom. ou véhic. à vapeur ou à moteur (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 772.

Discussion générale. MM. le duc d'Ursel (qui termine son discours en conviant le Sénat à repousser la proposition qui lui est soumise et en s'engageant, si M. Theunis, p. m., m. f., y consent, à faire étudier, pour la rentrée de Pâques, par le « Royal Automobile club », d'accord avec son administration, un projet de loi qui apporterait toutes les ressources demandées, mais qui serait rationnellement établi), Theunis, p. m., m. f., le chevalier de Vrière, le baron Ruzette, m. a., t. p., Guyaux, le baron de Mévius, le marquis Impériali, p. 777 à 780.

Discussion des articles.

Art. 1er et 2. Adoptés sans observations, p. 780, 781.

Article 3. M. le duc d'Ursel demande la disjonction de cet article, p. 781. — Observations de M. le comte de Limbourg-Stirum, Theunis, p. m., m. f., p. 781. — M. le président annonce que M. le duc d'Ursel, ayant demandé la disjonction, il va mettre l'article 3 aux voix paragraphe par paragraphe, p. 781. — Les divers paragraphes de l'article sont successivement adoptés et l'ensemble de l'article est également adopté, p. 781.

Art. 4. M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre des représentants et d'un amendement présenté au 2° du § 1er, par MM. Baudrux et Delannoy, p. 781, 782. — Sont entendus : MM. Baudrux (qui motive son amendement), le duc d'Ursel (qui pose une question au sujet de l'interprétation de la disposition à laquelle MM. Baudrux et Delannoy présentent un amendement), Theunis, p. m., m. f. (qui prie le Sénat de rejeter l'amendement de MM. Baudrux et Delannoy et déclare être d'accord pour l'interprétation donnée par M. le duc d'Ursel au 2° du § 1er, p. 782.— Le 1° du § 1er est adopté, p. 782. — L'amendement présenté par MM. Baudrux et Delannoy au 2° du § 1er est rejeté et le texte du projet est adopté, p. 782. — Le § 2 est adopté ainsi que l'ensemble de l'article 4, p. 782.

Art. 5. Observations de MM. le duc d'Ursel et Theunis, p. m., m. f., au sujet des exemptions relatives aux autobus et gros transport, p. 782. — L'article 5 est adopté, p. 782.

Art. 6, 7 et 8. Adoptés sans observations, p. 782, 783.

Article 9. Observations de MM. le duc d'Ursel et Theunis, p. m., m. f., p. 783. — L'article 9 est adopté, p. 783.

Art. 10 à 16. Adoptés sans observations, p. 783, 784.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 73 voix contre 3 et 39 abstentions, p. 786 (27 mars 1923). — Se sont abstenus : MM. Van Berckelaer, Vande Mortele, Vanderick, Van Fleteren, Van Roosbroeck, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vermeylen, Wittemans, Beosier, Calonne, Casterman, Daems, Damas, Danhier, Delor, Demoulin, De Nauw, Deswarte, Ducastel, J. Dumont, Fraiture, Guyaux, Hannick, Hénault, Lafontaine, Lekeu, Libioulle, Lion, Mosselman, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Ronvaux, Seeliger, Solau, Mme Spaak et M. Spillemaeckers, p. 786. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Droit de timbre d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession.

Doc. — Projet de loi, n° 232.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 246.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 1360 (1er août 1923).

Discussion générale.

Discours de MM. Poelaert, Eylenbosch, Theunis, p. m., m. f., le baron de Mévius, rap., Feron, p. 1380 à 1382. — Observations de MM. Van Overbergh, Volckaert, le baron de Sadeleer, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Poelaert, p. 1381, 1382.

Discussion des articles.

Article 15. Observations de MM. Poelaert, Du Bost, Theunis, p. m., m. f., au sujet de l'interprétation, p. 1385. — L'article 15 est adopté, p. 1385.

Les autres articles sont adoptés sans observations, p. 1382 à 1388.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 5 et 34 abstentions, p. 1398 (2 août 1923). — Se sont abstenus : MM. Casterman, Damas, Danhier, Delor, de Meesier, Demoulin, De Nauw, Ducastel, Dumont, Fraiture, François, Guyaux, Hannick, Hénault, Lafontaine, Lekeu, Lion, Lombard, Martens, Mousty, Pirard, Renard, Rongy, Ronvaux, Seeliger, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Vanderick, Van Fleteren, Van Vlaenderen, Verbrugge, Volckaert et Wittemans, p. 1398. — Le projet sera soumis à la sanction royale.

Finances : IMPOTS (*suite*)

Revenus.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus.

Doc. — Projet de loi, n° 108.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 116.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 772 (22 mars 1923).

Discussion générale. Sont entendus : MM. Theunis, p. m., m. f. qui se fait un plaisir d'annoncer notamment au Sénat le bon résultat de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées), le baron de Mévius, rap. (qui fait diverses observations et rectifie une coquille qui s'est glissée dans son rapport, afin d'éviter toute discussion dans la jurisprudence à l'avenir), p. 784, 785.

Discussion des articles.

Art. 1er et 2. Adoptés sans observations, p. 785.

Art. 3. M. De Bast, pose une question à M. Theunis, p. m., m. f., au sujet des versements anticipés sur des actions dont le capital n'est pas encore entièrement appelé, p. 785. — M. Theunis, p. m., m. f., répond à cette question, p. 786. — Observations de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 786. — L'article 3 est adopté, p. 786.

Art. 4. Adopté sans observations, p. 786.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix et 41 abstentions, p. 786 (27 mars 1923.) Se sont abstenus : MM. Van Belle, Van Berckelaer, Vande Moortele, Vanderick, Van Fleteren, Van Roosbroeck, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vermeylen, Vinck, Wittemans, Beosier, Calonne, Casterman, Daems, Damas, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Delor, Demoulin, De Nauw, Deswarte, Fraiture, François, le baron Gillès de Pélichy, Guyaux, Hannick, Hénault, Lafontaine, Lekeu, Lion, Lombard, Mosselman, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Ronvaux, Seeliger, Solau, Spillemaeckers et Mme Spaak, p. 787. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus.

Doc. — Projet de loi, n° 227.

Sucres-glucoses, tabacs et allumettes.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes.

Doc. — Rapport fait par M. Huisman- Vanden Nest, n° 69.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Vanden Nest qui fait remarquer l'urgence de ce projet de loi, p. 413. — L'urgence est déclarée et Huisman-Vanden Nest donne lecture de son rapport, p. 413.

Discussion générale. M. Theunis, p. m., m. f., indique à cette occasion quelle est la structure d'ensemble de quatre projets de loi d'impôts qu'il a déposés l'avant-veille à la Chambre, p. 413, 414. — Sont entendus MM. Braffort, Volckaert, Guyaux, Magnette, le baron de Moffarts, Damas, Beauduin, Allewaert, Rongy, Mme Spaak, le baron de Sadeleer, Van Fleteren, Van Berckelaer, Vande Moortele,, le marquis Imperiali, Theunis, p. m., m. f., Feron, p. 414 à 420.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 420 à 422.

La gauche socialiste se retire avant le vote sur l'ensemble, p. 422.

Il est procédé au vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de loi, 73 membres y prennent part, en conséquence, le Sénat n'est plus en nombre, p. 422.

Le vote est repris et l'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix contre 42 et 3 abstentions, p. 423 (6 février 1923). Se sont abstenus : MM. Lafontaine, Van Overbergh et Féron, p. 424. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Motion d'ordre de M. Van Berckelaer qui fait remarquer que, seul, le compte-rendu analytique a pris le discours qu'il a prononcé en flamand pendant cette discussion et demande que l'on prenne des mesures pour que le service sténographique flamand soit à même de prendre les discours en cette langue, un seul sténographe possédant le flamand, p. 425. — M. le président déclare que le bureau recherchera les moyens de donner satisfaction à M. Berckelaer, p. 425. — Motion d'ordre de M. Vinck, questeur, en réponse à la motion d'ordre de M. Van Berckelaer, p. 433. — V. Chambres législatives : Flamand.

Motion d'ordre de M. Rongy qui fait une rectification à un discours qu'il a prononcé au cours de la discussion de ce projet en ce qui concerne la firme « L'Union allumettière », p. 520.

Finances : IMPOTS (*suite*)

Perception des droits de timbre (Mode de)

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre.

Doc. — Projet de loi, n° 222.

Rapport fait par M. Serruys, n° 245.

Ann. — Discussion générale. Sont entendus : MM. Poelaert, Theunis, p. m., m. f., p. 1379.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1379, 1380.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 24 et 15 abstentions, p. 1397 (2 août 1923). — Se sont abstenus : MM. De Meester, Fraiture, Lafontaine, Lekeu, Libioulle, Lion, Lombard, Longville, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Rongy, Mme Spaak et M. Wittemans, p. 1397. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Recouvrement.

Prorogation des délais pour l'établissement des cotisations et pour les poursuites.

Projet de loi prolongeant l'exercice 1921 ainsi que les délais utiles pour l'établissement des cotisations de 1920 et de 1921 et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et indirects.

Doc. — Projet de loi, n° 27.

Rapport fait par M. François, n° 37.

Ann. — Dépôt du rapport par M. François (21 décembre 1922.)

Les articles sont adoptés sans observations, p. 261.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 108 membres présents, p. 264 (28 décembre 1922.) Le projet est soumis à la sanction royale.

LLOYD ROYAL BELGE.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la Société anonyme du Lloyd royal belge et divers créanciers de celle-ci.

Doc. — Rapport fait par M. Liebaert, n° 248.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Liebaert, p. 1361 (2 août 1923).

Discussion générale. Discours de M. Theunis, p. m., m. f., Liebaert, rapporteur, Weyler, du Four, Deswarte, p. 1417 à 1424. — Interruptions de MM. Liebaert, rapporteur, Deswarte, Weyler, Van Overbergh, du Four, p. 1418 à 1424.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1424, 1425.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 voix contre 18 et 29 abstentions, p. 1438 (8 août 1923). — Se sont abstenus: MM. Dumont, Feron, Fraiture, François, Hannick, Henault, Lafontaine, Lekeu, Lion, Lombard, Pirard, Renard, Rongy, Seeliger, Mme Spaak, Van Belle, Vanderick, Van Fleteren, Van Roosbroek, Van Vlaenderen, Verbrugge, Wittemans, Baudrux, Daems, Damas, Delor, Demoulin, De Nauw et de Visch, p. 1438.

MARKS. — V. plus loin la sous-rubrique : Monnaie.

MONNAIES.

Jetons bons-monétaires.

Projet de loi autorisant l'émission par le Trésor belge de jetons-bons monétaires de deux francs.

Doc. — Rapport fait par M. Serruys, n° 167.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Serruys, p. 1048 (12 juin 1923.)

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1075.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents, p. 1076 (14 juin 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

Retrait des monnaies allemandes.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites à l'Etat par la Banque nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances.

Doc. — Projet de loi, n° 224.

Rapport fait par M. Van Cauwenbergh, n° 247.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Cauwenbergh, p. 1347 (1er août 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1378, 1379.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 62 voix contre 1 et 36 abstentions, p. 1397 (2 août 1923). — Se sont abstenus :

Finances : MONNAIES. *Retrait des monnaies allemandes (suite)*

MM. Baeck, Beosier, Calonne, Casterman, Damas, Danhier, Delor, Demoulin, Ducastel, Fraiture, François, Guyaux, Hannick, Hénault, Lafontaine, Lekeu, Lion, Lombard, Longville, Mousty, Pirard, Renier, Rongy, Ronvaux, Seeliger, Mme Spaak, MM. Spillemaeckers, Van Belle, Van Berckelaer, Vanderick, Van Fleteren, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vinck, Volckaert, Wittemans, p. 1397. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande à Eupen-Malmédy.

Projet de loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande, dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith.

Doc. — Projet de loi, n° 110.
Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 117.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 772 (22 mars 1923).

Discussion générale. Est entendu : M. Renard, qui donne lecture d'un article de la *Warsche*, journal hebdomadaire de Malmédy, afin d'attirer l'attention du parlement sur des transactions frauduleuses faites immédiatement avant l'échange des monnaies, p. 788, 789.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 789, 790.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents, p. 789 (27 mars 1923). Le projet est soumis à la sanction royale.

RÉMUNÉRATION DES MILICIENS. — V. Armée : Milice.

TITRES AU PORTEUR.

Dépossession involontaire. — V. Guerre : Dommages de guerre.

VALEURS.

Importation, exportation et transit. — V. plus haut la sous-rubrique : Douanes : Marchandises et valeurs.

Flamand. — V. Enseignement supérieur : Université de l'Etat.

Fonds spécial.

Amortissement de la dette de l'Etat envers la Banque nationale : Reprise des monnaies : V. Finances : Monnaies.

Fraiture, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la colonie. Amendement à l'article 5, n° 50.

Projet de loi de recrutement. Amendement à l'article 7 (co-sign.), n° 226.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 4, § 2. Défend un sous-amendement qu'il présente à un amendement de M. Asou, p. 97.

S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Observations à l'occasion du discours prononcé par M. le marquis Impériali pour motiver son vote, p. 478.

Budget des affaires étrangères pour 1920. Discussion générale, p. 227, 229, 230, 233, 235. — Déclare renoncer, vu l'heure tardive, à répondre aux attaques de M. Feron contre les fédérations syndicalistes et l'Internationale socialiste, se réservant de le faire en une autre circonstance, p. 236. — Observations, p. 243.

Budget des voies et moyens pour 1923. Demande si, pour l'évaluation des recettes, le gouvernement s'est basé sur le rendement des lois votées ou sur le rendement éventuel de projets qu'il a l'intention de présenter, p. 258. — Fait encore quelques observations, p. 258.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 292, 303 à 307, 320, 328. — Discussion au sujet des conditions de la démission de M. Lippens, gouverneur du Congo, p. 334, 335, 337 à 341. — Discussion des articles du projet de loi tendant à permettre aux personnes

Fraiture (*suite*)

autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la colonie. Art. 5. Observations à l'occasion d'un amendement qu'il a présenté, avec MM. Renier et Volckaert, p. 348.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 351.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 363, 382, 384, 385, 388, 392 à 401, 403 à 406, 410, 411, 429 à 431, 434, 444 à 447, 450, 454, 458 à 460, 462. — Discussion des articles. Art. 1er. Fait une déclaration, en son nom et au nom de MM. Lafontaine et Renier, afin de motiver les amendements qu'ils ont présentés, p. 480. — Annonce, en présence de la déclaration qui vient d'être faite par M. Neujean, m. c. f., m., p., t., et en présence du rejet de l'amendement qu'il avait présenté, avec MM. Lafontaine et Renier, à l'article 1er, considérer le vote qui vient d'être émis comme acquis pour tous les autres amendements qu'ils avaient présentés, p. 482.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 520.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 570.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 608.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1324, 1325. — Après un incident entre lui et M. Gillain, rap., qui proteste contre les attaques dirigées contre lui par M. Fraiture, reprend son discours, p. 1326 à 1330. — Observations, p. 1331. — Fait personnel : proteste contre la manière dont M. Devèze, m. d. n., a pris la défense de M. le général Gillain, sur un terrain sur lequel il n'avait pas placé le débat, p. 1337. — Art. 4. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 1354.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 738. — Proposition de loi, due à l'initiative de MM. Magnette et consorts, et relative à la création d'une université flamande. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 756. — Proposition de loi, due à l'initiative de MM. Speyer et consorts et relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 756.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1069.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi modifiant la loi postale du 30 mai 1879. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1096.

Budget de la défense nationale pour 1923. — Discussion générale, p. 1223 à 1226. — Parle en faveur des ascendants des soldats tombés au front, p. 1229, 1230.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Discussion générale, p. 1235.

Poursuites contre lui et M. Renier. Demande en autorisation. Discussion générale de cette demande, p. 1393 à 1395, 1401 à 1409. — Discussion sur le point de savoir si une interpellation annoncée par MM. Renier et consort, au sujet de la révocation d'agents à la suite de la grève des cheminots aura la priorité sur la demande en autorisation de poursuites, p. 1432. — Malgré des observations de M. le président maintien des paroles qu'il a prononcées et qui s'adressent à M. Neujean, m. c. f. m. p. t., p. 1432. — M. le président lui ayant infligé un rappel à l'ordre s'explique au sujet de la portée des paroles qu'il a prononcées, p. 1432. — Déclare, au nom de la gauche socialiste accepter une proposition faite par motion d'ordre par M. Liebaert et tendant à tenir éventuellement encore une dernière séance le lendemain pour épuiser ce débat, p. 1444. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1453, 1456. — Demande la parole, par motion d'ordre, p. 1463. — M. Renier ayant demandé que l'on divise le vote, prie le Sénat, par

Fraiture (*suite*)

motion d'ordre, de ne pas accéder à la demande de M. Renier et déclare se solidariser complètement avec lui, p. 1463, 1464. — S'abstient au vote sur la partie des conclusions du rapport demandant au Sénat s'il autorise les poursuites sur le pied de l'article 406 du Code pénal, p. 1464. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire, en ce qui le concerne, p. 1465.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Frameries.

Institut national des mines. — V. Droits civils : Personnification civile.

Franck, ministre des colonies.

Ann. — Projet de loi concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales et projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la Colonie. — Dépose ces projets de loi, en demande le renvoi à la commission des colonies et prie le Sénat de remettre la discussion du budget des colonies jusqu'après les vacances de Noël, afin d'y joindre l'examen de ces projets de loi, p. 212.

Budget du ministère des colonies (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale de ces trois projets de loi, p. 292, 293, 298, 304, 305, 311.— Répond aux observations présentées, p. 318 à 330. — Termine son discours en déclarant qu'il accepte, en les modifiant légèrement, les amendements présentés par M. Leyniers et par MM. Fraiture et consorts au projet de loi sur les pensions coloniales, p. 330. — Reprise de la discussion générale. Répond à la question de M. Digneffe au sujet des conditions de la démission de M. Lippens et de l'acceptation de cette démission, p. 332 à 341. — Répond à une question de M. Volckaert, en ce qui concerne le traitement des fonctionnaires, et en particulier de l'avocat de son département, p. 341, 342. — Discussion des articles du projet de loi concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales. Art. 3. Déclare que le gouvernement se rallie au sous-amendement de M. Leyniers, p. 346. — Discussion des articles du projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la colonie. Art. 5. Déclare accepter le principe d'un amendement proposé par MM. Fraiture et consorts, mais propose une nouvelle rédaction qu'il motive, p. 347, 348.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921 entre l'Etat belge et la Compagnie du chemin de fer du Congo. Discussion générale. Développe les motifs de ce projet, p. 762 à 764. — Répond au discours de M. Féron, p. 766.

Notification du décès de M. Royers, sénateur d'Anvers. Prononce un discours à cette occasion, p. 791.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale. Discours, p. 877 à 888.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1200, 1205, 1210 à 1212.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1335.

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Prie le Sénat de voter ce projet avant de se séparer, p. 1462.

François, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi prorogeant l'exercice 1921 ainsi que les délais utiles pour l'établissement des cotisations de 1920 et 1921, et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et indirects. — Rapport, n° 37.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 54.

Projet de loi portant modifications aux articles 10, 20, 21, 22, 23bis, 23ter, 23quater de la loi du 16 mars 1865, instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite, modifiée et complétée par les lois des 1er juillet 1869, 21 juin 1894, 9 août 1897, 10 février 1900 et 16 mars 1921. — Rapport, n° 215.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1923. Discussion générale, p. 233.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 697. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion des articles. Art. 2, p. 1216.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Proposition de loi relative au paiement des effets de commerce au moyen de chèques. Discussion générale. Observation. Propose, afin de trancher la controverse entre MM. Liebaert et Mosselman, rap., de reprendre le nouveau texte présenté par M. Liebaert, p. 801, 802.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Fraudes. Embarquements en fraude. — V. Marine.

Fusion des sociétés mutualistes. — V. Assurances sociales : Sociétés mutualistes.

G

Gand (Université de). — V. Enseignement supérieur.

Gand (Tramways de). — V. Tramways.

Garantie du gouvernement. — V. Finances : Emprunts.

Gardes champêtres. — V. Code rural : Police rurale.

Gillain, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi modifiant la loi du 25 août 1920 relative à la rémunération des professeurs civils à l'école militaire. Rapport, n° 23.

Projet de loi fixant le contingent pour 1923. Rapport, n° 30.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 54.

Projet de loi de milice. Rapport, n° 91.

Projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme belge d'Exploitation de la navigation aérienne (S. A. B. E. N. A.). Rapport, n° 125.

Gillain (*suite*)

Projet de loi portant à cinq ans la durée des contrats à passer avec les écoles civiles d'aviation. Rapport, n° 126.

Projet de loi relatif à l'avancement, par voie de commissionnement, des officiers des armes et des services faisant organiquement partie du corps de l'aéronautique. Rapport, n° 161.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1923. Rapport, n° 164.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1923. Rapport, n° 165.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. Rapport, n° 167.

Projet de loi accordant une allocation spéciale aux militaires invalides de la guerre pour la période pendant laquelle ils ont été mis en congé sans solde ou sans allocations militaires. Rapport, n° 194.

Projet de loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918. Rapport, n° 195.

Projet de loi de recrutement. Rapport, n° 212.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1er juin 1919 relatives à la rente des chevrons de front. Rapport, n° 213.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 25 août 1920 relative à la rémunération des professeurs civils de l'école militaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 186.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 306, 308 à 310.

Projet de loi de milice. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 606. — Discussion générale. Fait remarquer que ce projet porte simplement des dispositions de milice; les questions du temps de service actif, du système d'incorporation et de l'organisation proprement dites de l'armée étant réservées, ce qui permettra de les étudier dans toute leur ampleur lorsque les projets traitant ces questions seront envoyés par la Chambre des représentants; estime qu'il est urgent de voter le projet en discussion, afin de permettre le recrutement de la classe de 1923, et propose, en conséquence, de supprimer la discussion générale, p. 614. — Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 615. — Art. 27. Observation au sujet de la visite corporelle des miliciens, p. 619. — Art. 77. Observations au sujet du choix de l'arme, p. 622. — Art. 74. Observations, au sujet d'une erreur d'impression qui doit être rectifiée, p. 626.

Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Dépose le rapport sur ce projet (24 juillet 1923). — Discussion générale, p. 1307 à 1310. — Proteste contre les attaques dont il est l'objet de la part de M. Fraiture, p. 1325. — Observations, p. 1345.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 875, 876, 885, 886.

Propositions de loi relatives à l'emploi du flamand à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Examen en première lecture. Motive les votes qu'il va émettre, p. 1042. — Vote en seconde lecture. Déclare qu'il émettra un vote négatif sur l'ensemble de cette proposition de loi et motive son attitude, p. 1083.

Budget de la défense nationale pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1048. — Discussion générale. Pose quelques questions au ministre de la défense nationale, p. 1147, 1148. — Observations, p. 1227 à 1229.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1048.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi de pigeons pour l'espionnage. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1059.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures que compte prendre le ministre de la défense nationale pour assurer la sécurité des soldats dans les territoires occupés. Discussion, p. 1169 à 1171.

Gillès de Pélichy (baron), sénateur de Roulers-Thielt.

Doc. — Budget des affaires économiques pour 1923. Rapport, n° 82.

Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923. Sous-amendement à l'amendement présenté par le gouvernement, n° 84.

Ann. — Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale. En qualité de rapporteur du budget des affaires économiques, fait remarquer au Sénat que la commission a porté spécialement son attention sur la nécessité de développer les services de l'office des métiers et négoces, ainsi que sur le rendement utile du nombreux personnel de l'administration centrale, p. 571, 572. — Observations, p. 586.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Glucoses. — V. Finances : Impôts.

Goblet d'Alviella (comte), élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement subsidiaire à l'article 18*bis* du texte proposé par la commission de la justice, n° 11.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Amendements proposés par MM. Magnette et consorts. Déclare que M. Magnette, comme lui-même, estimait que ces amendements ne viendraient en discussion qu'à l'occasion de l'article 1er, p. 5. — Art. 1er. Pose une question qui ne se rapporte pas directement à l'article 1er et qui concerne la situation faite aux occupants des immeubles déjà réquisitionnés, p. 22. — Nouvelle observation au sujet de cet amendement, p. 30. — Dépose un amendement subsidiaire : Art. 18*bis* (relatif aux immeubles réquisitionnés) et donne lecture de cet amendement, p. 35. — Art. 6. S'abstient au vote sur un amendement de M. J. Nolf, p. 123. — § 3. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 124. — Observations au sujet de §§ additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts, p. 129. — Art. 8*ter*, proposé par MM. Poelaert et consorts. Déclare qu'un sous-amendement qu'il avait proposé au premier § vient à disparaître, p. 152. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Propose, vu l'urgence de ce projet de loi, sur lequel M. Vauthier vient de déposer le rapport, d'en fixer la discussion à la séance du mardi suivant, p. 440. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce texte, p. 479.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande, à Gand. Dépose, au nom de M. Dumon, un amendement à cette proposition, amendement tendant à établir le siège de l'université à Bruges, et prononce quelques mots à cette occasion, p. 316, 317.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 433.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 663, 691, 694 à 696. — Observations à l'occasion des développements de la proposition de MM. Braun et consorts, p. 744. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. S'abstient au vote sur une proposition de M. Volckaert, tendant à l'ajournement du débat, p. 1044. — Projet présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion des articles. Art. 1er. Appuie les observations faites par M. Speyer, p. 1213, 1214. — Observation, p. 1215.

Notification du décès de M. Royers, sénateur d'Anvers. Prononce un discours à cette occasion, p. 792.

Violences contre l'église, en Russie. Motion d'ordre de M. Rutten qui proteste contre les violences dont sont victimes des membres de l'église, en Russie. Observations, p. 794.

Notification du décès de M. A. Dumon, sénateur de Bruges. Prononce un discours à cette occasion, p. 1090, 1091.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1154, 1155.

Gouvernement du Congo. — V. Congo.

Grades académiques. — V. Enseignement supérieur.

Greffe (Droit de). — V. Finances : Impôts.

Grève du personnel des chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et Marine. — V. 1° Chambres législatives-Sénat : poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. — 2° La rubrique Interpellations au nom de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu.

Guerre.

COMBATTANTS.

Invalides. — Allocation spéciale aux invalides.

Projet de loi accordant une allocation spéciale aux militaires invalides de la guerre pour la période pendant laquelle ils ont été mis en congé sans solde ou sans allocation militaires.

Doc. — Projet de loi, n° 190.

Rapport fait par M. Gillain, n° 194.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1240.

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 1253 (19 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Témoignage de reconnaissance.

Projet de loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918.

Doc. — Projet de loi, n° 191.

Rapport fait par M. Gillain, n° 195.

Ann. — L'article unique est adopté sans observations, p. 1240.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 1253 (19 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

DOMMAGES DE GUERRE.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre.

Doc. — Exposé des motifs, n° 94. Annexe : Projet de loi, n° 94. Rapport fait par M. Deswarte, n° 150. — Annexe : Questions posées par les commissions sénatoriales réunies de la justice et des affaires économiques et réponses à ces questions, n° 150. — Annexes au n° 150 : I. Amendements du gouvernement à l'article 5 et article 6 et 6*bis* nouveaux. — II. Amendements présentés par les commissions réunies aux articles 2, 3, 5 et 6, et article 2*bis* nouveau. Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 156.

Texte amendé par la Chambre des représentants, n° 228.

Rapport fait par MM. E. Nolf et Deswarte, n° 236.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. j., p. 681 (13 mars 1923). — M. Masson fait remarquer que ce projet s'inspire de différents vœux exprimés au Sénat au cours de la discussion du budget des affaires économiques, p. 681.

Dépôt du rapport par M. Deswarte, p. 987 (30 mai 1923). — M. Deswarte fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et, à la proposition de M. le président, la discussion du projet est fixée au mardi suivant, p. 987.

Discussion des articles.

Art. 1er. Observations de M. Deswarte (qui propose un amendement), Van de Vyvere, m. a. éc., (qui déclare être d'accord avec M. Deswarte, rap.), Speyer, et Liebaert (au sujet de l'interprétation), p. 1014, 1015. — M. Van de Vyvere, m. a. éc., répond aux observations de MM. Speyer et Liebaert, p. 1015. — Observations de MM. Van Roosbroeck et Speyer, p. 1015. — M. Guyaux rappelle la liquidation des indemnités dues aux déportés, liquidation qui a été promise pour la fin de l'année, p. 1015. — Est entendu : M. Van de Vyvere, m. a. éc., p. 1015. — Les amendements des commissions réunies sont adoptées; l'amendement de M. Deswarte, rap., est adopté, p. 1015. — L'article 1er, ainsi amendé, est adopté, p. 1015.

Art. 2. Adopté avec un amendement des commissions réunies, p. 1015, 1016.

Art. 2*bis* proposé par les commissions réunies. Adopté sans observations, p. 1016.

Art. 3. Adopté avec un amendement des commissions réunies, p. 1016.

Article 4. Adopté sans observations, p. 1016.

Article 5. M. le président indique un amendement du gouvernement et des amendements proposés par les commissions réunies au texte du gouvernement, p. 1016, 1017. — Est entendu M. Deswarte, p. 1017. — Le premier et le deuxième

Guerre : DOMMAGES DE GUERRE. *Cours et tribunaux* **(*suite*)**

alinéa du texte du gouvernement sont adoptés avec des amendements des commissions réunies, p. 1017. — Alinéa 3. Adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1017, 1018. — Alinéa 4. Adopté tel qu'il est propose par le gouvernement, avec un amendement des commissions réunies, p. 1018. — L'ensemble de l'article 5 est adopté, p. 1018.

Article 6 nouveau proposé par le gouvernement. M. le président donne lecture de cette disposition, ainsi que d'amendements proposés à ce texte par les commissions réunies, p. 1018. — Sont entendus : MM. Van de Vyvere, m. a. éc., Deswarte, rap., p. 1018, 1019. — Rectification, p. 1045. — L'amendement des commissions réunies tendant à supprimer les alinéas 4°, 5°, 6° de cet article est mis aux voix par assis et levé. L'épreuve et la contre épreuve étant douteuse, il est procédé au vote par appel nominal et l'amendement de la commission est adopté par 52 voix contre 46, p. 1020. — Les autres amendements de la commission qui sont la conséquence de celui qui vient d'être adopté, sont admis sans discussion, après une observation de M. Deswarte, rap., p. 1020. — L'article 6 nouveau, ainsi amendé, est adopté, p. 1020.

Vote en seconde lecture.

Article 1er. Adopté sans observations, p. 1050.

Article 2. Sont entendus : MM. Ligy (qui propose des amendements), le baron de Sadeleer (qui prend la parole d'accord avec l'assemblée, sur l'article 1er, et expose ses scrupules constitutionnels quant aux dispositions de cet article, dispositions qu'il considère comme étant de la plus haute gravité), le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui se rallie en grande partie aux observations présentées par le baron de Sadeleer), Magnette (qui parle également de l'article 1er et appuie, en grande partie, les observations de M. le baron de Sadeleer), Van de Vyvere, m. a. éc., p. 1050 à 1054. — M. le baron de Sadeleer déclare qu'il pensait, à la suite de la motion qu'il a présentée, que l'article 1er serait à nouveau soumis au vote, et M. le président répond que, le vote étant acquis, il est impossible d'y revenir, p. 1054. — Sont encore entendus sur l'article 1er : MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck, Carton, Van de Vyvere, m. a. éc., Piraud, le baron de Sadeleer, p. 1054 à 1056.— Rectification, p. 1088. — Interruptions de MM. Lekeu, Ligy, Seeliger, p. 1055. — Reprise de l'examen de l'article 2. M. le président rappelle le texte adopté au premier vote, et donne lecture de la disposition proposée par M. Ligy, p. 1056. — Observations de MM. E. Nolf, Ligy et Van de Vyvere, p. 1056. — M. Van de Vyvere, m. a. éc., déclare accepter l'amendement de M. Ligy et l'article 2, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 1056.

Art. 2*bis* nouveau. M. le président donne lecture de la disposition adoptée au premier vote, observations de M. E. Nolf, p. 1056. — L'article 2*bis* est définitivement adopté tel qu'il a été admis en première lecture, p. 1056.

Article 3. Définitivement adopté, tel qu'il a été admis en première lecture, p. 1056, 1057.

Article 4. N'a pas été amendé.

Articles 5 et 6 nouveaux. Adoptés définitivement tels qu'ils ont été admis en première lecture, p. 1057.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 26 et 2 abstentions, p. 1058 (12 juin 1923). — Se sont abstenu : MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck et le baron de Sadeleer, p. 1058. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Texte renvoyé par la Chambre des représentants.

M. le président annonce que la Chambre transmet au Sénat le texte amendé de ce projet de loi et décla e qu'il sera renvoyé à la commission réunie de la justice et des affaires économiques, p. 1323.

Dépôt par M. E. Nolf du rapport sur le texte amendé par la Chambre, p. 1324 (31 juillet 1923).

Discussion générale.

Discours de MM. le baron de Sadeleer, Van de Vyvere, m. a. éc., Deswarte, rap., p. 1361 à 1367. — Interruptions de MM. Magnette, Deswarte, rap., Van de Vyvere, m. a. éc., Van Overbergh, Neujean, m. c. f. m. p. t., E. Nolf, rap., le baron de Mévius, Theunis, p. m., m. f., p. 1362 à 1366.

Discussion des articles.

Articles 1er à 4. Adoptés sans observations, p. 1367.

Article 5. Observations de MM. E. Nolf et Vande Vyvere, p. 1367. — L'article 5 est adopté, p. 1367.

Guerre : DOMMAGES DE GUERRE. *Cours et tribunaux (suite)*

Les articles 6 à 8. Sont adoptés sans observations, p. 1367, 1368.

V. ici une motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la haute assemblée, en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants, p. 1395.

L'ensemble du prorjet de loi est adopté par 64 voix et 44 abstentions, p. 1396 (2 août 1923). — Se sont abstenus : MM. Baeck, Beosier, Calonne, Casterman, Damas, Danhier, Dellor, Demoulin, De Nauw, baron de Sadeleer, De Visch, Digneffe, Ducastel, Dumont, Fraiture, François, Guyaux, Hannick, Hénault, Lafontaine, Lekeu, Libioulle, Lion, Lombard, Longville, Martens, Mousty, Pirard, Renard, Renier, Rongy, Ronvaux, Seeliger, Mme Spaak, Spillemaeckers, Van Belle, Van Berckelaer, Vanderick, Van Fleteren, Van Vlaenderen, Verbrugge, Volckaert, Wittemans et Magnette, p. 1397.

Coopératives pour dommages de guerre.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre. — V. Finances : Emprunts.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le gouvernement. — V. Finances : Cour des comptes.

Procédure des tribunaux civils. — V. la rubrique Interpellation au nom de M. Braffort, sur le point de savoir si un tribunal civil des dommages de guerre est fondé à se refuser à examiner séparément le dommage mobilier et le dommage immobilier d'un même sinistré.

Titres au porteur.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur. (V. Session 1921-1922.)

Doc. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 87. Rapport fait par M. Huisman-Vanden Nest, n° 95.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Huisman-Vanden Nest, p. 640.

Discussion générale. Sont entendus : MM. Huisman-Vanden Nest, rap., Seeliger, Theunis, p. m., m. f., Poelaert, Deswarte, Feron, Digneffe, p. 768 à 770.

Discussion des articles.

Art. 1er et 2. Adoptés sans observations, p. 770.

Art. 3 (modifiant les articles 43 à 46 de la loi du 24 juillet 1921. Les dispositions remplaçant les articles 43 et 44 sont adoptés sans observations, p. 770, 771. — Art. 45. Les nouvelles dispositions pour les §§ 1er et 2 de cet article sont adoptées sans observations, p. 771. — M. le président indique les amendements proposés par M. Huisman-Vanden Nest, rap., et par MM. Poelaert et Hicguet, p. 771. — Observations de MM. Huisman-Vanden Nest, rap., et Theunis, p. m., m. f., p. 771. — M. Huisman-Vanden Nest, en présence de la déclaration de M. Theunis, déclare retirer son amendement, p. 771. — M. le président met aux voix l'amendement de MM. Poelaert et Hicguet qui consiste à supprimer le § 3, amendement auquel M. Theunis, p. m., m. f., s'est rallié et ce paragraphe est supprimé, p. 771. — Les nouvelles dispositions remplaçant l'article 46 sont adoptées sans observations, p. 771, 772.

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote, et le § 3 de l'article 45 est définitivement supprimé, p. 772.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 772 (22 mars 1923). — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Equivalence des services dans les armées belge et française, pendant la guerre.

Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 4 octobre 1921, sur l'équivalence des services dans les armées belge et française pendant la guerre.. — V. Armée.

INVALIDES DE GUERRE. — V. plus haut la sous-rubrique : Combattants.

RAPATRIEMENT DES CORPS DES VICTIMES DE LA GUERRE.

Projet de loi fixant les conditions dans lesquelles il pourra être procédé au rapatriement des corps des victimes de la grande guerre, en conformité des dispositions des traités de paix.

Doc. — Projet de loi, n° 99.

Rapport fait par M. Mahieu, n° 106.

Guerre : RAPATRIEMENT DES CORPS DES VICTIMES. *Conditions (suite)*

Ann. — Dépôt du rapport par M. Mahieu, p. 738.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 772.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 110 membres présents, p. 787 (27 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

SÉQUESTRE DE GUERRE.

Projet de loi modifiant les dispositions légales relatives à la liquidation des séquestres de guerre.

Doc. — Projet de loi, n° 97.

Rapport fait par M. Magnette, n° 107.

Ann. — Rapporteur : M. Magnette (séance du 21 mars 1923)

Les articles sont adoptés sans observations, p. 773, 774.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents, p. 788 (27 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

VICTIMES CIVILES (PENSIONS A DES VEUVES DE). — V. Finances : Cour des comptes. Dissentiment entre la Cour des comptes et le département des affaires économiques.

Guyaux, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement à l'article 4, § 2, du texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 24.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. Amendements aux articles 1er, 5 et 9, n° 184.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2, p. 40, 41. — Art. 3. Amendements proposés par M. le marquis Impériali et par M. Masson, m. j., p. 63, 64. — Art. 4, p. 73, 74. — Reprise de la discussion de l'article 3, § 4, p. 87. — Art. 4, § 2. Propose un sous-amendement à un amendement de M. Asou, p. 97. — Art. 6, p. 107, 110, 112, 118, 119. — Art. 7, p. 133. — Chapitre III. De la réquisition des immeubles, p. 182. — Vote en seconde lecture. Art. 4, § 2. Défend un amendement qu'il a présenté avec MM. Mousty et Renier, p. 196. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 227, 230, 232, 248.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 254.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines), et projets de loi relatifs aux pensions. Discussion générale, p. 342.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 361 à 363, 374, 377, 382, 384, 387 à 392, 395 à 397, 399, 400, 408 à 411, 430 à 432, 434, 439, 442, 443, 446, 447, 450, 456, 458. — Discussion des articles. Observations à l'occasion d'amendements proposés par MM. Fraiture et consorts, p. 481.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 415 à 417.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 557, 558.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 568, 570.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1322, 1324, 1327, 1330, 1334, 1343 à 1345, 1349. — Discussion des articles. Art. 8. Observations, p. 1357, 1358.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 640, 641, 706. — Discussion de la proposition de loi de M. Braun, p. 748 à 750, 752. — M. Hubert ayant demandé

Guyaux (*suite*)

la parole contre une demande de clôture, lui reproche de n'avoir pas été présent au vote décisif de la veille, p. 754. — Nouvelles propositions en présence : Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1036, 1038. — Observation à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086. — Projet présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion des articles. Art. 2, p. 1216.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion générale, p. 777, 779. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Interpelle M. le ministre des chemins de fer au sujet de l'accident survenu à la gare de Roux, le 21 courant. Développe son interpellation, p. 795, 796. — Observations, p. 797.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture.) Discussion générale. Observations, p. 815. — Attire l'attention sur l'utilité du développement de la petite agriculture, p. 817, 818.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Témoigne son étonnement de ne pas figurer avec M. Renier et Fraiture sur la demande de poursuites adressée au Sénat, et déclare se solidariser entièrement avec ses deux collègues, p. 1005. — Discussion générale sur cette demande, p. 1394.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Discussion des articles. Art. 1er. Rappelle la liquidation des indemnités dues aux déportés, liquidation qui a été promise pour la fin de l'année, p. 1015. — Texte amendé par la Chambre des représentants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1064, 1066, 1067, 1069, 1070, 1104, 1106, 1108, 1120, 1123, 1124, 1126 à 1130. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1133, 1138. — Art. 67. Observations, p. 1143. — Amendements présentés par MM. Demoulin et consorts, p. 1146.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 2. Litt. B. Observations, p. 1184.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale, p. 1223, 1224, 1226, 1227, 1229, 1230.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Discussion générale, p. 1234, 1235.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. Discussion générale, p. 1241, 1242.

Projet de loi autorisant les sociétés mutualistes à fusionner. Discussion générale. Observations, p. 1286.

Projet de loi relatif 1° au remboursement des avances faites par la banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

H

Habitations à Bon Marché.

Motion d'ordre. — V. Budget extraordinaire : Motion d'ordre de M. Vinck, qui annonce une interpellation sur cette question, p. 1304.

Rapport du conseil d'administration de la Société nationale des logements et habitations à bon marché, sur les opérations du troisième exercice social, rapport auquel est annexé, notamment, le bilan arrêté au 31 *décembre* 1922.

Transmis au Sénat par M. le ministre des finances, conformément à l'article 17 de la loi du 11 octobre 1919, p. 1173.

Hannick, sénateur de Gand-Eecloo.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er, p. 735 à 737.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Insiste sur le dépôt du projet de loi concernant l'assurance contre le chômage involontaire; parle notamment de la question du paiement des pensions de vieillesse, à Gand, et des traitements des inspecteurs du travail, p. 1120 à 1122.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Hénault, sénateur de Liége.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 122.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2, p. 40 à 42. — Art. 3, p. 53. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 470.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 708. — Discussion de la proposition de loi de M. Braun, p. 748. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1190, 1197, 1206, 1212.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1464.

Heures de classe. — V. Enseignement primaire.

Hicguet, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Rapport, n° 48.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 226.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 368 à 371, 395, 399.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Nellens, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif d'Anvers, en remplacement de M. Royers, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 793.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion des articles. Art. 1er, p. 1133.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (Projet Nolf). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Hubert, élu par le Sénat.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2, p. 40 à 43. — Art. 3, p. 56. — Observations au sujet d'un amendement présenté par M. Carnoy, p. 57. — Art. 6, p. 108. — Art. 10. Propose de réserver un amendement de M. Deswarte, p. 155.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 233.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projet de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 334, 340.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 354.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 376, 377, 397.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Demande la parole contre une proposition de clôture, faite par l'extrême gauche, p. 754. — Prend la parole pour un fait personnel au sujet d'une critique qui vient de lui être adressées par M. Lekeu, qui lui reproche d'avoir quitté la salle la veille, au moment du vote sur le principe de la flamandisation, p. 754, 755. — A cette occasion, justifie son vote, p. 755.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1456.

Huisman-Van den Nest, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Budget des dotations pour l'exercice 1923. Rapport, n° 34.

Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles (co-sign.), Annexe, n° 41.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Rapport, n° 69.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur. Rapport, n° 95.

Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage. Amendement à l'article 2 (co-sign.), n° 174.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. Rapport, n° 239.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 15. — Art. 3. Amendements de MM. le marquis Impériali et Masson, m. j., p. 63. — Art. 4, p. 74.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes .Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 413.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (amendé par la Chambre des représentants). Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 640. — Discussion générale, p. 768. — Discussion des articles. Art. 3. Défend un amendement qu'il a présenté, puis annonce en présence de la déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., retirer cet amendement. p. 771.

Huisman-Van den Nest (*suite*)

Budget des sciences et des arts et interpellation de M. Féron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Motive son vote sur le budget et expose la situation créée par l'inspection officielle de l'enseignement libre, p. 918 à 920. — Observations, p. 932.

Propositions de loi relatives à l'emploi des langues à l'université d Gand. Nouvelles propositions en présence. Discussion, p. 1028. — Observations au sujet de la reprise de la proposition de loi présentée, puis retirée par M. Renard, p. 1085. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, 1209, 1210.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1165.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi de pigeons pour l'espionnage. Discussion générale, p. 1242.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1307.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à valoir sur des budgets des exercices 1922 et 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1337.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion au sujet d'une demande d'urgence pour une interpellation de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu, au sujet de la grève des cheminots, et des sanctions prises par le gouvernement à cette occasion, p. 1413, 1429, 1436.

Hygiène professionnelle. — V. Industrie, commerce et travail.

Hypothèque (droit de). — V. Finances : Impôts.

I

Immeubles domaniaux. — V. Finances : Domaine.

Imperiali (Marquis), sénateur de Huy-Waremme.

Doc. — Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1923. — Rapport, n° 18.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement à l'article 6 du texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 24.

Projet de loi approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922, à Washington, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, dans le but d'accroitre les revenus du gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême-Orient, de sauvegarder les intérêts de la Chine et de développer les relations entre ce pays et les autres puissances, sur la base de l'égalité des chances. — Rapport, n° 39.

Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 4 octobre 1921, relative à l'équivalence des services dans les armées belge et française,pendant la guerre. — Rapport, n° 72.

Projet de loi approuvant la convention conclue le 16 février 1923 entre la Belgique et la Suisse pour régler la situation de la Suisse au Congo belge. — Rapport, n° 237.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3. Admet que l'on termine d'abord l'examen des amendements d'ordre agricole, avant d'aborder la discussion des amendements qu'il a présentés, p. 54. — Défend le § 3, qu'il a proposé, p. 59. — Observations au sujet d'un sous-amendement proposé par M. Du Bois, p. 60. — § 4 qu'il a proposé, et amendement proposé à ce paragraphe par M. Masson, m. j., p. 59, 60. — Déclare retirer le paragraphe qu'il a proposé, espérant pouvoir se mettre d'accord sur le texte présenté par M. Masson, m. j., p. 65. — Se rallie au nouveau texte qui vient d'être présenté par M. Masson, m. j., au nom des différents groupes du Sénat, p. 89. — § 2. Observations au sujet d'un amendement de M. Asou, p. 97. — Art. 6, p. 118. — Art. 7. Défend un amendement de MM. Braffort et Carton, p. 133, 134. — Art. 8bis proposé par amendement par le gouvernement, p. 146. — Art. 14. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 156. — Observations, p. 158, 159. — Vote en seconde lecture. Art. 4, § 5, p. 198. — Art. 7. Déclare se rallier à une nouvelle rédaction proposée par M. Masson, m. j., pour l'amendement qu'il avait proposé et donne lecture de cette rédaction.

Imperiali (marquis) (*suite*)

p. 200, 201, 203. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Motive son vote sur l'ensemble de ce texte, p. 478, 479.

Vérification des pouvoirs de M. Eylenbosch, élu sénateur provincial pour la Flandre orientale, en remplacement de M. le baron della Faille d'Huysse, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de ce rapport, p. 117.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 166. — Discussion générale. Traite notamment la question des réparations, p. 212, 213. — Appuie les considérations du R. P. Rutten, en ce qui concerne les massacre d'Arménie, p. 221. — Répond à une partie du discours de M. Jaspar, m. a. ét., en ce qui concerne le rapport qu'il a présenté sur ce budget, p. 248, 249.

Projet de loi approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922, à Washington, entre les différents pays, dans le but d'accroître les revenus du gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême Orient, de sauvegarder les droits et intérêts de la Chine et de développer des relations entre ces pays et les autres puissances sur la base de l'égalité des chances. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 237.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 299, 313, 336.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 351, 357, 358.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 418.

Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 4 octobre 1921, sur l'équivalence des services dans les armées belge et française, pendant la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 429.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 452.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 499.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'institut supérieur de commerce d'Anvers. Discussion générale. Pose une question à M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet des conséquences financières de ce projet de loi, qui a pour effet d'assimiler le corps professoral de l'I. S. de C. d'A. à celui des universités de l'Etat, notamment en ce qui concerne l'émérita', p. 545.

Règlement : Propositions de modification de l'article 2. A l'occasion de l'examen de ces propositions, suggère au bureau de profiter de cette occasion pour modifier l'article 19, afin de supprimer la double expédition des procès-verbaux, et donne lecture de la justification présentée à la Chambre des représentants, qui vient d'apporter cette modification à son règlement, p. 551.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion. Observations à l'occasion d'une proposition de clôture. M. Hubert ayant demandé la parole, p. 754. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. de Broqueville. A la suite d'une proposition de M. Liebaert tendant à continuer le débat après cinq heures, propose, au nom d'un grand nombre de ses collègues de la droite, de remettre le débat au mardi suivant, p. 1045. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1079. — Observations à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086. — Discussion des articles. Art. 3, p. 1217. — Après le vote sur l'ensemble du projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Déclare que M. Pastur, hostile au projet de loi, l'a prié d'informer le Sénat qu'il aurait émis un vote négatif, mais qu'il avait paire avec M. Limage, pour tous les votes de cette séance, p. 1220.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion générale, p. 780.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A. (Services de l'agriculture.) Discussion générale, p. 822.

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail sur la manière dont sera exercée la surveillance à la Cour des comptes, sur la somme de 269,196,212 francs, déposée au Trésor pour compte de l'office de liquidation des organismes et sous-organismes du comité national de secours et d'alimentation. Par motion d'ordre, déclare que, d'accord avec M. le ministre de l'industrie et du travail, il demande que son interpellation soit jointe à la discussion du budget de l'industrie et du travail, p. 899, 900.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, p. 908.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 926. — Discussion des articles du budget. Art. 103. Présente des observations au sujet des musées du cinquantenaire, p. 949, 950.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 991, 999, 1001. — Parle d'un crédit qui a été transféré du budget des affaires économiques au budget de l'intérieur et qui est en faveur des villes et communes belges, p. 1007.

Projet de loi autorisant des dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Demande s'il n'y aurait pas lieu, vu l'urgence de ce projet de loi, de le mettre en tête de l'ordre du jour, p. 1059.

Interpelle M. le ministre de la défense nationale sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer la sécurité de nos soldats dans les territoires occupés. Demande, d'accord avec M. le ministre de la défense nationale, que son interpellation soit discutée au début de la séance du mardi suivant, p. 1110. — Développe son interpellation, p. 1167 à 1169. — Discussion, p. 1171, 1172.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1129.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale, p. 1224, 1225.

Projet de loi approuvant la convention conclue le 16 février 1923 entre la Belgique et la Suisse, pour régler la situation de la Suisse au Congo belge. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1324.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale. Fait une déclaration au sujet de son vote comme au sujet du vote d'un grand nombre de ses amis, p. 1352.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais du 30 décembre 1922. Discussion générale, p. 1388, 1389.

Projet de loi réorganisant les Monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de Caisse publique de prêts. Appuie une demande faite par M. Digneffe et tendant à ce que l'examen de ce projet soit ajourné au mois de novembre, p. 1428

Importation. — V. Finances : Douanes.

Impôts. — V. Finances.

Incapables (aliénation et partage de biens leur appartenant). — V. Code civil : Biens des mineurs ou des incapables.

Industrie, commerce et travail.

BANC D'ÉPREUVES DES ARMES A FEU DE LIÉGE.

Projet de loi modifiant les articles 2, 8 et 11 de la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu, établi à Liége.

Doc. — Projet de loi, n° 208.
Rapport fait par M. Liesens, n° 244.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1427, 1428.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 94 membres présents, p. 1439 (8 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

BONNE FIN DE VENTE DES MARCHANDISES BELGES A L'ÉTRANGER. — GARANTIE DU GOUVERNEMENT.

Rapport périodique.

Ann. — Transmis par le comité de contrôle de la commission du ducroire, en exécution de la loi du 7 août 1921, p. 553 (27 février 1922).

COMMERCE USURAIRE.

Denrées et marchandises de première nécessité. — Affichage des prix.

Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité.

Doc. — Projet de loi, n° 207.
Rapport fait par M. Croquet, n° 221.

Industrie, commerce et travail : COMMERCE USURAIRE. *Denrées et marchandises de première nécessité. — Affichage des prix* (*suite*)

Ann. — Dépôt du rapport par M. Croquet, qui demande l'urgence, p. 1304. — L'urgence est déclarée et M. Croquet donne lecture de son rapport, p. 1304.

Discussion générale. Sont entendus : MM. Mousty, Moyersoen, m. i. t., p. 1304.

Discussion des articles.

Art. 1er. Adopté sans observations, p. 1304.

Article 2. M. Rongy suggère un amendement, p. 1304. — M. Croquet, rap., déclare que le point visé par M. Rongy est traité dans son rapport et estime l'amendement tout à fait inutile, p. 1304, 1305. — M. Moyersoen, m. i. t., estime qu'il faut éviter le vote d'un amendement afin de ne pas devoir renvoyer le projet à la Chambre. M. Lekeu prend acte de la déclaration de M. Moyersoen, p. 1305. — Observations de M. Croquet, p. 1305. — L'article 2 est adopté, p. 1305.

Article 3. Adopté sans observations, p. 1305.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 5, p. 1305 (25 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CONVENTIONS COMMERCIALES. — V. Affaires étrangères.

DENTELLES.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles.

Doc. — Exposé des motifs, n° 242. — Annexe : Projet de loi, n° 242.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Moyersoen, m. i. t., p. 1337 (31 juillet 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie et du travail, p. 1337.

DROITS D'ENTRÉE. — V. Finances : Douanes.

EFFETS DE COMMERCE. — V. Code de commerce : Lettre de change.

EXPORTATION.

Arrêtés royaux des 30 janvier et 1er février 1923 relatifs à l'exportation de certaines marchandises et qui ont paru au *Moniteur* des 31 janvier et 3 février 1923, après avoir été délibérés en conseil des ministres, conformément à l'article 1er de la loi du 25 janvier 1923. Exemplaire transmis par M. le premier ministre, p. 467.

Copie des arrêtés royaux, portant interdiction d'exportation pour certains produits, Transmis au Sénat par M. le ministre de l'industrie et du travail, par dépêche du 23 février 1923, p. 553.

GRÈVE DES CHEMINOTS. — V. 1° la rubrique : Chambres législatives, Sénat : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture; 2° la rubrique interpellations au nom de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu.

HYGIÈNE PROFESSIONNELLE. — *Céruse.*

V. la rubrique interpellations au nom de M. Rongy : au sujet de la mise en application, en Belgique de la convention de Genève, relative à la prohibition de la céruse dans la peinture en bâtiments.

Projet de loi relatif à l'emploi de la céruse et autres pigments blancs de plomb.

Doc. — Exposé des motifs, n° 243. — Annexe A : Rapport de la commission temporaire pour l'étude technique sur l'emploi de la céruse et autres composés blancs de plomb (arrêté royal du 20 juin 1922), n° 243. — Annexe B : Projet de convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture, n° 243. — Projet de loi : Annexe au n° 243.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Moyersoen, m. i. t., p. 1337 (31 juillet 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie et du travail.

INDUSTRIE ET COMMERCE DE LA FEMME MARIÉE.

V. Code civil : Mariage : Proposition de loi sur le travail, l'industrie et le commerce de la femme mariée et à la contribution des époux dans les charges du ménage.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE D'ANVERS.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers.

V. Code civil. — Droit civil : Reconnaissance légale.

Industrie, commerce et travail (*suite*)

INSTITUT NATIONAL DES MINES A FRAMERIES.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'Institut national des mines à Frameries. — V. Droits civils : Personnification civile.

LETTRE DE CHANGE. — V. Code de commerce.

MARCHANDISES ET VALEURS.

Projet de loi relatif à l'exportation, à l'importation et au transit des marchandises et valeurs.

V. Finances : Douanes.

MINES.

Accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord.

Motion d'ordre de M. Vanderick au sujet de cet accident, p. 662. — Sont entendus : MM. Delannoy, Lombard, Rongy, Rutten, Moyersoen, m. i. t., p. 662, 663. — M. le président s'associe, en son nom personnel et au nom du bureau, aux paroles de sympathie qui viennent d'être prononcées à l'égard des familles éprouvées par cette catastrophe, p. 663.

Accidents dans le bassin de Charleroi.

Motion d'ordre de M. Lombard, au sujet de deux catastrophes qui se sont produites dans le bassin de Charleroi, p. 1301. — Réponse de M. Moyersoen, m. i. t., p. 1301, 1302. — L'incident est clos.

Inspection.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille.

Doc. — Projet de loi, n° 119.

Inspection. Prorogation de mandats.

Projet de loi prorogeant les mandats de certains délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille.

Doc. — Rapport fait par M. Rongy, n° 103.

Ann. — Dépôt du rapport en discussion par M. Rongy (14 mars 1923).

Discussion générale. Est entendu : M. Damas, qui déclare ne pas s'opposer au projt de loi, mais insiste, à cette occasion pour que le projet de loi déposé à la Chambre, depuis plus de deux ans, et relatif à cette question, soit soumis aux délibérations des Chambres, p. 772.

L'article unique est adopté sans observations, p. 772.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 108 membres présents, p. 787 (27 mars 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Pensions des ouvriers mineurs. — V. Assurances sociales.

Vacances des mineurs.

Proposition de loi sur les vacances annuelles des mineurs (due à l'initiative de M. Lombard, et signée par MM. Lombard, Danhier, Damas et Vanderick).

Développements, n° 219. — Annexe : Proposition de loi, n° 219.

M. le président annonce le dépôt de cette proposition de loi, p. 1282.

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de l'industrie et du travail, p. 1341.

PRUD'HOMMES.

Conflit entre la ville de Bruxelles et le conseil de prud'hommes. — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Van Roosbroeck.

Justiciables devant ces conseils.

Proposition de loi revisant la loi du 15 mai 1910 revisant les conseils de prud'hommes (due à l'initiative de M. Van Roosbroeck ,et signée par MM. Van Roosbroeck et Casterman).

Voyez pour les documents la prise en considération et les motions d'ordre de M. Van Roosbroeck la session 1921-1922 : *Doc.*, n° 30 et *Annales*, p. 189, 576, 1047).

Ann. — Motion d'ordre de M. Vanderick, qui demande que cette proposition de loi soit mise à l'ordre du jour dès la rentrée, p. 238. — M. le président déclare que le vœu de M. Vanderick sera transmis à la commission compétente, mais qu'aucun objet ne peut être porté à l'ordre du jour avant que le rapport ne soit déposé, p. 238.

Industrie, commerce et travail : PRUD'HOMMES *(suite)*

Loi organique. Revision.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes.

Doc. — Exposé des motifs, n° 130. — Annexe : Projet de loi, n° 130.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Moyersoen, m. i. t., p. 807 (26 avril 1923). — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie et du travail, p. 807.

TRAITÉS DE COMMERCE. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

VALEURS. — V. Finances : Douanes.

Inspection des mines. — V. Industrie, commerce et travail : Mines.

Institut national des mines à Frameries. — V. Droits civils : Personnification civile.

Institut supérieur de commerce d'Anvers. — V. Droits civils : Reconnaissance légale.

Instruction criminelle. — V. Code d'instruction criminelle.

Intérieur.

Rémunération de milice. — V. Armée : Milice.

Interpellations.

Beauduin.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics par M. Beauduin, au sujet des mesures prises pour éviter la propagation de la stomatite aphteuse qui, en ce moment, infeste certaines étables. Demande d'interpellation, p. 86.

M. le président déclare que, d'accord avec M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics et avec M. Beauduin, cette interpellation sera fixée à la séance du jeudi, 7 décembre, p. 86.

Sont entendus : MM. Limage, le baron Ruzette, m. a. t. p. (qui répond à M. Beauduin), et Beauduin, p. 166 à 169. — L'interpellation est close.

Braffort.

Ann. — Adressée à M. le ministre des affaires économiques par M. Braffort, sur le point de savoir si un tribunal civil des dommages de guerre est fondé à se refuser à examiner séparément le dommage mobilier et le dommage immobilier d'un même sinistré. Demande d'interpellation, p. 253.

M. Braffort développe son interpellation, p. 283, 284. — M. Van de Vyvere, m. à. éc., répond à M. Braffort, p. 284, 285. — Discours de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 285. — Observations de M. Braffort, p. 284, 285. — L'interpellation est close.

Feron.

Ann. — Adressée au gouvernement par M. Feron, afin de savoir s'il est résolu à faire respecter de façon efficace, dans l'organisation de l'enseignement national à tous les degrés, en pays flamand, la liberté des pères de familles qui, usant du droit qui leur est garanti par l'article 23 de la Constitution, entendent que leurs enfants soient enseigné en français. Demande d'interpellation, p. 105.

M. Feron se réserve de se mettre d'accord, au sujet de la date de la discussion de son interpellation, ainsi que sur la demande d'urgence qu'il présenterait éventuellement, p. 105. — La discussion de cette interpellation est jointe au budget des sciences et des arts, p. 918. — M. Feron développe son interpellation au cours de la discussion du budget des sciences et des arts, p. 923 à 925. — M. Nolf, m. s. a., répond à M. Feron, p. 934 à 936. — Discours de M. Keesen, p. 937. M. Feron reprend son interpellation, p. 938, 939. — V. éventuellement, pour le surplus, la discussion du budget des sciences et des arts : Rubriques : Finances : Budgets.

Guyaux.

Ann. — Adressée à M. le ministre des chemins de fer, par M. Guyaux, au sujet de l'accident survenu à la gare de Roux, le 21 courant. Demande d'interpellation, p. 776. — M. le président annonce que cette interpellation a été fixée, d'accord avec M. le ministre des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, à la séance de rentrée du mardi 24 avril, p. 776. — Adhésion du Sénat, p. 776.

Interpellations : *Guyaux (suite)*

M. Guyaux développe son interpellation, p. 795, 796. — M. Ducastel parle à cette occasion de plusieurs accidents survenus dans son arrondissement, p. 796. — M. Neujean, m. c. f., m., p., t., commence par répondre brièvement aux observations de M. Ducastel, puis répond à l'interpellation de M. Guyaux, p. 796, 797. — Observations de M. Guyaux, p. 797. — M. Martens attire à cette occasion l'attention sur une passerelle destinée au personnel des ateliers de l'Etat, à Courtrai : 1° sur la nécessité de son utilisation immédiate; 2° sur l'urgence qu'il y aurait à rétablir la passerelle de la rue de Tournai, p. 797. — M. Neujean, m. c. f., m. p. t., répond à M. Martens, p. 797. — L'interpellation est close.

Impériali (Marquis).

Ann. — 1° Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. le marquis Impériali sur la manière dont sera exercée la surveillance à la Cour des comptes sur la somme de 269,196,212 fr. 77 c. déposée au trésor pour compte de l'Office de liquidation des organismes et sous-organismes du Comité national de secours et d'alimentation. Demande d'interpellation, p. 760.

Motion d'ordre de M. le marquis Impériali qui déclare que, à la demande de M. le ministre de l'industrie et du travail et d'accord avec lui, il prie le Sénat d'autoriser que son interpellation soit jointe à la discussion du budget de l'industrie et du travail, p. 899, 900.

Adhésion du Sénat, p. 900.

2° Adressée à M. le ministre de la défense nationale par M. le marquis Impériali, sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer la sécurité de nos soldats dans les territoires occupés.

M. le président annonce cette interpellation et déclare que M. le marquis Impériali demande l'urgence, p. 1110.

M. le marquis Impériali déclare que, d'accord avec M. le ministre de la défense nationale, il demande que son interpellation soit discutée au début de la séance du mardi suivant, p. 1110. — M. Lekeu fait remarquer qu'il y a lieu de donner la priorité à la discussion de la déclaration du gouvernement et M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 1110. — M. le marquis Impériali développe son interpellation, p. 1167 à 1169. — Discussion : MM. Gillain, Devèze, m. d. n., le marquis Impériali, p. 1169 à 1172. — Interr. de MM. Feron, le comte de Limburg-Stirum, Van Overbergh, Lefebvre, Asou, p. 1169 à 1172. — L'interpellation est close.

Pirard.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène, par M. Pirard, sur la situation de l'enseignement public dans les territoires annexés d'Eupen et de Malmédy. Demande d'interpellation, p. 1080 (session 1921-1922).

M. le vicomte Berryer, m. i., déclare être d'accord avec M. Pirard pour prier le Sénat de remettre la discussion de cette interpellation à la rentrée de janvier, p. 207. — Cette demande est admise, p. 207.

M. Pirard développe son interpellation, p. 268 à 276. — Interr. de MM. le vicomte Berryer, m. i. h., et Simonis, p. 274, 275. — Discussion de l'interpellation. Discours de MM. Renard, Speyer, le vicomte Berryer, m. i. h., p. 276 à 281. — Interr. de MM. Volckaert, le vicomte Berryer, Speyer, Pirard, Renard, p. 277 à 281.

Motion d'ordre de M. Renard, qui fait une rectification aux *Annales parlementaires*, en ce qui concerne la partie de son discours qui concerne « Mlle G... », et au *Compte rendu analytique*, au sujet des trois points suivants : 1° le rapport Schils; 2° le général Michel et 3° la comtesse de Pret Rouse de Calemberg, p. 316.

Reprise de la discussion de l'interpellation. Discours de MM. le vicomte Berryer, Speyer, Pirard, le marquis Impériali, Vauthier, Renard, Lejeune, p. 349 à 360. — Interr. de MM. Deswarte, Van Belle, Pirard, Lion, Fraiture, Volckaert, Speyer, le marquis Impériali, Van Overbergh, Renard, Hubert, Mousty, le vicomte Berryer, Liebaert, Van Fleteren, Wittemans, p. 349 à 360. — Fait personnel de M. Le Jeune qui constate que M. Speyer reconnaît avoir voulu se placer au point de vue purement juridique, p. 360. — Observations de M. Speyer, p. 360. — L'interpellation est close.

Motion d'ordre de M. Deswarte qui fait une rectification au *Compte-rendu analytique*, en ce qui concerne l'interprétation donnée à une de ses interruptions qui semble être dirigée contre le général Baltia, p. 368.

Interpellations (*suite*)

Renier, Fraiture, Lafontaine, Lekeu.

Ann. — Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes par MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu au sujet de la révocation des agents du département des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, qui ont été frappés par le gouvernement à la suite de la grève des cheminots.

M. le président donne lecture de la lettre qui lui a été adressée, contenant cette demande d'interpellation pour laquelle les interpellateurs demandent l'urgence, p. 1413. — V. la rubrique Chambres législatives : Sénat : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture.

Rongy.

Ann. — Adressée au gouvernement par M. Rongy au sujet de la mise en application, en Belgique, de la convention de Genève, relative à la prohibition de la céruse dans la peinture en bâtiments. Demande d'interpellation (session 1921-1922).

M. Rongy développe son interpellation, p. 18. — M. Moyersoen, m. i. t., répond à M. Rongy, p. 18, 19. — MM. Volckaert et Rongy font encore diverses observations, p. 19. — L'interpellation est close, p. 19.

Van Roosbroeck.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. Van Roosbroeck, au sujet d'un conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil des prud'hommes.

Motion d'ordre de M. Van Roosbroeck qui rappelle qu'il a parlé de cette question au cours de la discussion du budget de la justice, mais annonce, le conflit s'étant aggravé, son intention d'interpeller à ce sujet, p. 716.

M. le président annonce que M. Van Roosbroeck demande que la discussion de cette interpellation, qui devait avoir lieu le 1er mai, soit reportée à la séance du jeudi 3 mai, p. 793.

M. Van Roosbroeck développe son interpellation, p. 836 à 838. — Interr. de MM. Ronvaux, Moyersoen, m. i. t., Vauthier, Demerbe, p. 836, 837. — Discussion de l'interpellation : MM. Vauthier, Moyersoen, m. i. t., Van Roosbroeck, p. 838 à 840. — L'interpellation est close, p. 640.

Vinck et Seeliger.

Ann. — Adressée à M. le premier ministre, ministre des finances, par M. Vinck, sur la question des changes. Demande d'interpellation, p. 3.

M. Vinck développe son interpellation, p. 75 à 79. — Interr. de MM. Van Overbergh et Van Fleteren, p. 77, 78. — M. Seeliger développe son interpellation, p. 79 à 82. — M. Theunis, p. m., m. f., répond à l'interpellation, p. 82 à 86. — Interr. de MM. Seeliger, Van Fleteren, Volckaert, Vinck, le baron Ruzette, p. 82 à 85. — L'interpellation est close, p. 86.

Wittemans.

Adressée à MM. les ministres des sciences et arts et de la justice par M. Wittemans, au sujet du scandale de Ranst. Demande d'interpellation, p. 1098. — M. Wittemans demande l'urgence pour cette interpellation et motive sa demande, p. 1098. — M. Devèze, m. d. n., fait remarquer que cette interpellation s'adresse également à M. le ministre de l'intérieur, p. 1098. — M. le président prie M. Wittemans de vouloir bien s'entendre avec MM. les ministres pour la fixation de la discussion de cette interpellation, p. 1098. — M. Wittemans développe son interpellation, p. 1254 à 1256. — Interr. de M. Masson, m. j., p. 1254. — M. Berryer, m. i. h., répond à l'interpellation, p. 1256 à 1258. — Interr. de MM. Wittemans, Lekeu, p. 1256 à 1258. — Interr. de MM. Wittemans, Lekeu, p. 1256 à 1258. — L'interpellation est close, p. 1258.

Interprétation. — V. Code de procédure civile : Cassation.

Invalides. — V. Guerre.

J

Jaspar, min. des affaires étrangères.

Ann. — S'associe, au nom du gouvernement, aux paroles prononcées par M. le président du Sénat, à l'occasion de l'assassinat de M. Narutowicz, président de la République polonaise, p. 189.

Jaspar (*suite*)

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 225, 228. — Répond aux différents orateurs, examine les questions de politique extérieure, mais commence son discours en traitant des questions budgétaires, proprement dites, p. 238 à 245.

Projet de loi approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922, à Washington, entre différents pays dans le but d'accroître les revenus du gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême-Orient, de sauvegarder les droits et intérêts de la Chine et de développer les relations entre ce pays et les autres puissances sur la base de l'égalité des chances. Fait remarquer qu'il serait urgent de voter ce projet qui semble ne pas devoir donner lieu à discussion, p. 237.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale. Répond au discours de M. Wittemans, qui est sorti des objets en discussion et qui a traité de la politique extérieure du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'occupation de la Rhur, p. 585, 586.

Violences contre l'Eglise en Russie. Motion d'ordre de M. Rutten qui proteste contre les violences dont sont victimes des membres de l'Eglise, en Russie. Observations, p. 794, 795.

Manifestation du dimanche 22 avril, à Bruges, en l'honneur des marins anglais, morts au cours de l'attaque de Zeebrugge. Motion d'ordre de M. Féron qui propose, au nom du Parlement belge, de dire à la Nation et au Parlement britannique l'admiration de la Belgique pour l'héroïsme des marins de la Grande-Bretagne. Prononce un discours à cette occasion et déclare que le gouvernement s'associe de tout cœur à la motion de M. Féron, p. 795.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1165, 1166.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (projet Nolf.) Discussion générale, p. 1207.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1347.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais du 30 décembre 1922. Discussion générale, p. 1388 à 1390.

Motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la haute assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1396.

Décès de M. le président Harding. Prononce un discours à cette occasion, p. 1401.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1408.

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Demande que le Sénat ajourne sa décision, quant au moment, où ce projet viendra en discussion, jusqu'à ce que M. Franck, m. c., puisse être présent, p. 1441.

Jetons-bons-monétaires. — V. Finances : Monnaies.

Juge unique. — V. Procédure civile : Organisation judiciaire.

Jury. — V. Organisation judiciaire.

K

Katanga. — V. Congo : Chemin de fer.

Keesen, sénateur provincial du Limbourg.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand. Amendement général, n° 47.

Ann. — Prononce un discours en prenant possession, comme doyen d'âge, du fauteuil de la présidence, p. 1.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Traite notamment la question de la paix mondiale, p. 218, 219. — Observations. Relève une phrase de M. Vinck, en ce qui concerne le clergé, p. 248, 249.

Keesen (*suite*)

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand. Discussion sur la prise en considération. Fait quelques observations et dépose à cette occasion, sur le bureau du Sénat, une proposition qui formera un amendement au projet de MM. Speyer et consorts, et qui porte, en plus du dédoublement des cours à l'Université de Gand, le dédoublement des cours à l'Université de Liége, p. 268.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er, p. 732. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. S'abstient au vote sur une proposition d'ajournement introduite par M. Volckaert, p. 1044.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 301 à 303.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Recommande une requête du conseil communal de Gingelum, demandant la construction d'un chemin, p. 860.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Féron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Parle de la question visée par l'interpellation de M. Féron, p. 937.

Motion d'ordre de M. Volckaert qui prie le bureau du Sénat de vouloir bien adresser à Mgr. Keesen les vœux de prompt rétablissement qu'elle forme pour lui, p. 1467.

L

Lafontaine, sénateur provincial de Liége, premier vice-président du Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand (co-sign.). Annexe au n° 42.

Rapport de la commission spéciale chargée de rechercher une solution transactionnelle quant à l'emploi des langues à l'université de Gand. Dépose ce rapport, comme président de la commission, p. 142.

Ann. — Elu premier vice-président du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 4, § 5. Une proposition de remise au lendemain ayant été introduite, fait remarquer qu'il est difficile d'exiger que l'on vote en une fin de séance, p. 100. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 218.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 219. — Traite de la lutte contre la guerre, de la reconstruction du monde et de la conquête de la paix, p. 223 à 234.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 424.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 533.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607.

Projet de loi de milice. Fait une déclaration pour motiver l'abstention du groupe socialiste, p. 631. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projets relatifs à l'université flamande. Dépose le rapport de la commission spéciale chargée de rechercher une solution transactionnelle, quant à l'emploi des langues à l'université de Gand; présente deux observations : 1° prie le Sénat de décider que trois propositions de loi, dont la commission a été saisie, et dues respectivement à l'initiative : a) de M. le comte de Broqueville; b) de M. Braun; c) de M. Van Roosbroeck, seront imprimées en même temps que le rapport, et ne seront pas soumises à la formalité de la prise en considération ; 2° émet le vœu de voir le Sénat aborder, dans le plus bref délai possible, l'examen de cette question, p. 899.

Lafontaine (*suite*)

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 925.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal, et réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 980.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. M. le président ayant proposé de soumettre à la commission de la justice la demande en autorisation de poursuites transmise par M. le Procureur général, déclare, au nom de ses amis comme au sien, ne pas s'opposer au renvoi à la commission, mais estime que ces poursuites n'ont pas de bases sérieuses et déclare se solidariser dans la plus large mesure possible avec MM. Renier et Fraiture, p. 1005. — Discussion générale, p. 1407. — Discussion au sujet de l'urgence d'une interpellation qu'il demande à adresser, avec MM. Renier et consorts, à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, au sujet de la révocation d'agents à la suite de la grève des cheminots. Motive la demande d'urgence et insiste tout particulièrement pour qu'elle soit admise, p. 1413. — Déclare ne pas demander que l'interpellation ait lieu le jour même, mais bien qu'elle ait lieu avant que le débat sur la demande de poursuites ne soit clos, p. 1416. — Observations au sujet de la demande d'urgence, p. 1431.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Observation, p. 1065. — Parle de la charte constitutionnelle qui était le couronnement du traité de Versailles, et de deux conventions qui ont été écartées par M. Moyersoen, m. i. t., p. 1067 à 1069. — Observations, p. 1102.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. Discussion générale. Fait diverses observations en ce qui concerne la procédure suivie pour ce projet de loi, p. 1094. — Motive le vote de la gauche socialiste, p. 1094. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Attentat de Duisbourg. Prononce un discours à l'occasion d'un attentat dont ont été victimes des soldats belges en Allemagne occupée, p. 1097.

Motion d'ordre de M. Seeliger, qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute Assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1396.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Langues. — V. 1° Enseignement supérieur : Université de l'Etat. — 2° La rubrique Interpellations au nom de M. Feron au sujet des mesures à prendre pour faire respecter la liberté des pères de famille qui entendent que leurs enfants soient enseignés en français.

Lebon, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. Discussion générale. Demande que l'on précise certains points qui ont donné lieu à une jurisprudence contradictoire, p. 10.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 12, 13. — Défend un amendement qu'il a présenté, p. 30. — Observations au sujet d'un amendement de M. Goblet d'Alviella concernant les réquisitions, p. 30. — Défend un amendement qu'il a présenté, à l'aliéna 2 de l'article 1er, p. 33. — Accepte une

Lebon (*suite*)

proposition de M. Masson, tendant à reporter cette proposition à un chapitre nouveau qui serait intitulé « Dispositions générales », p. 33. — Art. 2, p. 38, 39. — Art. 3, p. 46. — Art. 4. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 72. — Observations, p. 75. — Reprise de l'examen de l'article 3 : art. 3*bis* proposé par amendement par le gouvernement. S'abstient au vote sur cette dispostition, p. 91. — Reprise de la discussion de l'article 4, § 1er. Défend un sous-amendement qu'il a présenté à un amendement de M. Vauthier, rap., p. 92, 93. — § 2. Discussion. Défend un amendement qu'il a proposé, p. 95. — Retire provisoirement cet amendement, se réservant de le représenter au chapitre des réquisitions, p. 96. — § 3. Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté formait un tout avec celui qu'il avait présenté à l'article précédent et que cet amendement est donc momentanément retiré, p. 98. — § 4. Maintient une proposition de suppression qu'il avait présentée, p. 98. — Fait une observation quant à la numérotation, p. 99. — § 5. Observations au sujet d'un amendement qu'il a présenté, p. 100. — Rappelle que l'amendement qu'il avait présenté est retiré et qu'il n'en retient que la partie finale, qui se rattache à l'amendement de M. Deswarte, p. 100. — Art. 5. Observations, p. 101. — Motive un amendement qu'il a présenté, p. 104. — Art. 6. Paragraphe concernant les dérogations contractuelles: Discussion, p. 137, 140, 141. — Déclare, ayant pu, contrairement à ce qu'il avait prévu, être présent à la séance, reprendre ses amendements, p. 141. — Art. 7. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 134. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement, p. 143 à 145. — Vote en seconde lecture. Art. 4 : § 2, p. 196. — § 5, p. 198. — Art. 7. Propose un amendement, p. 202. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 471, 472.

Projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 557.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — **Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes.** Discussion des articles. Art. 10. S'abstient au vote sur cet article, p. 1359. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1360.

Projets et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 639, 676 à 678, 680, 681, 686 à 688, 690 à 694. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour les diverses propositions, p. 740. — Observations à l'occasion d'une proposition de constitution d'une commission spéciale chargée d'examiner une solution nouvelle, p. 758. — Nouvelles propositions de loi en présence : Discussion générale, p. 1024, 1025. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville : Discussion. Propose un amendement au § 1er de l'article 2, p. 1040, 1041. Art. 2. Demande l'appel nominal sur un amendement qu'il a présenté et proteste parce que sa demande n'a pas été entendue par le bureau, p. 1043. — Proteste contre une demande d'appel nominal sur un amendement de M. Vauthier, p. 1043. — Déclare que ses amis et lui, désireux d'aboutir, voteront, dans un but de conciliation, un amendement présenté par M. Braun, p. 1043, 1044. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1079. — Observation après le rejet de cette proposition de loi, p. 1085. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1205, 1207. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Déclaration de M. Theunis, p. m. m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1163 à 1165. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance présenté par M. le comte Goblet d'Alviella et Braun comme conclusion à la discussion de cette déclaration, p. 1167.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la Société anonyme des Tramways électrique de Gand une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand. Discussion générale, p. 1261.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale. Traite des questions intéressant la ville d'Anvers, p. 1269.

Lefebvre, sénateur de Malines et Turnhout.

Doc. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour l'exercice 1923. Rapport sur le tableau B (Services des travaux publics), n° 124.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télgraphes pour 1923. Discussion générale, p. 434.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale, rectifie une erreur qui s'est glissée à la page 2 du rapport; parle de la situation des éclusiers, des pontonniers et des cantonniers ainsi que de la nécessité de construire des casernes de gendarmerie en Flandre occidentale, p. 851. — Répond à des observations de M. Dupret en ce qui concerne la grand'route Anvers-Bruxelles, p. 863.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion des articles. Art. 1er, p. 1135.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés. Discussion, p. 1171.

Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1346.

Le Jeune, sénateur d'Anvers.

Doc. — **Projet de loi approuvant la convention internationale établissant l'acte de navigation de l'Elbe, conclue à Dresde, le 22 février 1922, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la République Tchéco-Slovaque.** Rapport, n° 112.

Ann. — **Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy,** p. 359. — **Fait personnel : Constate que M. Speyer reconnaît avoir voulu se placer au point de vue purement juridique,** p. 360.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 561.

Projet de loi approuvant la convention internationale, approuvant l'acte de navigation de l'Elbe, conclu à Dresde, le 22 février 1922, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la République tchéco-slovaque, Dépose le rapport sur ce projet de loi et fait remarquer que ce projet doit être voté avant le 31 mars; prie, en conséquence, le Sénat, de l'examiner le plus promptement possible, p. 761. — Donne lecture de son rapport, p. 768.

Proposition de loi relative à l'emploi du flamand à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Motive son vote sur cette proposition de loi, p. 1083. — S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, p. 1085.

Lekeu, sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — **Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.).** Annexe au n° 54.

Projet de loi de recrutement. Amendement à l'article 8 (co-sign.), n° 226.

Ann. — **Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers.** Discussion des articles. Art. 1er, p. 6, 7, 14 à 16. — Observations au sujet des amendements (contre-projet) présentés par M. Magnette et de la procédure à suivre pour l'examen de ces amendements, p. 17. — Reprise de l'examen de l'article 1er et des amendements qui s'y rattachent, p. 25 à 27. — Amendement présenté par MM. Dewarte et consorts, p. 27, 28, 30. — Art. 2, 38, 40, 43. — Art. 3, p. 46, 49, 50, 55, 56. — Demande l'appel nominal sur un amendement de M. Carnoy, p. 58. — § 3 proposé par M. le marquis Imperiali, p. 59. — § 4, proposé par M. le marquis Impériali et amendement de M. Masson, m. j., Observations, p. 61 à 63. — Accepte la remise, au mardi suivant, de l'examen de ces propositions, p. 64. — Art. 4, p. 67, 68, 72 à 74. — Reprise de la discussion de l'article 3, § 4, p. 87 à 89. — Reprise de la discussion de l'article 4, § 1er, Observations, p. 92. — Combat un amendement de M. Poelaert, p. 93. — Observations, p. 93, 94. — § 2. Défend un amendement qu'il a présenté en faveur des victimes civiles, p. 96. — Art. 6, p. 110 à 115, 119, 120. — Observations au sujet d'un amendement de M. J. Nolf, p. 123. — § 3. Discussion, p. 126 à 128. — Demande, vu l'heure avancée, que le vote soit remis au lendemain, p. 128. — Paragraphe concernant les dérogations contractuelles, p. 137 à 140. — Art. 7, p. 135. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement, p. 143 à 145, 147. — Observations au sujet du texte nouveau proposé par le gouvernement, en remplacement du second paragraphe, p. 151. — Art. 14, p. 156, 159, 160. — Art. 16*bis*, proposé par amendement par MM. Deswarte et consorts, p. 174 à 179. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 469, 470. — Observations à l'occasion du discours prononcé par M. Impériali pour motiver son vote, p. 478.

Lekeu (*suite*)

Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. M. Masson ayant demandé l'urgence, estime que ce rapport pourrait être fait pendant la séance en cours, p. 5. — Discussion générale, p. 10. — Observations au sujet d'un amendement, annoncé par M. Deswarte, tendant à proroger également la loi du 14 août 1920, p. 11.

Fixation de l'ordre du jour. Observations, p. 187.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1923 (Dépenses métropolitaines). Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président, tendant à remettre au lendemain l'examen de ce budget, le rapport n'ayant pu être distribué, p. 187.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 377, 380 à 385, 409, 410, 440, 463 à 465.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 644, 647, 650, 651. — Discours, p. 653 à 661. — Observations au sujet d'un fait personnel de M. Deswarte, qui interprète une interruption qu'il a faite la veille, p. 662. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 686, 717, 720, 722, 723. — Admet la prise en considération immédiate d'une proposition de loi qui vient d'être déposée par MM. Braun et consorts et qui est relative à l'enseignement flamand dans les universités de l'Etat, p. 726. — Propose, à ce moment, de limiter les discours à dix minutes, pour la discussion des articles, p. 726. — Observations en ce qui concerne l'ordre des votes pour les diverses propositions, p. 727. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions restant en présence, p. 738, 739. — Observations à l'occasion des développements de la proposition de MM. Braun et consorts, p. 742, 744, 745. — Discussion, p. 747 à 749, 751. — Reproche à M. Hubert d'avoir quitté la salle, la veille, au moment du vote, p. 754. — Par motion d'ordre, déclare qu'il considère comme un devoir de faire connaître à l'assemblée que le tumulte qui a été soulevé sur les bancs de l'extrême gauche et qui a motivé une suspension de séance, a été causé par la demande de M. Hubert de prendre la parole contre la clôture, p. 754. — A la suite du rejet des diverses propositions, M. le comte de Broqueville ayant fait la proposition de renvoyer à la commission des sciences et des arts les propositions et amendements restant encore soumis au Sénat, déclare ne pas s'opposer à cette proposition, mais fait diverses observations quant à la question d'urgence, et demande notamment s'il ne serait pas utile de renvoyer au plutôt à unecommission spéciale qu'à la commission des sciences et des arts, p. 757. — Fait encore diverses observations et insiste pour que le bureau soit chargé de la constitution de la commission, p. 758, 759. — M. le président ayant annoncé la constitution de la commission, marque l'accord de la gauche socialiste, à la proposition de M. Deswarte, en ce qui concerne la non-assistance aux réunions de la commission, des sénateurs qui n'en font pas partie, sous réserve d'autoriser un membre qui en ferait la demande à être entendu, p. 767. — Propose que la commission linguistique ne fasse pas de communications à la presse, p. 767. — Nouvelles propositions de loi en présence. Discussion générale, p. 1023, 1024. — Proteste contre une proposition d'ajournement au lendemain qui vient d'être introduite par M. le comte de Broqueville, p. 1030, 1031. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1079, 1081, 1082. — Demande que l'on procède immédiatement au vote et renonce à la parole, p. 1083. — Observation à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086. — M. Magnette ayant demandé le renvoi de cette proposition à la commission, demande, au nom de son parti que la proposition suive la filière réglementaire, p. 1086. — Prononce un discours à l'occasion de la reprise de cette proposition, et attaque la droite, p. 1086 à 1088.

Projet de loi proposé par le gouvernement (projet Nolf). Dis- Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale. Observations, p. 1189, 1197, 1198. — Discours, p. 1198 à 1200. — Observations, p. 1201, 1205 à 1207, 1209, 1211. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1215. — Art. 2, p. 1216, 1217. — Art. 3, p. 1217. — Art. 9, p. 1219.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Lekeu (*suite*)

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Notification du décès de M. Royers, sénateur d'Anvers. Prononce un discours à cette occasion, p. 792.

Violences contre l'Eglise, en Russie. Motion d'ordre de M. Rutten qui proteste contre les violences dont sont victimes des membres de l'Eglise, en Russie. Observations, p. 793 à 795.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation de la prochaine séance, p. 812.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, p. 904.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Observations, p. 929, 930. — Prie le ministre de préciser devant le Sénat les directives générales de sa politique scolaire, p. 931, 932. — Observations, p. 932. — Proteste contre l'absence de réponse, par le ministre, à sa question touchant la politique scolaire, p. 936. — Observations, p. 936 à 938. — Défend la question du libre examen dans le domaine de l'enseignement, p. 939 à 941.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 979, 980.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2, p. 1055. — S'abstient au vote sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 1397.

Notification du décès de M. A. Dumon, sénateur de Bruges. Prononce un discours à cette occasion, p. 1090.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. M. le président ayant prié le Sénat, à la demande de M. le ministre de la défense nationale, d'examiner ce projet au cours d'une séance tenue au moment de la crise ministérielle, déclare, au nom de ses amis, estimer que pendant la crise ministérielle, il serait conforme aux traditions parlementaires d'ajourner l'examen de tous les projets de loi qui sont susceptibles de soulever des objections, p. 1091. — Incident entre lui et M. Devèze, au sujet de cette déclaration, p. 1091. — Discussion, p. 1092. — Observations en réponse à une déclaration de M. Devèze, m. d. n., p. 1093.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. Discussion générale, p. 1094. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Interpellation de M. Impériali sur les mesures que compte prendre le ministre de la défense nationale pour assurer la sécurité de nos soldats dans les territoires occupés. M. le marquis Impériali demandant que l'interpellation soit discutée au début de la séance du mardi suivant, fait remarquer qu'il y a lieu de réserver la priorité à la discussion de la déclaration du gouvernement, p. 1110.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1153, 1154, 1155 à 1161, 1164, 1166, 1167.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1177, 1178.

Interpellation de M. Wittemans au sujet du scandale de Ranst. Observations, p. 1256 à 1258.

Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité. Discussion des articles. Art. 2. Prend acte d'une déclaration de M. Moyersoen, m. i. t., qui estime qu'il faut éviter le vote d'un amendement, afin de ne pas devoir renvoyer le projet à la Chambre, p. 1305.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1307, 1314, 1318 à 1322. — M. le président ayant fait remarquer que beaucoup de membres désirent que cette discussion soit terminée le mardi suivant, déclare ne pouvoir prendre aucun engagement, p. 1322. — Incident entre MM. Fraiture et Gillain, rapporteur. Observations, p. 1325, 1326. — Reprise de la discussion générale, p. 1330 à 1333, 1334 à 1337, 1339, 1340, 1342, 1343, 1345 à 1351. — Discussion des articles. Art. 3. Demande, au nom de la gauche socialiste, l'appel nominal sur un amendement de M. Calonne, p. 1353. — Demande, au nom de la gauche socialiste, le vote, par appel nominal, sur l'article 10, p. 1359.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. M. le président ayant fait appel à tous les membres du Sénat, afin que la discussion qui va

Lekeu (*suite*)

être ouverte sur cette demande soit empreinte de calme et de dignité, déclare que l'appel de M. le président est totalement conforme à la décision prise par le groupe socialiste, p. 1391. — Discussion générale, p. 1394, 1404, 1405, 1407, 1408, 1412. — Discussion au sujet de la demande d'urgence introduite pour une interpellation qu'il désire adresser, avec MM. Renier et consorts à M. le ministre des c. f., p. et t., au sujet de la révocation d'agents de son département à la suite de la grève des cheminots, p. 1413 à 1416. — Termine son discours en priant M. le président de consulter le Sénat, par appel nominal, sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder la priorité à l'interpellation et de ne continuer le débat sur les poursuites, que après cette interpellation, p. 1416. — insiste sur sa demande, p. 1416. — Demande l'appel nominal sur une proposition de M. Feron tendant à ce que le débat sur la demande d'urgence soit remis au lendemain après-midi, p. 1416. — Par motion d'ordre, donne lecture d'une lettre qu'il a adressée le matin à M. le président du Sénat, demandant que la discussion sur la demande en autorisation de poursuites contre MM. Renier et Fraiture soit interrompue pour céder la priorité à l'interpellation sur la grève des cheminots et demandant, en ordre subsidiaire, qu'il ne soit statué sur la demande de poursuites que après la discussion de l'interpellation, p. 1428. — Discussion, p. 1429 à 1435. — Déclare, au nom de la gauche, ne plus demander le vote sur sa proposition principale, mais maintenir sa proposition subsidiaire, p. 1435. — M. le président ayant donné lecture de sa proposition subsidiaire, motive cette proposition, p. 1435, 1436. — Observation au sujet d'une motion de M. Liebaert, qui propose de tenir une séance le lendemain matin pour poursuivre la discussion sur la demande en autorisation de poursuites, p. 1437, 1438. — Reprise de la discussion sur la demande en autorisation de poursuites, p. 1444, 1445 à 1448, 1450 à 1453, 1455, 1457, 1458, 1461. — Après la réplique faite à M. Masson, m. j., par M. Seeliger, croit répondre au sentiment du groupe socialiste en demandant aux orateurs de ce groupe, qui seraient encore inscrits, de renoncer à la parole et en proposant la clôture, p. 1462. — M. Renier ayant demandé la parole après que la clôture a été prononcée demande qu'il soit autorisé à prendre la parole sur la position de la question, p. 1462. — Fait diverses observations, p. 1463. — Demande la division pour le vote sur les conclusions du rapport, p. 1464.

Motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute Assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1396.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale, en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Fixation de l'ordre du jour. M. le président ayant fait diverses propositions relatives aux travaux des dernières séances de la session, déclare qu'il doit être entendu qu'aucun vote n'aura lieu au cours des séances du matin, p. 1399.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Lettre de change. — V. Code de commerce.

Leyniers, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Budget des colonies pour l'exercice 1923. (Dépenses métropolitaines.) Rapport, n° 19.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. — Rapport, n° 40.

Projet de loi concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales. — Rapport, n° 44. — Sous-amendement à l'amendement de la commission, n° 49.

Projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention des pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la colonie. — Rapport, n° 45.

Leyniers (*suite*)

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922. — Rapport, n° 90.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921, entre l'Etat belge et la Compagnie du Chemin de fer du Congo. — Rapport, n° 96.

Budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Rapport, n° 127.

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. — Rapport, n° 252.

Ann. — Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines.) Dépose le rapport sur ce budget, p. 169. — Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président tendant à remettre au lendemain la discussion de ce budget, le rapport n'ayant pas encore été distribué, p. 187. — Discussion générale de ce budget, ainsi que des projets de loi relatifs aux pensions coloniales, p. 286 à 289, 312, 319,, 324, 328.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires et extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1922. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 590.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921, entre l'Etat belge et la Compagnie du Chemin de fer du Congo. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande, dans l'intérêt de la colonie, que le Sénat discute ce projet le plus tôt possible, p. 662. — Discussion générale. Fait une rectification en ce qui concerne une erreur de chiffres qu'il avait signalée, p. 761. — Prononce un discours p. 765.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1923. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 795. — Discussion générale, p. 879, 880, 887, 888.

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et prie le Sénat de mettre cet objet à l'ordre du jour de sa séance du lendemain afin qu'il soit voté avant que le Sénat ne se sépare, p. 1439. — M. Speyer ayant proposé l'ajournement du débat à la prochaine session, vu le peu de temps dont le Sénat dispose, déclare que la commission des colonies avait pensé remettre le projet à la prochaine session et n'a fait rapport d'urgence qu'à la demande de M. Franck, m. c., p. 1441.

Libbrecht, sénateur de Gand-Eecloo.

Ann. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. (Texte transmis par la Chambre des représentants.) Discussion des articles. Art. 1er, p. 734.

Liberté d'enseignement. — V. la rubrique d'interpellations au nom de M. Féron, au sujet des mesures à prendre pour faire respecter la liberté des pères de famille qui entendent que leurs enfants soient enseignés en français (droit garanti par l'article 23 de la Constitution).

Libioulle, sénateur de Charleroi-Thuin, secrétaire du Sénat.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale. Parle des quatre points d'application de droit fiscal, dans le but d'assurer un rendement plus fructueux à cette application, p. 900 à 903.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Défend les intérêts de la bibliothèque royale, p. 921.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Liebaert, sénateur de Courtrai et Ypres.

Doc. — Dissentiment entre la Cour des comptes et le gouvernement. Rapport sur l'exposé de ce dissentiment, n° 120.

Exposé du dissentiment qui s'est produit entre la Cour des comptes et le ministre des affaires économiques. Rapport sur cet exposé, n° 217.

Projet de loi approuvant la Convention conclue entre l'Etat belge, la Société anonyme du Lloyd royal belge et divers créanciers de celle-ci. Rapport, n° 248.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Vote en seconde lecture. Art. 2. Défend cet article qui a été supprimé au premier vote, et propose de le rétablir, p. 190 à 192. — Art. 7, p. 202. — Motive son vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 216.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 246.

Budget du ministère des colonies pour 1923. (Dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 311, 332.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 357.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 376, 399, 424, 425, 433, 437.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 525. — M. Wittemans ayant demandé, par motion d'ordre, que M. Masson, m. j., soit autorisé, après le vote du budget, à répondre à des questions qu'il lui a adressées à la fin de la discussion générale, demande, au nom de la droite, l'application du règlement, p. 550.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 564, 565.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 698, 724. — Observations au sujet de l'ordre des votes sur les diverses propositions, p. 726. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Après le rejet d'une proposition d'ajournement introduite par M. Volckaert, propose, un grand nombre de membres désirant savoir si la séance va continuer,de décider que la discussion va être poursuivie, p. 1045. — Maintien sa proposition et motive ce maintien, p. 1045. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1078. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1201, 1212, 1213.

Proposition de loi relative au paiement des effets de commerce au moyen de chèques. Discussion générale. Propose un nouveau texte, p. 798 à 802. — Vote en seconde lecture. Observations au sujet du nouveau texte qu'il a présenté, p. 805. — Par motion d'ordre, fait une rectification aux interruptions qu'il a faites aux observations de M. Mosselman, le service sténographique n'ayant pu, à cause du bruit, relever exactement ses paroles, p. 819, 820.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 920, 923.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Discussion des articles. Art. 1er. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1015.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1104. — Renonce à la parole, p. 1129.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le département des affaires économiques. Dépose le rapport sur ce dissentiment, p. 1265. — Discussion: M. le président ayant déclaré que la solution adoptée par le ministre des affaires économiques et par le conseil des ministres doit prévaloir, déclare qu'il s'agit uniquement de prendre acte du rapport, p. 1305.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1269. — Discours, p. 1272.

Change : baisse du franc. Motion d'ordre de M. Deswarte qui demande qu'un contact étroit soit établi entre le gouvernement et le parlement, au sujet de la question des devises et demande que la commission des finances soit convoquée à cet effet le plus prochainement possible. Déclare, en l'absence de M. le baron de Sadeleer, au nom de la commission des finances, que ce collège se réunira aussitôt qu'il sera convoqué par son président, p. 1410.

Liebaert (*suite*)

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la société anonyme royal belge et divers créanciers de celle-ci. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1361. — Discussion générale, p. 1418, 1419, 1421 à 1424.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Observations au sujet d'une demande de priorité introduite pour l'interpellation annoncée par MM. Renier et cosorts au sujet des révocations d'agents à la suite de la grève des cheminots, p. 1433. — Par motion d'ordre, propose de tenir une séance le lendemain matin afin de concilier le désir de la gauche socialiste de voir le débat se dérouler avec ampleur et celui d'un grand nombre de membres qui souhaitent que les travaux du Sénat puissent se terminer le lendemain, p. 1437. — Déclare ne pas insister sur sa proposition, mais se réserver, s'il y a lieu, de faire le lendemain après-midi une proposition de prolongation de séance, p. 1438. — Par une nouvelle motion d'ordre proposé, dans le cas où la discussion ne serait pas entièrement épuisée à 7 heures, de tenir encore une séance le lendemain après-midi et de décider que la discussion serait définitivement terminée au cours de cette dernière séance, p. 1444.

Liesens, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse. Rapport, n° 25.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'Institut national mines, à Frameries. Rapport, n° 105.

Projet de loi modifiant les articles 2, 8 et 11 de la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuve des armes à feu, établi à Liége. Rapport, n° 244.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 409, 410, 426, 427.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (texte transmis par la Chambre des représentants). Discussion des articles. Art. 1er, p. 734, 735.

Ligy, élu par le Sénat, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand (co-sign.). Annexe au n° 42.

Proposition de modification à l'article 2 du règlement du Sénat. Rapport, n° 61.

Projet de loi modifiant les dispositions légales en ce qui concerne la revision, en 1923, des listes électorales. Rapport, n° 240.

Projet de loi modifiant l'article 61 du titre III du Code électoral. — Rapport, n° 241.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, § 4. Amendements proposés par M. le marquis Imperiali et par M. Masson, m. j, p. 63.

Proposition de revision du règlement du Sénat. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 360.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 572 à 674. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1025

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Propose des amendements, p. 1050. — Observations, p. 1055, 1056.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discusson, p. 1160, 1161, 1164, 1165.

Projet de loi modifiant les dispositions légales en ce qui concerne la revision, en 1923, des listes électorales. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1337.

Projet de loi modifiant l'article 61 du titre III, du Code électoral. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1337.

Limage, élu par le Sénat.

Doc. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. — Rapport sur le tableau A (Service de l'agriculture), n° 123.

Ann. — Interpellation de M. Beauduin au sujet des mesures prises pour éviter la propagation de la stomatite aphteuse, p. 166 à 168.

Limage (*suite*)

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 768. — Service de l'agriculture (Tableau A). Discussion générale. Attire l'attention du gouvernement sur l'utilité de voir les représentants de l'agriculture participer davantage à la direction du pays et, en général, parle de tous les intérêts de l'agriculture, p. 805 à 807. — Observations, p. 813.

Lion, sénateur de Huy-Waremme.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 231.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 351.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 454.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1320, 1328, 1342.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 644. — Discussion de la proposition de M. Braun, p. 748. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1041. — Fait une rectification à l'interruption qu'il a faite au discours de M. Pastur, p. 1042.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeurs et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Féron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 925, 941.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. S'associe à l'exposé fait par M. Ryckmans, quant aux finances communales, p. 982, 983, 991.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1104, 1107, 1128.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale. Fait remarquer le mauvais état de la route de Huy à Liége, p. 1269.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Liquidation des séquestres de guerre. — V. Guerre : Séquestres.

Listes. — V. Chambres législatives : Sénat.

Listes des jurés — V. Organisation judiciaire : jury.

Listes électorales. — V. Lois électorales.

Lloyd royal belge. — V. Finances.

Loi coloniale. — V. Congo : gouvernement du Congo.

Loi communale. — V. Code rural : Police rurale.

Lois électorales.

Droit de vote des militaires.

Projet de loi modifiant l'article 61 du titre III du Code électoral.

Doc. — Projet de loi, n° 230.

Rapport fait par M. Ligy, n° 241.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 1337 (31 juillet 1923). Les articles sont adoptés sans observations, p. 1426, 1427.

L'ensemble du projet de loi est adopté à unanimité des 103 membres présents, p. 1439 (8 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

LISTES ÉLECTORALES.

Projet de loi modifiant les dispositions légales en ce qui concerne la revision, en 1923, des listes électorales.

Doc. — Projet de loi, n° 225.

Rapport fait par M. Ligy, n° 240.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 1337 (31 juillet 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1426.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 1439 (8 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS.

Sénateurs provinciaux élus au cours de la session.

Ann. — Vérification des pouvoirs de M. Eylenbosch, élu sénateur provincial de la Flandre orientale, en remplacement de M. le baron della Faille d'Huysse, décédé. Composition de la commission de vérification de pouvoirs, p. 117. — Dépôt et lecture du rapport par M. le marquis Impériali, p. 117. — Prestation de serment de M. Eylenbosch, p. 117.

Vérification complémentaire de pouvoirs.

Ann. — Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Nellens, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur de l'arrondissement d'Anvers, en remplacement de M. Royers, décédé. Convocation de la commission de vérification de pouvoirs, p. 793. — Rapport fait par M. Hicguet, p. 793. — Prestation de serment de M. Nellens, p. 793.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. De Cloedt, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif de Bruges, en remplacement de M. A. Dumon, décédé. — Rapport fait par M. Carpentier, p. 1091. — Prestation de serment de M. De Cloedt, p. 1091.

Loi militaire. — V. Armée : Milice.

Loi provinciale. — V. Code rural.

Lombard, élu par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.) Annexe au n° 122.

Proposition de loi sur les vacances annuelles des mineurs. Développements et proposition de loi, n° 219 et annexe.

Projet de loi de recrutement. Amendement à l'article 8 (co-sign.), n° 226.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 374, 382, 440, 454 à 456.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1331.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 651.

Motion d'ordre de M. Vanderick au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles-nord. Observations, p. 662.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Proposition de loi relative à la pension des ouvriers mineurs. Par motion d'ordre, prie M. Moyersoen, m. i. t., de déposer, sans retard, le projet de loi qu'il a annoncé, sur cette question, p. 874.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, p. 906.

Lombard (*suite*)

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1104, 1107, 1109. — Rappelle la question des dispensaires pour combattre l'ankylostomasie, la loi sur les accidents du travail et celle sur l'inspection des mines; parle également des agents de l'inspection du travail, p. 1123 à 1125. — Observations, p. 1126 à 1129. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1133, 1136. — Art. 111 nouveau, p. 1146.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1165.

Par motion d'ordre, fait des observations au sujet de deux catastrophes qui se sont produites dans le bassin de Charleroi, p. 1301.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif 1° au remboursement des avances faites par la banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Observations au sujet de la demande d'urgence pour une interpellation annoncée par MM. Renier et consorts, p. 1433, 1434. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1445, 1446, 1448, 1452.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Longville, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sûr les loyers. Discussion des articles. Art. 6, § 3, p. 127.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 248.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 674.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1105.

Projet de loi relatif 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Loyers. — V. Code civil : Bail.

M

Magistrats coloniaux (Situation des). — V. Congo : Gouvernement du Congo.

Magnette, sénateur provincial de Liége, 2e vice-président du Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande. Développements et proposition de loi, n° 54 et annexe.

Projet de loi modifiant les dispositions légales relatives à la liquidation des séquestres de guerre. Rapport, n° 107.

Proposition de loi accordant une indemnité aux victimes de la détention préventive. Rapport, n° 133.

Magnette (*suite*)

Projet de loi réorganisant les Monts de piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse publique de prêts ». Rapport, n° 249.

Ann. — Elu deuxième vice-président du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er. Défend ses amendements, qui constituent, en réalité, un contre-projet, opposé à celui qui a été transmis au Sénat par la Chambre des représentants, p. 13 à 16. — Déclare, à la suite d'observations, au sujet de ses amendements, que si l'article 1er de son contre-projet est rejeté, les autres articles viendront à disparaître, p. 17, 18. — Art. 15, p. 163. — Art. 16, p. 173. — Art. 16*bis* proposé par M. Deswarte, p. 178.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 244.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines), et projet de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 311, 321.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande à Gand. Dépose cette proposition de loi, p. 312.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 415.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle notamment de la situation de la magistrature, ainsi que de certains problèmes judiciaires : Réforme du régime des aliénés, etc., p. 512 à 515.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 647, 685 à 691, 698, 699. — Admet la prise en considération immédiate d'une proposition de loi relative à l'emploi du flamand dans les universités de l'Etat, proposition, qui vient d'être déposée par M. Braun et consorts, p. 726. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre, fait diverses observations quant à l'examen des propositions restant en présence, p. 739, 741. — Discours à l'occasion des développements de la proposition de MM. Braun et consorts, p. 743, 744. — Discussion, p. 750, 751, 753. — Après le rejet du projet transmis par la Chambre, de la proposition qu'il avait présentée et de la proposition présentée par M. Speyer, admet une proposition de renvoi à la commission des sciences et des arts, introduite par M. le comte de Broqueville, mais appuie la proposition de M. Lekeu tendant au renvoi à une commission spéciale, p. 758. — Nouvelles propositions de loi en présence : Observation, p. 1028. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1036. — Prononce un discours et estime notamment que la question en discussion est devenu une question purement politique, p. 1039, 1040. — S'abstient au vote sur une proposition d'ajournement introduite par M. Volckaert, p. 1044. — Vote en seconde lecture. Déclare qu'il avait demandé la parole par motion d'ordre afin de proposer la clôture, mais que cette motion devient sans objet, la liste des orateurs étant épuisée, p. 1084. — Après le rejet de la proposition de loi de M. le comte de Broqueville et le retrait par M. Renard de sa proposition de loi, déclare dans un but de conciliation et au nom de plusieurs de ses amis que la proposition de loi de M. Renard est reprise, notamment par M. Vauthier, p. 1085, 1086. — Demande que cette proposition soit renvoyée à la commission, p. 1086.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat. Texte amendé par la Chambre des représentants. — Demande l'urgence pour ce projet de loi, p. 768.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur la nécessité de donner la préférence aux industries nationales, p. 852, 853. — Observations, 865.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relatie à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 925.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Parle de l'article 1er et appuie, en grande partie, les observations faites par M. le baron de Sadeleer au sujet des dispositions de cet article, p. 1052,

Magnette (*suite*)

1053. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 1362, 1364. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Attentat de Duisbourg. Prononce un discours à l'occasion d'un attentat dont ont été victimes des soldats belges en Allemagne occupée, p. 1097, 1098.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1151, 1152, 1164, 1165.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1320, 1335.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion à l'occasion d'une demande d'urgence pour une interpellation au sujet de la révocation d'agents par suite de la grève des cheminots, p. 1415.

Mahieu, sénateur de Roulers-Thielt.

Doc. — Projet de loi fixant les conditions dans lesquelles il pourra être procédé au rapatriement des corps des victimes de la grande guerre, en conformité des dispositions des traités de paix. Rapport, n° 106.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 412.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 708.

Projet de loi fixant les conditions dans lesquelles il pourra être procédé au rapatriement des corps des victimes de la grande guerre, en conformité des dispositions des traités de paix. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 738.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 979.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1343.

Marchandises étrangères. — V. Finances : Douanes.

Marchandises de première nécessité. — V. Industrie, commerce et travail : Commerce usuraire.

Marchandises et valeurs. — V. Finances : Douanes

Mariage. — V. Code civil.

Marine.

EMBARQUEMENTS EN FRAUDE.

Projet de loi portant répression des embarquements en fraude de personnes.

Doc. — Rapport fait par M. le baron van Reynegom de Buzet, n° 183.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron van Reynegom de Buzet, p. 1178 (11 juillet 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1244.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix contre 29 et 1 abstention, p. 1264 (24 juillet 1923). — S'est abstenu M. Calonne, p. 1264. — Le projet est soumis à la sanction royale.

LLOYD ROYAL BELGE. — *Convention avec l'Etat.* — V. Finances.

Marks. — V. Finances.

Martens, sénateur de Courtrai et Ypres.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 24, 25. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 217.

Interpellation de M. Guyaux au sujet de l'accident survenu à la gare de Roux. Attire, à cette occasion, l'attention sur une passe elle destinée au personnel des ateliers de l'Etat, à Courtrai, notamment en ce qui concerne la nécessité de son utilisation immédiate et sur l'urgence qu'il y aurait à rétablir la passerelle de la rue de Tournai, p. 797.

Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1335.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Martens (*suite*)

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1446, 1462.

Masson, ministre de la justice.

Ann. — Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. Dépose ce projet de loi, p. 5. — Demande l'urgence, p. 5. — Discussion générale, p. 10. — Observations au sujet d'une proposition de M. Deswarte, tendant à proroger également la loi du 14 août 1920, p. 11. — Projet de loi prorogeant : 1° la loi du 14 août 1920 sur les loyers; 2° la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer. Avant qu'il ne soit procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi, fait une déclaration, en ce qui concerne la portée que la loi doit avoir : les baux visés par la loi du 14 août 1920, et qui devaient venir à expiration successive, à partir du 2 janvier, seront, de plein droit, prorogée jusqu'à l'échéance de la loi de cadenas, p. 26.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 7 à 9, 13, 16. — En réponse à une question de M. le comte Goblet d'Alviella relative à la situation faite aux occupants des immeubles déjà réquisitionnés, estime que cette question trouvera sa place lorsque le Sénat abordera le chapitre des réquisitions. p. 22. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 23. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour la discussion, p. 24. — Nouvelles observations concernant l'article 1er et les amendements qui s'y rattachent, p. 26, 27. — Amendement présenté par MM. Deswarte et consorts, p. 27. — Observations au sujet d'un amendement de M. Lebon, ainsi qu'au sujet du texte de la commission, p. 32, 33. — Propose de reporter la proposition de M. Lebon à un chapitre nouveau qui serait intitulé : Dispositions générales, p. 33. — Art. 2, p. 38, 39, 42. — Art. 3, p. 46, 48 à 50, 52 à 56. — § 3, proposé par M. le marquis Impériali. Observations au sujet d'un sous-amendement présenté par M. Du Bois, p. 60. — § 4 proposé par M. le marquis Impériali et amendement qu'il a proposé à cette disposition. Défend sa proposition, p. 60 à 63. — Accepte la remise, au mardi suivant, de l'examen de son amendement, p. 64. — Déclare que des textes sont préparés mais, la question étant délicate, demande que cette disposition soit réservée, afin de donner au Sénat le temps d'examiner ses nouvelles propositions, p. 65. — Art. 4, p. 71, 72. — Reprise de la discussion de l'article 3. Déclare qu'il a déposé un amendement à cet article, tendant à ajouter un paragraphe et donne lecture de cet amendement; déclare, en outre, que cet amendement n'est pas son œuvre personnelle, mais est le résultat d'un accord intervenu entre lui et les délégués des différents groupes du Sénat et rappelle au Sénat la situation visée par l'amendement, afin d'en déterminer la portée, p. 87. — Discussion, p. 87 à 89. — Art. 3*bis*, qu'il a proposé par amendement. Attire l'attention du Sénat sur l'importance de cette disposition, puis défend son amendement, p. 90, 91. — Reprise de la discussion de l'article 4, paragraphe 1er. Déclare accepter la nouvelle rédaction proposée par M. Vauthier, mais propose une modification au texte du projet, p. 92. — A la suite d'observations de M. Braun, déclare ne pas insister sur sa proposition, p. 92. — Paragraphe 2. Observations, p. 96. — Art. 5. Propose un amendement qui est, en quelque sorte, le rétablissement du texte proposé par la Chambre, p. 104. — Défend son amendement, p. 104. — Art. 6, p. 111, 112, 115. — Paragraphe 3. Discussion, p. 126. — Observations au sujet d'alinéas additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts, p. 130. — Observations au sujet d'un autre alinéa additionnel proposé par MM. Poelaert et Delannoy, p. 131. — Paragraphe concernant les dérogations contractuelles. Discussion, p. 138 à 141. — Art. 7. Combat un amendement de MM. Braffort et Carton, p. 134. — Observations au sujet d'un amendement de M. Du Bost, p. 135. — Se rallie à un amendement présenté par M. Carton, relativement à l'interprétation des mots « gros œuvre » mais demande que cette disposition soit reportée au chapitre des dispositions générales, p. 135. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Annonce un amendement et fait diverses observations, p. 146, 147. — Discussion du texte qu'il a proposé en remplacement du deuxième alinéa de son texte primitif, p. 149 à 151. — Art. 14. Discussion, p. 157, 158, 160. — Déclare se rallier à un sous-amendement proposé

Masson (*suite*)

par M. Deswarte à l'amendement du gouvernement, qui consiste à ajouter à l'article 14, l'article 38 du texte de la Chambre, p. 161. — Art. 14*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Défend cette disposition, p. 161. — Art. 15, p. 162 à 164. — Reprise de l'examen de l'amendement proposé par M. Deswarte à l'article 10. Combat cet amendement, p. 173. — Art. 16. Admet que l'on proroge le délai de trois mois à six mois, p. 173. — Déclare qu'il n'a pas déposé d'amendement dans ce sens, et estime que cette question pourrait être reprise en seconde lecture, p. 173. — Art. 16*bis* proposé par MM. Deswarte et consorts. Discussion, p. 174 à 177. — Prie M. Deswarte de préciser le texte de son amendement subsidiaire et fait encore diverses observations, p. 177, 178. — Chapitre III. De la réquisition des immeubles: Discussion, p. 180, 183. — Vote en seconde lecture. Art. 3*bis*. Défend une disposition additionnelle qu'il a proposée, p. 194. — Art. 4, paragraphe 1er, p. 195. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Déclare faire cause commune avec M. Vauthier, rapporteur, qui refuse de se faire le commentateur de la loi devant l'assemblée, p. 472. — Discussion des articles. Art. 33. Observations au sujet de l'interprétation en réponse à une demande de M. Mosselman, p. 477. — Observations au sujet des motifs invoqués par M. le marquis Impériali, pour motiver son vote, p. 478.

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite. Dépose ce projet de loi, p. 103.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps. Dépose ce projet de loi, p. 289.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 494, 499 à 501. — Répond à différents points du discours de M. Deswarte, p. 508 à 512. — Observations, p. 512 à 518. — Répond aux divers orateurs, p. 522 à 531. — Faits encore diverses observations, p. 532 à 534. — M. Meyers ayant demandé que des amendements qu'il vient de présenter et qui constituent en réalité des modifications au Code d'instruction criminelle, fassent l'objet d'un projet de loi spécial, déclare ne pas s'opposer à cette demande, à condition que la commission de la justice puisse déposer promptement son rapport, p. 536. — Avant le vote, déclare, n'ayant pu répondre à certaines questions qui lui ont été posées par M. Wittemans, à la fin de la discussion générale, être prêt à répondre à ces questions, si cela convient au Sénat, p. 549.

Projet de loi modifiant les articles 163, alinéa 1er, 195, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 371 du même code, modifié par l'article 4 de la loi du 23 août 1919. Dépose ce projet de loi, qu'il avait primitivement présenté comme amendement au budget de la justice pour l'exercice 1923 et fait remarquer au Sénat que le gouvernement répond par ce projet de loi au vœu exprimé par l'assemblée, en ce qui concerne la motivation des jugements, p. 605.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Dépose ce projet de loi et fait remarquer qu'il s'inspire de différents vœux exprimés au Sénat au cours de la discussion du budget des affaires économiques, p. 681.

Violences contre l'Eglise, en Russie. Motion d'ordre de M. Rutten, qui proteste contre les violences dont sont victimes des membres de l'Eglise, en Russie. Observations, p. 794, 795.

Proposition de loi relative au paiement des effets de commerce au moyen de chèques. Discussion générale. Texte nouveau présenté par M. Liebaert. Déclare que le gouvernement se rallie à l'adoption de cette disposition, p. 208.

Projet de loi sur l'aliénation à titre onéreux et le partage des biens appartenant à des incapables. Dépose ce projet de loi, p. 931.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle. Discussion générale, p. 964, 965.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1153, 1160, 1165, 1166.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (projet Nolf). Discussion générale, p. 1207 à 1210. — Discussion des articles. Art. 2. Répond au discours qui vient d'être prononcé par M. Speyer et déclare que le projet qui vient d'être présenté par le gouvernement n'est pas une œuvre politique, que c'est une œuvre nationale, une œuvre de paix ayant pour objet de donner satisfaction à des revendications légitimes des uns et de tempérer les alarmes des autres; que c'est pour ce motif que la question de confiance est posée, p. 1215 à 1217. — Art. 3. Observations, p. 1217, 1218. — Art. 5. Observation, p. 1218.

Masson (*suite*)

Interpellation de M. Wittemans au sujet du scandale de Ranst. Observations, p. 1254.

Motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Proteste contre le langage de M. Seeliger, qui impute au gouvernement une responsabilité qui ne lui incombe pas, le gouvernement n'ayant aucune action sur le travail parlementaire, p. 1395.

Projet de loi portant revision du titre IV du livre Ier du Code civil relatif à l'absence. Dépose ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1405, 1407, 1408, 1412. — Discussion au sujet d'une demande d'urgence pour une interpellation de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu relative à la grève des cheminots et aux sanctions prises par le gouvernement à cette occasion. Demande que le débat sur la question des poursuites continue et que l'on fixe ensuite le moment où l'interpellation de l'extrême gauche sera discutée. Déclare, sous cette réserve, accepter la demande d'interpellation, p. 1413, 1414. — Discussion, p. 1414 à 1416, 1429 à 1431. — Prie le Sénat d'observer purement et simplement le règlement, rappelle qu'il faut pour qu'une interpellation obtienne un tour de faveur, qu'elle soit signée par 20 membres et fait remarquer que l'urgence de cette interpellation n'est pas démontrée, celle-ci venant seulement d'être introduite alors que les révocations ont eu lieu il y a plus d'un mois, p. 1431. — Conclut en priant le Sénat de maintenir l'ordre des travaux et d'inscrire cette interpellation à la suite de l'ordre du jour, p. 1431. — Reprise de la discussion sur la question de priorité, p. 1432 à 1435. — Reprise de la discussion sur la demande en autorisation de poursuites, p. 1444. — Se rallie à une proposition de M. Liebaert tendant à tenir éventuellement une séance le lendemain et à épuiser le débat au cours de cette dernière séance, p. 1445. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1445 à 1448, 1450 à 1458, 1461, 1462. — Fait diverses observations à la suite d'un discours de M. Renier et donne des explications au Sénat quant aux conclusions de M. le procureur général, p. 1463.

Médecin vétérinaire. — V. Enseignement vétérinaire.

Ménage (Charges du). — V. Code civil : Mariage.

Meyers, sénateur de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Doc. — Budget de la justice pour 1923. Rapport, n° 58.

Projet de loi modifiant les articles 163, alinéa 1er, 195, alinéa 2 et 371 du Code d'instruction criminelle. Rapport, n° 196.

Demande en autorisation de poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Rapport, n° 220.

Ann. — Budget de la justice pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 330. — Discussion générale. Donne certains développements à son rapport et traite la question de la réforme de l'organisation judiciaire, en réponse à M. Seeliger, p. 499 à 504. — Observations, p. 508, 512 à 514, 530. — Fait des observations au sujet d'amendements qui viennent d'être présentés par M. Masson, m. j., et demande, ces amendements constituant en réalité des modifications au Code d'instruction criminelle, que M. le ministre en fasse l'objet d'un projet de loi spécial, p. 536.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1159, 1160.

Projet de loi modifiant les articles 163, 195 et 371 du Code d'instruction criminelle. Dépose le rapport de la commission de la justice, sur ce projet de loi, p. 1190. — Discussion de l'article unique. Déclare que le gouvernement accepte des amendements présentés par la commission, aux articles 163, alinéa 1er et 195, alinéa 2, p. 1285.

Poursuite contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Dépose le rapport de la commission de la justice sur cette demande, p. 1301. — Discussion au sujet de la fixation d'une interpellation de MM. Renier et consorts au sujet de la grève des cheminots, p. 1429, 1433, 1434. — Reprise de la discussion sur la demande en autorisation de poursuites. Discours, p. 1441 à 1444.

Milice. — V. Armée.

Militaires (Droit de vote des). — V. Lois électorales.

Mines. — V. Industrie, commerce et travail.

Mines (Institut national des mines). — V. Droits civils : Personnification civile.

Mineurs d'âge et incapables. — V. Code civil : Biens des mineurs ou des incapables.

Mineurs. — V. Industrie, commerce et travail : Mines : Inspection.

Mineurs (Pensions des ouvriers mineurs). — V. Assurances sociales.

Ministres.

M. Theunis, p. m., m. f., transmet au Sénat, par dépêche du 30 juin 1923, une copie des arrêtés royaux de la même date et portant respectivement que :

1° La démission offerte, le 14 juin 1923, par M. Georges Theunis, de ses fonctions de premier ministre, ministre des finances, n'est pas acceptée.

2° La démission offerte, le 14 juin 1923, par MM. Fulgence Masson, Henri Jaspar, le vicomte Paul Berryer, Pierre Nolf, le baron Albert Ruzette, Romain Moyersoen, Xavier Neujean, Albert Devèze, Louis Franck, Aloïs Van de Vyvere, de leurs fonctions respectives de ministre de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'hygiène, des sciences et des arts, de l'agriculture et des travaux publics, de l'industrie et du travail, des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, de la défense nationale, des colonies et des affaires économiques, n'est pas acceptées, p. 1097.

M. Theunis, p. m., m. f., transmet au Sénat, par dépêche du 6 août 1923, la copie des arrêtés royaux, en date de ce jour, portant respectivement : 1° Démission de M. Albert Devèze de ses fonctions de ministre de la défense nationale; 2° Nomination de M. Pierre Forthomme aux fonctions de ministre de la défense nationale, p. 1417.

Monnaies. — V. Finances.

Mont de piété. — V. Assistance publique.

Moralité publique.

AVORTEMENT. — V. Code pénal.

Mosselman, sénateur de de Mons et Soignies.

Doc. — Projet de loi relatif aux listes de jurés pour 1923. — Rapport, n° 20.

Proposition de loi sur l'encaissement des effets de commerce au moyen de chèques. — Rapport, n° 121.

Ann. Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 8bis proposé par amendement par le gouvernement, p. 151. — Art. 16. Propose un amendement, p. 173. — Vote en seconde lecture. Art. 5. A l'occasion d'un amendement déposé à cet article, qui n'a pas été amendé au premier vote, fait diverses observations concernant la recevabilité, p. 198. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion des articles. Art. 33. Pose une question à M. Masson, m. j., au sujet de l'interprétation de cet article, p. 477.

Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'année 1923. — Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 185.

Projet de loi contenant le budget des dépenses recouvrables pour 1923. Discussion des articles. Art. 5 et 6 nouveaux proposés par amendement par le gouvernement et amendement présenté par M. Nolf à ces articles Observations au sujet d'une demande de disjonction de ces dispositions, p. 603.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Proposition de loi relative au paiement des effets de commerce au moyen de chèques. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 788. — Discussion générale, p. 801, 802. — Déclare accepter le texte proposer par M. Liebaert, p. 802. — Vote en seconde lecture. Propose, d'accord avec M. Liebaert, un nouveau texte pour l'article 8, afin de le mettre mieux en concordance avec les dispositions visant les traites perdues, p. 805. — Observations, p. 805.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Motions d'ordre :

Behaeghel :

Déclare avoir émis un vote affirmatif sur le budegt des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, et fait remarquer que son vote n'a pas été recensé, p. 512.

Calonne :

Déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote négatif sur le projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (projet Nolf), p. 1244.

Damas :

Déclare qu'il a participé à tous les votes qui ont eu lieu au cours de la dernière séance du Sénat (26 avril 1923) : rectification au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*, p. 820.

Au cours de la discussion sur les propositions de loi relatives à l'emploi des langues à l'université de Gand, proteste contre les discours prononcés en flamand et motive sa protestation, p. 1027.

Déclare que, s'il avait été présent, il aurait émis un vote négatif sur l'ordre du jour de confiance présenté par MM. le comte Goblet d'Alviella et Braun comme conclusion au débat sur la déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet Theunis, p. 1173.

de Broqueville (comte) :

Après le rejet du projet transmis par la Chambre et des propositions de loi de M. Magnette et de M. Speyer relatives à l'emploi du flamand dans les universités de l'Etat, fait la proposition formelle suivante : « Les propositions et amendements soumis au Sénat sont renvoyés à la commission des sciences et des arts, qui est priée de les examiner d'urgence ». Motive cette proposition et explique à l'assemblée ce qu'il considère, en l'espèce, comme un examen d'urgence, p. 756, 757.

de Brochoven de Bergeyck :

Demande que le projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers, soit mis à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 552.

de Meester :

Prie le Sénat de vouloir bien inscrire à son ordre du jour le projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, p. 512.

de Pierpont Surmont de Volsberghe :

Fait une rectification au *Compte rendu analytique*, et déclare qu'il a pris part au vote sur le projet de loi prorogeant : 1° la loi du 14 août 1920 sur les loyers; 2° la loi du 15 juin 1922 suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer, p. 37.

Deswarte :

1° Fait une rectification au *Compte rendu analytique*, en ce qui concerne l'interprétation donnée à une de ses interruptions, qui semble être dirigée contre le général Baltia, interruption qu'il a faite au cours de la discussion de l'interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public à Eupen-Malmédy, p. 368.

2° Prie le Sénat d'ordonner le renvoi du projet de loi réformant le jury à la commission de la justice qui en est dessaisie et insiste pour que les amendements d'ordre linguistique qui ont été annoncés, à ce projet, par M. le ministre de la justice soient déposés d'urgence, afin que ces amendements puissent être étudiés en temps voulu, p. 552.

3° Demande qu'un contact étroit soit établi au sujet de la question des devises entre le gouvernement et le parlement, demande que la commission des finances soit convoquée à cet effet le plus prochainement possible, p. 1409. — V. Finances : Change : baisse du franc.

Digneffe :

Prie le Sénat d'acter que, ayant du se rendre en mission à l'étranger, pendant la discussion de la question de l'Université de Gand, il avait pairé avec M. Brijs pour tous les votes concernant cette question, p. 1091.

Eylenbosch :

Fait une rectification en ce qui concerne le recensement du vote sur le projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers et déclare avoir émis un vote négatif sur ce projet, p. 631.

Motions d'ordre (*suite*)

Féron :

1° Prie le bureau d'examiner s'il est admissible que, sous prétexte de motiver leur abstention sur le projet de loi sur les loyers, certains orateurs rentrent, en fait, dans la discussion, p. 218.

2° A l'occasion de la manifestation du 22 avril, à Bruges, en l'honneur des marins anglais, morts au cours de l'attaque de Zeebrugge, propose, au nom du parlement, de dire à la nation et au parlement britannique l'admiration de la Belgique pour l'héroïsme des marins de la Grande-Bretagne, p. 795.

Fraiture :

M. Renier ayant demandé que l'on divise le vote sur les conclusions du rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre lui et contre M. Renier, prie le Sénat de ne pas accéder à la demande de M. Renier et déclare se solidariser complètement avec lui, p. 1463, 1464.

Imperiali (marquis) :

Demande, d'accord avec M. le ministre de l'industrie et du travail, que son interpellation sur la manière dont sera exercée la surveillance, à la Cour des comptes, sur la somme déposée au Trésor pour compte de l'Office de liquidation du Comité national de secours et d'alimentation, soit jointe à la discussion du budget de l'industrie et du travail, p. 899, 900.

Lekeu :

1° Au moment d'une proposition de clôture sur la proposition de loi de MM. Braun et consorts relative à l'emploi du flamand dans les universités de l'Etat, déclare qu'il considère comme un devoir, de faire connaître à l'assemblée, que le tumulte qui a été soulevé sur les bancs de l'extrême gauche, et qui a motivé une suspension de séance, a été causé par la demande de M. Hubert de prendre la parole contre la clôture, M. Hubert ayant quitté la salle la veille, au moment du vote sur le principe de la flamandisation, p. 754.

2° Donne lecture au Sénat d'une lettre qu'il a adressée le matin à M. le président du Sénat, demandant que la discussion en autorisation de poursuites contre MM. Renier et Fraiture soit interrompue pour céder la priorité à l'interpellation relative à la grève des chemino's, et demandant, en ordre subsidiaire, qu'il ne soit statué sur la demande de poursuites qu'après la discussion de l'interpellation, p. 1428.

Liebaert :

1° Fait une rectification aux interruptions qu'il a faites aux observations de M. Mosselman pendant la discussion de la proposition de loi relative au paiement des effets de commerce au moyen de chèques, le service sténographique n'ayant pu, à cause du bruit, relever exactement ses paroles, p. 819, 820.

2° Propose, afin de mettre d'accord les désirs de la gauche socialiste de voir le débat sur la demande poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture se dérouler avec ampleur, et celui d'un grand nombre de membres qui souhaitent que les travaux du Sénat puissent se terminer le lendemain, de tenir une séance le lendemain matin, p. 1437. — Par une nouvelle motion d'ordre, propose, pour le cas où la discussion ne se trouverait pas entièrement épuisée à 7 h. de tenir encore une séance le lendemain après-midi et de décider que la discussion serait définitivement terminée au cours de cette dernière séance, p. 1444.

Lombard :

1° Prie M. Moyersoen, m. i. t., de déposer sans retard le projet de loi qu'il a annoncé, relatif à la pension des ouvriers mineurs, p. 874.

2° Au sujet de deux catastrophes qui se sont produites dans le bassin de Charleroi, p. 1301.

Magnette :

Au sujet de la clôture de la discussion sur la nouvelle proposition de M. le comte de Broqueville relative à l'emploi du flamand à l'université de Gand, p. 1084. — V. Enseignement supérieur : Universités de l'Etat : Flamand.

Pastur :

Reprend une proposition faite par M. Féron et propose de clore le lendemain la discussion générale des projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues à l'université de Gand, p. 696.

Motions d'ordre (*suite*)

Remouchamps :

Prie le Sénat de voter d'urgence la proposition de loi qu'il a présentée, relative à la modification de l'article 4 de la loi du 25 juin 1922, modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat, p. 4.

Renard :

Fait une rectification aux *Annales parlementaires* en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé, relativement à « Mlle G. », et au compte rendu analytique, au sujet de certains points qu'il a développés, discours qu'il a prononcé pendant la discussion de l'interpellation de M. Pirard, sur l'enseignement public à Eupen et à Malmédy, p. 316.

Renier :

Au cours de la discussion de la demande en autorisation de poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture, fait appel à M. Meyers, rap., de la commission de la justice, afin qu'il donne lecture des documents démontrant que M. Guyaux figure, au même titre que M. Fraiture, sur la liste des membres du comité directeur du Syndicat national, p. 1464.

Rongy :

1° Fait une rectification à un discours qu'il a prononcé, au cours de la discussion du projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, etc., p. 520. — V. la rubrique Finances : Impôts.

2° Propose d'utiliser une fin de séance pour l'examen du projet de loi relatif au placement de fonds des sociétés mutualistes reconnues, et déclare que la commission a été unanime à l'adopter, sous réserve de quelques légères modifications sur lesquelles il estime que M. Moyersoen, m. i. t., est d'accord, p. 1399.

Rutten :

Proteste contre les violences dont sont l'objet des membres de l'église, en Russie, p. 793.

Seeliger :

Proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute assemblée, en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants, p. 1395. — Est entendu : M. Masson, m. j., qui proteste contre le langage de M. Seeliger qui impute au gouvernement une responsabilité qui ne lui incombe pas, le gouvernement n'ayant aucune action sur le travail parlementaire, p. 1395. — Sont entendus : MM. Van Fleteren, Volckaert, Lekeu, Jaspar, m. a. ét., Lafontaine, le comte de Broqueville, le baron de Mévius, Seeliger, le vicomte Berryer, m. i. h., p. 1395, 1396.

Speyer :

Propose l'ajournement à la prochaine session du projet de loi amendant divers articles de la loi sur le gouvernement du Congo belge, p. 1441.

Thiébaut :

Fait une rectification au compte rendu analytique de la séance du jeudi précédent, en ce qui concerne une réponse qu'il a faite à une question qui lui a été posée par M. Renier, au cours de la discussion du budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 368.

Van Berckelaer :

Fait remarquer que, seul, le *Compte rendu analytique* a pris le discours qu'il a prononcé en flamand, lors de la discussion du projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, glucoses et tabacs, et établissant un impôt sur les allumettes. Demande que les mesures nécessaires soient prises pour que le service sténographique flamand soit à même de prendre les discours en cette langue, p. 425. — V. les rubriques : 1° Finances : Impôts. — 2° Chambres législatives. — Sénat : Flamand : Service sténographique.

Vanderick :

1° Demande que la proposition de loi revisant la loi du 15 mar 1910 sur les conseils de prud'hommes, soit mise à l'ordre du jour dès la rentrée, p. 238.

2° Au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord, p. 662. — V. Industrie, commerce et travail : Mines.

Motions d'ordre (*suite*)

Vande Voorde :

Fait une rectification au compte rendu analytique et déclare qu'il a émis un vote négatif sur le projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (Projet Nolf). p. 1260.

Van Fleteren :

1° Demande que le projet de loi réformant le jury soit mis à l'ordre du jour, p. 187.

2° Dépose sur le bureau du Sénat une motion demandant la démission du ministre des sciences et des arts, p. 759. — Voyez la rubrique : Enseignement supérieur : Flamand dans les universités de l'Etat.

Van Roosbroeck :

Rappelle qu'il a parlé, au cours de la discussion du budget de la justice, du conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil des prud'hommes mais annonce, le conflit aggravé, son intention d'interpeller à ce sujet, p. 716.

Vinck (questeur) :

1° Répond à une motion d'ordre de M. Van Berckelaer au sujet de l'insuffisance du service sténographique flamand, p. 443. — V. *a*) la rubrique : Finances : Impôts : Projet de loi modifiant le régime fiscal des sucres, etc.; *b*) la rubrique Chambres législatives. — Sénat : Flamand. Service sténographique.

2° Déclare qu'il n'a pas pris la parole au cours de la discussion du budget des recettes et des dépenses extraordinaires, sur la question qu'il comptait traiter (habitations à bon marché), son intervention, à ce moment, ne pouvant guère avoir de résultats pratiques, et le ministre lui ayant déclaré être d'accord pour que cet objet soit développé ultérieurement, sous forme d'interpellation, p. 1304.

Volckaert.

Prie le bureau de vouloir bien adresser à Mgr Keesen, doyen d'âge du Sénat, les vœux que forme le Sénat pour son prompt rétablissement, p. 1467. — M. le président déclare que le bureau tiendra compte de la suggestion de M. Volckaert et s'y associe de tout cœur, p. 1467.

Wittemans.

1° Déclare avoir appris que M. le ministre de la justice demande le renvoi, au comité de législation du ministère de la justice et à la commission de revision du Code civil, de la proposition de loi qu'il a présentée, sur le travail, le commerce et l'industrie de la femme mariée; déclare encore ne pas faire d'objections au renvoi à ces organismes, mais propose que le rapport de M. Braun, et la note qu'il a rédigée en réponse à ce rapport soient imprimés et distribués, de façon à ce que la discussion puisse avoir lieu au cours de la session, p. 307. 303.

2° Après le vote du budget de la justice pour 1923, prie M. le président d'accorder la parole à M. le ministre de la justice, afin que celui-ci puisse répondre aux questions qu'il lui a posées, p. 550.

Mousty, sén. de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement à l'article 4, § 2, du texte adopté par le Sénat au premier vote (co-sign.), n° 24.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. Amendements aux articles 1er, 5 et 9 (co-sign.), n° 184.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 16, 25.— Art. 2, p. 40, 41. — Art. 3, p. 46. — Observations au sujet d'un amendement présenté par M. Carnoy, p. 58. — Art. 4, p. 73, 74, 94. — Art. 6, p. 107, 108, 112, 114, 115. — § 3. Discussion, p. 128. — Vote en seconde lecture. Art. 3, p. 193. — Art. 4. Observations au sujet d'un amendement qu'il a présenté, p. 197. — Art. 7, p. 202, 203. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 217. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 470.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 229, 231.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Mousty (*suite*)

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 354, 358.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 362, 409, 431, 460.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 580.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi de recrutement; dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1334, 1335, 1336, 1342.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 674, 711. — Discussion des articles du projet de loi transmis par la Chambre des représentants. Art. 1er, p. 734. — Observations à l'occasion d'une critique dirigée contre M. Hubert, qui a quitté la salle la veille, au moment du vote, p. 754. — A la suite du rejet ou du retrait des différentes propositions de loi en présence, et le Sénat ayant décidé le renvoi de la question à une commission spéciale, demande si, parlementairement, l'assemblée est encore saisie de la question flamande, p. 759. — Nouvelles propositions en présence : Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1033, 1041. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1078. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1201, 1202, 1213.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 815, 822, 832. — Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale, p. 865.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Commence par mettre au point un discours prononcé par M. le vicomte Berryer, m. i. h., à la Chambre, au sujet de l'administration de certaines communes socialistes, puis parle de la nécessité d'établir une distribution d'eau potable à Gosselies, p. 978 à 980, 981, 982. — Observations, p. 991, 995, 1003.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1061, 1071, 1107, 1112, 1113, 1124, 1127. — Discussion des articles. Art. 1er. Parle de la question des restrictions apportées aux mesures qui avaient été prises pour réparer les dégâts occasionnés par la guerre, p. 1131 à 1133. — Observations, p. 1136.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité. Discussion générale, p. 1304.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies alle-allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur lensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines disposition des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture : Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1453, 1461.

Moyart, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 579.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923 : Tableau A (Service de l'agriculture). Discussion générale. Parle notamment de la question de la protection douanière en agriculture et de mesures à prendre en vue de l'augmentation de la production agricole, p. 814 à 817.

Moyersoen, sénateur provincial de la Flandre orientale; ministre de l'industrie et du travail.

Ann. — Interpellation de M. Rongy, au sujet de la mise en application, en Belgique, de la convention de Genève, relative à la prohibition de la céruse dans la peinture en bâtiments. Répond à M. Rongy, p. 18, 19.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6, p. 113.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 254.

Budget des voies et moyens pour 1923. A l'occasion d'une demande de M. Fraiture, tendant à savoir si, pour l'évaluation des recettes, le gouvernement s'est basé sur le rendement des lois votées ou sur le rendement éventuel de projets qu'il a l'intention de présenter, déclare, en l'absence de M. le ministre des finances, qu'il est de règle absolue de ne pas tenir compte du rendement éventuel d'un projet de loi qui pourrait être adopté, p. 258.

Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. Discussion générale. Donne les quelques éléments d'appréciation qui peuvent être indiqués immédiatement, en réponse à une question de M.le marquis Imperiali, concernant les conséquences financières de ce projet de loi, p. 545.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 572.

Motion d'ordre de M. Vanderick, au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles (Nord). Répond à cette motion, p. 663.

Projet de loi modifiant la loi organique sur les prud'hommes. Dépose ce projet de loi, p. 807.

Interpellation de M. Van Roosbroeck, au sujet d'un conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil de prud'hommes. Observations, p. 836, 837. — Répond à M. Van Roosbroeck, p. 839, 840.

Motion d'ordre de M. Lombard, qui prie le ministre de l'industrie et du travail de déposer, sans retard, le projet de loi qu'il a annoncé, relatif à la pension des ouvriers mineurs. S'engage à hâter, le plus possible, l'examen de cette question, p. 874, 875.

Propositions de loi relatives à l'emploi du flamand à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1081. — Observations à l'occasion de la reprise, par M. Vauthier, de la proposition de M. Renard, p. 1086.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Observations, p. 1061, 1062, 1064 à 1070, 1100 à 1102. — Répond aux divers orateurs, p. 1102 à 1108. — Observations, p. 1109, 1112 à 1116, 1119, 1122 à 1124, 1127. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1132, 1133. — Répond à nouveau aux observations présentées, p. 1135 à 1139. — Art. 14. Observations au sujet du projet de loi sur l'inspection des mines, p. 1140. — Art. 40. Répond à une question posée par M. Van Berckelaer, p. 1142. — Art. 67. — S'oppose à un amendement de MM. Demoulin et consorts, par suite de la déclaration de M. Theunis, p. m., m. f. : refus d'acceptation d'aucun amendement ayant pour conséquence une augmentation de dépenses, p. 1143. — Art. 111 nouveau, proposé par amendement par MM. Delor et consorts. Observations, p.1145, 1146. — Amendement de MM. Demoulin et consorts, en faveur des sociétés mutualistes. Fait remarquer qu'il a déposé un projet de loi ayant pour objet de créer des pensions pour les veuves et orphelins des ouvriers, p. 1146, 1147.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1267.

Projet de loi réglant le placement des fonds des sociétés mutualistes reconnues. — Dépose ce projet de loi, p. 1273. — M. Rongy, rap., ayant déclaré que la commission a été unanime à adopter ce projet, sous réserve de quelques légères modifications, prie le Sénat de voter ce projet tel qu'il a été présenté par le gouvernement, p. 1399. — Discussion générale, p. 1425, 1426.

Projet de loi autorisant les sociétés mutualistes à fusionner. — Discussion générale, p. 1285, 1286.

Motion d'ordre de M. Lombard, au sujet de deux catastrophes qui se sont produites dans le bassin de Charleroi. Répond à M. Lombard, 1302.

Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité. Discussion générale, p. 1304. Discussion des articles. Art. 2. Estime qu'il faut éviter le vote d'un amendement afin de ne pas devoir renvoyer le projet à la Chambre, p. 1305.

Moyersoen (*suite*)

Projet de loi relatif à l'emploi de la céruse et autres pigments blancs de plomb. Dépose ce projet de loi, p. 1337.

Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles. Dépose ce projet de loi, p. 1337.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion des articles. Art. 4, p. 1354.

Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse publique de prêts ». Déclare se rallier à une proposition de M. Digneffe tendant à l'ajournement au mois de novembre de l'examen de ce projet de loi, p. 1428.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1446.

Mutualités. — V. Assurances sociales : Sociétés mutualistes.

N

Navigation. — V. Marine.

Navigation aérienne. — V. Aéronautique.

Navigation de l'Elbe. — V. Affaires étrangères : Elbe.

Nellens, sénateur suppléant de l'arrondissement d'Anvers, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif, en remplacement de M. Royers, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 793. — Prête serment, p. 793.

Propositions de loi relatives à l'emploi du flamand à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Art. 3. S'abstient au vote sur cet article, p. 1048. — Art. 4. S'abstient au vote sur cet article, p. 1049. — Art. 7. S'abstient au vote sur cet article, p. 1049. Art. 8. S'abstient au vote sur cet article, p. 1050.

Nerincx, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi déterminant les délais endéans lesquels doivent être introduites, sous peine de forclusion, les demandes tendant au règlement de certains arriérés en matière de rémunération de milice. Rapport, n° 128.

Neujean, ministre des chemins de fer, marine, poste et télégraphes.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 362, 383, 384, 388, 394 à 399, 405, 411, 427, 433, 434. — Répond aux observations qui ont été présentées, p. 435 à 454. — Observations, p. 459 à 461, 466. — Discussion des articles. Art. 1er. Déclare s'opposer aux amendements proposés aux divers articles du budget, par MM. Fraiture, Lafontaine et Renier, le gouvernement ne pouvant, vu la situation financière de l'Etat, accepter aucune augmentation de crédit, p. 481.

Interpellation de M. Guyaux au sujet de l'accident survenu à la gare de Roux, M. Ducastel ayant parlé, à cette occasion, de plusieurs accidents survenus dans son arrondissement, commence par répondre brièvement aux observations de M. Ducastel, puis répond à l'interpellation de M. Guyaux, p. 796, 797. — Répond à M. Martens qui attire l'attention sur une passerelle destinée au personnel de l'Etat, à Courtrai, et dont la réfection est urgente, p. 797.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des frais de la guerre (Texte amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 1364.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion sur le point de savoir s'il y a lieu de donner la priorité à une demande d'interpellation de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu, relative à la grève des cheminots, p. 1430 à 1432. — Observations au sujet d'une imputation qui le vise personnellement et qui a été formulée par M. Fraiture, p. 1432. — Reprise de la discussion sur la question de priorité, p. 1432, 1434, 1457.

Nolf, ministre des sciences et des arts.

Ann. — Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 22 juin 1922, modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur, donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat. Discussion générale. Déclare que le gouvernement se rallie à la proposition de loi et à un amendement présenté par M. Deswarte, p. 4.

Nolf (m. s. a.) *(suite)*

Budget des sciences et des arts pour 1923, et interpellation de M. Féron sur le point de savoir si le ministre des sciences et des arts est résolu à faire respecter, de façon efficace, dans l'organisation de l'enseignement national à tous les degrés, en pays flamand, la liberté des pères de famille qui, usant du droit qui leur est garanti par l'article 23 de la Constitution, entendent que leurs enfants soient enseignés en français. Discussion générale de ce budget à laquelle est jointe la discussion de cette interpellation. Répond aux divers orateurs et termine son discours en répondant à l'interpellation de M. Féron, p. 932 à 936. — M. Lekeu ayant posé une question au ministre touchant la politique scolaire du gouvernement, déclare qu'il a déjà fourni des explications à la Chambre des représentants et répète que le gouvernement ne peut avoir d'autre politique scolaire que celle qui consiste à appliquer la loi, p. 936, 937. — Répond à diverses observations, qui viennent encore d'être présentées, p. 941. — Discussion des articles. Art. 103. — Répond à des observations de M. le marquis Impériali, au sujet du musée du cinquantenaire, p. 950.

Propositions de loi relatives à l'université flamande. Discussion générale des nouvelles propositions en présence, p. 1025.

Dépose un projet de loi réglant le statut linguistique de l'université de Gand, demandant le renvoi de ce projet à la commission des sciences et des arts et prie l'assemblée d'en fixer la discussion el plus tôt possible, p. 1113. — Discussion générale de ce projet de loi. Discours, p. 1190 à 1195. — Observations, p. 1202 à 1205, 1207. — Discussion des articles. Art. 1er. Répond brièvement aux observations qui viennent d'être présentées et termine son discours en insistant, au nom du ugouvernement, pour que le projet de loi soit voté par la Haute assemblée dans la forme qui lui a été donnée par le gouvernement et de rejeter tous les amendements qui modifient, d'une façon sensible, l'esprit du projet; déclare en outre, que les amendements présentés à l'article 1er sont de cette nature, p. 1214, 1215. — Art. 3. Observations au sujet d'un amendement de M. De Page concernant l'enseignement clinique, p. 1217. — Art. 4. Prie, à l'occasion de cet article, M. Dejace, de faire confiance au gouvernement en ce qui concerne l'université de Liége, p. 1218. — Art. 5. Observations concernant les cours libres, en réponse à des observations de M. Speyer, p. 1218. — Art. 9. Déclare adhérer au principe d'un amendement de M. Remouchamps en faveur du personnel administratif mais ne se rallier à la lettre de l'amendement que si l'assemblée est unanime à passer immédiatement au vote en seconde lecture, p. 1219.

Projet de loi concernant les traitements du personnel des établissements d'enseignement moyen dirigés par l'Etat. Dépose ce projet de loi, estime qu'il ne rencontrera pas d'opposition et demande que l'examen en soit abordé sans retard, p. 1183, 1184.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universiatires. Dépose ce projet de loi, estime qu'il ne rencontrera pas d'opposition et demande qu'il soit voté encore au cours de la session, p. 1184.

Nolf (Ernest), élu par le Sénat.

Doc. — Budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1923, Sous-amendement aux art. 5 et 6 nouveaux proposés par le gouvernement, n° 89.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 236.

Ann. — Budget des dépenses recouvrables et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 572 à 574.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Parle de la remise en état du canal d'Ypres à l'Yser, p. 857.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et ribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 1056. — Art. 2*bis* nouveau. Observations, p. 1056. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Dépose le rapport sur ce texte, p. 1324. — Discussion générale de ce texte, p. 1365. — Discussion des articles. Art. 5, p. 1367.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. (Projet Nolf.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1220.

Nolf (Joseph), sénateur d'Anvers.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 34, 35. — Art. 6, p. 119. — S'abstient au vote sur un amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 121. — Art. 15. Rappelle un amendement général qu'il a présenté et défend cet amendement, p. 171.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 665 à 668, 677, 679, 686, 689. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1078. — Observation au sujet d'un discours de M. Lekeu à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1087.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Attire l'attention sur des travaux importants pour Anvers et pour les abords de cette ville et demande à recevoir sur le chapitre de l'agriculture, p. 860 à 862. — M. le président ayant déclaré que l'on ne peut revenir sur une discussion close, annonce qu'il transmettra au ministre une note intéressant les questions agricoles, p. 862.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle. Discussion générale, p. 962, 963.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 976, 978. — Appuie les observations de MM. Ryckmans et Digneffe, au sujet de la nécessité de respecter l'autonomie des provnces et des communes, p. 996, 997. — Observations, p. 999.

Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1338, 1339. — Discussion des articles. Art. 10. S'abstient au vote sur cet article, p. 1359. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1360.

Nothomb. — V. Communes : Erection.

O

Occupation de la Ruhr. — V. 1° Attentat de Duisbourg. — 2° la rubrique Interpellations au nom de M. le marquis Impériali au sujet des mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés.

Officiers. — V. 1° Armée. — 2° Pensions militaires.

Organisation judiciaire. — V. Congo.

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROCÉDURE GRATUITE. — V. Code de procédure civile.

JUGE UNIQUE.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. — V. Procédure civile.

JURY.

Projets de loi démocratisant le jury adopté à la Chambre sous le titre de « *Projet de loi réformant le jury* ».

V. Session 1921-1922.

Amendements du gouvernement. Exposé des motifs et amendements au texte proposé par la commission de la justice, n° 83. — Note explicative, n° 83.

Ann. — Motion d'ordre de M. Van Fleteren qui demande que ce projet soit mis à l'ordre du jour, p. 187.

Motion d'ordre de M. Deswarte, qui prie le Sénat d'ordonner le renvoi de ce projet de loi à la commission de la justice, qui en est dessaisie, et qui insiste pour que les amendements d'ordre linguistique qui ont été annoncés à ce projet par M. le ministre de la justice soient déposés d'urgence, afin que ces amendements puissent être étudiés en temps voulu, p. 552. — M. le président déclare que le bureau examinera dans quelle mesure il pourra être donné satisfaction à M. Deswarte, p. 552.

Projet de loi relatif aux listes des jurés pour l'année 1923.

V. session 1921-1922.

Doc. — Projet de loi, n° 17.

Rapport fait par M. Mosselman, n° 20.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Mosselman, p. 185. — M. le président propose au Sénat de déclarer l'urgence pour ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, M. Mosselman donne lecture de son rapport, p. 185.

L'article unique est adopté sans observations, p. 185, 186.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 186 (13 décembre 1922). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Organisation judiciaire : JURY (*suite*)

Projet de loi relatif aux listes des jurés pour l'année 1924.

Doc. — Rapport fait par M. Carton, n° 192.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1245.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 96 voix contre 2, p. 1265 (24 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

MAGISTRATS COLONIAUX. — *Situation de ces magistrats.* — V. Congo : Gouvernement du Congo.

COUR DE CASSATION.

Présentation de candidats.

Doc. — Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour la place de conseiller vacante à la dite cour, par suite de la mise à la retraite de M. le conseiller Jacques, n° 63.

Ann. — Communication de M.le président, au sujet de la présentation de candidats, pour la place de conseiller, vacante à la Cour de cassation par suite de la retraite de M. le conseiller Jacques, p. 368.

Vote pour la présentation de ces candidats, p. 407.

Procédure en cassation en matière civile. — V. Code de procédure civile.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Magistrats consulaires.

Projet de loi prorogeant les mandats des magistrats consulaires.

Doc. — Rapport fait par M. Deswarte, n° 199.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Deswarte, qui fait remarquer l'urgence de ce projet de loi, p. 1244 (19 juillet 1923).

L'article unique est adopté sans observation, p. 1285.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 83 membres présents, p. 1303 (25 juillet 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — *V.* Industrie, commerce et travail : Prud'hommes.

Ouvriers mineurs. — V. Assurances sociales : Pensions des ouvriers mineurs.

P

Pastur, sénateur de Nivelles.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 54.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Rapport, n° 162.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 674. — Par motion d'ordre, reprend une proposition de M. Feron et propose de clore la discussion générale le lendemain, jeudi, 15 mars, p. 696. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions restant en présence, p. 738. — Nouvelles propositions en présence : proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Discussion. Motive son attitude, p. 1041. — Art. 2. S'abstient au vote sur un amendement de MM. Braun et Beauduin, p. 1044. — Après le vote en première lecture demande si certains membres ne pourraient pas être autorisé a motiver immédiatement leur vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1050. — M. le comte de Broqueville et le vicomte Berryer s'étant opposés à cette demande, déclare ne pas insister, p. 1050. — Vote en seconde lecture. Déclare que lui et ses amis émettront un vote négatif et motive cette attitude, p. 1079, 1080. — Observation au sujet d'un discours prononcé par M. Lekeu à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1087. — Prend la parole pour un fait personnel afin de protester contre les attaques lancée par M. Lekeu à l'adresse du parti catholique, p. 1088.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1048.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1164.

Peines disciplinaires : recours au Roi. — V. Enseignement primaire.

Pensions.

PENSIONS A DES VEUVES DE PARLEMENTAIRES.

Proposition de loi accordant une pension à la dame Eve Dolmans, veuve de M. Charles Clément. (V. session 1921-1922.)

Doc. — Rapport fait par M. Delannoy, n° 71.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Delannoy, p. 425 (6 février 1923).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 546, 547.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 94 membres présents, p. 551 (21 février 1923). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PENSIONS CIVIQUES ET COLONIALES ET PENSIONS MÉTROPOLITAINES. — V. Congo : Pensions.

PENSIONS MILITAIRES ET RENTES DES CHEVRONS DE FRONT.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1er juin 1919 relatives à la rente des chevrons de front.

Doc. — Projet de loi, n° 205.

Rapport fait par M. Gillain, n° 213.

Ann. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 1288 à 1301.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix et une abstention, p. 1304 (25 juillet 1923). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1304. — Le projet est soumis à la sanction royale.

PENSIONS DES OUVRIERS MINEURS. — V. Assurances sociales.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

Doc. — Rapport fait par M. Liesens, n° 25.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Liesens (19 décembre 1922).

Discussion générale. Sont entendus : MM. Damas, Moyersoen, m. i. t. p., 253, 254. — Observations de M. Guyaux, p. 254.

L'article unique est adopté sans observations, p. 254.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 96 voix et 1 abstention, p. 263 (28 décembre 1922). — S'est abstenu : M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 263. — Le projet est soumis à la sanction royale.

VISA DES BREVETS DE PENSIONS. — V. Finances : Cour des comptes.

Perception des droits de timbre (Mode de). — V. Finances : Impôts.

Péremptions et prescriptions. — V. Finances : Créances à charge de l'Etat.

Personnification civile. — V. Droits civils.

Pétitions.

Pétitions sur lesquelles la commission a statué.

Doc. — Feuilleton au 20 décembre 1922, n° 31.

Feuilleton au 14 mars 1923, n° 102.

Pigeons militaires. — V. Armée.

Pirard, sén. de Verviers.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement à l'article 15 du texte proposé par la commission de la justice, n° 16.

Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles (co-sign.). Annexe au n° 41.

Projet de loi concernant la procédure en cassation en matière civile. Rapport, n° 171.

Projet de loi relatif à la publicité en matière de déclaration de présomption de décès. Rapport, n° 172.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 87 à 89. — Art. 4, § 1er. Déclare, au nom de ses amis, accepter le texte du § 1er, tel qu'il est amendé par M. Vauthier, rap., p. 93. — Combat une disposition subsidiaire qui vient d'être présentée par M. Poelaert, p. 95. — § 2. Défend un amendement de M. Deswarte, ainsi qu'un amendement qu'il a présenté, p. 95, 96. — Demande la priorité pour son amendement, p. 97. — § 5. Défend un amendement de M. Deswarte, p. 99, 100. — Se rallie à un amendement de M. Lebon, p. 100. — Art. 6,

Pirard (*suite*)

Paragraphe concernant les dérogations contractuelles. Discussion, p. 139. — Art. 15. Discussion, p. 163. — Défend un amendement qu'il a présenté, p. 169, 171. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 230.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène sur la situation de l'enseignement public dans les territoires annexés d'Eupen et de Malmédy. Développe son interpellation, p. 268 à 276. — Discussion de son interpellation, p. 279, 280, 349 à 353, 355 à 360.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion des articles. Art. 4, p. 1354.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale. Parle des procédés de certains agents du personnel des accises, p. 905.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 1055. — S'abstient au vote sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 1397.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1410 à 1413, 1443, 1444, 1452, 1453, 1456.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Placement des fonds des sociétés mutualistes. — V. Assurances sociales : Sociétés mutualistes.

Plomb (pigments blancs de plomb). — V. Industrie, commerce et travail : Hygiène professionnelle.

Poelaert, sén. de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Amendement à l'article 1er (co-sign.), n° 181.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 23. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour la discussion, p. 24. — Reprise de l'examen de l'article 1er et des amendements qui s'y rattachent, p. 24 à 26. — Combat le § 3 proposé par amendement par MM. Deswarte et consorts, p. 30. — Défend des amendements qu'il a présentés avec M. Delannoy, p. 30, 31. — Répond aux critiques dirigées par M. Wittemans contre des renseignements qu'il avait donnés en défendant son amendement, renseignements concernant la législation française; donne lecture des textes de la loi française, p. 34. — Déclare que le surplus d'un amendement qu'il avait présenté vient à disparaître, par suite du rejet de la date de « 1924 » qu'il avait proposée, p. 34. — Art. 2, p. 37, 38. — Art. 4, p. 68, 73. — Annonce qu'il déposera un amendement qui reprendra le § 6 du projet de la Chambre, p. 75. — Défend l'amendement qu'il a présenté au § 1er, p. 93. — Défend une disposition subsidiaire qu'il vient de proposer au § 1er, p. 94, 95. — Art. 5. Observations, p. 101. — Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté est retiré, p. 101. — Art. 6, p. 117, 118. — Observations au sujet d'un amendement de M. Asou, p. 123. — § 3, p. 17. — Défend des paragraphes additionnels qu'il a présentés à cet article, p. 128 à 130. — Défend un amendement additionnel qu'il a présenté avec M. Delannoy. Termine en priant M. le président de considérer son amendement comme retiré, p. 131. — Rappelle qu'il a été convenu avec M. Masson, m. j., qu'un amendement qu'il avait présenté avec MM. Hicguet et consorts serait reporté à l'article 8, p. 142. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement, p. 144, 146, 147. — Art. 8*ter* qu'il a proposé avec MM. Delannoy, Hicguet et consorts. Fait remarquer que le deuxième alinéa de son amendement est venu à disparaître, par suite d'une disposition votée à l'article 6*bis*, p. 152. — Art. 10. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 154. — Art. 15, p. 163, 164. — Vote en seconde lecture. Art. 2, p. 191. — Motive son vote sur l'ensemble de ce projet de loi, en son nom et au nom de M. Delannoy, p. 216. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion des articles. Art. 36. Observations au sujet de l'interprétation, p. 478.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 769.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. Discussion générale, p. 1379.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et de succession. Discussion générale, p. 1380, 1382. — Discussion des articles. Art. 15. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1385.

Polders. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Polet, sénateur provincial de Liége.

Ann. — Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 550.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 925.

Police du roulage. — V. Roulage.

Police rurale. — V. Code rural.

Politique nationale. — V. Chambres législatives-Sénat : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture.

Politique du gouvernement.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet qu'il préside, p. 1098, 1099.

Discussion de cette déclaration. Discours de MM. Magnette, Braun, le comte Goblet d'Alviella, Lekeu, Meyers, Theunis, p. m., m. f., Carnoy, p. 1151 à 1163. — Interruptions de MM. Speyer, Van Fleteren, Deswarte, Seeliger, Lekeu, Masson, m. j., Volckaert, Ligy, Van Belle, p. 1153 à 1161.

M. le président donne lecture d'un ordre du jour qui vient d'être présenté par MM. le comte Goblet d'Alviella et Braun, p. 1163.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Lebon, Jaspar, m. a. ét., Feron, Masson, m. j., p. 1163 à 1167. — Interruptions de MM. Feron, Renard, Magnette, Digneffe, Pastur, Lekeu, Seeliger, Van Fleteren, Volckaert, Masson, m. j., Ligy, Huisman-Vanden Nest, Deswarte, Wittemans, Lombard, Baeck, p. 1164 à 1167. — M. le président donne une nouvelle lecture de l'ordre du jour présenté par MM. le comte Goblet d'Alviella et Braun : « Le Sénat, prenant acte des déclarations du gouvernement, lui exprime son entière confiance, et passe à l'ordre du jour », p. 1167. — Cet ordre du jour est adopté par 88 voix contre 36 et une abstention, p. 1167. — S'est abstenu : M. Lebon, p. 1167.

Motion d'ordre de M. Damas qui déclare que, s'il avait été présent, il aurait émis un vote négatif sur l'ordre du jour de confiance au gouvernement, p. 1173.

Pologne. — V. Affaires étrangères.

Postes.

LOI POSTALE.

Projet de loi modifiant la loi postale du 30 mai 1879.

Ann. — M. le président annonce que ce projet de loi vient d'être transmis par la Chambre des représentants et qu'il a été renvoyé immédiatement à la commission des chemins de fer, p. 1096 (20 juin 1923).

Postes : LOI POSTALE. *Modification à la loi du 30 mai 1879 (suite)*

Dépôt, par M. Fraiture, du rapport sur ce projet de loi. M. Fraiture en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1096.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1096.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 97 membres présents, p. 1096 (28 juin 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture (Demande en autorisation). — V. Chambres législatives-Sénat : Poursuites.

Poursuites en matière d'impôts (Prorogation des délais). — V. Finances : Impôts.

Prescriptions. — V. Finances : Créances à charge de l'Etat.

Président des Etat-Unis d'Amérique. — V. Affaires étrangères : Amérique : Décès de M. le Président Harding.

Président du Sénat.

M. Keesen, doyen d'âge, prononce une allocution en prenant possession provisoire du fauteuil de la présidence, p. 1.

M. le comte t'Kint de Roodenbeke est élu président, p. 1.

MM. Lafontaine, Magnette et le baron Descamps sont élus respectivement 1er, 2e et 3e vice-président du Sénat, p. 2.

M. le comte t'Kint de Roodenbeke prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 2.

Propose d'admettre, en ce qui concerne les commissions permanentes, la procédure en usage depuis un grand nombre d'années et de considérer comme acquises les présentations faites à l'assemblée, afin d'éviter les lenteurs du scrutin, p. 3.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er. Observations au sujet d'une question de procédure, soulevée par M. Deswarte, en ce qui concerne l'examen des amendements de MM. Magnette et consorts, p. 17. — Déclare que, M. Magnette s'étant rallié à sa manière de voir, qui tend à rattacher son projet comme amendement à l'article 1er, il estime préférable de suivre cette procédure, ce qui n'empêcherait pas M. Magnette de reprendre l'un ou l'autre des articles de son projet, comme amendement à un autre article du projet de loi, p. 18. — Rappelle la décision prise la veille de discuter l'article 1er avec ses amendements, étant entendu que, si l'article préliminaire proposé par M. Magnette n'était pas adopté, l'ensemble de ces amendements viendrait à disparaître, ainsi que M. Magnette l'a lui-même déclaré, p. 24. — Le § 1er de l'amendement de MM. Magnette et consorts étant rejeté, déclare que ce vote entraîne la disparition de la suite de la proposition, p. 27. — Demande à M. Deswarte si le rejet du premier alinéa de ses amendements n'entraînerait pas la disparition des alinéas suivants, p. 28, 29. — Propose de remettre l'examen du § 3 des amendement de M. Deswarte et le § 1er des amendements de M. Lebon, jusqu'au moment où l'on statuera sur le § 2 de l'article 1er, p. 30. — Indique la place qu'il faudra donner à des amendements de MM. Deswarte et consorts, p. 31. — Art. 2. Propose d'examiner cet article par alinéa, en rattachant à chacun d'eux les amendements qui s'y rapportent, p. 37. — Après avoir fait diverses observations, au sujet des nombreuses interruptions, déclare que si le bruit continue, il se verra obligé de suspendre la séance, p. 40, 41. — Annonce que M. Vauthier, rap., vient de présenter un amendement proposant le rejet de l'article 2, et déclare qu'il va mettre cet amendement aux voix, p. 43. — Art. 4, § 5. Estime qu'il serait utile, vu l'heure avancée, de remettre le vote au lendemain, p. 100. — Propose au Sénat de décider que ce projet de loi sera, en tout état de cause, terminé la semaine suivante, et, dans ce but, de siéger éventuellement le vendredi suivant, 8 décembre, p. 103. — Art. 6. Observations au sujet des amendements présentés, p. 135. — Indique la procédure à suivre pour le vote, p. 135. — Déclare qu'un amendement présenté par MM. Poelaert, Hicguet et consorts, ainsi qu'un sous-amendement présenté à ce texte par M. le comte Goblet d'Alviella, seront reportés à l'article 8, p. 142. — Annonce que le gouvernement propose, par amendement de faire, des articles 8 à 16 inclus, un chapitre IIter intitulé : Dispositions générales, qui prendrait sa place après le chapitre intitulé : « De la réquisition des immeubles », p. 142. — Annonce que, avant de continuer la discussion de l'article 8bis, proposé par le gouvernement, M. Deswarte propose de statuer d'abord sur l'article 9 et sur l'amendement qu'il a rattaché à cet article; attire aussi l'attention du Sénat sur un amendement proposé également par M. Deswarte, comme article 15bis, et déclare que cet amendement étant connexe à l'article 8bis, proposé par le gouvernement, ces deux dispositions seront discutées simultanément. Déclare que viendront ensuite un amendement de M. Poelaert, sous-amendé par M. le comte Goblet d'Alviella (au sujet des sous-locations avec bénéfice) et que le Sénat a décidé de discuter sous forme d'article 8ter, p. 149. — Donne à ce moment lecture de l'article 9, texte de la commission, et de l'amendement proposé à ce texte par MM. Deswarte et consorts; annonce que pour l'article 8bis, proposé par le gouvernement, il vient de recevoir un nouveau texte proposé par M. Masson, m. j., en remplacement du deuxième alinéa du texte primitif, et ouvre la discussion sur ce texte, p. 149. — Art. 10. Propose de réserver le vote sur un amendement qui vient d'être présenté par M. Deswarte, p. 155. — Art. 16. M. Deswarte ayant voulu reprendre un amendement qui avait été suggéré par M. Masson, m. j., déclare que le vote est acquis, p. 173. — Annonce que l'on va passer à l'examen des amendements de MM. Deswarte et consorts, tendant à insérer un chapitre III, intitulé : « De la réquisition des immeubles », et rappelle que ce chapitre reproduit les articles 17 à 29 du projet transmis par la Chambre, p. 179. — Vote en seconde lecture. Art. 5. En réponse à des observations de M. Mosselman, au sujet de la recevabilité des amendements, déclare qu'il est de pratique constante, au Sénat, que des amendements présentés à des articles qui n'ont pas été amendés en première lecture, ne soient pas admis; que cette pratique est du reste conforme au règlement; rappelle que cette même procédure a été suivie, lors de la seconde lecture de la loi sur l'assistance publique, sous la présidence de feu M. le baron de Favereau, p. 199. — Prie M. Mosselman de ne pas insister, p. 199. — Art. 6, qui n'a pas été amendé au premier vote. Déclare que des amendements présentés par MM. Deswarte et Van Roosbroeck ne sont pas recevables, p. 199. — A la suite d'observations de M. Deswarte, rappelle qu'il faut l'assentiment unanime pour une dérogation au règlement, p. 199. — En réponse à des observations de M. Van Fleteren, concernant le texte voté en première lecture, rappelle que c'est bien le texte de la commission qui a servi de base au vote en première lecture, p. 199.

Projet de loi prorogeant : 1° la loi du 14 août 1920 sur les loyers; 2° la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer. Texte amendé par la Chambre des représentants. Annonce que la Chambre a renvoyé ce projet, avec un léger amendement à l'article 1er, amendement qui consiste à ajouter à cet à cet article la même phrase que celle qui termine l'article 2 : « et au plus tard jusqu'au 25 février 1923 ». Propose, cet amendement étant peu important, de ne pas renvoyer le projet de loi à la commission et de passer immédiatement à son examen, p. 43.

Fixation de l'ordre du jour, pour les dernières séances avant les vacances du 1er janvier. Observations et propositions au sujet des budgets et des projets de loi qui devront être votés avant le nouvel an, p. 207. — Propose que le Sénat prenne ensuite des vacances jusqu'au 16 janvier, p. 207.

Donne lecture au Sénat d'un télégramme qui lui a été adressé par M. Tramczynski, maréchal du Sénat de Pologne, ainsi que du télégramme qu'il a envoyé en retour, au nom du Sénat de Belgique, p. 267.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines). Déclare que l'ordre du jour appelle la discussion de ce budget mais, le rapport n'ayant encore pu être distribué, propose d'en remettre l'examen à la séance du lendemain, p. 187. — Propose de réunir à la discussion du budget métropolitain des colonies, la discussion de deux projets de loi relatif aux pensions coloniales, p. 285.

Annonce au Sénat l'assassinat de M. Narutowicz, président de la République polonaise, et prononce un discours à cette occasion, p. 189. — Donne lecture au Sénat de la dépêche de M. le ministre des affaires étrangères, transmettant à l'assemblée les remerciements de M. le maréchal Rataij, président de la Diète polonaise, p. 367.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Motion d'ordre de M. Van Berckelaer, qui fait remarquer que, seul, le Compte rendu analytique a pris le discours qu'il a prononcé, en flamand, au cours de cette discussion, et demande que l'on prenne des mesures pour que le service sténographique flamand soit à même de prendre les discours en cette langue. Déclare que le bureau recherchera les moyens de donner satisfaction à M. Van Berckelaer, p. 425.

Budget de la justice pour 1923. Discussion. Annonce que l'article 2 qui avait été proposé par amendement par le gouvernement et qui apportait des modifications aux Code d'instruction criminelle, a été retiré et fera l'objet d'un projet de loi

Président du Sénat : Budget Justice (*suite*)

distinct, p. 543. — M. Masson, m. j., ayant offert immédiatement avant le vote, de répondre à certaines questions qui lui ont été posées par M. Wittemans, à la fin de la discussion générale, déclare que le règlement ne lui permet pas d'accorder la parole à M. Masson, p. 549. — M. Wittemans ayant demandé, par motion d'ordre, après le vote, que M. Masson soit autorisé à répondre à ces question, déclare qu'il ne peut accorder la parole à M. Masson, m. j., que sous forme de motion d'ordre, p. 550. — M. Liebaert ayant demandé l'application du règlement, déclare l'accident clos, p. 550..

Règlement. Modification : rappelle que deux propositions concernant l'article 2 étaient parvenues au bureau, l'une présentée par M. Speyer, l'autre par M. le marquis Imperiali, et déclare que la commission spéciale propose, en conclusion, un nouveau texte pour les articles 2 et 3, p. 551. — Précise la portée et le but d'une proposition de modification à l'article 19 (suppression de la double expédition des procès-verbaux), qui vient d'être introduite par M. le marquis Imperiali, et déclare que le bureau du Sénat se rallie à cette proposition, p. 551. — M. Volckaert ayant estimé qu'une modification au règlement doit être en principe présentée de façon à ce que l'assemblée puisse en prendre connaissance et l'étudier, déclare que l'on a voulu profiter de la proposition de modification des articles 2 et 3 pour supprimer la double expédition des procès-verbaux, ce qui ne constitue qu'une pure question de forme, mais déclare qu'en principe, toute modification au règlement doit, ainsi que l'a estimé M. Volckaert, être soumise au Sénat, p. 552.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Annonce que la discussion générale portera sur ces deux budgets, p. 563. — Discussion générale. Prie M. Van Overbergh de rentrer dans l'examen des objets en discussion, afin de ne pas entraîner l'assemblée dans une discussion sur la situation financière, p. 569. — Prie à plusieurs reprises M. Wittemans, qui traite la question de la Ruhr, de rester dans les objets en discussion et finit par le rappeler au règlement, p. 584, 585. — Consulte le Sénat pour savoir si la parole peut être encore accordée à M. Wittemans, p. 586.

Fixation de l'ordre du jour : Proposition quant à l'examen du projet de loi militaire, de différentes lois d'importance secondaire et du projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand, p. 606.

Projet et propositions de loi relatives à l'emploi des langues dans les Universités de l'Etat. Discussion générale. Annonce que le bureau estime qu'il serait souhaitable de donner tour à tour la parole à un orateur en faveur du projet et à un orateur contre le projet, p. 631. — Indique quelle sera la liste des premiers orateurs que l'on entendra, p. 632. — M. Rutten ayant demandé à pouvoir faire juxtaposer aux annales un texte de M. Prins, dont il a donné lecture, et le complément de ce texte dont il a été donné lecture par M. Speyer, déclare qu'il sera fait droit à la demande de M. Rutten, p. 652. — Observations au sujet d'une proposition de clôture annoncée par M. Féron, p. 668. — Déclare que le Sénat statuera sur la proposition de M. Féron lorsqu'il l'aura reproduite, mais déclare aussi qu'il est entendu que la discussion générale sera close la semaine suivante. Prie à cette occasion les orateurs d'être aussi brefs que possible, p. 668. — Rappelle au Sénat qu'il a décidé, la veille, de clore la discussion générale ce jour-là et prie, en conséquence, les orateurs d'être aussi brefs que possible, p. 705. — Fait remarquer qu'il y a encore 14 orateurs inscrits et propose de limiter la durée des discours à un quart d'heure, p. 716. — Consulte le Sénat sur le point de savoir si une proposition de loi, qui vient d'être déposée par MM. Braun et consorts et qui est relative à l'enseignement flamand dans les universités de l'Etat, peut être prise immédiatement en considération, p. 726. — La proposition de M. Braun étant prise en considération. Propose d'aborder le mardi suivant, la discussion des articles et d'arrêter ultérieurement l'ordre des votes, p. 727. — Demande encore aux quatre orateurs inscrits de renoncer à la parole et, cette demande étant admise, déclare close la discussion générale, p. 727. — Discussion des articles du projet de loi transmis par la Chambre des représentants. Annonce qu'il va mettre en discussion l'article 1er et déclare que, lorsque le Sénat aura statué sur cet article, il déterminera éventuellement l'ordre dans lequel seront examinées les autres propositions. Propose encore de limiter le temps de parole à un quart d'heure, p. 729, 730. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet de loi transmis par la Chambre des représentants demande quelles sont les intentions du Sénat, quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions en présence, le dépôt de la proposition de MM. Braun et consorts, ayant modifié la situation, p. 738. — Met aux voix, par assis et levé, la question

Président du Sénat : Emploi des langues dans les Universités de l'Etat (*suite*)

de savoir, si la proposition de loi présentée par MM. Braun et consorts aura la priorité sur la proposition de M. Magnette et sur celle de M. Speyer, p. 740. — M. Féron ayant demandé l'appel nominal, fait remarquer que le vote est acquis, et qu'il ne donne lieu à aucun doute, déclare cependant que si, malgré cela, l'appel nominal est régulièrement demandé, il est prêt à y procéder, p. 740. — Fait encore diverses observations au sujet de la procédure à suivre, p. 740, 741. — A la suite d'une proposition faite par M. Braun, déclare que la proposition de loi qu'il a présentée va être développée, mais qu'il reste entendu que, pour le vote, l'ordre adopté précédemment restera acquis : 1° Proposition de M. Magnette; 2° proposition de M. Speyer; 3° proposition de M. Braun, p. 741. — Observations au sujet d'une proposition de clôture introduite par l'extrême gauche, au moment où M. Hubert a demandé la parole, p. 754. — A la suite de diverses protestations dirigées contre M. Hubert par l'extrême gauche, M. Hubert ayant quitté la salle, la veille, au moment du vote sur le principe de la flamandisation, suspend la séance, le tumulte étant à son comble, p. 754. — La séance étant reprise, invite l'assemblée au calmem, p. 754. — Proposition de loi de MM. Magnette et consorts. Déclare qu'il met d'abord aux voix l'amendement présenté par M. Dupont, p. 755. — M. Van Fleteren ayant demandé la parole, par motion d'ordre, afin de protester contre le silence du gouvernement, déclare que, la discussion étant close, il ne peut plus accorder la parole à personne, p. 755. — Déclare, l'article 1er de la proposition de MM. Magnette et consorts étant rejeté, que les autres articles de cette proposition de loi viennent à disparaître, p. 755. — Met aux voix l'article 1er de la proposition de loi de MM. Speyer et consorts, p. 756. — L'article 1er de cette proposition étant rejeté, déclare que les autres articles de cette proposition viennent à disparaître, p. 756. — Une proposition de renvoi à une commission spéciale ayant été introduite par M. le comte de Broqueville, à la suite de la discussion de cette proposition, constate que les dernières propositions dont le Sénat restait saisi (proposition de M. Braun et proposition de M. Van Roosbroeck), ont été retirées, et constate également l'accord du Sénat sur l'idée de la constitution d'une commission spéciale qui serait chargée d'examiner une solution nouvelle, p. 759. — Demande au Sénat s'il est d'accord pour charger le bureau de former cette commission, p. 759. — M. Van Fleteren ayant voulu déposer sur le bureau du Sénat une motion demandant la démission du ministre des sciences et des arts, fait remarquer à M. Van Fleteren que ce n'est pas là une motion d'ordre, et qu'il va devoir lui retirer la parole, p. 759. — Fait encore observer à M. Van Fleteren que la nomination des ministres appartient au Roi seul, et que le Sénat n'a pas a s'immiscer dans une prérogative royale; déclare donc l'incident clos, p. 759. — A la suite d'une demande de M. Mousty tendant à savoir si, parlementairement, l'assemblée est encore saisie de la question flamande, déclare qu'il y a une décision prise; celle de constituer une commission spéciale, et met aux voix la proposition tendant à confier la constitution de cette commission au bureau, p. 760. — Indique au Sénat la composition de la commission spéciale et prie cette commission de se réunir à la fin de la séance afin de se constituer et d'arrêter la marche de ses travaux, p. 767. — Le Sénat s'étant mis d'accord sur : 1° une proposition introduite par M. Deswarte : non assistance aux réunions de la commission des sénateurs n'en faisant pas partie, sous réserve d'autoriser un membre qui en ferait la demande à être entendu; 2° une proposition de M. Speyer tendant à ce que les auteurs de propositions de loi puissent assister aux réunions; 3° de M. Lekeu, tendant à ce qu'il ne soit pas fait de communiqués à la presse; marque cet accord, p. 767. — En réponse à une remarque de M. le baron Descamps qui estime que ces décisions ne doivent pas créer un précédent, déclare que le Sénat décidera, dans chaque cas, de la procédure à adopter, p. 767. — Annonce le dépôt, par M. Vinck, d'une proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'université de Gand, et donne lecture de cette proposition, p. 813, 814. — Ouvre la discussion sur la prise en considération, p. 820. — Nouvelles propositions de loi en présence : Au moment du dépôt par M. Lafontaine, du rapport de la commission spéciale, fait des observations au sujet de la fixation de la discussion de ces propositions, p. 899. — Une nouvelle proposition de loi présentée par M. Renard étant prise en considération, déclare que, régulièrement, cette proposition devrait être renvoyée à la commission, mais estime que le Sénat sera unanime à décider qu'elle sera jointe aux cinq autres propositions sur lesquelles la discussion va s'ouvrir, p. 1021. — Propose, pour la clarté du débat, de procéder d'abord à une discussion générale qui porterait sur les diverses propositions de loi dont le Sénat est saisi et de

Président du Sénat : Emploi des langues dans les Universités de l'Etat (*suite*)

passer ensuite à l'examen des articles de ces propositions dans l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour, p. 1021. — A l'occasion d'une protestation de M. Speyer contre la mise en discussion de la proposition de loi de Mme Spaak, avant que toutes les propositions n'aient été motivées par leurs auteurs, déclare qu'il ne peut obliger personne à prendre la parole, p. 1028. — Des protestations ayant été émises à l'extrême gauche au sujet de la manière dont il a été procédé au vote sur une proposition de M. le comte de Broqueville tendant à remettre la suite du débat au lendemain, déclare qu'il n'y a aucun doute sur le résultat de ce vote, qui reste donc acquis, p. 1031. — Proposition de M. le comte de Broqueville : Vote sur les articles. M. Volckaert ayant demandé, par motion d'ordre, que la suite du débat soit remis au lendemain, estimant qu'on ne peut plus voter apres quatre heures, fait remarquer à M. Volckaert que le réglement ne comporte aucune indication quant à l'heure des votes, p. 1044. — M. Volckaert ayant présenté une proposition d'ajournement et demandé l'appel nominal sur sa proposition, déclare que cette demande est de droit, p. 1044. — Après le rejet de la proposition de M. Volckaert, M. Liebaert ayant proposé, à cinq heures, de décider que le débat sera poursuivi, fait remarquer qu'il est d'usage que les séances se terminent à 5 heures, et que si M. Liebaert maintien sa proposition celle-ci devra être mise aux voix, p. 1045. — Lève la séance, le Sénat n'étant pas unanime pour continuer la discussion, p. 1045. — Vote en seconde lecture. Donne lecture d'un amendement qui vient d'être présenté par M. Thiebaut à l'article 2 et déclare que cet amendement n'étant pas appuyé, vient à disparaître, p. 1084. — Observation au sujet de la procédure à suivre, p. 1084. — Une proposition de loi présentée par M. Renard ayant été reprise par M. Vauthier, déclare que d'après l'article 50 du règlement la discussion doit continuer 1086.

Motion d'ordre de M. Vanderick au sujet de l'accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord. S'associe, en son nom personnel et au nom du bureau, aux paroles de sympathie qui viennent d'être prononcées à l'égard des familles éprouvées par cette catastrophe, p. 663.

Observations et propositions au sujet des objets restant à voter avant les vacances de Pâques, p. 760, 768.

Propose au Sénat de s'ajourner du 27 mars au 24 avril et demande aux différentes commissions de se réunir la semaine qui précédera la rentrée, p. 776.

Annonce au Sénat le décès de M. Royers, sénateur d'Anvers, et prononce un discours à cette occasion, p. 791.

Dissentiment entre la cour des comptes et le gouvernement. Donne lecture du rapport de la commission des finances sur ce dissentiment, rapport qui est terminé par une demande à la cour des comptes priant celle-ci de dire à l'assemblée si l'application des lois budgétaires et celle de la loi sur les dépenses engagées n'ont donné lieu, de sa part, à aucune autre constatation devant faire l'objet d'une notification spéciale aux Chambres, par application de l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921, p. 798. — Donne lecture de la réponse qu'il a reçue de M. le premier président de la cour des comptes, déclarant que plusieurs questions qu'à soulevées l'application de la loi du 20 juillet 1921 seront exposées dans le cahier d'observations qui va être adressé aux Chambres législatives, et qu'en dehors des différents soumis aux Chambres aucune notification spéciale ne doit être faite à ce moment, p. 819.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la fédération des coopératives pour dommages de guerre. Annonce que la Chambre vient de voter ce projet de loi et que M. le premier ministre exprime le désir que le Sénat en aborde d'urgence l'examen, p. 847.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. M. J. Nolf ayant demandé à revenir sur le chapitre de l'agriculture, déclare que l'on ne peut revenir sur une discussion qui a été close, p. 862.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur divers budgets de l'exercice 1923. Annonce que ce projet vient d'être transmis par la Chambre et fait remarquer qu'il y aurait lieu de le discuter d'urgence, p. 994. — M. le baron de Mévius, rap., ayant fait observer qu'il y aurait lieu, cependant, qu'un rapport au moins fut préalablement présenté, déclare que cette procédure est conforme au règlement, mais estime que, si le Séoat est unanime, cette formalité pourrait être supprimée, p. 994. — Le Sénat étant unanime, déclare qu'il en sera ainsi, p. 994.

Président du Sénat (*suite*)

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Donne lecture au Sénat de la dépêche de M. le procureur général de la Cour d'appel de Bruxelles, sollicitant du Sénat l'autorisation d'exercer durant la session en cours des poursuites contre MM. Renier et Fraiture. Propose au Sénat de soumettre cette demande à l'examen de la commission de la justice, p. 1005' — Avant l'ouvrir la discussion, attire l'attention du Sénat sur l'importance du débat qui va s'ouvrir au point de vue politique, juridique et social et fait appel à tous les membres du Sénat, sur quelque banc qu'ils siègent, afin que la discussion qui va s'ouvrir soit empreinte de calme et de dignité, p. 1391. — Au cours de la discussion générale donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée par MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu, déposant entre ses mains une demande d'interpellation au sujet de la révocation des agents du département des chemins de fer, marine, postes et télégraphes qui ont été frappés par le gouvernement à la suite de la grève des cheminots, et le priant de consulter le Sénat sur l'urgence de cette interpellation, p. 1413. — M. Lekeu ayant prié le président de consulter le Sénat par appel nominal sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder la priorité à la demande d'interpellation et de ne continuer le débat sur les poursuites qu'après cette interpellation, rappelle l'article 36 du règlement et propose de voter le lendemain sur la question d'urgence, p. 1416. — Déclare qu'il ne peut admettre le langage tenu par M. Fraiture à l'égard de M. Neujean, m. c. f. m. p. t., et M. Fraiture maintenant les mots qu'il a prononcés, lui inflige un rappel à l'ordre, p. 1432. — Après les explications de M. Fraiture, sur les paroles qu'il a prononcées, retire le rappel à l'ordre p. 1432. — Pendant la discussion qui suit cet incident, déclare, à plusieurs reprises, que l'on sort de la discussion sur la question d'urgence et que l'on entame le fond de l'interpellation; déclare notamment qu'il se verra obligé de retirer la parole à M. Renier, p. 1432 à 1434. — Donne lecture de la première proposition de M. Lekeu relative à l'urgence, p. 1432. — Donne lecture de la proposition subsidiaire de M. Lekeu, celui-ci ayant déclaré ne plus demander le vote sur sa proposition principale, p. 1435. — M. Renier ayant demandé la parole après la clôture, fait remarquer que la clôture a été prononcée à la demande formelle d'un des amis de M. Renier, p. 1462. — M. Lekeu ayant demandé que M. Renier soit encore autorisé à prendre la parole sur la position de la question, déclare que, dans ces conditions, il accordera la parole à M. Renier, mais sous réserve qu'il n'entrera plus, d'aucune manière dans la discussion générale, p. 1462. — M. Fraiture ayant demandé la parole par motion d'ordre, déclare qu'il ne peut la lui accorder que s'il s'agit exclusivement d'une motion d'ordre, p. 1463. — Indique au Sénat la procédure qui va être suivie pour le vote sur les différentes conclusions du rapport, p. 1464.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultants des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2. M. le baron de Sadeleer ayant fait diverses observations relatives à l'article 1er et ayant déclaré qu'il pensait que, à la suite de la motion qu'il avait présentée, l'article 1er serait à nouveau soumis au vote, déclare que, le vote étant acquis, il est impossible d'y revenir, p. 1054. — Annonce au Sénat que la Chambre lui a renvoyé le texte amendé et déclare que ce texte sera renvoyé à la commission réunie de la justice et des affaires économiques, p. 1323.

Notifie au Sénat le décès de M. A. Dumon, sénateur de Bruges et prononce un discours à cette occasion, p. 1090.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. A la demande de M. le ministre de la défense nationale, prie le Sénat d'examiner ce projet de loi au cours d'une séance tenue par le Sénat au moment de la crise ministérielle, afin d'examiner des projets urgents, p. 1091. — M. Lekeu ayant fait des objections à ce sujet, déclare, pendant cette discussion que, si l'agitation continue, il suspendra la séance, p. 1092. — Le tumulte continuant, suspend la séance, p. 1092. — A la reprise de la séance, déclare qu'un accord était intervenu au début de la séance entre lui et des membres de la gauche socialiste, au sujet du vote de 5 projets de loi urgents; la révision du Code pénal militaire n'étant pas comprise dans ces projets, estime qu'il vaudrait mieux en ajourner l'examen, p. 1092.

Projet de loi prorogeant les délais pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de peage majorés. Annonce que ce projet vient d'être transmis par la Chambre des repré-

Président du Sénat : Tarifs de tramways (*suite*)

sentants et propose de suspendre la séance pour que la commission des travaux publics puisse immédiatement faire rapport, p. 1095.

Attentat de Duisbourg. Prononce un discours à l'occasion d'un attentat dont ont été victimes des soldats belges, en Allemagne occupée, p. 1097.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures que compte prendre le ministre de la défense nationale pour assurer la sécurité de nos soldats dans les territoires occupés. Annonce cette interpellation et déclare que M. le marquis Impériali demande l'urgence, p. 1110. — M. le marquis Impériali ayant demandé que la discussion de son interpellation soit fixée au début de la séance du mardi suivant et M. Lekeu ayant fait remarquer que le Sénat avait réservé le moment où se placerait la discussion éventuelle de la déclaration du gouvernement, déclare que la discussion de cette déclaration aura la priorité sur tous les autres objets, p. 1110.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. M. le baron Ruzette, m. a. t. p., ayant demandé si c'est le texte du gouvernement ou celui de M. Seeliger qui va servir de base à la discussion des articles, déclare qu'il comptait faire porter d'abord la discussion sur le texte du projet du gouvernement, quitte à mettre ensuite aux voix la proposition de M. Seeliger, p. 1182. — Discussion des articles. Art. 2. Fait une observation au sujet d'un amendement de M. le baron de Moffarts, p. 1184. — M. Beauduin ayant demandé que l'on mette aux voix en premier lieu le texte du gouvernement, déclare que le règlement lui impose de mettre d'abord aux voix les amendements, p. 1184. — Observations à l'occasion d'un amendement présenté par M. le duc d'Ursel, p. 1184. — Donne lecture de l'article 1er de la proposition de loi de M. Seeliger et, cette disposition ayant été rejetée, déclare que les autres articles de cette proposition de loi viennent à disparaître, p. 1185.

Fixation de l'ordre du jour. Propose de tenir une séance du matin, le jeudi 19 juillet, afin d'examiner la suite du budget de la défense nationale, p. 1205.

Dissentiment entre la cour des comptes et le département des affaires économiques. Rappelle au Sénat que la commission estime que la solution adoptée par le ministre des affaires économiques et par le conseil des ministres, doit prévaloir, p. 1305. — Les conclusions du rapport étant adoptées, déclare qu'il en sera donné connaissance à la cour des comptes, à M. le ministre des finances et à M. le ministre des affaires économiques, p. 1305.

Projet de loi de recrutement. Dispositions disjointes. Discussion générale. Déclare que beaucoup de membres désirent que cette discussion soit terminée le mardi suivant, p. 1322. — MM. Renier et Volckaert ayant déclaré ne pouvoir prendre aucun engagement, déclare que, dans ces conditions, on statuera le mardi suivant sur les mesures qu'il y aura lieu de prendre, p. 1322. — Au cours de la discussion, prie M. Calonne de rester calme, p. 1331. — Le tumulte étant à son comble, suspend la séance, p. 1333. — Déclare, après la reprise de la discussion, que si M. Calonne continue à interrompre comme il le fait, il sera obligé de le rappeler à l'ordre, puis inflige un rappel à l'ordre à M. Calonne, p. 1334. M. Fraiture ayant demandé la parole pour un fait personnel afin de protester contre la manière dont Devèze, m. d. n., a défendu le général Gillain rap. sur un terrain sur lequel il n'avait pas placé le débat, estime qu'il ne s'agit pas là d'un fait personnel, p. 1337.

Fixation de l'ordre du jour. Fait des propositions quant aux jours et heures des dernières séances de la session, ainsi qu'en ce qui concerne les objets à discuter au cours de ces séances, p. 1399.

Décès de M. le Président. Harding. Prononce un discours à cette occasion, p. 1401.

Motion d'ordre de M. Volckaert qui prie le bureau de vouloir bien exprimer à Mgr Keesen, doyen d'âge du Sénat, les vœux de prompt rétablissement que l'assemblée forme pour lui. Déclare que le bureau tiendra compte des suggestions de M. Volckaert et s'y associe de tout cœur, p. 1467.

Présomption de décès (Déclaration de). — V. Code civil : Actes de l'Etat civil.

Prêts. — V. Assistance publique : Monts de piété.

Prévoyance. — V. Assurances sociales.

Prisonniers de guerre et déportés(dispositions spéciales en leur faveur). — V. Enseignement supérieur-Grades académiques.

Prix usuraires. — V. Industrie commerce et travail : Commerce usuraire.

Procédure civile.

V. Code de procédure civile.

ORGANISATION JUDICIAIRE. JUGE UNIQUE.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure.

Doc. — Rapport fait par M. Deswarte, n° 238

Ann. — Dépôt du rapport par M. Deswarte, p. 1324 (31 juillet 1923).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1390.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 92 membres présents, p. 1399 (2 août 1923). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Procédure en cassation. — V. Code de procédure civile : Cassation.

Procédure gratuite. — V. Code de procédure civile : Assistance judiciaire et procédure gratuite.

Pro Deo. — V. Code de procédure civile : Assistance judiciaire et procédure gratuite.

Professeurs. — V. 1° Armée : Ecole militaire. — 2° Enseignement supérieur : Traitements.

Projet et propositions de loi dont le Sénat est saisi. — V. Chambres législatives-Sénat.

Provinces.

ANNEXION DE TERRITOIRES.

Projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers.

Voyez la rubrique : Communes.

Prud'hommes. — V. Industrie, commerce et travail.

R

Ranst (Scandale de). — V. la rubrique Interpellations au nom de de M. Wittemans.

Rapatriement des corps des victimes de la guerre. — V. Guerre.

Rappels à l'ordre et rappels au règlement. — V. Chambres législatives. — Sénat : Incidents.

Reconnaissance aux militaires de la guerre de 1914-1918 (Témoignage de). — V. Guerre : Combattants.

Reconnaissance légale. — V. Droits civils.

Recouvrement des impôts. — Prorogation des délais. — V. Finances : Impôts.

Recrutement. — V. Armée : Milice.

Régime différentiel en matière de douanes. — V. Finances : Douanes.

Règlement du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Régularisation. — V. Finances : Budgets : Crédits supplémentaires.

Remboursement à la Banque nationale. — V. Finances : Monnaie.

Remouchamps, sén. de Liége.

Doc. — Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles (co-sign.). Annexe au n° 41.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922, modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs inspecteurs des universités de l'Etat. Rapport, n° 111.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. — Note de minorité (annexe au rapport), n° 179. — Amendements aux articles 1er, 7 et 9 et disposition transitoire, n° 188.

Projet de loi concernant les traitements du personnel des établissements d'instruction moyenne dirigée par l'Etat. Rapport, n° 200.

Ann. — Proposition de loi, qu'il a présentée, modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922, modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat. Par motion d'ordre, prie le Sénat de voter d'urgence sa proposition de loi, celle-ci

Remouchamps (*suite*)

ayant recueilli l'accord unanime de la commission, p. 4. — Discussion générale. Déclare se rallier à un amendement de M. Deswarte, p. 4.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 647, 649. — — Discussion des articles du projet transmis par la Chambre des représentants. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 737. — Observations à l'occasion des développements de la proposition de MM. Braun et consorts, p. 743. — Proposition de loi de MM. Magnette et consorts. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 756. — Proposition de loi de MM. Speyer et consorts. S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 756. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1026 — S'abstient au vote sur une proposition d'ajournement introduite par M. Volckaert, p. 1044. — Observation au sujet d'une proposition de M. Liebaert tendant à continuer le débat après 5 heures, p. 1045. — Projet de loi présenté par le gouvernement (Projet Nolf). Discussion générale, p. 1203 à 1205, 1209. — Discussion des articles. Art. 1er. Motive l'amendement qu'il a présenté, p. 1214. — Observation, p. 1215. — Art. 9. Insiste sur un amendement qu'il a présenté, malgré les déclarations du gouvernement, p. 1219. — M. Nolf s'étant engagé à prendre des mesures équivalentes à son amendement, déclare, dans ces conditions, le retirer, p. 1219.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale. Parle de la question du transfert des écoles de pupilles, p. 1222. — Observations, p. 1225 à 1227.

Projet de loi concernant les traitements du personnel des établissements d'enseignement moyen dirigés par l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1244.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Renier, p. 1465. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Fraiture, p. 1465.

Rémunération. — V. 1° Armée : a) Milice; b) Ecole militaire. — 2° Enseignement supérieur : Universités de l'Etat : Traitements.

Renard, élu par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à l'université de Gand. Développements et proposition de loi, n° 154.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen et Malmédy, p. 276 à 278, 280. — Par motion d'ordre, fait une rectification aux *Annales parlementaires,* au sujet de la partie de son discours qui est relative à « Mlle G... » et au *Compte rendu anlytique,* au sujet des trois points suivantes : 1° le rapport Schils; 2° le général Michel et 3° la comtesse de Pret Roose de Calesberg, p. 316. — Reprise de la discussion de l'interpellation, p. 349, 351 à 355, 359.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1308, 1346, 1347.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 722, 723. — Dépose une proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'université de Gand, p. 1003. — Discussion générale des nouvelles propositions en présence : Motive la proposition qu'il a présentée, p. 1021. — Observation, 1026. — Après le rejet de la proposition de M. le comte de Broqueville déclare, ne voulant pas faire le jeu de la droite et d'accord avec ses amis, retirer la proposition de loi qu'il a présentée, p. 1085.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith. Discussion générale. Donne lecture d'un article de la « Warsche », journal hebdomadaire de Malmédy, afin d'attirer l'attention du parlement sur les transactions frauduleuses faites immédiatement avant l'échange des monnaies, p. 788, 789.

Renard (*suite*)

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 924, 925.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 1000.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1164.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1598.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p.1438.

Renier, sénateur provincial de Liége.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Amendement à l'article 4, § 2, du texte adopté par le Sénat au premier vote (co-sign.), n° 24.

Projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisée à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la Colonie. Amendement à l'article 5, n° 50.

Projet de loi de recrutement. Amendement à l'article 8, n° 226.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6, p. 114, 139. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 361 à 366, 374 à 385, 396, 397, 409, 411, 426, 427, 430, 439 à 441, 446, 447, 449 à 451, 461 à 466.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607, 608.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement, dispositions disjointes. Discussion générale, 1332, 1346.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Poursuites contre lui et M. Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1404, 1407, 1408. — Discussion à l'occasion de la demande de priorité pour une interpellation qu'il a annoncée au sujet de la révocation d'agents à la suite de la grève des cheminots, p. 1432 à 1435. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1447, 1450 à 1453, 1455. — Demande, après la clôture, a pouvoir prendre la parole afin d'éviter une erreur dans les votes, p. 1462. — Fait remarquer une erreur qu'il estime avoir été commise par M. le ministre de la justice ou par M. le procureur général Servais, en ce qui concerne M. Guyaux, qui est, comme M. Fraiture, membre

Renier (*suite*)

du comité-directeur du Syndicat national; rappelle la déclaration de solidarité faite par M. Guyaux et déclare qu'il parle au nom de celui-ci, absent pour cause de maladie. Demande, en outre, sur quels éléments est basée la demande de poursuites contre M. Fraiture et conclut en demandant que le vote soit divisé, p. 1462, 1463. — Observations, p. 1463, 1464. — Par motion d'ordre, fait appel à M. Meyers, rapporteur de la commission de la justice, afin que celui-ci donne lecture des documents démontrant que M. Guyaux figure, au même titre que M. Fraiture, sur la liste des membres du comité-directeur du Syndicat national, p. 1464. — Observations, p. 1464. — S'abstient au vote sur la partie des conclusions du rapport demandant si le Sénat autorise les poursuites sur le pied de l'article 406 du code pénal, p. 1464. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire, en ce qui le concerne, p. 1465. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Fraiture, p. 1465.

Réparation des dommages de guerre. — V. Guerre. Dommages de guerre.

Réparations en nature. — V. la rubrique Finances : Budgets. Budget des voies et moyens pour 1923.

Ressources fiscales. — V. Finances : Impôts.

Restauration de l'Autriche. — V. Affaires étrangères : Autriche.

Revenus. — V. Finances : Impôts.

Révocation d'agents de l'administration des chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine. — V. Chambres législatives-Sénat : Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture et demande d'interpellation (introduite au cours de la discussion de la demande en autorisation de poursuites), par MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu au sujet des révocations.

Révolte. — V. Armée : Code pénal militaire.

Rongy, sén. provincial de Namur.

Doc. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Amendement au titre et à l'article 1er, n° 64.

Projet de loi prorogeant les mandats de certains délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille Rapport, n° 103.

Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage. Amendement à l'article 1er, n° 170.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Amendement à l'article 67 (co-sign.), n° 176.

Projet de loi réglant le placement des fonds des sociétés mutualistes reconnues (art. 18 de la loi du 23 juin 1894). Rapport, n° 235.

Ann. — Interpelle le gouvernement au sujet de la mise en application, en Belgique, de la convention de Genève, relative à la prohibition de la céruse dans la peinture en bâtiments. Développe son interpellation, p. 18. — Fait encore diverses observations, p. 19.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 362, 364, 365.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes, Discussion générale, p. 417. — Par motion d'ordre fait une rectification à un discours qu'il a prononcé au cours de la discussion de ce projet de loi, en ce qui concerne la firme l' « Union allumettière », p. 520.

Projet de loi de milice. Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 615.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 644.

Motion d'ordre de M. Vanderick au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord. Observations, p. 662.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale, p. 821.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 990 à 992.

Rongy (*suite*)

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1064 à 1066, 1102, 1105. — Répond à M. Moyersoen, m. i. t., en ce qui concerne les violations de la loi des huit heures, p. 1108 à 1113. — Observations, p. 1123, 1124, 1126, 1128. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1137, 1139, — Art. 111 nouveau. Demande, au nom de l'extrême gauche, l'appel nominal sur un amendement de M. Demoulin et consorts, p. 1147.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1267.

Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité. Discussion des articles. Art. 2. Suggère un amendement, p. 1304.

Projet de loi réglant le placement des fonds des sociétés mutualistes reconnues. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1337. — Par motion d'ordre, propose d'utiliser une fin de séance pour l'examen de ce projet et déclare que la commission a été unanime à l'adopter, sous réserve de quelques légères modifications, sur lesquelles il estime que M. Moyersoen, m. i. t., est d'accord, p. 1399. — Discussion générale, p. 1425, 1426.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Observations au sujet d'une interpellation annoncée par MM. Renier et consorts au sujet des révocations d'agents des chemins de fer, p. 1., p. 1433.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Ronvaux, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.), Annexe au n° 122.

Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1923. Amendement à l'article 67 (co-sign.), n° 176.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 382, 432, 433, 462, 463.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Interpellation de M. Van Roosbroeck, au sujet d'un conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil de prud'hommes. Observations, p. 836.

Budget des sciences et des arts et interpellation de M. Féron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Observations, p. 937. — Rappelle des questions qu'il a posées au ministre relativement au corps professoral des écoles normales provinciales, p. 939.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 993.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1066. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1139.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Rouaux (*suite*)

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale, en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Roulage.

Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles (due à l'initiative de M. Seeliger, et signée par MM. Seeliger, Huisman-Vanden Nest, Ryckmans, Remouchamps et Pirard).

Ann. — Dépôt de la proposition de loi par M. Seeliger, p. 237 (27 décembre 1922).

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission des travaux publics, p. 268.

Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage.

Doc. — Exposé des motifs, n° 101. — Annexe : Projet de loi, n° 101.

Amendement présenté par M. Rongy à l'article 12, n° 170.

Amendement présenté à l'article 2 par MM. le duc d'Ursel, Seeliger et Huisman-Van den Nest, n° 174.

Ann. Dépôt du projet de loi par M. le vicomte Berryer, m. i. h., au nom de M. le baron Ruzette, m. a. t. p.,p. 672 (13 mars 1923). — M. le président annonce que ce projet de loi sera renvoyé à la commission de l'agriculture, déjà chargée de l'examen d'une proposition de loi analogue, p. 672.

Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage et proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Moffarts, n° 160. — Amendements proposés par la commission à l'article 2, et art 3 nouveau, n° 160.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 185.

Ann. — Dépôt, par M. le baron de Moffarts, du rapport sur ce projet et sur cette proposition de loi, p. 1048 (12 juin 1923).

Discussion générale. Discours de MM. le baron Ruzette, m. a. t., Seeliger, le duc d'Ursel, Dupret, Digneffe, Lekeu, le baron de Moffarts, Berger, p. 1173 à 1182. — Interr. de MM. le baron Ruzette, m. a. t. p., le duc d'Ursel, Lekeu, le baron d'Huart, Vinck, p. 1175 à 1182.

M. le baron Ruzette, m. a. t. p., demande si c'est le texte de M. Seeliger ou le texte du gouvernement qui va servir de base à la discussion des articles, p. 1182. — M. le président déclare qu'il comptait faire porter d'abord la discussion sur le texte du projet du gouvernement, quitte à mettre ensuite aux voix la proposition de M. Seeliger, p. 1182. — M. Seeliger déclare se rallier à la proposition du gouvernement, sauf en ce qui concerne le permis de conduire, p. 1182. — Le texte du gouvernement est donc pris comme proposition principale, p. 1182.

Discussion des articles.

Art. 1er M. le président indique le texte du gouvernement et un amendement de M. Rongy, p. 1182. — M. le baron Ruzette, m. a. t. p., déclare s'opposer à cet amendement et cet amendement est rejeté par assis et levé, p. 1182. — L'article 1er est adopté, tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 1182.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte du gouvernement et d'amendement proposés : 1° par la commission; 2° par MM. le duc d'Ursel, Seeliger et Huisman-Van den Nest, p. 1182, 1183. — M. le duc d'Ursel demande que l'on vote d'abord sur le litt. A, qui ne rencontre aucune opposition, p. 1183. — La division étant de droit, M. le président met aux voix la première partie de larticle 2, y compris le littera 3, et cette disposition est adoptée, p. 1183. — M. le duc d'Ursel motive son amendement, p. 1183. — Observations de M. le baron Ruzette, qui déclare préférer le texte de la commission, p. 1183. — Observations de M. le baron de Moffarts, qui propose un amendement, p. 1183. — M. le président donne lecture de l'amendement présenté par M. le baron de Moffarts, et fait une observation au sujet de cet amendement, p. 1184. — Observation de M. le baron Ruzette, m. a. t. p., Guyaux, le baron de Moffarts, p. 1184. — M. Beauduin demande que l'on mette aux voix, en premier lieu, le texte du gouvernement, et M. le président déclare que le règlement lui impose de mettre aux voix d'abord les amendements, p. 1184. — M. le duc d'Ursel propose un amendement, p. 1184. — Observations de M. Deswarte et de M. le vice-président Magnette, p. 1184. — M. le baron Ruzette, m. a. t., insiste sur sa préférence pour le texte du gouvernement tel qu'il a été amendé par la commission, p. 1184. — M. le président met aux voix le littera B, tel qu'il est amendé par MM le baron de Moffarts et le duc d'Ursel, et cet amendement est adopté, p. 1184. — Le littera C et les deux alinéas suivants sont adoptés sans observations, p. 1184. — Avant-dernier alinéas : M. le président donne lecture d'un amendement proposé par la commission. Observations de MM. Féron (qui propose un amendement), Seeliger, le baron Ruzette, m. a. t. p. (qui déclare se rallier à l'amendement de M. Feron), p. 1184. — L'amendement est adopté par assis et levé, p. 1184. — M. le président donne lecture de l'article 2, tel qu'il résulte des votes qui ont été émis, et ce texte est adopté, p. 1185.

Article 3 nouveau proposé par la commission. M. le président en donne lecture et l'article est adopté sans observations, p. 1185.

M. Seeliger demande s'il ne doit pas être procédé au vote sur l'article 1er de sa proposition, relatif à l'examen technique, p. 1185. — M. le président donne lecture de cette proposition, qui est rejetée par assis et levé, p. 1185. — M. le président déclare que, par suite du rejet de cette disposition, les autres articles de la proposition de loi de M. Seeliger viennent à disparaître, p. 1185. — Adhésion de M. Seeliger, p. 1185.

Vote en seconde lecture.

Article 2. M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote et d'un amendement présenté par M. Ruzette, m. a. t., p. 1195. — L'amendement de M. Ruzette, m. a. t., est adopté et l'ensemble de l'article 2, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 1195.

Article 3 nouveau. Définitivement adopté tel qu'il a été admis en première lecture, p. 1196.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix et 3 abstentions, p. 1196 (17 juillet 1923). — Se sont abstenus : MM. le duc d'Ursel, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 1196. — Le projet de loi est transmis à la Chambre des représentants.

Royers, sénateur d'Anvers.

Ann. — Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi p. 563.

Annonce de son décès, p. 791.

Ruhr (Occupation de la).

Attentat de Duisbourg. — V. 1° la rubrique Attentat. — 2° La rubrique Interpellations au nom de M. le marquis Imperiali.

Sécurité des soldats dans les territoires occupés (mesures à prendre à cet effet). — V. la rubrique Interpellations au nom de M. le marquis Imperiali.

Rutten, élu par le Sénat.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des aticles. Art. 3. Propose l'ajournement d'un amendement proposé par M. Masson, m. j., qu'il estime devoir soulever des questions trop complexes pour être voté immédiatement, p. 63. — Art. 6. Justifie son abstention, ainsi que celle de quelques-uns de ses amis, sur un amendement de M. Deswarte et consorts, p. 120. — S'abstient au vote sur cet amendement, p. 121. — S'abstient au vote sur un amendement de M. Van Fleteren, p. 136. — Vote en seconde lecture. Observations au sujet d'un amendement de MM. Guyaux et consorts, p. 197.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Traite la question des massacres d'Arménie, p. 220, 221.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 410, 454.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale. Demande, n'étant pas préparé, à prendre la parole le lendemain, p. 636. — Discours, p. 645 à 651. — Termine son discours en donnant lecture d'une citation de M. Prins et commente cette citation, p. 651, 652. — Observations au sujet d'un texte qui vient d'être lu par M. Speyer. Demande à pouvoir faire

Rutten (*suite*)

juxtaposer ce texte dans les *Annales* afin que tout le monde puisse en juger, p. 652. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 684, 687 à 690.

Motion d'ordre de M. Vanderick au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord. Observations, p. 663.

Violences contre l'Eglise en Russie. Par motion d'ordre, proteste contre les violences dont sont victimes les membres de l'Eglise, en Russie, p. 793.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 920. — Pose une question à M. Huisman-Vanden Nest au sujet des reproches qui pourraient être adressés à l'enseignement normal libre, p. 929 à 931.

Budget de l'Industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Observation, p. 1069. — Prie le ministre de saisir le plus promptement possible le Sénat des projets de loi relatifs à l'enseignement professionnel et à l'assurance-chômage et attire son attention sur l'apprentissage de la dentelle, p. 1073. — Observations, p. ???

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1461.

Ruzette (baron), sénateur de Bruges, ministre de l'agriculture et des travaux publics.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 45, 56.

Interpellation de MM. Vinck et Seeliger sur la question des changes, p. 83.

Interpellation de M. Beauduin au sujet des mesures prises pour éviter la propagation de la stomatite aphteuse qui, en ce moment, infeste certaines étables. Répond à l'interpellation, p. 167, 168.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 233.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 451.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 555, 556, 561.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 564.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion générale, p. 779.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture.) Discussion générale, p. 821, 823. — Répond aux divers créateurs, p. 827 à 834. — Tableau B. (Services des travaux publics.) Discussion générale, p. 848, 852, 853. — Répond aux divers orateurs, p. 863 à 867.

Budget des sciences et arts pour 1923 et interpellation de M. Féron, relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 94.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Discussion M. Magnette ayant déclaré que la question en discussion était devenue purement politique, affirme qu'il n'a pas envisagé un seul instant le point de vue politique mais n'a en vue que le point de vue national, p. 1039.

Notification du décès de M. A. Dumon, sénateur de Bruges. Prononce un discours à cette occasion, p. 1090.

Projet de loi remplaçant le grade de médecin vétérinaire par celui de docteur en médecine vétérinaire. Dépose ce projet de loi, p. 1091.

Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1890, sur la police du roulage. Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles. Discussion générale, p. 1173 à 1175, 1178 à 1182. — Demande si c'est le texte de M. Seeliger ou le texte du gouvernement qui va servir de base à la discussion des articles, p. 1182. — Discussion des articles. Art. 1er. Déclare s'opposer à un amendement de M. Rongy, p. 1182. — Art. 2, litt. B. Fait diverses observations et déclare préférer le texte de la commission, p. 1183. — Observations au sujet d'un amendement de M. le baron de Moffart, p. 1184. — Insiste sur sa préférence pour le texte du gouvernement tel qu'il est amendé par la commission, p. 1184. — Déclare se rallier à un amendement présenté par M. Feron à l'avant-dernier alinéa, p. 1184.

Ruzette (baron) (*suite*)

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la société anonyme des tramways électriques de Gand une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand, M. Vinck ayant demandé que la discussion de ce projet soit remise au mardi 24 juillet, déclare admettre cette demande, à condition que le vote ait lieu le mardi, la ville de Gand attachant une grande importance à ce que la convention soit immédiatement approuvée, p. 1245. — Discussion générale, p. 1261, 1262.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale. Annonce le dépôt, sur le bureau de la Chambre, d'une nouvelle convention assurant l'exploitation normale du port de Zeebrugge, p. 1267. — Répond, au nom de M. Theunis, p. m., m. f., retenu à la Chambre, aux observations contenues dans le rapport de M. Beauduin ainsi qu'aux observations présentées au cours de la discussion, p. 1269 à 1272.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion, p. 1431. — Observation au sujet d'un incident entre MM. Fraiture et Neujean, m. c. f., m., p., t., p. 1432. — Observation, 1448.

Ryckmans, élu par le Sénat, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles (co-sign.). Annexe au n° 41.

Projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Rapport, n° 74.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1923. Rapport, n° 141.

Projet de loi portant érection de la commune de Nothomb (Province de Luxembourg). Rapport, n° 180.

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920, sur les loyers. Discussion des articles. Art. 10, p. 154. — Art. 14, p. 156 à 158.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 440. — Discussion générale, p. 556 à 558.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions restant en présence, p. 741. — Le Sénat ayant décidé la constitution d'une commission spéciale chargée de rechercher une solution nouvelle, après le rejet ou le retrait des diverses propositions de loi en présence, prie le Sénat de ne pas charger le bureau de la constitution de cette commission, p. 759. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1025. — Proposition de M. le comte de Broqueville. S'oppose à une proposition de M. Speyer tendant à voter en premier lieu sur l'article 2, p. 1042. — Après le rejet de la proposition de M. le comte de Broqueville et la reprise de la proposition de loi de M. Renard, prie M. le président de remettre la suite de la discussion afin qu'elle puisse être poursuivie dans le calme, p. 1088.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 897. — Discussion générale, rectifie un passage de son rapport relatif à la suppression des commissaires d'arrondissements et parle de la situation des communes, puis rend hommage à certaines œuvres, p. 977, 978. — Observations, p. 1000.

Projet de loi portant érection de la commune de Nothomb. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1163.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1334, 1348. — Discussion des articles. Art. 8. Observations, p. 1357.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Motion d'ordre de M. Liebaert, qui propose de tenir une séance du matin pour poursuivre ce débat, p. 1438.

S

Secrétaires du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat : Bureau définitif.

Sécurité des ouvriers. — V. Industrie, commerce et travail : Mines : Inspection.

Seeliger, sén. de Liége.

Doc. — Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles. Développements et proposition de loi, n° 41 et annexe.

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 122.

Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 1899 sur la police du roulage. Amendement à l'article 2 (co-sign.), n° 174.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 25. — Amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 28. — Observations au sujet de l'amendement de M. Poelaert, p. 31. — Art. 3, p. 50. — Art. 6, p. 112, 114. — § 3, p. 126. — Observations au sujet d'amendements de M. Poelaert, p. 128. — Dérogations contractuelles, p. 139. — Art. 14, p. 159. — Art. 16*bis* proposé par M. Deswarte, p. 178. — Chapitre III. De la réquisition des immeubles, p. 183. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Interpelle avec M. Vinck M. le premier ministre, ministre des finances, sur la question des changes. Développe son interpellation, p. 79 à 82. — Observations, p. 85.

Proposition de loi qu'il a présentée, fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles. Dépose cette proposition, p. 237.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 338 à 340.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 376, 377, 379, 380.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Traite la question de la réorganisation de la magistrature, p. 493 à 495. — Observations, p. 516, 522, 523.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 557, 558.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 570.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1335, 1346.

Projets et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 632 à 636, 639, 640, 692. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour les diverses propositions restant en présence, p. 738, 740, 741. — Proposition de loi de M. Braun. Discussion, p. 753. — Fait personnel : Proteste contre des paroles prononcées par M. Carton qui lui a attribué un article du journal *La Gazette*, p. 754. — Nouvelles propositions de loi en présence: Discussion générale. Discours, p. 1025. — Observation, p. 1028, 1031. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1036 à 1039, 1041, 1045. — Art. 4. Demande l'appel nominal sur cet article, p. 1049. — Observation à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Noif). Discussion générale, p. 1196, 1201, 1208, 1210.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 769.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture). Discussion générale, p. 815, 821.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1923. Discussion générale, p. 880.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale. Traite la question de la baisse du franc, p. 906.

Seeliger (*suite*)

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Féron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 920.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Traite la question des finances communales, p. 984 à 986. — Observations, p. 1007. — Insiste sur le fait que l'on ne demande l'intervention financière de l'Etat que pour couvrir les dépenses de guerre, p. 1007. — Observation, p. 1008.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2, p. 1055. — S'abstient au vote sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 1397.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion des articles. Amendement de MM. Demoulin et consorts. Observations, p. 1147.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1153, 1154, 1164, 1165, 1166.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1174 à 1176, 1182. — M. Ruzette, m. a. t. p. ayant demandé si c'est le texte de M. Seeliger ou celui du gouvernement qui servira de base à la discussion des articles, déclare se rallier à la proposition du gouvernement, sauf en ce qui concerne le permis de conduire, p. 1182. — Discussion des articles. Art. 2. Observations au sujet de l'avant-dernier alinéa, p. 1184. — Demande s'il ne doit pas être procédé au vote sur l'article 1er de sa proposition, relatif à l'examen technique, p. 1185. — L'article 1er de sa proposition de loi ayant été rejeté par assis et levé, déclare être d'accord avec M. le président qui fait remarquer que, en conséquence, les autres articles de cette proposition viennent à disparaître, p. 1185.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1267.

Par motion d'ordre, proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants, p. 1395. — Observations, p. 1396.

Projet de loi relatif 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1406, 1407, 1409. — Demande d'urgence introduite pour une interpellation de MM. Renier et consorts au sujet de la révocation d'agents à la suite de la grève des cheminots. Demande que l'on vote, par appel nominal, sur une proposition de M. Féron tendant à ce que le débat sur la demande d'urgence soit remis au lendemain après-midi, p. 1416. — Discussion de la demande d'urgence, p. 1431. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1448, 1450, 1452, 1454, 1457, 1460 à 1462. — Demande la division pour le vote sur les conclusions du rapport, p. 1464.

Change : Baisse du franc. Motion d'ordre de M. Deswarte qui demande qu'un contact étroit soit établi entre le gouvernement et le parlement, au sujet de la question des devises et demande que la commission des finances soit convoquée à cet effet, le plus prochainement possible. Observations, p. 1409.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Séparation de corps. — V. Code civil : Divorce.

Séquestres de guerre. — V. Guerre.

Serruys, sénateur de Furnes-Dixmude-Ostende.

Doc. — Projet de loi autorisant l'émission, par le trésor belge, de jetons bons monétaires de deux francs. Rapport, n° 167.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. Rapport, n° 245.

Ann. — Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (services de l'agriculture). Discussion générale. Attire l'attention du ministre sur l'état du port de Nieuport, p. 853.

Projet de loi relatif à l'émission par le trésor belge de jetons bons monétaires de 2 francs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1048.

Simonis, sén. de Verviers.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, p. 44.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen et de Malmédy, p. 275.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion. Parle des frais occasionnés par la création de sections gréco-latines dans l'enseignement moyen, p. 921.

Sinistrés. — V. 1° la rubrique : Interpellations au nom de M. Braffort (sur le point de savoir si un tribunal des dommages de guerre est fondé à se refuser à examiner séparément le dommage mobilier et le dommage immobilier d'un même sinistré). — 2° Guerre : Dommages de guerre.

Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne. — V. Aéronautique.

Sociétés mutualistes (Fusion) et Sociétés mutualistes (Placement des fonds). — V. Assurances sociales.

Société des nations. — V. Affaires étrangères.

Solau, sén. de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 25.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des sucres, des glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 416.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand: Projet transmis par la Chambre. Discussion des articles. Art. 1er. S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 737.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Parle notamment de l'effort à faire en faveur de l'instruction professionnelle et indutsrielle, p. 1061 à 1063. — Observations, p. 1069, 1103, 1105.

Spaak (Mme), élue par le Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande. Développements et proposition de loi, n° 122.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Note de minorité (annexe au rapport fait par M. Carnoy sur le projet présenté par le gouvernement : projet Nolf), n° 179.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 417.

Projet de loi de milice. S'abstien au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Spaak (Mme) (*suite*)

Proposition de loi relative à la création d'une université flamande. Dépose cette proposition de loi, p. 790. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence. Motive la proposition qu'elle a présentée, p. 1021 à 1023.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Proteste contre la limitation des subsides aux œuvres de l'enfance et termine son discours en déclarant qu'elle ne déposera pas d'amendement, celui-ci n'ayant aucune chance d'être adopté, mais en demandant instamment que l'on s'occupe de ces œuvres, p. 986, 987.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Speyer, sénateur de Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand. Développements et proposition de loi, n° 42 et annexe. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Amendements aux articles 1er, 2, 3 et 5, n° 181.

Ann. — Proposition de loi sur l'emploi des langues à l'université de Gand. Dépose cette proposition de loi, en son nom et au nom de MM. Ligny, Vauthier, Lafontaine et Digneffe, p. 248.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 639 à 644, 647 à 651. — M. Rutten ayant donné lecture d'une citation de M. Prins, demande à compléter l'exposé de M. Prins, afin que la partie qui a été lue par le R. P. Rutten, n'en détourne pas le sens, et donne lecture de la suite de l'exposé de M. Prins, p. 652. — Observations, p. 652. — Reprise de l'ensemble de la discussion, p. 664, 671, 676, 678 à 680, 697, 697 à 699, 703, 704, 717, 722, 723. — Admet la prise en considération immédiate d'une proposition de loi qui vient d'être déposée par MM. Braun et consorts et qui est relative à l'enseignement flamand dans les universités de l'Etat, mais fait diverses observations quant à la limitation du temps de parole et quant à la procédure à suivre, p. 726. — A la suite du rejet de l'article 1er du projet transmis par la Chambre des représentants, fait diverses observations quant à l'examen des propositions restant en présence, p. 739 à 741. — Discours à l'occasion des développements de la proposition de MM. Braun et consorts, p. 744 à 746. — Discussion, p. 747, 748, 750, 752. — Proposition de loi qu'il a présentée, relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand. Demande l'appel nominal sur l'article 1er, p. 756. — Observations au sujet du débat qui a surgit à l'occasion de la proposition de constitution d'une commission spéciale, p. 759. — M. le président ayant annoncé la constitution de la commission, marque son accord à la proposition de M. Deswarte, en ce qui concerne la non assistance aux réunions de la commission, pour les sénateurs qui n'en font pas partie, sous réserve d'autoriser un membre qui en ferait la demande à être entendu, mais estime que les auteurs des propositions de loi doivent être admis aux réunions, p. 767. — Nouvelles propositions de loi en présence : Au moment du dépôt, par M. Lafontaine, du rapport de la commission spéciale, propose de fixer immédiatement la date de la discussion de ces propositions, p. 899. — Discussion générale sur ces diverses propositions. Proposition de M. Renard. Observations, p. 1021. — M. le président ayant annoncé que l'on allait procéder à l'examen de la proposition de loi présentée par Mme Spaak, proteste contre cette procédure, trois propositions seulement ayant été motivées par leurs auteurs, p. 1028. — Insiste pour que M. le comte de Broqueville motive sa proposition de loi, p. 1028. — Observations au sujet d'un amendement annoncé par M. Braun à la proposition de loi de M. le comte de Bro-

Speyer (*suite*)

queville, p. 1028. — Donne un démenti formel à M. le comte de Broqueville en ce qui concerne l'affirmation qu'il a faite relativement à l'attitude des sénateurs libéraux, p. 1028, 1029. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1036 à 1038, 1041. — Propose de voter d'abord sur l'article 2 de cette proposition de loi, cet article ayant une portée essentielle, p. 1042. — Art. 2. Demande l'appel nominal sur un amendement qu'il a présenté, p. 1043. — S'abstient au vote sur une proposition d'ajournement introduite par M. Volckaert, p. 1044. — M. Liebaert ayant proposé de continuer le débat après cinq heures. S'oppose à cette demande, p. 1045. — Vote en seconde lecture. Conjure le Sénat de repousser la proposition de M. le comte de Broqueville, afin de laisser la porte ouverte à celle de M. Renard, qui pourrait peut-être apporter l'apaisement, p. 1077 à 1078. — Observations, p. 1081, 1082. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale. Motive son attitude, p. 1198. — Observation, p. 1204. — Discussion des articles. Art. 1er. Pose une question à M. Nolf, m. s. a. et motive son amendement, p. 1213. — Art. 2. Proteste contre la déclaration faite au nom du gouvernement, par M. Nolf, qui a posé la question de confiance, non seulement sur l'ensemble de la loi, mais sur chaque article et chaque mot; fait remarquer que ce système de discipline à outrance n'a jamais été employée par aucun gouvernement, même à l'époque où ceux-ci s'appuyaient sur une majorité homogène; puis motive l'amendement qu'il a présenté, p. 1215. — Art. 3. Déclare qu'un amendement qu'il avait présenté avec M. De Page, est retiré, et est remplacé par un nouvel amendement de M. De Page, p. 1217. — Art. 5. Proteste à nouveau contre la manière dont la question de confiance est posée et fait diverses observations quant aux cours facultatifs entièrement libres, p. 1218. — Déclare retirer un amendement qu'il avait présenté, étant certain que cet amendement ne serait pas adopté, p. 1219.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen et de Malmédy, p. 278 à 281, 351, 352, 355, 358, 360. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Le Jeune, qui constate que M. Speyer reconnaît avoir voulu se placer au point de vue purement juridique, p. 360.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 292, 299. — Discussion au sujet des conditions de la démission de M. Lippens, gouverneur du Congo, p. 335, 338 à 340.

Projet de loi contenant le budget des dépenses recouvrables pour 1923. Discussion des articles. Art. 5 et 6 nouveaux proposé par amendement par le gouvernement et amendements présentés à ces articles par MM. le baron de Pelichy, Beauduin et E. Nolf. Observation au sujet d'une demande de disjonction, p. 603.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607.

Projet de loi de milice. Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 615. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Fraiture qui proteste contre la manière dont M. Devèze, m. d. n., a pris la défense de M. Gillain, rap. Estime qu'il ne s'agit pas là d'un fait personnel, p. 1337. — Reprise de la discussion générale, p. 1342. — Fait une déclaration au nom de la gauche libérale, p. 1350.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921 entre l'Etat belge et la Compagnie du chemin de fer du Congo. Discussion générale, p. 764, 766.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale. Parle de la situation des chefs et sous-chefs des ponts et chaussées, p. 862.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 873 à 875, 879 à 881, 883, 884.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Prie le ministre de s'expliquer sur les intentions du gouvernement quant à l'avenir des territoires d'Eupen et Malmédy, p. 1007. — Observations, p. 1008.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Discussion des articles. Art. 1er. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1015. — Observations, p. 1015.

Speyer (*suite*)

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1153.

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Par motion d'ordre, propose l'ajournement de ce débat jusqu'à la prochaine session, vu le peu de temps dont le Sénat dispose pour examiner un projet aussi complexe, p. 1441. — Discussion générale. Renouvelle ses observations et déclare renoncer à la parole. Admet que les propositions de M. Franck sont bonnes, mais estime impossible de les discuter au moment de la clôture des débats parlementaires, p. 1465. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1467.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. La division étant demandée pour le vote, déclare que, celle-ci étant de droit, doit être accordée, mais estime que le Sénat ne peut se substituer au procureur général et dire en vertu de quels articles du Code pénal les poursuites doivent être intentées, p. 1464.

Spillemackers, sén. d'Anvers.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle des ventes publiques des biens immobiliers, dans la province d'Anvers, p. 535, 536.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Statut de l'armée. — V. Armée.

Stomatite aphteuse. — V. la rubrique : Interpellation au nom de M. Beauduin.

Succession (droits de). — V. Finances : Impôts.

Sucres. — V. Finances : Impôts.

Suisse (situation de la Suisse au Congo belge). — V. Affaires étrangères.

T

Tabacs. — V. Finances : Impôts.

Témoignage de reconnaissance aux combattants. — V. Guerre : Combattants.

Temps de service militaire. — V. Armée : Milice.

Territoires occupés (sécurité des soldats dans les). — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. le marquis Impériali.

Theunis, premier ministre, ministre des finances.

Ann. — Interpellation de MM. Vinck et Seeliger sur la question des changes. Répond aux interpellateurs, p. 82 à 86.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 247.

Projet de loi apportant certaines modifications au tarif des douanes. Discussion générale. Répond à une observation de M. Van Roosbroeck, tendant à ce que les mesures nécessaires soient prises pour que les postes des douanes soient pourvus d'agents connaissant la langue flamande, p. 262.

Theunis (*suite*)

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines), et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 338.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 372 à 385.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale. Indique à cette occasion quelle est la structure d'ensemble de quatre projets de loi d'impôts qu'il a déposés l'avant-veille à la Chambre, p. 413, 414. — Parle de la question des sucres, p. 414. — Répond aux observations qui ont été présentées, p. 418, 419.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 574 à 578.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 608.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (amendé par la Chambre des représentants.) Discussion générale, p. 769. — Discussion des articles. Art. 3. Observation au sujet des amendements présentés, p. 771.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. Discussion générale, p. 777 à 780. — Discussion des articles. Art. 3. Observations au sujet d'une demande de disjonction faite par M. le duc d'Ursel, p. 781. — Art. 4. Prie le Sénat de rejeter un amendement, présenté par MM. Baudrux et Delannoy, à cet article, et déclare être d'accord pour l'interprétation donnée par M. le duc d'Ursel au 2° du paragraphe 1er, p. 782. — Art. 5. Observations au sujet des exemptions relatives aux autobus et gros transports, p. 782. Art. 9. Observations, p. 783.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. Discussion générale. Se fait un plaisir d'annoncer, notamment, au Sénat le bon résultat de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées, p. 784. — Discussion des articles. Art. 3. Répond à une question de M. De Bast au sujet des versements anticipés sur des actions dont le capital n'est pas encore entièrement appelé, p. 786.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le gouvernement. A l'occasion de la discussion du rapport de la commission des finances sur ce dissentiment, fait diverses observations quant au travail de la Cour des comptes, p. 798.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre. Indique les raisons pour lesquelles le Sénat devrait aborder d'urgence l'examen de ce projet de loi, p. 847.

Budget des finances pour l'exercice 1923. Discussion générale. Répond aux différents orateurs, p. 906 à 910. — Discussion des articles. Art. 1er. Discours, p. 912, 913. — Observations en réponse à M. Digneffe qui parle de la situation des communes, p. 914, 915.

Fait une déclaration à l'occasion de la reconstitution du cabinet, p. 1098, 1099. — Discussion de sa déclaration, p. 1160, 1161.

Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1342.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre (Texte amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 1366.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à valoir sur des budgets des exercices 1922 et 1923. Discussion générale, p. 1369.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. Discussion générale, p. 1379.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Discussion générale, p. 1381, 1382. — Discussion des articles. Art. 15. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1385.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1404, 1405.

Change : Baisse du franc. Motion d'ordre de M. Deswarte qui demande qu'un contact étroit soit établi au sujet de la question des devises entre le gouvernement et le parlement et qui demande aussi que la commission des finances soit convoquée, à cet effet, le plus prochainement possible. Déclare être d'accord avec M. Deswarte et être à la disposition de la commission des finances, p. 1409.

Theunis (*suite*)

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la Société anonyme Lloyd royal belge et divers créanciers de celle-ci. Discussion générale, p. 1417 à 1424.

Thiébaut, sénateur de Charleroi et Thuin.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Vote en seconde lecture. Art. 3. Défend un double amendement qu'il a présenté, p. 192, 193.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 362 à 364. — Par motion d'ordre, fait une rectification au compte rendu analytique du jeudi précédent, en ce qui concerne une réponse qu'il a faite à une question qui a été posée par M. Renier, p. 395. — Reprise de la discussion générale, p. 376 à 379, 409, 439, 457, 458, 462 à 464.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 589.

Propositions de loi relatives à l'emploi du flamand à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi présenté par M. le comte de Broqueville. Motive son vote sur l'ensemble de cette proposition de loi et propose un amendement à l'article 2, p. 1083, 1084.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Discussion générale, p. 1448.

Timbre. — V. Finances : Impôts : a) Droit de timbre, etc.; b) Perception des droits de timbre (mode de).

Titres au porteur. — V. Guerre : Dommages de guerre.

t'Kint de Roodenbeke (comte), sénateur de Gand-Eecloo, président du Sénat.

Ann. — Elu président du Sénat, p. 1.

Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 2.

Traités de commerce. — V. Affaires étrangères.

Traité de Versailles. — V. Guerre : Rapatriement des corps des victimes de la guerre.

Traitements. — V. 1° Enseignement : a) Enseignement supérieur; b) Enseignement moyen. — 2° Armée : Ecole militaire.

Tramways.

TRAMWAYS DE GAND.

Convention avec le gouvernement.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la Société anonyme des tramways électriques de Gand une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand.

Doc. — Projet de loi, n° 189.

Rapport fait par M. du Four, n° 197.

Ann. — Dépôt du rapport par M. du Four, p. 1213 (18 juillet 1923). M. Vinck demande, par motion d'ordre, que cette discussion soit remise au mardi suivant, 24 juillet, p. 1245. — M. le baron Ruzette, m. a. t. p., déclare admettre cette demande, à condition que le vote ait lieu le mardi, la ville de Gand attachant une grande importance à ce que la convention soit immédiatement approuvée, p. 1245.

Discussion générale. MM. Vinck, le baron Ruzette, m. a. t. p., Lebon, du Four, rap., Feron, Van Overbergh, p. 1260 à 1262.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1262.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 57 voix contre 32 et 1 abstention, p. 1265 (24 juillet 1923). — S'est abstenu M. Calonne, p. 1265. — Le projet est soumis à la sanction royale.

TARIFS DE PÉAGE. — *Prorogation de délais.*

Projet de loi prorogeant les délais pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péages majorés.

Ann. — M. le président annonce que ce projet de loi vient d'être transmis par la Chambre des représentants et propose de le renvoyer immédiatement à la commission de l'agriculture et des travaux publics qui ferait rapport d'urgence, p. 1095 (28 juin 1923). — Assentiment du Sénat.

Dépôt, par M. du Four, du rapport sur ce projet de loi, p. 1095. — M. du Four demande l'urgence pour ce projet et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1095.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1095.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 membres contre 24 et 3 abstentions, p. 1095 (28 juin 1923). — Se sont abstenus : MM. Vinck, Wittemans et Deswarte, p. 1095. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Transit. — V. Finances : Douanes.

Travail. — V. Industrie, commerce et travail.

Travaux publics.
Roulage. — V. la rubrique spéciale.

Tribunaux. — V. 1° Organisation judiciaire. — 2° Guerre : Dommages de guerre.

U

Universités de l'Etat. — V. Enseignement supérieur.

V

Vacances des mineurs. — V. Industrie, commerce et travail : Mines.

Valeurs. — V. Finances : Douanes.

Van Belle, sénateur de Liége.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 247.

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'emission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 340.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 349, 353, 354, 358.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 558.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur le revenu. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 820.

Budget des sciences et des arts et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 931.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 992.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion des articles. Art. 1er. Attire l'attention du ministre sur la nécessité de renforcer l'inspection du travail ainsi que sur l'organisation de ce service, p. 1134, 1135. — Observations, p. 1136.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1161.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale. Critique la réduction de crédits nécessaires pour les travaux urgents aux rivières et canaux, et adresse une critique personnelle à M. Digneffe, en tant que bourgmestre de Liége, p. 1262 à 1264. — Observations, p. 1266, 1267.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale. Incident entre MM. Fraiture et Gillain, rap. Observations, p. 1325, 1326. — Reprise de la discussion générale, p. 1326, 1329 à 1331, 1335.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1447, 1451, 1455.

Van Berckelaer, sén. prov. d'Anvers.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 418. — Par motion d'ordre, fait remarquer que, seul, le *Compte rendu analytique* a pris le discours qu'il a prononcé, en flamand, au cours de la discussion et demande que des mesures soient prises pour que le service sténographique flamand soit à même de prendre les discours en cette langue, p. 425.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Traite la question des naturalisations, au point de vue de l'industrie diamantaire belge, p. 504 à 506. — Observations, p. 528.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (texte transmis par la Chambre des représentants). Discussion des articles. Art. 1er, p. 733, 734.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1060, 1068. — Discussion des articles. Art. 40. Demande au ministre quelle serait son attitude au cas où une affirmation de solidarité se produirait, à l'occasion d'une grève, et insiste sur le point de savoir si le gouvernement collaborera à l'organisation du cortège des bijoux, à Anvers, p. 1141, 1142.

Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion des articles. Art. 10. Observations, p. 1358, 1359.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Van Cauwenbergh, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi relatif aux péremptions et prescriptions suspendues pendant la guerre et concernant les sommes dues par l'Etat. Rapport, n° 53.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 10 août 1920 relatives à la rémunération des miliciens, des volontaires de carrière et des rengagés. Rapport, n° 214.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites à l'Etat par la Banque nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. Rapport, n° 247.

Ann. — Projet de loi relatif aux péremptions et prescriptions suspendues pendant la durée de la guerre et concernant les sommes dues par l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 301.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 708 à 710.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites à l'Etat par la Banque nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1347.

Vande Moortele, sénateur de Louvain.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 418.

Vande Moortele (*suite*)

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1102.

Vanden Bussche, sénateur de Roulers-Thielt.

Ann. — Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 586.

Vanderick, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande (co-sign.). Annexe au n° 122.

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. Amendements aux articles 1er, 5 et 9 (co-sign.), n° 184.

Proposition de loi sur les vacances annuelle des mineurs (co-sign.). Annexe au n° 219.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Proposition de loi revisant la loi du 15 mai 1910 sur les conseils de prud'hommes. Par motion d'ordre, demande que cette proposition de loi soit mise à l'ordre du jour dès la rentrée, p. 238.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 408 à 410.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Motion d'ordre au sujet d'un accident survenu au charbonnage de Courcelles-Nord, p. 662.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Parle notamment de la catastrophe de Courcelles-Nord ainsi que de mesures à prendre pour éviter les accidents dans d'autres charbonnages, p. 1069 à 1071. — Observations, p. 1108. — Reprend la parole afin de demander des mesures de protection pour les ouvriers et pour les petits propriétaires dont les intérêts sont lésés par l'exploitation charbonnière, p. 1129, 1130.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1445 à 1448.

Vande Voorde, sénateur de Courtrai et Ypres.

Ann. — Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 410.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau B (Services des travaux publics). Discussion générale. Insiste sur la nécessité de reconstruire les ponts sur la Lys à Wervicq et à Warneton, p. 859.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Emet quelques vœux au sujet des écoles professionnelles, p. 1072, 1073.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (Projet Nolf). Par motion d'ordre, fait une rectification au compte rendu analytique et déclare qu'il a émis un vote négatif sur ce projet de loi, p. 1260.

Vande Vyvere, ministre des affaires économiques.

Ann. — Interpellation de M. Braffort sur le point de savoir si un tribunal civil des dommages de guerre est fondé à se refuser à examiner séparément le dommage mobilier et le dommage immobilier d'un même sinistré. Répond à M. Braffort, p. 284, 285.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 564, 580. — Répond brièvement aux discours qui ont été prononcés, p. 586 à 590. — Discussion des articles du budget des dépenses recouvrables. Art. 5 et 6 nouveau proposés par amendement par le gouvernement. Admet une demande de M. Deswarte tendant à ce que l'on disjoigne ces dispositions du budget pour en former un projet de loi distinct, sous réserve que ce projet de loi soit rapidement examiné, p. 603.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Discussion des articles. Art. 1er. Déclare être d'accord avec M. Deswarte, rap., au sujet d'un amendement présenté par celui-ci, p. 1014, 1015. — Répond aux observations de MM. Speyer et Liebaert au sujet de l'interprétation, p. 1015. — Répond à des observations de M. Guyaux concernant la liquidation des indemnités dues aux déportés, p. 1015. — Art. 6 nouveau. Observations, p. 1018, 1019. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Répond aux observations présentées au sujet de l'article 1er par le baron de Sadeleer, p. 1051 à 1054. — Observations, p. 1055, 1056. — Déclare accepter un amendement de M. Ligy, p. 1056. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Défend le projet amendé, en réponse aux protestations de M. le baron de Sadeleer, p. 1362 à 1366. — Discussion des articles. Art. 5, p. 1367.

Van Fleteren, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 9, 15, 27. — Amendement qu'il a présenté avec MM. Deswarte et consorts, p. 28. — Observations, p. 30. — Défend un § 3 présenté par M. Deswarte, p. 32. — Art. 2, p. 39, 40, 42. — Art. 3, p. 46, 56. — § 3 proposé par M. le marquis Impériali, p. 59. — § 4 proposé par M. le marquis Impériali et amendement proposé à ce texte par M. Masson, m. j., p. 61. — Art. 4, p. 74, 75. — Reprise de la discussion de l'article 3, § 4, p. 88. — Article 3*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Combat cet amendement, et rappelle qu'il vise une disposition déjà prise à l'article 2, p. 90, 91. — Art. 6, p. 107 à 111, 113. — Observations au sujet d'un amendement de M. Asou, p. 122. — Alinéa 3. Discussion, p. 124 à 126. — Observations au sujet de §§ additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts, p. 130. — Observations au sujet d'un alinéa additionnel proposé par MM. Poelaert et Delannoy, p. 130. — Observations au sujet des amendements présentés, p. 135. — Dépose un amendement tendant à supprimer la mention des taxes communales, p. 135. — § concernant les dérogations contractuelles, p. 137 à 139. — Art. 7, p. 132, 134. — Article 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement, p. 151. — Art. 13. Observations au sujet de la date de la mise en vigueur, p. 156. — Art. 14, p. 160. — Art. 16*bis* proposé par MM. Deswarte et consorts. Discussion, p. 175 à 178. — Vote en seconde lecture. Art. 2, p. 191. — Art. 3, p. 193. — Art. 3*bis* nouveau. Défend sa proposition tendant à la suppression de cet article, p. 194. — Art. 6 qui n'a pas été amendé au premier vote. La recevabilité d'amendements de M. Deswarte étant contestée, demande si la disposition

Van Fleteren (*suite*)

votée en première lecture est bien un texte primitif ou bien un amendement à ce texte, p. 199. — Art. 7, p. 201. — Observations au sujet du discours de M. Féron, en ce qui concerne le vote du groupe socialiste, p. 216. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217. — Observations à l'occasion du discours prononcé par M. Deswarte en motivant l'abstention de la gauche socialiste, p. 217. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Féron qui proteste contre les développements donnés par M. Deswarte à ses motifs d'abstention, p. 218. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 470, 472. — Observations à l'occasion du discours prononcé par M. le marquis Impériali pour motiver son vote, p. 479.

Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922, de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions, en matière de bail. Discussion générale. Observations au sujet d'un amendement, annoncé par M. Deswarte, tendant à proroger également la loi du 14 août 1920, p. 11.

Interpellation de MM. Vinck et Seeliger sur la question des changes, p. 78, 82 à 84.

Projet de loi réformant le jury. Par motion d'ordre, demande que ce projet soit mis à l'ordre du jour, p. 187.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 226, 227, 232, 233, 246, 248.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 306, 334 à 336, 339, 340.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 358.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 377, 379, 382, 396, 397, 407, 408. — Discussion des articles. Art. 1er. Observations à l'occasion d'amendements proposés par MM. Fraiture et consorts, p. 481.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 417, 418. — Observation au sujet de l'attitude de la gauche socialiste, p. 424. — Observations au sujet de l'insuffisance du service sténographique flamand, à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Vinck, en réponse à une motion de M. Van Berckelaer à ce sujet, p. 434.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 494, 504, 511, 514, 520, 523 à 525, 527, 528.

Règlement : Modification. M. le marquis Impériali ayant introduit, au cours de l'examen des propositions de modification à l'article 2 une nouvelle proposition tendant à modifier l'article 19, déclare, à la suite d'un échange de vues qui vient d'avoir lieu, que l'admission immédiate de cette nouvelle modification ne constituera pas un précédent, p. 552.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 557.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 564.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 606 à 608.

Fixation de l'ordre du jour. Appuie une proposition de M. le président en ce qui concerne la fixation de la discussion du projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand, p. 606.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1319, 1324. — Incident entre MM. Fraiture et Gillain, rap. Observations, p. 1325, 1326. — Reprise de la discussion générale, p. 1328 à 1337, 1339, 1342, 1344, 1351.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 633, 635, 639 à 642, 646 à 648, 691, 692, 694, 698, 699, 704, 707, 717, 720 à 723. — Observations au sujet de la prise en considération immédiate d'une proposition de loi qui vient d'être déposée par MM. Braun et consorts et qui est relative à l'enseignement flamand dans les universités de l'Etat, p. 726, 727. — Discussion des articles du projet de loi transmis par la Chambre des

Van Fleteren (*suite*)

représentants. Art. 1er, p. 735. — A la suite du rejet de cet article, fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions restant en présence, p. 738 à 740. — Discussion de la proposition de loi de M. Braun, p. 745, 747, 748, 752. — M. Hubert ayant demandé la parole contre une demande de clôture, lui reproche de n'avoir pas été présent au vote décisif de la veille, p. 754. — Au moment du vote sur la proposition de MM. Magnette et consorts, demande à prendre la parole par motion d'ordre, afin de protester contre le silence du gouvernement, p. 755. — A la suite du rejet de cette proposition et de la proposition de loi de M. Speyer, fait diverses observations à l'occasion d'une proposition de constitution d'une commission spéciale, p. 757 à 759. — Dépose sur le bureau du Sénat une motion demandant la démission du ministre des sciences et des arts, p. 759. — Nouvelles propositions de loi en présence : Observations au sujet de la fixation de leur discussion, p. 899. — Discussion générale de ces propositions. Observations, p. 1021, 1025, 1027, 1028. — Proteste, au nom de la gauche socialiste, contre un discours qui vient d'être prononcé par M. le comte de Broqueville par lequel M. le comte de Broqueville semble ignorer le parti socialiste, p. 1029. — Proteste contre la manière dont a été mise aux voix une proposition de M. le comte de Broqueville tendant à remettre au lendemain la suite du débat, p. 1031. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1036 à 1039, 1041. — Motive son vote sur cette proposition de loi, p. 1042. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1078 à 1082. — Observations après le rejet de cette proposition de loi, p. 1085. — Observation à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086, 1087. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale. Discours, p. 1187, 1188. — Observations, p. 1190, 1197, 1198, 1200 à 1202, 1204 à 1206, 1208, 1209, 1211 à 1213. — Discussion des articles. Art. 2, p. 1216, 1217. — Art. 5, p. 1218. — Art. 9, p. 1219.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Violences contre l'Eglise, en Russie. Motion d'ordre de M. Rutten, qui proteste contre les violences dont sont victimes des membres de l'Eglise, en Russie. Observations, p. 795.

Budget des finances pour 1923. Discussion générale, p. 905, 907 à 909.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Feron relative à l'organisation de l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 925, 932, 937, 938.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle. Discussion générale, p. 964, 965.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 979, 990, 991.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1060, 1062, 1064, 1066. — Discussion des articles. Art. 111 nouveau, p. 1145.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Observations à l'occasion d'un incident entre MM. Devèze, m. d. n., et Lekeu au sujet de la mise en discussion de ce projet pendant la crise ministérielle, p. 1092, 1093.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1153, 1154, 1161, 1164, 1165.

Motion d'ordre de M. Seeliger, qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1395.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Van Fleteren (*suite*)

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion, p. 1404, 1405, 1407 à 1409. — Discussion à l'occasion de la demande d'urgence introduite pour une interpellation de MM. Renier et consorts au sujet de la révocation d'agents à la suite de la grève des cheminôts, p. 1413 à 1416, 1431, 1434, 1435. — Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Liebaert, qui propose de tenir une séance du matin pour poursuivre le débat sur la demande en autorisation de poursuites, p. 1437. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1445, 1451, 1456 à 1458, 1463.

Change : baisse du franc. Motion d'ordre de M. Deswarte qui demande qu'un contact étroit soit établi entre le gouvernement et le parlement au sujet de la question des devises et demande que la commission des finances soit convoquée à cet effet le plus prochainement possible. Observations, p. 1410.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Van Ormelingen, sénateur provincial du Limbourg.

Doc. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Sous-amendement à l'amendement présenté par M. Liebaert, à l'article 2 du texte proposé par la commission de la justice, n° 7.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat (co-sign.), n° 104.

Ann. — Propositions de loi relatives à l'emploi des langues à l'université de Gand. Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Motive son vote, p. 1083.

Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Budget des finances pour l'exercice 1923. Rapport, n° 136.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 6 à 9. — Art. 2, p. 38, 39, 41. — Art. 3, p. 49, 55, 56. — Observations au sujet d'un amendement présenté par M. Carnoy, p. 58. — Art. 4, p. 75. —Art. 6, p. 113, 114. — S'abstient au vote sur un amendement de M. Deswarte et consorts, p. 121. — Art. 14*bis*, p. 161. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale, p. 470.

Interpellation de MM. Vinck et Seeliger sur la question des changes, p. 77.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Fait de brèves observations : 1° sur les relations belgo-hollandaises; 2° sur le projet de traité de commerce avec la France; 3° sur le pacte militaire avec l'Angleterre; 4° sur la politique belge de réparations, p. 211, 212. — Observations, p. 219 à 229, 230, 242, 246, 247.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projet de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 289 à 299, 304 à 306, 311, 312, 319 à 327, 331. — Fait quelques observations relatives à des questions posées au ministre et auxquelles celui ci a répondu, à savoir : le principe de la politique indigène, la protection de la main-d'œuvre noire au service des blancs et la question des agglomérations chrétiennes et des missions, p. 331, 332. — Observations, p. 336, 340.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 352.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 383, 399, 426, 437, 441, 452, 561. — Discussion des articles. Art. 1er. Motive son vote et celui de plusieurs de ses amis, sur les amendements présentés par MM. Fraiture, Lafontaine et Renier, aux divers articles du budget, p. 481.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 424.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 501, 510, 514, 516, 525, 526, 528, 529. — Prie M. Masson, m. j., de fixer le Sénat sur les mesures que compte prendre le gouvernement pour lutter contre les prix usuraires, p. 531.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 567 à 571, 576, 589, 590.

Van Overbergh (*suite*)

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : Dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1309, 1331, 1332, 1346, 1348, 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1360.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les Universités de l'Etat. Discussion générale, p. 635, 636, 640 à 644, 647, 671, 676, 681, 682, 687, 707, 708, 724. — Observations à l'occasion des développements, par M. Braun, de la proposition de loi qu'il a présentée, p. 743. — Discussion, p. 748, 750, 751. — Nouvelles propositions en présence. Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1039, 1040. — Vote en seconde lecture. Discussion, p. 1078 à 1080. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1199 à 1203, 1207 à 1210, 1212. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1214. — Art. 5, p. 1218.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (Services de l'agriculture.) Discussion générale, p. 832, 834.

Budget des finances pour 1923. Dépose le rapport sur ce budget, p. 860. — Discussion générale. Souligne trois points sur lesquels il désire connaître l'avis du gouvernement : la question des économies, celle des marcks et celle des conclusions à tirer de la plusvalue des impôts, p. 903 à 905. — Observations, p. 908 à 910. — Discussion des articles. Art. 1er. Insiste pour que le ministre réponde à ses questions concernant la limitation des nouveaux impôts et concernant les économies, p. 911. — Observation, p. 914.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 877, 878, 881, 883, 884, 886.

Budget des sciences et des arts pour 1923 et interpellation de M. Féron, relative à l'enseignement en pays flamand. Discussion, p. 924 à 926, 932, 934.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 999.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1104, 1107, 1126, 1127, 1129. — Discussion des articles. Art. 111 nouveau, proposé par M. Delor, p. 1145. — Amendement présenté par MM. Demoulin et consorts, p. 1146.

Interpellation de M. le marquis Impériali sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des soldats belges dans les territoires occupés. Discussion, p. 1169 à 1172.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale, p. 1223, 1224, 1226, 1229.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Discussion générale, p. 1234, 1235.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure, avec la société anonyme des tramways électriques de Gand, une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand. Discussion générale, p. 1261.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre (Texte amendé par la Chambre des représentants). Discussion générale, p. 1363 à 1366.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. Discussion générale, p. 1381, 1382. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la société anonyme « Lloyd royal belge » et divers créanciers de celle-ci. Discussion générale, p. 1421.

Van Reynegem de Buzet (baron), sénateur de Malines et Turnhout.

Doc. — Projet de loi portant répression des embarquements en fraude de personnes. Rapport, n° 183.

Ann. — Projet de loi portant répression des embarquements en fraude de personnes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1178.

Van Roosbroeck, sén. de Malines et Turnhout, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Amendement au titre et à l'article 1er, n° 64.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat, n° 144 (cette proposition a été transmise au Sénat le 22 mai 1923).

Van Roosbroeck (*suite*)

Ann. — Elu secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, § 4 proposé par M. le marquis Impériali et amendement proposé à ce texte par M. Masson, m. j., p. 62. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Projet de loi apportant certaines modifications au tarif des douanes. Discussion générale. Prie M. le ministre des finances de prendre des mesures pour que les postes de douanes soient pourvus d'agents connaissant la langue flamande, p. 262.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines) et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 339, 340.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand. Dépose, en son nom et au nom de M. Rongy, un amendement au titre et à l'article 1er de ce projet de loi et donne lecture de cet amendement, p. 368. — Discussion de la proposition de loi présentée par M. Braun et consorts, p. 747, 748. — A la suite du rejet des propositions de loi présentées par M. Magnette et par M. Speyer, et le Sénat ayant admis la constitution d'une commission spéciale, déclare retirer la proposition qu'il avait présentée, se réservant de la reproduire en commission, p. 759. — Nouvelles propositions en présence : Déclare, en présence de l'attitude intransigeante de certains membres du Sénat retirer la proposition de loi qu'il a présenté, p. 1030, 1031. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1202. — Discussion des articles. Art. 2, p. 1216.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 395.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle des écoles de bienfaisance de l'Etat, ainsi que des conseils de prud'hommes, p. 515 à 517. — Répond à des observations de M. Vauthier, rap., p. 520. — Observations, p. 523, 524, 530, 531. — Fait diverses observations au sujet de la suppression éventuelle de l'école de Saint-Hubert et de l'établissement central de Moll, p. 531.

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet du conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil de prud'hommes. Par motion d'ordre rappelle qu'il a parlé de cette question au cours de la discussion du budget de la justice, mais annonce que, le conflit s'étant aggravé, son intention est d'interpeller le gouvernement à ce sujet, p. 716. — Développe son interpellation, p. 835 à 836. — Discussion, p. 840.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. Discussion des articles. Art. 1er. Observations, p. 1015.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Obsrvations, p. 1066, 1105. — Proteste contre les discours prononcés par M. Broeckx et parle notamment des charbonnages du Limbourg et de l'enseignement technique, p. 1099 à 1102. — Observations, p. 1109. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1133, 1136, 1139. — Art. 111 nouveau, p. 1146.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1405.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Van Vlaenderen, élu par le Sénat.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 217.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Van Vlaenderen (*suite*)

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances, S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Vauthier, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi prorogeant la loi du 15 juin 1922 suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer. Rapport, n° 10.

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'université de Gand (co-sign.), Annexe au n° 42.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) Rapport, n° 73.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle. Rapport, n° 140.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 6, 8. — Observations au sujet des amendements (contre-projet), présentées par M. Magnette, et de la procédure à suivre pour l'examen de ces amendements, p. 18. — En réponse à une question de M. le comte Goblet d'Alviella, relative à la situation des occupants des immeubles déjà réquisitionnés, estime que les réquisitions déjà opérées en vertu des lois antérieures, continueront à produire normalement leurs effets, p. 22. — Reprise de la discussion de l'article 1er et des amendements qui s'y rattachent, p. 26. — Amendement de MM. Deswarte et consorts, p. 27, 28. — Se rallie aux alinéas 2 et 3 du § 1er, ainsi qu'au § 2 des amendements de MM. Deswarte et consorts, p. 29. — Combat un amendement de MM. Poelaert et Delannoy, p. 30, 31. — Observations au sujet du texte de la commission de la justice et d'un amendement de M. Lebon, p. 32. — Propose à M. Lebon de retirer son amendement et de le présenter à l'article 5, p. 33. — Art. 2, p. 37 à 39. — Fait diverses observations qui concluent au rejet de l'article 2, p. 43. — Art. 3, § 3, proposé par M. le marquis Impériali. Observations, p. 59. — Observations au sujet d'un sous amendement présenté à ce paragraphe par M. Du Bois, p. 60. — § 4, proposé par M. le marquis Imperiali et amendement présenté à ce texte par M. Masson, m. j., p. 61, 62. — Art. 4. Observations au sujet de l'ordre dans lequel les orateurs seront entendus, p. 66. — Expose le sentiment de la commission de la justice, au sujet de cet article, p. 66 à 68, 70 à 72, 74. — Reprise de la discussion de l'article 3, § 4. Se rallie, sans restrictions, au texte qui vient d'être présenté par M. Masson, m. j., au nom des différents groupes du Sénat, p. 89. — Art. 3*bis*, proposé par amendement par le gouvernement. Combat cet amendement et fait remarquer au Sénat que cet amendement consiste, en réalité, à revenir, en partie, sur le vote émis quelques jours auparavant par le Sénat, vote qui a supprimé l'article 2, p. 90. — Reprise de la discussion de l'article 4, § 1er. Défend l'amendement qu'il a présenté avec MM. Braun et consorts et qui est relatif au « fardeau de la preuve », p. 92. — Combat un amendement de M. Poelaert, p. 93. — Combat un sous-amendement présenté à son amendement par M. Lebon, p. 93. — Combat une nouvelle disposition subsidiaire qui vient d'être présentée par M. Poelaert, p. 94. — § 2. Observations, notamment en ce qui concerne les victimes civiles. Propose un amendement, p. 96. — Observations au sujet d'un amendement de M. Demerbe, p. 97. — Combat une disposition additionnelle proposée par M. Asou, p. 97. — § 3. Fait diverses observations et

Vauthier (*suite*)

déclare se rallier, en son nom personnel, à un amendement proposé par M. le baron de Moffarts, p. 98. — § 4. Observations au sujet d'un amendement de M. Lebon, p. 98. — A la suite d'une observation de M. Lebon, quant à la numérotation des articles, propose de réserver provisoirement cette question jusqu'au second vote, p. 99. — § 5. Observations, p. 100. —Art. 5. Observations relatives à un amendement de M. Deswarte, p. 100, 101. — Combat un amendement qui vient d'être présenté par M. Masson, m. j., et qui rétablit en quelque sorte le texte de la Chambre, p. 104, 105. — Observations au sujet d'un amendement de M. Lebon, p. 104, 105. — Art. 6. Discussion, p. 106, 109 à 111, 113, 118 à 120. — Observations au sujet d'un paragraphe final proposé par M. Asou, p. 122. — § 3. Discussion, p. 125. — Observations au sujet de §§ additionnels proposés par MM. Poelaert et consorts, p. 129, 130. — Observations au sujet d'un alinéa additionnel proposé par MM. Poelaert et Delannoy, p. 131. — Paragraphe concernant les dérogations contractuelles, p. 137 à 139, 141. — Art. 6*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Se rallie à ce texte et demande qu'il soit maintenu, malgré un certain double emploi avec l'article 11, p. 142. — Art. 7. Combat des amendements présentés par MM. Lebon et Bratfort et Carton, p. 133, 134. — Observations au sujet d'un amendement de M. Du Bost, p. 134. — Déclare ne pouvoir répondre à M. Deswarte, quant à la détermination des mots « gros œuvre », p. 135. — Se rallie à l'interprétation qui vient d'être donnée par M. Carton, p. 135. — Art. 8. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 143. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Observations, p. 143 à 147. — Observations au sujet du nouveau texte proposé par le gouvernement, en remplacement du deuxième alinéa du texte primitif. Déclare se rallier aux trois premiers alinéas de ce nouveau texte, mais estime qu'il faudra voter séparément sur la disposition donnant au locataire principal, qui quitte l'immeuble, la faculté d'emporter le mobilier des lieux loués, p. 149, 150. — Art. 8*ter* proposé par MM. Poelaert et consorts. Se rallie à l'amendement de M. Poelaert et combat un amendement de M. le comte Goblet d'Alviella, p. 152. — Art. 10. Défend les amendements du gouvernement et combat les amendements de MM. Poelaert et Deswarte, p. 153, 154. — Observations au sujet d'un paragraphe final proposé par M. Deswarte et estime que l'on pourrait réserver l'examen de cet amendement, p. 155. — Art. 13. Observations au sujet de la date de la mise en vigueur, p. 156. — Propose de réserver cette disposition, p. 156. — Art. 14. Discussion, p. 157, 159. — Art. 14*bis* proposé par amendement par le gouvernement. Combat cet amendement, p. 161. — Art. 15. Propose un amendement, p. 162. — Fait encore diverses observations, notamment quant à un point soulevé par M. Pirard, p. 170, 171. — Reprise de l'examen d'un amendement présenté par M. Deswarte à l'article 10. Combat cet amendement, p. 172. — Chapitre III. — De la réquisition des immeubles. Discussion, p. 179, 180. — L'examen en première lecture étant terminé, propose de ne pas attendre le second vote pour statuer sur l'article 13, qui avait été réservé, p. 185. — Vote en seconde lecture. Art. 1er. Déclare se rallier à un amendement de M. Deswarte, et fait la même observation pour le § 3, p. 190. — Art. 2. Demande que la suppression de cet article, votée en première lecture, soit maintenue, p. 191. — Art. 3. Déclare se rallier à un amendement du gouvernement et s'opposer à un amendement de M. Thiébaut, p. 193. — Art. 3*bis* nouveau. Estime sérieuses les observations de M. Van Fleteren, tendant à la suppression de cet article, p. 194. — Art. 4. S'explique au sujet des amendements présentés au § 1er, p. 194, 195. — § 2, p. 195, 196. — S'oppose à un amendement présenté par MM. Guyaux et consorts en faveur des victimes des accidents du travail, p. 196. — Se rallie à un amendement de M. Deswarte, p. 197. — § 3. Se rallie à un amendement de forme de M. Deswarte, p. 197. — § 5. S'oppose à un amendement de M. Deswarte, p. 197. — Art. 5*bis* proposé par M. Deswarte. Déclare se rallier à cet amendement, p. 199. — Art. 6. Cet article n'ayant pas été amendé en première lecture, s'oppose à la recevabilité d'amendements proposés par M. Deswarte, p. 199. — Art. 6*bis* nouveau. Se rallie à un amendement de M. Deswarte, p. 199. — Art. 7. Fait diverses observations et déclare se rallier à l'amendement de M. Impériali, p. 200. Discussion, p. 202, 203. — Art. 8. Se rallie à une modification de rédaction proposée par M. Deswarte, p. 204. — Art. 16. Prie le Sénat d'admettre un amendement de M. Deswarte, cet article n'ayant pas été amendé en première lecture, p. 205. — Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 440. — Discussion générale de ce texte, p. 468, 470, 471. — Refuse de se faire le commentateur de la loi devant l'assemblée, p. 471, 472. — Discussion des articles. Art. 36. Observations au sujet de l'interprétation, p. 478.

Vauthier (*suite*)

Projet de loi portant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1922 de la loi du 15 juin 1922, suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. Dépose le rapport sur ce projet de loi et déclare que la commission de la justice s'est ralliée à l'unanimité au texte du gouvernement, p. 9. — Fait remarquer une observation qui a été présentée, quant à la date de la prorogation; demande l'urgence et cette demande étant admise donne lecture de son rapport, p. 9. — Discussion générale, p. 10. — Observations au sujet d'un amendement annoncé par M. Deswarte, tendant à proroger également la loi du 14 août 1920, p. 11. — Dépose le rapport sur le projet de loi prorogeant : 1° la loi du 14 août 1920 sur les loyers; 2° la loi du 15 juin 1922 suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer, p. 21. — Demande l'urgence pour ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 21. — Déclare que la commission de la justice, d'accord avec le gouvernement, a été unanime à penser qu'il y a lieu de proroger ces deux lois, p. 21.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 359.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 517. — Répond aux observations de M. Van Roosbroeck, quant aux conseils de prud'hommes, p. 519, 920.

Projet et proposition de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale. Demande, n'étant pas préparé, à prendre la parole le lendemain, p. 636. Discours, p. 637 à 640. — Observations, p. 647, 677. — Nouvelles propositions en présence : Proteste contre un discours qui vient d'être prononcé par M. le comte de Broqueville et le prie de ne pas maintenir les accusations qu'il a formulées contre le parti libéral, accusations qui ne lui paraissent pas être conformes à la vérité, p. 1029. — Prie M. le comte de Broqueville de motiver devant le Sénat la proposition de loi qu'il a présentée, p. 1029. — Proposition de M. le comte de Broqueville. Discussion. Prononce un discours, le termine en indiquant les conditions auxquelles il pourrait admettre le projet de M. le comte de Broqueville et propose un amendement à cet effet, p. 1038, 1039. — Après le rejet de la proposition de loi de M. le comte de Broqueville, proteste contre le discours qui vient d'être prononcé par M. Carton à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, indique à l'assemblée le motif pour lequel il a repris cette proposition et demande qu'elle soit renvoyée soit à la commission des sciences et des arts, soit à la commission spéciale, p. 1086. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1188 à 1190.

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet d'un conflit qui s'est élevé entre la ville de Bruxelles et le conseil de prud'hommes. Observations, p. 836, 838 à 840.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 886. — Discussion générale, p. 962, 964, 965.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 1003.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale. Défend les conclusions de la commission de la justice, p. 1448 à 1451. — Observations, p. 1454. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Renier, p. 1465. — S'abstient au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Fraiture, p. 1465.

Véhicules à vapeur ou à moteur. — V. 1° Finances : Impôts : Automobiles. — 2° Roulage.

Verbrugge, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Doc. — Budget de l'industrie et du travail pour l'exercice 1923. Amendement à l'article 67 (co-sign.), n° 176.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 217.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Verbrugge (*suite*)

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale. Parle de la mise en vigueur de la loi autorisant le paiement, aux ayants droit des bénéficiaires décédés, des pensions accordées en vertu de la loi du 20 août 1920, p. 1125, 1126.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

Vermeylen, élu par le Sénat.

Doc. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand. Note de minorité (annexe au rapport de M. Carnoy sur le projet de loi présenté par le gouvernement : Projet Nolf), n° 179.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Rapport, n° 201.

Ann. — Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale. Observations au sujet d'un exposé de M. Prins qui vient d'être lu par M. Rutten et complété par M. Speyer, p. 652. — Discours, p. 674 à 681. — Observations, p. 687 à 690, 698. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1198, 1201, 1202, 1207.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1245.

Vétérinaires. — V. Enseignement : Enseignement agricole.

Vice-présidents du Sénat. — V. 1° Chambres législatives-Sénat : Bureau définitif. — 2° Président du Sénat.

Victimes de la guerre. — V. Guerre : a) Dommages de guerre; b) Rapatriement des corps.

Victimes civiles de la guerre. — V. Finances : Cour des comptes. Dissentiment entre la Cour des comptes et le gouvernement.

Vieillesse. — V. Pensions de vieillesse.

Vilain XIIII (vicomte), sénateur de Mons et Soignies.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'Etat (co-sign.), n° 104.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3, paragraphe 4, p. 89.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 226.

Vilain XIIII (vicomte) (*suite*)

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 360, 362, 366. — Fait une rectification, afin d'éviter toute équivoque sur la portée de son discours, p. 366. — Reprise de la discussion générale, p. 379, 408.

Projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme belge de navigation aérienne. Discussion générale, p. 802, 803.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Parle des finances communales et prie le ministre de faire hâter l'approbation des taxes proposées par les administrations communales, p. 996.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale, parle de la façon dont sont décidé certains travaux, p. 1221. — Observation p. 1229.

Vinck, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

Doc. — Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand. Développement et proposition de loi, n° 131 et annexe.

Ann. — Interpelle avec M. Seeliger M. le premier ministre, ministre des finances sur la question des changes. Développe son interpellation, p. 75 à 79. — Observations, p. 83, 84.

Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 6, p. 109. — Art. 8*bis* proposé par amendement par le gouvernement, p. 146, 147. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Traite la question des réparations, p. 245 à 248.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 376, 433.

Motion d'ordre en réponse à une motion d'ordre de M. Van Berckelaer au sujet de l'insuffisance du service sténographique flamand, fait, à cette occasion, remarquer les difficultés de recrutement de ce service, p. 433, 434.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale, p. 523.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1319, 1335, 1336, 1342.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'université de Gand (texte transmis par la Chambre des représentants). Discussion des articles. Art. 1er, p. 735. — A la suite du rejet de cet article, fait diverses observations quant à l'examen des propositions restant en présence, p. 738, 739, 741. — Nouvelles propositions en présence : Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Discussion, p. 1037. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1198, 1199, 1202.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 879 à 881, 883, 886 à 888.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 980.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale. Insiste pour que l'autonomie fiscale soit rendue aux communes et proteste contre l'invitation, faite par M. Digneffe au gouvernement, en vue d'une réglementation uniforme de la prostitution, p. 997, 998.

Projet de loi prorogeant les délais pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet et proposition de loi relatifs à la police du roulage. Discussion générale, p. 1182.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure avec la Société anonyme des Tramways électriques de Gand une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand. Demande, par motion d'ordre, que la discussion de ce projet de loi soit remise au mardi suivant 24 juillet, p. 1245. — Discussion générale, p. 1260, 1261.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Par motion d'ordre, déclare qu'il n'a pas pris la parole au cours de la discussion de ce budget, sur la question qu'il

Vinck (*suite*)

comptait traiter (habitations à bon marché), son intervention, à ce moment, ne pouvant guère avoir de résultats pratiques et le ministre lui ayant déclaré être d'accord pour que cet objet soit développé ultérieurement, sous forme d'interpellation, p. 1304.

Poursuites contre MM. les séanteurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Avant l'ouverture de la discussion, indique au Sénat d'une façon précise, la qualification du réquisitoire du procureur général, en ce qui concerne les faits mis à charge de MM. Renier et Fraiture, p. 1391. — Discussion générale, p. 1391 à 1393.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Visa des brevets de pension. — V. Finances : Cour des comptes.

Voies et moyens. — V. Finances : Budgets.

Volckaert, sén. de Mons et Soignies.

Doc. — Projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la colonie. Amendement à l'article 5, n° 50.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 6, 15, 16, 23, 25. — Art. 2, p. 39 à 41. — Art. 3, p. 52, § 3 proposé par M. le marquis Imperiali. Observations, p. 59. — § 4 proposé par M. le marquis Impériali et amendement proposé à ce texte par M. Masson, m. j., p. 62, 63, 89. — Art. 6, p. 119. — § 3, p. 127, 128. — Art. 7, p. 134. — Chapitre III. De la réquisition des immeubles, p. 180 à 183. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Interpellation de M. Rongy au sujet de la mise en application, en Belgique, de la convention de Genève, relative à la prohibition de la céruse dans la peinture en bâtiments, p. 19.

Interpellation de MM. Vinck et Seeliger sur la question des changes, p. 82 à 84.

Fixation de l'ordre du jour. Observations, p. 187.

Budget des colonies pour 1923 (dépenses métropolitaines). Observations à l'occasion d'une proposition de M. le président tendant à remettre au lendemain l'examen de ce budget, p. 187. — Discussion générale de ce budget et des projets de loi relatifs aux pensions coloniales, p. 289, 296, 298, 299, 302, 310 à 312, 319 à 321, 328, 329, 334. — Discussion au sujet des conditions de la démission de M. Lippens, gouverneur du Congo, p. 334 à 337, 340. — Pose une question à M. le ministre des colonies, en ce qui concerne le traitement des fonctionnaires, notamment de l'avocat de son département, p. 341, 342.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du 1er janvier. Observations, p. 207.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale, p. 225 à 227, 229 à 234, 246 à 248.

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. Motive le vote du groupe socialiste, p. 265. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Interpellation de M. Pirard sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen et de Malmédy, p. 277, 279 à 281, 351, 352.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 362 à 364, 366, 426, 429, 430, 433, 458, 461 à 466.

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. Discussion générale, p. 414 à 417, 419. — Observations à l'occasion du discours prononcé par M. Van Overbergh pour motiver son abstention, p. 424.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle notamment du fonctionnement de la commission de contrôle des films cinématographiques ainsi que de la réforme de la bienfaisance publique, p. 498 à 500. — Observations, p. 514, 519, 520, 524, 525, 527 à 529.

Règlement : Modification. M. le marquis Imperiali ayant introduit, au cours de l'examen des propositions de modification à l'article 2 qui avait été régulièrement présentées, une proposition de modification à l'article 19, déclare admettre cette proposition de suppression des double des procès-verbaux, mais estime que l'introduction d'une modification au règlement doit, en principe, être présentée de façon à ce que l'assemblée puisse en prendre connaissance et l'étudier, p. 552.

Volckaert (*suite*)

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923, Discussions générale, p. 564, 565.

Budget de la dette publique pour 1923. Discussion générale, p. 607, 608.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1314, 1319. — M. le président ayant fait remarquer que beaucoup de membres désirent que cette discussion soit terminée le mardi suivant, déclare ne pouvoir prendre aucun engagement, p. 1322. —Incident entre MM. Fraiture et Gillain, rap. Observations, p. 1326. — Reprise de la discussion générale, p. 1330, 1332, 1334, 1335, 1339 à 1343, 1345, 1348, 1350. — Fait personnel : déclare qu'il n'a pas voulu mettre en doute le dévouement de M. le comte de Broqueville, mais qu'il a tenu à constater que c'est le parti catholique qui n'a pas su préparer la défense du pays, p. 1351, 1352. — Discussion des articles. Art. 5. Observations, p. 1355. — Déclare retirer un amendement qu'il avait présenté, en présence des déclarations de M. Devèze, m. d. n., p. 1355. — Art. 8. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 1357. — Déclare retirer son amendement, en présence des déclarations formelles du ministre, p. 1358. — Art. 9. Observations, p. 1358. — En présence de la déclaration de M. Devèze, m. d. n., retire l'amendement qu'il avait présenté, p. 1358.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 650, 651, 723. — Discussion des articles du projet de loi transmis par la Chambre des représentants. Art. 1er, p. 734. — A la suite du rejet de cet article fait diverses observations quant à la procédure à suivre pour l'examen des propositions restant en présence, p. 841. — Discussion de la proposition de loi de M. Braun, p. 748, 753. — A la suite du rejet ou du retrait des différentes propositions et de la constitution d'une commission spéciale pour l'examen de cette question, demande quand celle-ci reviendra en séance publique, p. 760. — Nouvelles propositions en présence : Proteste contre une proposition de M. de Broqueville tendant à remettre au lendemain la suite de la discussion de sa proposition de loi, p. 1031. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville : Discussion, p. 1037, 1038, 1041. — Par motion d'ordre propose l'ajournement du débat et motive sa proposition, p. 1044. — Demande l'appel nominal sur sa proposition, p. 1044. — Proteste contre une proposition de M. Liebaert tendant à continuer le débat après 5 heures, p. 1045. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Discussion, p. 1079, 1082 à 1084. — Observations à l'occasion de la reprise de la proposition de loi de M. Renard, p. 1086 à 1088, 1210, 1212. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion des articles. Art. 2, p. 1216.

Projet de loi relatif à l'approbation de la convention du 31 décembre 1921 entre l'Etat belge et la Compagnie du chemin de fer du Congo. Discussion générale. Motive le vote de la gauche socialiste, p. 762. — Observations, p. 763.

Violences contre l'Eglise, en Russie. Motion d'ordre de M. Rutten qui proteste contre les violences dont sont victimes les membres de l'Eglise, en Russie. Observations, p. 794, 795.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le gouvernement : à l'occasion de la discussion du rapport de la commission des finances sur ce dissentiment, proteste contre le retard apporté à la vérification des budgets, par la Cour des comptes, notamment en ce qui concerne le budget des colonies, p. 798.

Budget de l'agriculture et des travaux publics pour 1923. Tableau A (services de l'agriculture). Discussion générale, p. 821. — Tableau B (services des travaux publics). Discussion générale, p. 867.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour 1923. Discussion générale, p. 878, 880 à 883.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonstitutionnelle. Discussion générale, p. 963 à 965. — Discussion des articles. Art. 1er. Demande que l'on vote par alinéa, p. 965. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 980.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1923. Discussion générale, p. 979, 991, 992, 1001.

Volckaert (*suite*)

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction militaire et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire. Observations à l'occasion d'un incident entre MM. Devèze, m. d. n., et Lekeu, p. 1093.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur des budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1107, 1127 à 1129. — Discussion des articles. Art. 1er, p. 1136, 1138. — Art. 14. Observations au sujet du projet de loi sur l'inspection des mines, p. 1140.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1160, 1161, 1165, 1166, 1167.

Budget de la défense nationale pour 1923. Discussion générale. Observations, p. 1223 à 1227. — Motive le vote de la gauche socialiste et déclare que ce parti ne se dérobera jamais quand il s'agira de la défense du pays, p. 1227, 1228. — Fait encore diverses observations, p. 1228, 1229.

Budget de la gendarmerie pour 1923. Discussion générale, p. 1234, 1235.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1923. Discussion générale, p. 1267.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais du 30 décembre 1922. Discussion générale, p. 1288, 1389.

Motion d'ordre de M. Seeliger qui proteste contre la manière dont le gouvernement traite la Haute Assemblée en lui demandant de voter d'urgence un grand nombre de projets importants. Observations, p. 1396.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre (texte amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et succession. Discussion générale, p. 1381. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder la priorité à une interpellation de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu relative à la grève des cheminots, p. 1430, 1433, 1434. — Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Liebaert qui propose de tenir une séance le lendemain matin, afin de poursuivre le débat sur la demande en autorisation de poursuites, p. 1437, 1438. — Reprise de la discussion de la demande en autorisation de poursuites, p. 1445, 1446, 1451, 1453, 1455 à 1458, 1462.

Par motion d'ordre, prie le bureau de vouloir bien adresser à Mgr Keesen, d. d'â. du Sénat, les vœux que forme l'Assemblée pour son prompt rétablissement, p. 1467.

W.

Weyler, sén. prov. d'Anvers.

Doc. — Projet de loi fixant : *a*) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; *b*) les dates des vacances. Rapport, n° 182.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire. Rapport, n° 216.

Ann. — Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 663, 664. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1025. — S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition de loi de Mme Spaak, p. 1030. — Proposition de loi de M. le comte de Broqueville. Motive son vote sur cette proposition de loi, p. 1042. — S'abstient au vote sur l'article 1er, p. 1049. — Art. 2. S'abstient au vote sur un amendement de MM. Braun et Beauduin, p. 1044. — S'abstient au vote sur l'ensemble de l'article 2, p. 1045. — Art. 3. S'abstient au vote sur cet article, p. 1048. — S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, p. 1085.

Weyler (*suite*)

Projet de loi fixant : *a*) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent rester ouvertes; *b*) les dates des vacances. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1163.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1265.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre l'Etat belge, la société anonyme « Lloyd royal belge » et divers créanciers de celle-ci. Discussion générale, p. 1421 à 1423.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder la priorité à une interpellation de MM. Renier, Fraiture, Lafontaine et Lekeu relative à la grève des cheminots, p. 1431.

Wittemans, sén. d'Anvers.

Doc. — Proposition de loi sur le travail, l'industrie et le commerce de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. Note en annexe au rapport de M. Braun sur cette proposition de loi. Proposition de loi qu'il a présentée dans une précédente session, n° 67.

Ann. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1er, p. 25. — Combat les amendements de MM. Poelaert et Delannoy, p. 31. — Observations, p. 34. — Art. 4, p. 73, 74. — Art. 4, § 1er. Observations au sujet de l'amendement de M. Lebon, p. 93, § 5. Propose un amendement suggéré par le Jeune Barreau d'Anvers, p. 99. — Observations. Se rallie à un sous-amendement de M. Lebon, p. 100. — Observations au sujet de la discussion, p. 100. — Art. 8*bis*, p. 143. — Art. 10. Propose de réserver un amendement de M. Deswarte, p. 155. — Art. 13, p. 156. — Art. 16*bis* proposé par M. Deswarte, p. 174. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 217.

Budget des affaires étrangères pour 1923. Discussion générale. Fait quelques observations concernant la situation internationale, notamment en ce qui concerne les relations diplomatiques en Europe, p. 213 à 215. — Observations, p. 228 à 232, 234 à 236.

Projet de loi autorisant la colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du chemin de fer du Katanga. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 265.

Budget du ministère des colonies pour 1923 (Dépenses métropolitaines), et projets de loi relatifs aux pensions coloniales. Discussion générale, p. 302, 307.

Proposition de loi qu'il a présentée, sur le travail, le commerce et l'industrie de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. Par motion d'ordre, déclare avoir appris que M. le ministre de la justice demande le renvoi de cette proposition au comité de législation du ministère de la justice et à la commission de revision du Code civil; déclare encore ne pas faire d'objections au renvoi à ces organismes, mais propose que le rapport de M. Braun, ainsi que la note qu'il a rédigée, en réponse à ce rapport, soient imprimés et distribués aux membres du Sénat, de façon à ce que la discussion puisse avoir lieu au cours de la session, p. 307, 308.

Interpellation de M. Pirard, sur la situation de l'enseignement public dans les territoires d'Eupen-Malmédy, p. 358.

Budget des chemins de fer, marine, postes et télégraphes pour 1923. Discussion générale, p. 427, 428.

Budget de la justice pour 1923. Discussion générale. Parle notamment des projets de loi concernant la réorganisation de l'assistance judiciaire, la révision de la procédure en matière de divorce, et la réforme de l'instruction préparatoire, ainsi que des réformes du régime pénitencier, p. 532 à 535. — Par motion d'ordre, prie M. le président d'accorder la parole à M. Masson, m. j., afin que celui-ci puisse répondre aux questions qu'il lui a posées à la fin de la discussion générale, p. 550.

Projet de loi relatif à l'annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers. Discussion générale, p. 556, 559, 560.

Budget des dépenses recouvrables pour 1923 et budget des affaires économiques pour 1923. Discussion générale, p. 568 à 570. — Traite de la politique extérieure du gouvernement, notamment en ce qui concerne la question de l'occupation de la Ruhr, p. 583 à 585. — Interrompt, à plusieurs reprises,

Wittemans (*suite*)

le discours que prononce M. Jaspar, m. a. ét., en réponse au sien, p. 585. — Demande à prendre la parole en réponse au discours de M. Jaspar, afin de prononcer quelques paroles d'apaisement, p. 586.

Projet de loi de milice. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 631. — Projet de loi de recrutement : dispositions disjointes. Discussion générale, p. 1328, 1333, 1334, 1336, 1345 à 1347.

Projet et propositions de loi relatifs à l'emploi des langues dans les universités de l'Etat. Discussion générale, p. 640 à 642, 673, 677, 721 à 723. — Discussion générale des nouvelles propositions de loi en présence, p. 1027. — Nouvelle proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville. Vote en seconde lecture. Déclare renoncer à la parole, p. 1083. — Projet de loi présenté par le gouvernement (projet Nolf). Discussion générale, p. 1194, 1210, 1212.

Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur et à moteur. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 786.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôt sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 787.

Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle. Discusssion générale, p. 958 à 961, 965.

Projet de loi prorogeant les délais pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1095.

Interpelle MM. les ministres des sciences et des arts et de la justice au sujet du scandale de Ranst. Demande l'urgence pour son interpellation et motive sa demande, p. 1098. —

Wittemans (*suite*)

Déclare, à la demande de M. le président, qu'il s'entendra avec M. le ministre de l'intérieur à qui cette interpellation s'adresse également, au sujet de la fixation de la discussion, p. 1098. — Développe son interpellation, p. 1254 à 1256. — Observations, p. 1257, 1258.

Budget de l'industrie et du travail pour 1923. Discussion générale, p. 1103. — Parle de la question des accidents du travail, p. 1122, 1123.

Déclaration de M. Theunis, p. m., m. f., après la reconstitution du cabinet. Discussion, p. 1165, 1166.

Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites par la Banque nationale en vue du retrait des monnaies allemandes; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1397.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les dommages de guerre. (Texte amendé par la Chambre des représentants.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1397.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1398.

Poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture. Demande en autorisation. Discussion générale, p. 1408, 1413. — Discussion au sujet de l'urgence à accorder à une interpellation de MM. Renier et consorts au sujet de la révocation d'agents par suite de la grève des cheminots, p. 1415, 1416.

Projet de loi relatif au Lloyd royal belge. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1438.

FIN DE LA TABLE ALPHABETIQUE DES [illegible]ES PARLEMENTAIRES DU SENAT.